QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11804

MARDI 11 JANVIER 1983

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, [illegible] dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, [illegible] ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 85 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Vice-président des États-Unis
M. Bush fera fin janvier une tournée en Europe

LIRE PAGE 3

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le socialisme grec dévalué ?

En procédant, dimanche 9 janvier, à une dévaluation de 15,5 % de la drachme, le gouvernement socialiste grec a tiré les conséquences d'une situation économique très difficile, la position de la devise nationale étant devenue littéralement intenable. Mais il a pris, également, un risque politique considérable.

Il est presque traditionnel, en période de crise, que l'arrivée au pouvoir d'un parti jusqu'alors dans l'opposition donne lieu — ou prétexte — à une dévaluation. Le P.S. français y a eu recours à la rentrée 1981 (quitte, il est vrai, à récidiver en juin 1982), les socialistes espagnols au début de décembre dernier et les sociaux-démocrates suédois après le retour au pouvoir de M. Palme. En revanche, procéder à ce réajustement en y étant si manifestement contraint par les circonstances, et quinze mois après le changement de gouvernement, empêche M. Papandréou d'imputer la responsabilité réelle de cette mesure au règne précédent.

Il est pourtant vrai que les faiblesses structurelles de l'économie grecque ne datent pas d'aujourd'hui. Il y a bien des années déjà, en particulier, que le montage de sociétés quasi fictives, qui vivent — sur le papier — l'espace d'une subvention et disparaissent en moins de temps qu'il n'en faut pour déposer un bilan, quand ce n'est pour le truquer, a été élevé à la hauteur d'un sport national chez nombre d'affairistes. Une agriculture encore archaïque, un lobby des armateurs tout-puissant (la Grèce possède la première flotte marchande du monde), un appareil industriel usé, ont pu être autant d'obstacles aux ambitions réformatrices et planificatrices des dirigeants.

Il n'en demeure pas moins que cette dévaluation sera ressentie, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, comme la preuve tangible qu'une première phase de la politique gouvernementale a échoué. Dès son arrivée au pouvoir en octobre 1981, M. Papandréou s'était employé à rassurer ceux des acteurs économiques que l'ampleur de la victoire du parti socialiste avait de quoi inquiéter. Il avait su trouver un ton sensiblement plus modéré que certains de ses propos antérieurs ne le laissaient supposer. Mais les excès de langage, et parfois de comportement, de certains de ses partisans, plus prompts à se constituer « gardiens de la révolution » qu'à renouer le dialogue social, ont eu un effet très négatif sur beaucoup d'investisseurs potentiels, nationaux ou étrangers.

Un certain art de l'ambiguïté au sommet, une inexpérience ministérielle bien compréhensible mais confinant parfois à l'incompétence la plus dommageable, n'ont pu que hâter la dégradation d'une économie que M. Papandréou s'était donné pour tâche de relever. L'opposition ne manquera évidemment pas cette occasion d'affirmer que c'est le socialisme grec lui-même qui s'est ainsi dévalué, et que la décision de dimanche achève, après les hésitations sur l'OTAN et sur la Communauté européenne, d'écarter Athènes de ses partenaires occidentaux.

Il y a, certes, un bon usage des dévaluations. Il reste à M. Papandréou à le trouver, non pas seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique. Sera-t-il tenté par une fuite en avant, une radicalisation du régime sur laquelle misent les communistes ? Ou bien, au contraire, par une ouverture au centre et la recherche d'un « modus vivendi » avec cette moitié de l'opinion qui n'a pas voté pour le changement ?

Les Grecs Européens de l'An II

Lire page 45 le début d'une enquête de JACQUES GRALL

Deux gendarmes tués en Nouvelle-Calédonie lors d'un affrontement avec des Mélanésiens

Brusque regain de violence en Nouvelle-Calédonie : deux gendarmes mobiles ont été tués et quatre autres blessés par balles, lundi 10 janvier, vers 13 h 30, heure locale — il était alors 4 h 30 en métropole — dans la région de Sarraméa, au cours d'un affrontement avec un groupe de Mélanésiens. Cet incident extrêmement grave s'est produit alors qu'une opération de police était en cours, avec l'appui d'une centaine de gendarmes mobiles, pour faire exécuter une décision de justice.

Selon les premières indications, confirmées par notre correspondant à Nouméa, Michel Quémener, il semble que le convoi de police soit tombé dans une véritable embuscade près du petit village de Koindé, situé dans la brousse, au sud-est de Sarraméa. Les gendarmes mobiles avaient été requis, après un jugement en référé, pour récupérer, dans une scierie, du matériel bloqué depuis plusieurs semaines, par la communauté mélanésienne locale en conflit avec le propriétaire de cette exploitation.

Ce conflit était né quand les tribus de Koindé et Ouipoin vivant dans cette zone, avaient estimé que les activités de ladite scierie, appartenant à un néo-calédonien d'origine européenne, M. Barbou, provoquaient une pollution de la rivière alimentant en eau les populations mélanésiennes d'alentour.

Les représentants de ces tribus avaient alors réclamé à l'exploitant des dommages et intérêts. Une commission d'enquête s'était rendue sur les lieux et avait constaté effectivement une pollution des eaux. Une citerne d'eau potable avait alors été envoyée sur place et différentes propositions avaient été faites aux riverains du cours d'eau. Mais les deux tribus canaques avaient rejeté toutes ces propositions et bloqué, le 4 janvier, le matériel de l'exploitation.

Le jugement en référé ayant été rendu lundi matin à Nouméa, les gendarmes avaient été envoyés vers Koindé immédiatement pour aider l'exploitant à récupérer plusieurs engins. Organisée discrètement, l'opération de récupération proprement dite s'est déroulée sans incident. Mais, au retour de la scierie, le convoi de la gendarmerie a été stoppé, près de Koindé, par un barrage de troncs d'arbres sur la piste.

C'est alors qu'ils venaient de dégager la voie, en utilisant les engins récupérés, que les gendarmes ont essuyé des coups de feu tirés, semble-t-il, de l'intérieur de maisons voisines ainsi que de la brousse. Deux gendarmes ont été tués sur le coup et quatre autres blessés, parmi lesquels un chef d'escadron. Deux employés de la scierie — les conducteurs des engins — ont été également touchés.

On indiquait, lundi après-midi, à Nouméa, que les gendarmes n'avaient utilisé, dans leur riposte, que des grenades lacrymogènes. En fin de journée, l'identité des victimes n'avait pas encore été révélée. Le haut commissaire de la République, M. Jacques Roynette, s'est rendu aussitôt sur les lieux.

Cette fusillade est révélatrice de la tension qui persiste en Nouvelle-Calédonie depuis l'assassinat du secrétaire général de l'Union calédonienne, principal parti indépendantiste, M. Pierre Declercq, perpétré près de Nouméa, le 19 septembre 1981, et dont l'auteur n'a pas été identifié.

Bien qu'il ne présente aucun rapport direct avec les incidents survenus dans la soirée du 6 janvier à Touho, ce soir-là, dans cette localité de la côte est, la gendarmerie avait essuyé, pendant un long moment, des jets de projectiles divers de la part de quelques dizaines de Mélanésiens, dont bon nombre étaient apparus quelque peu éméchés. Ce drame confirme la précarité du nouvel équilibre que le gouvernement s'emploie à instaurer dans ce territoire du Pacifique entre les différentes ethnies qui le peuplent, en essayant de faire partager la responsabilité des affaires locales au courant indépendantiste. L'un des principaux porte-parole de celui-ci, M. Jean-Marie Tjibaou, vice-président de l'Union calédonienne, est d'ailleurs devenu, en juin dernier, vice-président du Conseil du gouvernement, c'est-à-dire chef de l'exécutif local.

(Lire la suite page 8.)

La préparation des « municipales »

M. Jacques Chirac présente un bilan de sa gestion à la mairie de Paris (lire page 8 les articles de Marc Ambroise-Rendu et d'André Passeron).

Le comité central du P.C.F. se réunit (lire page 9 l'article de Patrick Jarreau).

La lutte contre le travail clandestin

Lire page 44 l'article de Pierre Drouin.

L'enseignement catholique exige des garanties avant toute négociation

Le Comité national de l'enseignement catholique, réuni à Paris le dimanche 9 janvier, a refusé l'ouverture de négociations sur les propositions formulées par le ministre de l'éducation nationale le 20 décembre. Il a renoncé à formuler des contre-propositions tant qu'il n'aura pas obtenu de « garanties explicites » sur sa liberté.

M. Paul Guiberteau, secrétaire général de la Commission permanente de l'enseignement catholique, a rendu publique et commenté cette position, lundi 10 janvier en fin de matinée, au cours d'une conférence de presse.

La tentation du statu quo

par CHARLES VIAL

Au terme d'une journée jugée « historique » par certains participants, le comité national, instance suprême de l'enseignement catholique, s'est donc prononcé. Sans drame, sinon sans dramatisation ; sans éclats en tout cas.

A une abstention près, la cinquantaine de représentants de l'épiscopat, des organismes de gestion, des maîtres, des parents, des religieuses et religieux enseignants, des recteurs des facultés catholiques ont adopté un texte qui ne manquera pas d'apparaître comme l'acceptation de la guerre. De toute part, on va entendre que, désormais, « la balle est dans tel ou tel camp ». Ce sera trop dire. Simplement, l'enseignement catholique n'a pas envie de commencer une partie.

C'est le retour résolu à la position annoncée peu après le 10 mai 1981, lorsque M. Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, déclarait : « Nous ne sommes pas demandeurs de négociations ; le statu quo nous convient. »

Pourtant, si les propositions présentées par M. Savary le 20 décembre avaient suscité des réactions défavorables de la part des responsables de l'enseignement privé, le rejet avait paru ensuite moins véhément, car le ministre de l'éducation nationale acceptait le principe de contre-propositions et M. François Mitterrand, le 2 janvier, évoquait un enseignement « pluraliste, décentralisé et privé » et répétait avec gravité sa volonté de « respecter les consciences ». C'était encore la « grâce de Noël ». On mesure aujourd'hui combien la petite lueur était vacillante.

La porte, à peine déverrouillée, ne sera pas ouverte de sitôt. Non aux négociations pour le moment. Puis, réflexion faite, non à la formulation de contre-propositions tant que de solides garanties préservant la liberté n'auront pas été obtenues.

Réflexion faite ? Si l'enseignement catholique adopte une attitude aussi peu conciliante, ce n'est pas sans en avoir débattu. En décembre dernier, avant que soit connu le plan Savary, M. Guiberteau et M. Pierre Daniel, président des parents d'élèves, avaient essuyé une volée de bois vert, assenée par des parents impatients d'en découdre. Ceux-ci et d'autres l'ont finalement emporté pour faire prévaloir, ce week-end, une position dure. On peut l'expliquer par au moins trois raisons.

Formuler des contre-propositions, c'était aller peu ou prou sur le terrain du gouvernement. De plus, tous les vœux ne coïncident pas, dans le détail, entre les chefs d'établissement qui ont accepté parfois la notion d'« intérêt public », les parents, la fédération des organismes de gestion, très intransigeants. Renoncer à des contre-propositions, c'est, provisoirement, taire ces nuances et consolider la cohésion.

(Lire la suite page 11.)

Philippines : rébellions, répression, récession

L'engrenage de la violence se poursuit sans répit dans l'archipel philippin : attentats et embuscades organisés par l'opposition armée (communiste ou musulmane) voire par des bandits, répression de la part des forces de l'ordre. Dans ce pays à 90 % catholique, le fait que quelques prêtres soutiennent la guérilla et qu'une partie du clergé ait critiqué à de nombreuses reprises le régime du président Marcos irrite et inquiète les autorités.

Responsables de l'armée et de l'Eglise se sont rencontrés à la fin de l'année dernière pour tenter de régler le conflit qui les oppose à propos des « prêtres rebelles », dont parle dans le premier article de sa série notre envoyé spécial Roland-Pierre Paringaux. Un général de police et un archevêque viennent d'envoyer une lettre commune à l'un de ces prêtres, le Père Conrado Balweg, qui a pris les armes avec la Nouvelle Armée populaire (NAP).

I. — L'Église face au pouvoir

De notre envoyé spécial
R.-P. PARINGAUX

Manille. — « *Si l'oiseau prisonnier de la cage bat des ailes pour se libérer, comment tout un pays n'aspirerait-il pas à la liberté ?* » A l'enterrement du Père Zacarias Agatep, en octobre dernier, dans le cimetière de Vigan, sur la côte occidentale de Luzon, une petite foule chantait ce refrain populaire. La messe avait été concélébrée par une vingtaine de prêtres. En République très catholique des Philippines rien, apparemment, de plus normal. A ceci près que le Père Agatep était devenu, à quarante-six ans, ce qu'il est convenu d'appeler un « *prêtre rebelle* ».

Pasteur « *égaré* » dans les « zones libérées » et dans les rangs de la Nouvelle Armée Populaire (NAP ou N.P.A. en anglais), le bras armé du parti communiste philippin, il avait, sans renier l'Evangile mais en rejetant les pompes, les œuvres et les prudences épiscopales, ajouté le fusil à la croix et troqué ses espoirs déçus de réforme pour l'absolu de la révolution. Et, si les circonstances de sa mort — les armes à la main, selon la version officielle, trahi et abattu dans le dos, selon d'autres — demeurent obscures, son engagement et son aventure n'en mettent pas moins en lumière l'émergence d'un phénomène inconnu — ou insoupçonné — jusqu'à ces derniers mois sur cette terre la plus catholique d'Asie : la volonté raisonnée de certains prêtres de recourir à la violence armée « *illégale* » pour répondre à la violence armée « *légale* », qu'ils sont las de dénoncer en pure perte.

Un autre prêtre, Conrado Balweg, émule lui aussi de Camillo Torres (1), justifiait récemment dans une interview son adhésion à la NAP par les impératifs de justice que lui dictent à la fois sa conscience, l'Evangile et la situation générale dans son pays.

(Lire la suite page 5.)

(1) Prêtre colombien qui lutta dans la guérilla dans son propre pays au cours des années 60.

AU JOUR LE JOUR

Match

N'ayons pas peur des mots : c'est une tragédie nationale que cette affaire Herbin, à Saint-Etienne.

L'entraîneur roux des footballeurs « verts » polémiquant, sur fond de caisse noire, avec le maire « rouge » de sa ville : tous les éléments du drame sont réunis.

Valse des gens et des millions, propos hâtifs, démentis bidons, outrances verbales, attaques personnelles : quel match !

Mais il y a quelques coups de pied qui se perdent.

BRUNO FRAPPAT.

« HAMLET », A CHAILLOT

Notre ombre à tous en plein soleil

Au moment de rendre compte de *Hamlet*, à la seconde où il s'agit de poser les premiers mots, le concept même de Hamlet se défend déjà comme un beau diable. Aucun nom propre, aucun nom commun, ne dispose d'un statut aussi particulier que Hamlet, d'une identité si « prototypale », dans les siècles, dans les continents. Si omniprésent et éternel va Hamlet qu'il constitue la preuve de l'existence de ce qui n'existe pas (de ce qui n'existe pas dans le minéral, le végétal, l'animal). Hamlet est la preuve de l'existence d'un autre règne ici-bas, et le plus immanent : l'imaginé.

Au bref signal Hamlet, entendu ou vu, toute une chacune, tout un chacun, répondent. A l'instant. Et savent qu'ils répondent. Mais ne savent pas quoi, peut-être parce qu'aucun d'entre nous n'est Hamlet alors qu'en même temps aucun d'entre nous ne saurait dire où, à quel carrefour des courants de la conscience, il se sépare de lui.

Un journaliste rigoureux, qui fut souvent « envoyé spécial » dans ces carrefours-là, Stéphane Mallarmé, nous apporte, prenant appui comme d'habitude sur des sources dignes de foi, une information : il nous dit que Hamlet est « l'ombre de tous ».

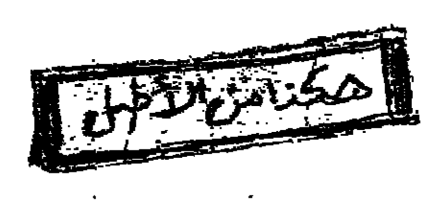
Et ici comment ne pas appeler à la rescousse une autre information, donnée par un deuxième journaliste (qui fut formé par le premier) : Paul Valéry précise que notre ombre est « le spectre mobile et souple qui de notre absence effleure la terre ».

Se faire de Hamlet une vue moins floue, ce serait, pourquoi pas, basculer la géographie : les personnes réelles vivantes (ce que nous percevons comme ça) se couchent, effleurent la terre, et les « ombres » se retrouvent debout, vont et viennent, assurent l'ordinaire.

L'une d'elles : Hamlet. Quelque chose de plutôt sombre, même plutôt noir. Une solitude, et qui va s'affirmant, puisqu'à son approche les autres ont tendance à mettre les voiles, même au figuré : à mourir.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 14.)



Le Monde

idées

Le cas Aragon

Aragon
avait revendiqué
le droit de gifler
le cadavre
d'Anatole France.
Plusieurs de nos lecteurs
ont tenu à rappeler
certains de ses écrits
d'autrefois,
quelque peu repoussés
dans l'ombre
par des obsèques
dont
le parti communiste,
aux yeux
de Jean-Pierre Garnier
et Louis Janover,
a tiré grand profit,
et dont
Henri Frenay
déplore le caractère
quasi « national ».
Jeanne Hersch
s'étonne
qu'on ait célébré,
à cette occasion,
la fidélité indéfectible
de l'auteur
des *Cloches de Bâle*
à son parti.
Ivo Fleischmann
demande, malgré tout,
une rose pour Aragon,
en souvenir d'une scène
qui avait valu
à l'écrivain,
ainsi qu'à
Elsa Triolet,
d'être traités,
dans
un rapport de police,
d'*« ennemis venimeux
de l'U.R.S.S. »*.

Laissons les momies enterrer leur mort

par JEAN-PIERRE GARNIER (*) et LOUIS JANOVER (**)

« CERTAINS *jours, j'ai rêvé d'une gomme à effacer l'immondice humaine.* » Il est certes tentant pour *enterrer le littérateur que saluent à la* fois aujourd'hui le tapir d'Ormesson et « Moscou la gâteuse » de reprendre les termes mêmes dont s'est *servi Louis Aragon pour « gifler »* le cadavre d'Anatole France, cet « *exécrable histrion de l'esprit* » (1). Mais ne suffit-il pas, pour accabler sa mémoire, de rappeler une histoire encore tout humide du sang versé par les millions de victimes dont il a couvert les cris de ses ritournelles affectées ? A quoi bon, d'autres que nous ont balbutié à leur aise sur *« ce ver qu'à son tour les vers vont posséder »*. Interrogeons-nous plutôt sur les raisons de telles cérémonies médiatiques, sur l'utilisation qui est faite de *« cette chose »* depuis si longtemps *« pourrissante »*.

Par le P.C.F., tout d'abord ! Quelle aubaine pour le parti, qu'une lente hémorragie a laissé intellectuelle*ment exsangue, de pouvoir redorer* son blason quelque peu terni en célébrant l'inébranlable fidélité d'un créateur, un vrai, grandeur nationale, écrivain considérable sinon considéré, jamais lassé, malgré la rime, de conjuguer liberté poétique et police politique. On comprend l'émotion de Marchais : une telle occasion ne se représentera pas de si tôt !

Mais la gauche non communiste *aurait tort de se plaindre. Et elle ne* se plaint d'ailleurs pas. L'occasion fait le larron, dit le proverbe. Dans le cas d'Aragon, *c'est le larron qui a fourni l'occasion. N'est-il pas, pour* tous les défroqués du marxisme, ce qu'ils pouvaient rêver de mieux pour exorciser le spectre de l'engagement politique ? Ils sont légion, ceux que leur adhésion au parti a conduits à couvrir, ni plus ni moins qu'Aragon, quelques *crimes* politiques du pudique manteau de la « nécessité historique ». Et aucun ne pouvait jeter la pierre sur l'autre, de crainte de la voir *retomber sur lui. Par chance, il restait* encore Aragon, Aragon l'innommable, le grand réprouvé des lettres françaises. Seule sa mort pouvait permettre à ces *intellectuels* d'accomplir ce tour de force : se donner bonne conscience en disséquant le cas de l'un des leurs demeuré « communiste » envers et contre tous et tout ; faire preuve de leur nouvelle largeur d'esprit en entonnant en chœur les louanges de l'écrivain incomparable.

Jusqu'au bout d'un choix douteux...

Lui seul, en effet, aura eu le douteux privilège d'aller jusqu'au bout d'un choix douteux... Une telle opiniâtreté ne pouvait manquer de fasciner, à *une époque où, pour un intellectuel,* il est de bon ton de douter de tout, sauf de soi-même. Aragon ? Le bouc émissaire, le repoussoir idéal, l'*« emblème d'un échec désespéré »*, celui de l'*« écrivain engagé »*. Au regard de l'*« infamie »* dont il s'est couvert comme à plaisir, quel intellectuel pourrait ne pas paraître immaculé et pétri d'innocence ? Et, surtout, son destin représente une mise en garde salutaire à l'intention des naïfs qui, après d'autres mais autrement *qu'eux, seraient encore tentés de* mélanger « *littérature et politique* » en vertu d'une quelconque « *philosophie de l'engagement* » depuis si *longtemps dépassée.*

Qu'on se le dise ! Un tel accouplement n'engendre que des monstres. Division du travail oblige ! Que le poète continue de laisser courir ses doigts sur les pipeaux rustiques, mais qu'il abandonne aux politiciens et aux idéologues la tâche ingrate de se salir les mains.

Laissons donc les momies enterrer leur mort et parlons des vivants. Car pour certains l'engagement revêt un tout autre sens que cet aplatissement servile devant les « lois de l'histoire » édictées par le secrétaire général d'une quelconque organisation politique. S'engager ne signifie pas fatalement s'inféoder à un parti pour endosser la livrée du valet de plume. Au demeurant, ceux qui font aujourd'hui profession de « désengagement » et, de plus en plus, du « *désengagement* » une profession lucrative n'ont pas besoin de faire allégeance à une quelconque idéologie de parti : ils sont du parti de l'idéolo*gie dominante.*

C'est à tous ceux-là qu'Aragon, en mourant, vient de rendre un dernier service. S'il a légué sa dépouille politique au parti, il a offert en partage aux autres son œuvre d'homme de lettres. Chacun y a trouvé son compte et, comme on le dit en France, les bons comptes font les bons amis.

(*) Professeur à l'École spéciale d'architecture.

(**) Collaborateur de l'édition des œuvres de Marx dans la bibliothèque de la Pléiade.

(1) On lira dans le pamphlet surréaliste *Un cadavre*, publié à l'occasion de la mort d'Anatole France, le texte d'Aragon : *« Avez-vous déjà giflé un cadavre ? »*. Il y flétrissait notamment *« le littérateur que saluent à la fois le tapir Maurras et Moscou la gâteuse »*.

Fidélité exemplaire au parti ?

par JEANNE HERSCH (*)

DEPUIS la mort d'Aragon, on nous a rebattu les oreilles de sa fidélité à l'égard du parti communiste français, lui-même indéfectiblement fidèle à celui d'U.R.S.S.

Les éloges que nous avons entendus, et auxquels se sont associés des socialistes éminents et jusqu'au premier ministre, impliquaient, qu'ils l'aient voulu ou non, certains principes et jugements moraux qu'il vaut la peine d'expliciter.

Le premier, c'est qu'il n'est rien de plus admirable que de rester fidèle toute sa vie à un parti, quoi que fasse ce parti.

Le second, c'est que le parti communiste français mérite l'admiration pour être resté fidèle au parti soviétique, quoi qu'ait pu faire celui-ci.

Le troisième, c'est qu'un parti communiste, quel qu'il soit, reste toujours, quoi qu'il fasse à travers l'histoire, l'instrument de la justice sociale et de l'humanité, *si bien* qu'en lui restant fidèle on prouve sa propre fidélité à la justice sociale et à l'humanité.

Le quatrième, c'est que quiconque a quitté, quitte ou quittera le parti communiste se révèle être un traître, non seulement à l'égard de son parti, mais de ce qu'il incarne à jamais.

Je croyais, moi, que l'adhésion à une organisation ou institution humaine, quelle qu'elle soit, reste *toujours* soumise au contrôle de la conscience, et donc *révocable.*

Je croyais que l'adhésion *maintenue* pendant des dizaines d'années à un régime dont les crimes reconnus ont fait des dizaines de millions de victimes — et ce n'est pas fini — constituait une complicité criminelle et une infidélité majeure à ce qui transcende toute appartenance politique.

Je croyais et je crois encore que ceux qui ont quitté le parti communiste ou l'U.R.S.S. par fidélité à la justice sociale et à l'humanité ont affirmé, par leur refus de toute soumis*sion définitive et inconditionnelle,* l'indépendance de la conscience.

(*) Professeur honoraire à l'université de Genève.

Un écrivain engagé...

par HENRI FRENAY (*)

LE premier ministre Pierre Mauroy, accompagné par six membres du gouvernement, s'est rendu le 28 décembre place du Colonel-Fabien pour rendre un hommage solennel à la mémoire de Louis Aragon. A cette cérémonie, marquée du faste que le parti communiste français réserve à ceux qui l'ont exceptionnellement servi, le président de la République était représenté.

Si ces obsèques n'étaient pas officiellement déclarées nationales, elles l'ont été en fait non seulement par la présence des plus hautes autorités de l'État, mais encore par la place et l'éclat que les médias lui ont donnés. J'en ai été, j'en suis profondément choqué comme des millions de Français, je crois. Je m'en explique.

L'admiration portée à Louis Aragon, écrivain et poète, n'est pas en cause. Il était juste qu'elle se soit, à sa mort, manisfestée. Mais il n'était pas que poète. Pierre Mauroy, lui-même, s'est écrié devant sa dépouille :

« La fidélité de toute une vie exige que l'on n'oublie pas le militant au profit de l'écrivain. Il a été l'un et l'autre dans la vie. Il reste l'un et l'autre dans la mort. »

« Que l'on n'oublie pas le militant »

La vie d'un écrivain, pas plus que celle d'un militant, ne se découpe en tranches. Elle forme un tout dont aucune partie ne peut, ne doit, être dissimulée sous peine de ne pas rendre compte de l'homme tel qu'il était. Voici l'Aragon dont on n'a pas parlé :

« ... Un Français, vous me prenez pour un Français. Je me lève pourtant en face de cette idée locale, la bouche débordant d'imprécations... J'arrache de moi cette France qui ne m'a rien donné, que de petites chansons et des vêtements bleus d'assassin...

Riez bien ! Nous sommes ceux-là qui donneront toujours la main à l'ennemi. »

(La Révolution surréaliste, n° 4, 1925.)

Voici les propos qu'il tient trois ans plus tard, un an après son entrée au P.C., si l'on *en croit* Georges Marchais :

«... J'ai bien l'honneur chez moi, dans ce livre, à cette place, de dire que très consciemment je conchie l'armée française dans sa totalité ! »

(Traité du style, 1928.)

En 1931, il écrit :

« Camarades, descendez les flics, feu sur Léon Blum, feu sur les ours savants de la social-démocratie... Feu, vous dis-je, sous la conduite du parti communiste... »

(Front rouge, Persécuté persécuteur.)

Nous pourrions multiplier les citations. Pour les clore, nous ne retiendrons que celle-ci :

« J'appelle la Terreur du fond de mes poumons...

Je chante le Guépéou qui se forme en France à l'heure qu'il est,

Je chante le Guépéou nécessaire à la France...

... Vive le Guépéou. »

(Prélude au temps des cerises, 1931.)

« Que l'on n'oublie pas le militant », disait Mauroy devant son catafalque. Je ne l'avais pas oublié. En était-il de même pour lui ? Mais alors que faisait-il là ?

Un écrivain engagé tel Aragon, à moins de repentir public, porte toute sa vie, et au-delà, la responsabilité entière de ses écrits. Aragon ne s'est pas repenti.

Mais alors, la cérémonie du 19 novembre 1981, au palais de l'Elysée, s'imposait-elle ? Celle où le président de la République remettait à Louis Aragon les insignes de chevalier de la Légion d'honneur.

(*) Compagnon de la Libération.

Une rose pour lui

par IVO FLEISCHMANN (*)

J'AVAIS perdu de vue Aragon dès l'instant où il avait accepté dans les salons parisiens de S.E. Tchervonenko, ambassadeur de l'U.R.S.S., l'insigne de l'ordre de Lénine. S.E. est arrivé, comme il est notoire, à Paris via Prague où il s'était fait remarquer en août 1968 par *une activité débordant* largement les habitudes diplomatiques.

Comme on s'y attendait au moins *depuis octobre, le départ de mon an*cien ami ne me frappa point de plein fouet. J'ai eu suffisamment de loisirs pour laisser ces semaines dernières défiler dans ma galerie d'amitiés tchéco-françaises un large éventail de souvenirs, depuis le 18 de la rue de La Sourdière jusqu'au 56, rue de Varenne en passant par le restaurant de l'Hôtel Alcron dont la statue *Sécession* le faisait régulièrement rigoler, jusqu'à Franzensbad où Elsa soignait ses maux. Mais je ne veux aujourd'hui évoquer qu'un seul souvenir, qu'Aragon n'effleura jamais qu'à peine, bien que toute son intelligence en matière du « gâtisme » moscovite ne l'ait pas empêché, à l'instant du carambolage, d'en être assez violemment frappé.

Cela s'était produit peu après le *vingtième congrès du parti soviéti*que. A Prague. Et cela vaut, me semble-t-il, d'être dit encore aujourd'hui, et surtout aujourd'hui. M. Marchais n'a-t-il pas rappelé lui-même, en un rare mouvement de loyauté, l'horreur qu'Aragon éprouvait devant le « Biafra de l'esprit » ? Aragon rentrait donc avec Elsa, en ce lointain 1956, de Moscou qui se repeuplait de dizaines et de dizaines *de personnes libérées du goulag.* Elsa y avait rencontré même des proches parents et avait aidé sa sœur Lilly à adoucir leur résurrection. Ils avaient dû atterrir à cause du mauvais temps à Prague, et Aragon, comme il en avait l'habitude, me téléphona.

Intéressé par ce qu'il avait pu voir à Moscou durant un instant d'un fol espoir toujours recommencé dans nos esprits toujours candides, je lui proposai un rendez-vous. Et, comme je désirais que ses impressions soient connues, j'organisai un dîner dans une résidence gouvernementale.

Les lustres en cristal de Bohême scintillaient, et les plats étaient choisis. *La table fut présidée* par un vice-ministre dont Elsa et Louis pensaient n'avoir rien à redouter puisqu'il était réputé pour ses excellentes traductions de leur parent Maïakovski. Nos hôtes furent en outre entourés de quelques vrais amis, le poète Nezval, l'ambassadeur Hoffmeister et la très correcte romancière Marie Pujmanova.

« Vous mentez ? »

Les propos allaient bon train. L'année 1956 ne se doutait pas encore qu'elle allait s'arrêter en catas*trophe à Budapest, et les plats* étaient délicieux. Elsa ne cessait de dire son soulagement, quand, de la présidence de la table, résonna, sec et cru, comme un glas : *« Vous mentez ! »*

Dans l'allégresse, la compagnie avait complètement oublié le vice-ministre, qui, pareil à la statue du Commandeur bien tragique et amplement praguoise, rappela les vilains libéraux à l'ordre. *« Mme Triolet ment ! Il n'y a jamais eu de camps d'internement en Union soviétique ! »*

Il se fit alors un instant de calme profond, permettant le passage de centaines de milliers d'anges, à jamais perdus au fin fond de tous les camps passés et présents.

Un instant seulement. Car, l'effroi devant l'insulte vite passé, Louis *Aragon se leva de sa chaise et, dans* son russe parfaitement inimitable mais pourtant parfaitement clair, dit au vice-ministre pour une fois le fond de sa pensée. Si M. Taufer avait traité la femme du poète de menteuse, Aragon le traita de sinistre personnage.

« Comment osez-vous, et de plus en ma présence, parler de l'écrivain Elsa Triolet comme un voyou ? Comment osez-vous prétendre que nous, et le parti soviétique par la bouche de M. Khrouchtchev, dénigrons le prestige de la révolution ! »

Grâce à la présence de quelques diplomates, la soirée put continuer.

Avec Vitezslav Nezval, surtout, le surréaliste d'antan, qui ne se défit jamais de ses penchants profonds.

Ainsi l'entendîmes-nous prononcer une phrase ponctuée de son rire, pour une fois hystérique : *« J'ai eu un songe bizarre ! Figurez-vous que j'ai revu Vlado Clementis s'avançant par-devant moi et me disant : « Cette corde m'étrangle ! »*

Le lendemain, avant de nous séparer, Louis m'avait dit : *« Il faut que tu reviennes à Paris. »*

Ce que je fis quelques années plus tard et d'une certaine façon, je le suppose, grâce à une de ces interventions dont il avait le secret. Non sans avoir, en 1956, confié par écrit à un des membres du bureau politique du P.C.T. mon indignation devant le comportement du camarade Taufer, traitant de menteurs et nos hôtes parisiens et le camarade Khrouchtchev.

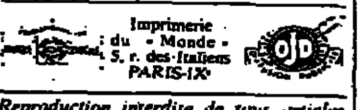
Il serait d'ailleurs intéressant de dire à ce sujet qu'il y a quelques semaines à peine un des secrétaires du même parti, qui avait quitté le pays après l'occupation soviétique, m'a *confié qu'il avait trouvé dans les* dossiers qu'il avait emportés avec lui un rapport de l'ancien vice-ministre signalant aux instances supérieures *« l'effronté comportement d'Elsa Triolet et de Louis Aragon, ennemis venimeux de l'Union soviétique »*.

Louis Aragon est mort. Le camarade Taufer vit encore. Et bien, m'a-t-on dit, rédigeant la seule revue que possède l'actuelle Union des écrivains, remplissant, de temps à autre, la rubrique culturelle du *Rude Pravo*, organe central de ce que l'on s'obstine à appeler parti communiste tchécoslovaque.

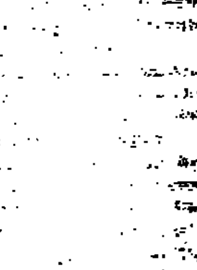
L'homme Aragon, qui manquait, étrangement pour un poète, de toute sensibilité métaphysique, ne pensait certainement jamais pouvoir ressusciter en quelque forme que ce soit. Espérons que l'écrivain Aragon ressuscitera un jour dans les librairies tchèques, une fois passé le temps de l'odieuse normalisation de l'anormal.

(*) Ancien conseiller culturel de Tchécoslovaquie à Paris.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037





Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

Le vice-président Bush va se rendre en Europe pour expliquer la stratégie américaine des relations avec l'Est

De notre correspondant

Washington. – Le secrétaire d'État américain, M. Shultz, est à peine rentré d'une tournée en Europe occidentale qu'on y envoie le vice-président George Bush. Huit villes sont inscrites au programme de ce dernier, entre le 30 janvier et le 10 février prochains : Bonn, Berlin, La Haye, Bruxelles, Genève, Rome, Paris et Londres. L'étape de Rome lui permettra de rencontrer le pape, et celle de Genève de s'adresser à la commission du désarmement. Mais, dans cette dernière ville, aucun contact n'est prévu avec les délégués soviétiques, qui ont engagé une double négociation avec leurs homologues américains : sur la réduction des arsenaux stratégiques et sur les armements nucléaires à portée intermédiaire en Europe.

« La visite du vice-président à ces bons amis et alliés, ses discussions au Vatican et à Genève, soulignent notre engagement fondamental à la paix et la sécurité en Europe et à une véritable réduction des armements », a déclaré M. Reagan, le 8 janvier, dans un discours à la radio. En d'autres termes, il s'agit de répondre aux dernières propositions soviétiques et de convaincre l'opinion publique européenne des intentions pacifiques de Washington. Reprendre l'initiative paraît nécessaire ici, au début d'une année cruciale qui doit être marquée – sauf compromis avec les Russes – par le déploiement de cinq cent soixante-douze fusées nucléaires américaines dans cinq pays d'Europe : Allemagne fédérale, Belgique, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas.

Depuis son accession au pouvoir, il y a deux mois, M. Andropov a fait, directement ou indirectement, plusieurs propositions à M. Reagan :

● Les deux « grands » arrêteraient la production de leurs armes nucléaires intercontinentales, puis en réduiraient le nombre d'un quart.

● L'U.R.S.S. ne garderait en Europe qu'un nombre de missiles à moyenne portée égal à ceux de la Grande-Bretagne et de la France. En échange, les États-Unis n'installeraient pas les cinq cent soixante-douze fusées prévues.

● Les deux blocs concluraient un traité de non-agression et chacun s'engagerait à n'utiliser le premier ni ses armes nucléaires ni ses armes conventionnelles (déclaration du pacte de Varsovie à Prague).

● Un sommet Reagan-Andropov serait organisé prochainement (réponse à un journaliste de la chaîne de journaux Hearst).

Pour répondre à tout cela, M. Reagan a choisi un ton modéré, bien différent de celui qu'il affichait au début de son mandat. *« Il est clair*, a-t-il dit le 8 janvier, *que les Soviétiques veulent apparaître plus responsables et plus raisonnables. »* Le président américain a noté chez eux *« des mots encourageants »*. Il pense que les propositions de réduction des armements, faites de part et d'autre, ont établi *« une base sérieuse pour faire des progrès »*.

Les démocrates réclament un sommet Reagan-Andropov

Les responsables américains soulignent pourtant en privé que les propositions soviétiques ne font que répéter, sous un autre habillage, des idées antérieures, rejetées par les États-Unis ou par l'OTAN. De la poudre aux yeux, en somme, pour séduire l'opinion occidentale et diviser les gouvernements de l'alliance atlantique.

M. Reagan a mis en garde le Kremlin contre *« une tactique négative »* qui ne ferait, selon lui, que retarder un accord à Genève. *« Les dirigeants soviétiques*, a-t-il dit, *doivent comprendre que le moyen de dénoncer la menace nucléaire est de négocier dans un esprit sincère, non d'essayer de créer des divisions... »* Il a repris ensuite son argument-clé : *« Les paroles modérées ne sont convaincantes que lorsqu'elles correspondent à des comportements modérés. »* Et de citer la Pologne, le Proche-Orient, *« l'effusion de sang »* en Afghanistan.

On ne trouve dans ce discours aucune allusion à un éventuel sommet avec M. Andropov. Sommet réclamé le même jour par M. Charles Manatt, président du parti démocrate.

Quelques jours plus tôt, en réponse à une question, M. Reagan s'était montré très vague. Un sommet, selon lui, réclamerait une bonne préparation et devrait conduire à des résultats concrets. C'est ce qu'il répète depuis bientôt deux ans, sans toutefois poser comme condition préalable un retrait soviétique d'Afghanistan.

Le peu d'empressement de M. Reagan est expliqué, à Washington, de diverses manières. Constatant que les Russes sont demandeurs, il se sent en position de force. Comme l'écrit le soviétologue William Hyland : *« M. Andropov a besoin d'un sommet pour légitimer son pouvoir. M. Reagan peut s'en passer, donc définir le calendrier et les conditions. »*

Autre explication : les responsables américains sont trop divisés sur l'U.R.S.S. pour affronter un sommet. Les « durs » se trouvent aussi bien à la Maison Blanche qu'à la tête du Pentagone, et dans la droite du parti républicain. Ils poussèrent des hauts cris lorsque le secrétaire d'Etat conseilla au président Reagan de se rendre aux funérailles de Brejnev. M. Shultz dut rectifier le tir pour sauvegarder sa position personnelle : dès son retour de Moscou, il réunissait une conférence de presse et durcissait provisoirement le ton.

On a assisté, ces derniers jours, à une autre manifestation de la division des responsables américains. Chaque fois que les délégués aux négociations de Genève, MM. Nitze et Rowny, faisaient des prévisions optimistes à la télévision, un porte-parole de la Maison Blanche s'empressait d' « expliquer », dans un sens restrictif, ce que les délégués avaient voulu dire. Au même moment, les conservateurs réussissaient à bloquer au Sénat la confirmation de l'adjoint – jugé trop libéral – de M. Rostow, directeur de l'Agence américaine pour le désarmement. La Maison Blanche s'inclina devant *« de telles difficultés »*, amenant M. Rostow à dénoncer *« les gens qui ne veulent conclure aucune espèce d'accord »* avec l'U.R.S.S.

Les Etats-Unis sont discrètement invités par certains de leurs alliés à se montrer plus accommodants sur la question des missiles en Europe. N'y a-t-il pas une voie moyenne entre l' *« option zéro »* défendue par Washington (pas de missiles américains, suppression de tous les SS-20 et autres missiles soviétiques) et les propositions du Kremlin ? M. Reagan ne veut pas bouger avant de connaître les résultats des élections allemandes du 31 mars prochain.

Il tient, en tout cas, à négocier en position de force. On s'attend à une augmentation des dépenses stratégiques dans le budget pour 1984 qui sera présenté à la fin du mois. Trente milliards de dollars seraient demandés au Congrès (soit 12 % de l'ensemble des dépenses militaires), contre 22 milliards cette année (10 %). Pratiquant une politique inverse, M. Carter avait réduit à 6,8 % la part des armements stratégiques en 1979, mais pour changer d'avis ensuite. Ce qui a permis à M. Reagan de remarquer à la radio le 8 janvier : *« Dans les années 70, chaque fois que les Etats-Unis réduisaient leur effort militaire, les Soviétiques accéléraient le leur, fomentant la violence dans les pays en développement, envahissant l'Afghanistan et soutenant la répression en Pologne. »*

ROBERT SOLÉ.

LE BUREAU DE COORDINATION DES PAYS NON ALIGNÉS EXAMINE UN TEXTE CRITIQUANT SÉVÈREMENT LES ÉTATS-UNIS.

Managua *(A.F.P.-U.P.I.)*. – Un projet de communiqué préparé par le gouvernement nicaraguayen pour la réunion du bureau de coordination des pays non alignés qui se tient du 10 au 14 janvier à Managua condamne sévèrement la politique des États-Unis. Cette réunion, à laquelle les pays membres sont, en principe, représentés par leurs ministres des affaires étrangères, est la dernière du mouvement avant la conférence des chefs d'État et de gouvernement, en mars, à New-Delhi. Elle porte essentiellement sur la situation en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, mais les participants pourraient aborder d'autres thèmes. Il semble peu probable que le projet soit adopté à Managua dans sa forme originale, en raison de la sévérité de son ton à l'égard de Washington.

Le texte dénonce l'*« intransigeance »* des États-Unis, qualifiés de *« puissance extra-régionale »* dont la politique *« provoque une escalade belliciste en Amérique latine »*. Il affirme que la situation au Salvador est *« aggravée par l'intervention militaire et politique de Washington »* et que les États-Unis exercent une *« influence décisive »* sur certains secteurs de l'armée hondurienne pour les *« lancer »* dans une *« aventure »* contre le Nicaragua ; il condamne les actions *« organisées depuis l'étranger »* contre ce pays, en particulier, l'utilisation du territoire nord-américain pour l'entraînement de forces contre-révolutionnaires.

En ce qui concerne le conflit des Malouines, le document réitère la *« solidarité décidée »* des non-alignés avec l'Argentine, *« condamne énergiquement l'agression coloniale britannique »* et *« dénonce »* l'appui *« militaire et politique »* fourni à ce pays par Washington.

LA VISITE DE M. FERNANDO MORAN A PARIS

Le ministre espagnol des affaires étrangères veut décrisper les relations bilatérales avec la France

De notre correspondant

Madrid. – Donner une dimension globale aux relations bilatérales au lieu de se cantonner aux thèmes conflictuel : tel est l'objectif proclamé à Madrid, des entretiens qu'une importante délégation espagnole aura durant quarante-huit heures, ce lundi 10 janvier et mardi 11, avec le gouvernement français. Les ministres des affaires étrangères, M. Fernando Moran, et de l'économie, M. Miguel Boyer, les secrétaires d'Etat au commerce, M. Luis Velasco, aux relations avec la C.E.E., M. Manuel Marin, rencontreront séparément au château de La Celle-Saint-Cloud, MM. Cheysson, Delors, Rocard et Chandernagor (1).

Il s'agit de la première visite en France de membres du nouveau gouvernement socialiste espagnol. Les affinités idéologiques, la similitude des analyses que MM. Moran et Cheysson font de la situation internationale permettront-elles aux deux pays de « décrisper » enfin le climat de leurs relations ? La France est le premier pays d'accueil de travailleurs espagnols (près d'un demi-million de personnes avec leurs familles). L'excédent commercial que l'Espagne réalise avec la France (2,5 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1982) est plus important qu'avec tout autre pays de la Communauté européenne. Malgré cette situation, les relations bilatérales ont paru jusqu'ici se limiter à une polémique sur deux thèmes délicats : l'attitude de la France face au problème basque et la candidature de l'Espagne à la C.E.E.

Les nouveaux responsables de la diplomatie espagnole tiennent un langage plus nuancé que leurs prédécesseurs. Aux pressions qui avaient trop souvent caractérisé l'attitude de Madrid, ils semblent désormais vouloir substituer la persuasion. Il n'est pas possible de résoudre les problèmes spécifiques, affirment-ils, s'il n'existe pas au départ une volonté politique d'entente qui a, jusqu'ici, fait défaut.

La demande d'adhésion de l'Espagne à la C.E.E., dit-on à Madrid, sera globalement bénéfique pour la France. D'une part, parce qu'elle renforcera face aux pays du Nord la position des Etats qui réclament un traitement plus favorable pour les produits méditerranéens. De l'autre, parce que l'ouverture du marché espagnol, actuellement très protégé par l'accord commercial Espagne-Communauté européenne de 1970, aux producteurs français compensera largement le réajustement que la compétitivité espagnole imposera aux produits français dans quelques secteurs limités.

Enfin, poursuit-on à Madrid, une attitude plus souple de Paris permettra aux deux pays de coopérer davantage en matière économique. Divers projets communs sont cités, allant de la construction d'une centrale thermique au Pérou (à laquelle pourraient collaborer Alsthom-Atlantique et les Charbonnages de France) à la réactivation de l'accord militaire de 1970 dans le domaine des chars de combat notamment.

Un langage nouveau

Sur le problème basque, un rapprochement semble également possible. L'arrivée des socialistes au pouvoir en Espagne montrant que la démocratisation est arrivée à son terme, le gouvernement français doit collaborer sans réserve à la lutte contre le terrorisme, comme il le fait avec d'autres pays. Après trois élections générales et l'octroi d'un statut d'autonomie approuvé par référendum par les Basques, la persistance de méthodes de lutte héritées de l'époque franquiste n'a plus guère de justification, ajoute-t-on.

On est toutefois conscient à Madrid qu'il s'agit d'un problème difficile pour Paris. Aussi veille-t-on à se montrer plus souple que par le passé. Au lieu de faire, comme le gouvernement antérieur, des extraditions le test exclusif de la bonne volonté française, on reconnaît qu'il existe d'autres modalités de collaboration aussi efficaces, voire davantage : une plus grande coopération entre les deux polices, une action plus ferme de la France contre le paiement sur son territoire de l' *« impôt révolutionnaire »* seraient particulièrement appréciées.

Dans les milieux diplomatiques français à Madrid, on reconnaît que l'Espagne utilise un langage nouveau, mais on reste circonspect. Les points de désaccord entre les deux pays, souligne-t-on, ne sont pas la conséquence d'une mauvaise volonté de Paris à l'égard de son voisin du Sud, mais résultent de conflits d'intérêts objectifs qui échappent en grande partie à la volonté politique des gouvernements. La nouvelle administration espagnole, ajoute-t-on, considère, tout comme la précédente, que la France détient la clé des solutions, alors que la réalité est plus complexe : la question basque est avant tout espagnole et les obstacles à la candidature espagnole ne viennent certainement pas d'un seul pays. On n'en reconnaît pas moins que cette nouvelle approche des relations bilatérales de la part de l'Espagne devrait permettre de « dédramatiser » les problèmes, préalable indispensable à une solution.

THIERRY MALINIAK.

(1) M. Moran a déclaré à l'A.F.P. avant son départ pour Paris : *« La France continue d'être, pour l'Espagne, son principal interlocuteur en Europe. »*

● *M. Penne a N'Djamena.* – M. Guy Penne, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines, a rencontré dimanche 9 janvier M. Hissène Habré, chef de l'Etat du Tchad, à N'Djamena, où il a séjourné quatre heures. M. Penne venait de Yaoundé, où il avait été reçu la veille par M. Paul Biya, président de la République du Cameroun. – *(A.F.P., Reuter.)*

● *M. Martchouk, vice-président du conseil des ministres de l'Union soviétique*, sera reçu mercredi après-midi 12 janvier par M. Mitterrand, annonce-t-on à Paris. Premier dirigeant soviétique de ce niveau à être reçu par le président de la République depuis mai 1981, M. Martchouk doit participer, au côté de M. Jobert, à la réunion de la grande commission franco-soviétique.

M. Vogel, candidat du S.P.D. à la chancellerie de Bonn sera reçu par M. Andropov

M. Vogel, candidat du S.P.D. à la chancellerie pour les élections du 6 mars en République fédérale, était attendu ce lundi 10 janvier à Moscou pour une visite de trois jours, au cours de laquelle il rencontrera le secrétaire général du P.C. soviétique, M. Andropov, ainsi que MM. Tikhonov, chef du gouvernement, et Gromyko, ministre des affaires étrangères. M. Vogel, qui revient des États-Unis, a estimé dimanche, dans un entretien télévisé, que la position américaine sur le problème des forces nucléaires en Europe *« n'est pas figée dans le béton une fois pour toutes jusqu'à la fin de 1983 »*, date à laquelle doit commencer la mise en place des fusées prévue par l'OTAN en 1979.

Ce problème continue de faire l'objet de nombreuses déclarations en R.F.A. M. Kohl, actuel chancelier, a réaffirmé samedi à Ludwigshaffen son refus d'accepter les propositions de M. Andropov, *« qui interdiraient à l'Ouest de déployer des armes américaines, alors que l'U.R.S.S. détiendrait plus de 450 ogives nucléaires sur au moins 150 fusées, c'est-à-dire, face aux Etats-Unis, le monopole des fusées à moyenne portée en Europe »*.

M. Genscher, ministre des affaires étrangères, a esquissé ce que pourrait être une solution de compromis aux négociations de Genève : *« Si l'Union soviétique n'est pas prête à retirer tout de suite ses fusées à moyenne portée*, a-t-il dit dimanche à la chaîne de télévision Z.D.F., *alors il faut s'efforcer de parvenir à un résultat intermédiaire, afin que la menace soviétique soit réduite et que le réarmement occidental soit diminué de manière équivalent (...) On pourrait ensuite s'efforcer de faire déboucher ce résultat intermédiaire sur une renonciation complète. »*

Pour sa part, M. Bahr, expert du parti social-démocrate pour les questions d'armements, a invité les Etats-Unis, dans un entretien publié dimanche par la *Neue Osnabrücker Zeitung*, à *« abandonner leur position maximaliste »* dans les négociations et à *« apporter quelque chose »* lorsque celles-ci reprendront à Genève le 27 janvier. Il s'est prononcé pour un ajournement de trois à quatre mois du début du déploiement des missiles américains si Américains et Soviétiques sont *« sur la bonne voie »* à la fin de l'année, et pour la prise en compte des forces nucléaires française et britannique dans les négociations.

Enfin pour M. Schmidt, ancien chancelier, qui est arrivé à Mexico samedi, il convient de prendre au sérieux les dernières propositions de M. Andropov, qui vont, à son avis *« un peu plus loin que les acquis de SALT 2 »* (le traité signé entre Brejnev et M. Carter en 1979, et qui n'a pas été ratifié par les Etats-Unis).

A Athènes, M. Papandréou, premier ministre grec, a salué samedi 8 janvier *« l'offre courageuse »* de M. Andropov, et demandé qu'elle soit *« examinée sérieusement »*.

AMÉRIQUES

LES CRISES EN AMÉRIQUE CENTRALE

La mutinerie du lieutenant-colonel salvadorien Ochoa embarrasse les Américains

Les ministres des affaires étrangères de Panama, du Mexique, de Colombie et du Venezuela, réunis samedi 8 et dimanche 9 janvier à Panama, se sont déclarés, dans un communiqué, *« profondément inquiets »* devant les ingérences étrangères, directes ou indirectes, dans les conflits d'Amérique centrale. Ils ont estimé qu'il était hautement regrettable que ces conflits s'inscrivent dans le cadre d'un affrontement Est-Ouest.

● AU SALVADOR, la mutinerie du lieutenant-colonel Ochoa, chef de la garnison de Sensuntepeque, dans le nord du pays, qui est entré en rébellion le 6 janvier, se poursuivait ce lundi malgré une mission de conciliation effectuée dimanche auprès de ce dernier par un certain nombre de ses collègues militaires. Un porte-parole de l'armée avait indiqué, dimanche, que le lieutenant-colonel *« maintenait ses positions »*.

Le lieutenant-colonel Ochoa a engagé une épreuve de force avec les autorités militaires afin d'obtenir la démission du ministre de la défense, le général Garcia. Il estime que ce dernier se montre inefficace dans la lutte contre la guérilla.

Cette affaire embarrasse au plus haut point les Américains. Les conseillers militaires américains avaient, en effet, à plusieurs reprises, présenté le lieutenant-colonel Ochoa comme le modèle de l'officier salvadorien. De leur côté, les diplomates de Washington en poste au Salvador semblent plutôt favoriser le général Garcia. Le lieutenant-colonel Ochoa est lié à M. Roberto d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante et leader de l'extrême droite.

● AU NICARAGUA, le ministère des affaires étrangères a indiqué, samedi, qu'il allait demander au Costa-Rica l'extradition de M. Francisco Fiallos, ancien ambassadeur du régime sandiniste à Washington, qui a fait défection et qui se trouve actuellement dans ce pays. M. Fiallos a rejoint les rangs de l'opposition armée aux Sandinistes (*le Monde* daté 9-10 janvier).

Le Père d'Escoto, ministre des affaires étrangères du Nicaragua, a déclaré que M. Fiallos avait détourné, à son profit, 668 000 dollars de fonds gouvernementaux. Selon une enquête du *Washington Post*, M. Fiallos a, en effet, retiré d'une banque américaine approximativement cette somme qui correspond à la vente de la résidence diplomatique du Nicaragua dans la capitale américaine. L'ancien ambassadeur a cependant déclaré au quotidien de Washington qu'il avait retiré cet argent à la demande des autorités de Managua et l'avait remis à un émissaire sandiniste avant de démissionner.

● AU GUATEMALA, un porte-parole du gouvernement a déclaré, dimanche, que tous les groupes politiques, y compris les communistes, pourraient participer au processus électoral qui devrait permettre le retour des civils au pouvoir en 1985. La police a, d'autre part, annoncé, le même jour, qu'une dizaine de cadavres avaient été découverts près de la capitale.

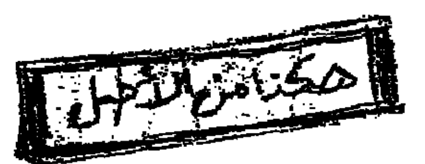
États-Unis

RÉVOLTE A SING-SING

Des détenus de la section de haute sécurité de la prison d'Ossining, dans l'Etat de New-York, plus connue sous son ancien nom de Sing-Sing, détiennent, depuis samedi soir 9 janvier, quinze gardiens en otages. Les prisonniers s'étaient d'abord emparés de seize gardiens, mais dimanche matin, ils en ont relâché un en échange de médicaments, a indiqué un porte-parole de la prison. Le gardien libéré souffre d'une blessure légère à la tête.

La mutinerie a commencé peu après le dîner des détenus. Ceux-ci, armés de matraques et de gourdins, se sont rendus maîtres du bâtiment de haute sécurité, blessant légèrement plusieurs gardiens, selon le porte-parole.

Les mutins ont accepté, dimanche, de négocier directement avec les autorités, mais ils n'ont pas obtenu, comme ils le demandaient, que des journalistes assistent aux discussions. Le direction de la prison n'a pas indiqué la nature des revendications des détenus. Ces derniers ont déployé des banderoles proclamant *« nous voulons parler avec la presse »*, *« nous ne voulons pas vivre comme des animaux »*, *« nous ne voulons pas d'un autre Attica »*. Cette dernière faisant référence à une mutinerie dans une autre prison de l'Etat de New-York, qui avait fait quarante-trois morts parmi les détenus et les gardiens, en 1971. – (A.F.P.)



EUROPE

Suède

Le redressement économique implique une baisse temporaire du niveau de vie

Le projet de budget pour l'exercice 1983-1984, déposé ce lundi 10 janvier au Parlement par le gouvernement social-démocrate suédois, présente un déficit de 90,3 milliards de couronnes (1) (soit environ 14 % du revenu national) pour 294,4 milliards de couronnes de dépenses. Les trois objectifs de la politique économique sont la défense de l'emploi, le renforcement de la compétitivité des entreprises, tant à l'étranger que sur le marché intérieur, et le rééquilibrage des comptes extérieurs. En 1982, le déficit de la balance des échanges a été de 22,6 milliards de couronnes (3,7 % du P.N.B.). Pour 1983, la chute prévue des revenus réels est de l'ordre de 5 %.

De notre correspondant

Stockholm. – Peu après leur retour au pouvoir en octobre dernier, les sociaux-démocrates ont mis en route un programme visant à sortir l'économie suédoise de la stagnation : dévaluation de 16 % de la couronne, relance des investissements publics dans la construction, les transports et l'énergie, création de *nouveaux emplois* de *dépannage*, dont le nombre devrait atteindre cent quatre-vingt mille au total à la fin de l'hiver. De plus, la gauche s'était engagée à ne pas toucher aux prestations sociales, contrairement aux intentions de ses prédécesseurs « bourgeois ».

Ces mesures coûteuses ne sont que partiellement couvertes par une hausse de 1,3 % du taux général de la *taxe à la valeur ajoutée (qui passe* ainsi à 23,46 %) et un léger relèvement des cotisations patronales. De plus, le gouvernement de M. Palme a dû *renflouer* les grandes entreprises nationalisées moribondes. Tout cela a contribué à un accroissement du déficit budgétaire pour le nouvel exercice, qui est de l'ordre de 90 milliards de couronnes contre les 78 milliards prévus par l'ancien cabinet non socialiste. Cette impasse est d'une ampleur spectaculaire, quand on pense que les finances suédoises étaient encore en équilibre en *1975. La dette publique de l'Etat* a augmenté de 28 % en un an et s'élève actuellement à 377 milliards de couronnes, dont plus de 20 % ont été empruntés à l'étranger. Le service de cette dette représente aujourd'hui 56 milliards de couronnes, soit autant que les budgets de l'éducation nationale et de la défense réunis.

Retrouver un taux de croissance décent

Mais les sociaux-démocrates considèrent que le déficit budgétaire ne doit pas paralyser l'action politi*que et économique. Pour réduire* l'impasse, il faut, selon le ministère des finances, examiner à la loupe tous les postes de dépense, assainir *l'*économie de façon à retrouver un taux de croissance décent et freiner l'inflation. De nombreuses années de modération seront donc nécessaires pour rééquilibrer le budget. La priorité est donnée à la croissance économique, garantie du maintien de la *société de bien-être. Toutefois, pour* sortir de la crise actuelle, il faut à la fois *« économiser plus et travailler bien »*. M. Olaf Palme renvoie dos à dos la politique d'expansion *« pure »*, qui se traduit par des problèmes d'inflation et de déficit de la balance des paiements, et la politique d'austérité générale, qui est source de chômage et de gaspillage des ressources. La *« troisième voie suédoise »*, qui mélange ces deux théories, se fixe comme objectif premier le retour au plein emploi. Dans un premier temps, elle suppose une baisse du niveau de vie *« qui doit être comprise par toutes les catégories de la population »*, puis des mesures de lutte contre l'inflation et le déficit des opérations courantes. Jusqu'à présent, les sacrifices demandés ont été docilement acceptés par les deux grands syndicats, qui ne réclament que 2 à 3 % d'augmentation des salaires en 1983.

La réussite de cette stratégie économique dépend en grande partie du succès de la dévaluation de 16 % de la couronne, décidée le 8 octobre 1982. Ce *« cadeau »* à l'industrie permet à l'Etat de réduire sensiblement les subventions versées géné*reusement depuis cinq ans aux en*treprises déficitaires. Les résultats positifs de l'opération ne seront sensibles qu'en 1984.

Pour *1983*, le gouvernement se déclare plus pessimiste que l'O.C.D.E., mais les mesures de relance intérieure annoncées devraient se traduire par une augmentation de 6 % en volume des exportations, de 1,4 % du produit national brut et par une légère diminution du déficit des échanges : 3 % du P.N.B. en 1983 contre 3,7 % en 1982. Cette politique permettra de freiner seulement la chute des investissements industriels (– 5 % en 1983 contre – 16 % en 1982) : les entreprises privées, loin de tourner actuellement au maximum de leur capacité, peuvent fort bien développer leur production sans procéder à de nouveaux investissements. Les répercussions positives sur l'emploi seront marginales : le taux de chômage moyen en 1983 se rapproche de 4 %, et l'inflation, du fait, en particulier de la dévaluation sera supérieure à 11 % cette année.

D'une façon générale, la gauche suédoise ne pense pas que l'industrie pourra créer de nouveaux emplois à l'avenir. *« Mais*, nous déclarait le secrétaire d'État au ministère des finances, M. Erik Aasbrink, *il faut absolument que le secteur industriel soit compétitif, car ce sont les revenus de la production et des exportations qui doivent permettre à l'Etat de financer la création d'emplois dans le secteur des services. »*

ALAIN DEBOVE.

(1) 1 couronne vaut environ 1 franc français.

U.R.S.S.

Selon un responsable de la C.I.A.

LA VULNÉRABILITÉ DE MOSCOU AUX PRESSIONS ÉCONOMIQUES EST « LIMITÉE »

Washington *(A.F.P.)*. – M. Rowen, président du Conseil national de renseignements au sein de la C.I.A., a indiqué devant une sous-commission du Congrès que, si l'économie soviétique a subi un *« net ralentissement »* ces dernières années, l'agence de renseignements américaine *« ne considère pas qu'un effondrement de l'économie soviétique soit le moins du monde une hypothèse vraisemblable »*.

Confirmant le rapport présenté récemment par la C.I.A. (*le Monde* du 28 décembre), M. Rowen, dont le témoignage date du 1er décembre mais a été rendu public samedi 8 janvier seulement, a précisé que *« la capacité de l'économie soviétique à demeurer viable en l'absence d'importations »* était *« plus grande que celle de la plupart des nations industrialisées, sinon de toutes »*, et que, ainsi, *« la vulnérabilité de l'U.R.S.S. aux pressions économiques tend à être limitée »*.

La C.I.A. prévoit un taux de croissance de 1 % à 2 % en U.R.S.S., dans les années à venir, contre 4 % dans les années 70, 5 % dans les années 60 et 6 % au cours de la décennie précédente.

Grande-Bretagne

EN RENDANT UNE VISITE IMPROMPTUE AUX ILES MALOUINES

Mme Thatcher a voulu rassurer la population et réaffirmer le caractère britannique de l'archipel

De notre correspondant

Londres. – La visite de Mme Thatcher aux îles Malouines n'a été annoncée aux Kelpers – les habitants de l'archipel – par la radio locale, samedi 8 janvier, que quelques minutes après l'arrivée du premier ministre. Le voyage avait été entouré d'un secret tel que, la semaine dernière encore, des indiscrétions des milieux gouvernementaux avaient laissé entendre que Mme Thatcher avait renoncé à son projet, prévu depuis plusieurs mois.

Cela s'explique largement par les soucis de sécurité et par la volonté de ne pas provoquer inutilement les Argentins. Si la visite du premier ministre n'a pas coïncidé avec le cent cinquantième anniversaire de la conquête des Malouines par la Royal Navy, le 3 janvier, il n'en reste pas moins qu'elle a lieu à un moment où Buenos-Aires tente de relancer son offensive diplomatique à l'occasion de la réunion des non-alignés à Managua.

M. Pym a souligné à Londres le sens symbolique de cette visite, qui manifeste *« le vif intérêt du premier ministre et son sentiment de communion avec les Falklanders ». « C'est parfaitement naturel après tout ce que nous avons vécu*, a ajouté le secrétaire au Foreign Office, *et personne ne l'a vécu aussi intensément que Mme Thatcher »*.

Le chef du gouvernement britannique avait quitté la base militaire aérienne de Brize-Norton, dans la banlieue de Londres, vendredi soir, en compagnie de son mari, du grand amiral de la flotte, Sir John Fieldhouse, et d'un petit nombre de proches collaborateurs. Au cours d'une escale à l'île d'Ascension, elle s'est embarquée à bord d'un Hercules de la Royal Air Force, appareil destiné habituellement au transport de troupes et de matériel, qui n'est pourvu d'aucun confort. L'Hercules, qui était escorté par deux chasseurs bombardiers Phantom, a été ravitaillé deux fois en vol.

Après ces vingt-quatre heures de voyage, le premier ministre est arrivé à Port-Stanley, la petite capitale des îles Malouines, samedi à 20 heures G.M.T. Accueillie par Sir John Rex Hunt, l'ancien gouverneur des Falkland – qui, depuis la fin du conflit avec l'Argentine, porte le titre de commissaire civil, – et par le général David Thorn, commissaire militaire, Mme Thatcher a été fêtée par la population comme le véritable héros de la guerre. *« Il aurait été étrange que je ne vienne pas dans les îles Falkland*, a-t-elle déclaré, *vraiment très étrange. (...) Nous sommes émus et bouleversés, nous somme venus parler à nos compatriotes d'ici pour apporter notre soutien aux forces armées et pour rendre hommage à ceux qui ont libéré les îles. »*

Ni la durée ni le programme de cette visite n'ont été officiellement annoncés. Le chef du gouvernement britannique devrait rester quelques jours aux Malouines et visiter les divers champs de bataille de la campagne du printemps. Dimanche, Mme Thatcher s'est rendue vers un champ de mines laissé par les Argentins. Elle a passé en revue les pilotes de Sea Harryer et de Phantom basés à Port-Stanley et assisté à un service religieux dans la petite cathédrale anglicane de la capitale.

Pèlerinage militaire et geste politique

Elle a également eu des entretiens avec les commissaires, les chefs militaires et les représentants des habitants. *« Je pense que nous pouvons éprouver quelque fierté d'être britanniques*, a dit Mme Thatcher dans son premier discours. *Vous savez pourquoi nous avons combattu : la liberté et la justice, qui sont les deux faces de la même médaille. Nous avons une confiance totale dans votre volonté de vous battre pour ce en quoi vous croyez, ainsi que dans le courage, la bravoure et l'habileté de nos forces armées. Tout cela nous a conduits à une éclatante victoire. En fin de compte, tout le monde a su que vous étiez britanniques et que vous vouliez le rester. »*

De leur côté, les représentants des Kelpers ont insisté sur la nécessité de mettre rapidement en œuvre les conclusions du rapport Shackleton sur l'avenir des îles : amélioration des communications aériennes, développement du système éducatif et réforme du système foncier, alors que les terres appartiennent pour la plupart à une seule société.

Ce voyage n'est pas seulement un pèlerinage militaire. C'est aussi un acte politique dont l'objectif est double. Il s'agit d'une part de rassurer les Kelpers, qui, malgré la présence d'une garnison britannique forte de 3 000 à 4 000 hommes, soupçonnent le Foreing Office d'être prêt à les sacrifier dans une éventuelle négociation avec l'Argentine. D'autre part Mme Thatcher tenait à affirmer le caractère britannique de l'archipel et à promettre que la métropole mettra tout en œuvre, quel qu'en soit le prix, pour en garantir le développement.

Mme Thatcher peut afficher d'autant *plus ouvertement sa bonne* conscience que le rapport de la commission Frank, qui devait établir les responsabilités dans la politique sui*vie jusqu'à l'invasion argentine, ne* critiquerait pas directement le premier ministre. Ce texte, qui lui a déjà été remis et qui doit être publié *avant la fin du mois*, ferait porter la responsabilité des erreurs d'appréciation au Foreign Office et au ministère de la défense.

DANIEL VERNET.

BUENOS-AIRES : « PROVOCATION ET ARROGANCE »

Buenos-Aires *(A.P.)*. – Le ministre des affaires étrangères argentin, M. Juan R. Aguirre Lanari, a qualifié le voyage-surprise de Mme Thatcher aux Malouines de *« nouvel acte de provocation et d'arrogance »*.

M. Aguirre Lanari a lu un communiqué aux journalistes durant son étape à Caracas, au Venezuela, alors qu'il était en route pour le Nicaragua, où se tiendra une réunion des pays non alignés.

Le 3 janvier, l'Argentine a connu une *« journée de deuil »* en raison du cent cinquantième anniversaire de l' *« occupation »* britannique aux Malouines.

« Devant une telle situation, la République Argentine, appuyée par ses sœurs d'Amérique latine et par tous le peuples du monde qui considèrent la colonisation comme un crime contre l'humanité, n'abandonnera pas ses objectifs [de reconquête] », a dit le ministre.

ASIE

Japon

La visite en Corée du Sud de M. Nakasone pourrait promouvoir la coopération stratégique entre Tokyo, Washington et Séoul

De notre correspondant

Le premier ministre japonais, M. Nakasone, est attendu le mardi 11 janvier à Séoul pour une visite officielle de deux jours en Corée du Sud. C'est la première fois depuis la guerre qu'un chef de gouvernement nippon se rend dans la capitale sud-coréenne pour des entretiens politiques.

De source informée à Tokyo, on indique qu'un accord sera annoncé à cette occasion sur l'octroi par le Japon à la Corée du Sud d'une aide financière de l'ordre de 4 milliards de dollars.

Tokyo. – La visite officielle du nouveau premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, à Séoul les 11 et 12 janvier constitue à proprement parler un événement historique. Outre la résorbtion et la dépassionalisation du contentieux bilatéral avec l'ancienne colonie du Japon impérial, cette démarche est de nature à promouvoir sur le plan régional une coopération tripartite *de facto* (Etats-Unis, Japon et Corée du Sud) que souhaite vivement Washington pour consolider son dispositif antisoviétique en Asie. Les précédents gouvernements nippons avaient toujours répugné à s'associer ouvertement et concrètement à cette stratégie, Tokyo se bornant à fournir une assistance économique servant avant tout les intérêts du Japon.

En dépit du voisinage et de l'appartenance au « camp américain », le poids de l'histoire, les susceptibilités nationales, le complexe de supériorité et l'ethnocentrisme japonais, de même qu'une rivalité économique croissante, ont pesé depuis trente-cinq ans sur les relations nippo-coréennes. Aussi l'annonce du voyage du premier ministre a-t-il pris par surprise des milieux politiques et une bureaucratie japonaise apparement peu soucieux de faire *un geste en vue de modifier un* satu quo bilatéral très médiocre et de sortir d'une impasse prolongée.

La décision de M. Nakasone n'a pas seulement un caractère symbolique puisque son voyage à Séoul précède d'une semaine à peine la visite qu'il doit faire aux Etats-Unis. Les priorités du premier ministrequi a insisté depuis son élection sur la nécessité pour le Japon d'accroître ses responsabilités *internationales et* de renforcer son potentiel et son rôle militaires – conformément aux souhaits américains – se trouvent ainsi clarifiées. M. Nakasone pourra d'ailleurs se prévaloir à Washington de son geste en direction de Seoul pour tenter d'apaiser les doléances de l'administration Reagan en matière de défense et de commerce. Côté américain, le contrepoint à cette visite doit être fourni, dès la fin janvier, par les escales du secrétaire d'Etat, M. Shultz, à Tokyo, Seoul et Pékin.

Tous ces développements peuvent être appréciés, dans uncontexte asiatique, en fonction des négociations sino-soviétiques et des toutes premières ouvertures faites en automne dernier par Moscou en direction de Seoul (*le Monde* du 19 octobre 1982).

Apurer le contentieux

Cela dit, pour que le geste de M. Nakasone se traduite par un véritable tournant dans les relations bilatérales, il convient en premier lieu d'apurer le contentieux nippo-sud coréen et d'assainir l'atmosphère. Au delà des antagonismes traditionnels, plusieurs « affaires » ont empoisonné les relations entre Tokyo et Seoul ces dernières années.

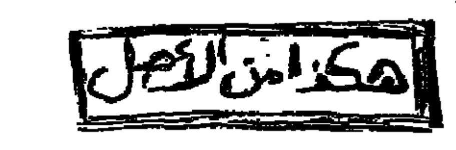
L'une des plus anciennes concerne l'enlèvement en 1973, sur le territoire japonais, du principal dirigeant de l'opposition sud-corréenne, M. Kim Dae Jung, condamné à mort par la suite, après la prise de pouvoir du président Chon Doo Hwan. Plus récemment, la réécriture par les Japonais de certaines pages de leur histoire militariste et coloniale avait exacerbé, pendant tout l'été dernier, les passions anti-japonaises à Seoul. Il y avait encore, depuis bientôt deux ans, l'interminable controverse à propos de l'octroi d'une aide financière japonaise de quatre ou six milliards de dollars à la Corée du sud (*le Monde* du 20 et 21 septembre 1981).

Les deux premières affaires sont en voie d'apaisement. D'une part M. Kim Dae Jong vient d'être remis en liberté et la justice nippone ne paraît guère soucieuse de raviver de vieilles plaies en rouvrant le dossier de l'enlèvement. D'autre part, des apaisements ont été donnés à Seoul comme à Pékin concernant la rédaction des manuels scolaires japonais et le rétablissement de certaines vérités historiques.

Reste à trouver, pour sauver la fade de part et d'autre, un accord de compromis sur le dosage et le niveau de l'aide. Rien d'impossible à cela, même si le parti socialiste japonais continue à demander l'annulation de crédits qui seraient, selon lui, une aide militaire déguisée. Les Sud-coréens, en effet, avaient initialement lié l'aide japonaise au renforcement de leurs capacités de défense, arguant du fait qu'ils servent de rempart au Japon contre les « menaces » communistes venues du nord. Mais cette approche n'est plus aujourd'hui de mise. M. Nakasone n'a pu, d'ailleurs, s'embarquer dans cette aventure sans garanties de succès, et il a prouvé qu'il était décidé à l'occasion à prendre les affaires étrangères en mains pour sortir des impasses dans lesquels se complaisent parfois les hauts fonctionnaires.

Tout paraît donc favoriser sur le plan politique aujourd'hui, une véritable détente nippo-sud coréenne et la visite de M. Nakasone est perçue des deux côtés comme l'amorce d'une ère nouvelle de dialogue et de coopération.

R.-P. PARINGAUX.



ASIE

PHILIPPINES : rébellions, répression, récession

(Suite de la première page.)

Ceux-là cherchent désormais le salut hors de l'Église et contre l'État. Ils se mettent du même coup hors la loi, martiale ou pas. Aussi le pouvoir, c'est-à-dire le président Marcos, passé maître dans l'action psychologique, a-t-il beau jeu de crier au complot et de brandir dramatiquement l'épouvantail des « curés rouges ».

C'est de bonne guerre, ses adversaires ne se privant pas d'agiter l'épouvantail Marcos ; et c'est bien de guerre qu'il s'agit. Cela sert aussi, dit-on dans les milieux catholiques de Manille, à effrayer le peuple bien pensant, à diviser la hiérarchie et à faire taire cette grande conscience morale qui reste obstinément la mauvaise conscience du régime. Cela permet encore de remonter le moral de l'armée et de gagner du temps. Cela permet enfin, en temps de crise, de faire oublier les responsabilités du pouvoir, d'éviter que l'on s'interroge plus avant sur les raisons profondes qui ont motivé, le plus souvent en désespoir de cause, ces associations dites « contre nature » entre prêtres et commissaires politiques.

Aide-toi, dit le proverbe, *le ciel t'aidera.* Au début de décembre, alors que la tension croissait entre l'Église et l'armée à la suite d'arrestations de prêtres engagés dans des actions sociales et de protestations contre les sévices et pillages exercés par des militaires dans certaines régions, un jeune prêtre, le Père Edgardo Kangleon, directeur d'un centre d'action sociale de la province de Samar – l'une des plus pauvres et des plus touchées par la violence armée – se décida à passer aux aveux.

Dans une longue confession confirmant les soupçons officiels, il affirmait avoir été recruté par un autre prêtre pour le compte des communistes et avoir transformé son centre religieux en officine de propagande et de subversion. Ses déclarations (faites pour « *soulager sa conscience* ») impliquaient une demi-douzaine d'autres prêtres et nonnes. Elles donnaient l'impression d'une politique systématique et fructueuse d'infiltration des milieux catholiques progressistes par les cadres (également catholiques) du P.C. philippin.

Radicaux et réformistes

Une grande publicité fut donnée à cette affaire : c'était en soi une première des services de sécurité. Il est vrai qu'elle tombait à point nommé, le pouvoir n'étant pas parvenu jusqu'alors à convaincre l'épiscopat du bien-fondé de ses soupçons et de l'authenticité de ses preuves. Les révélations du Père Kangleon, apparemment obtenues sans sévices, et vérifiables, permettent aux autorités de mettre dans l'embarras la conférence épiscopale avec laquelle elles ont entamé de délicates négociations et de faire momentanément taire ceux qui criaient à la « persécution » de l'Église.

Bien que limitée à un cas particulier, cette confession accrédite la thèse d'une certaine collusion entre l'Église et le P.C. Enfin, et peut-être surtout, elle peut contribuer à jeter le discrédit sur les centres d'action sociale et autres expériences d'entraide qui se sont multipliées sous l'impulsion des catholiques progressistes, mais dans lesquels les autorités voient souvent des foyers d'opposition, voire de subversion, bénéficiant de la Trêve de Dieu.

Le pouvoir a donc marqué un point. A la veille de Noël, face à une campagne de presse massive et orchestrée, les prélats se taisaient. Mais, ne pouvant guère se passer de la coopération ni de la caution de l'Eglise dans un pays où 90 % des quelque cinquante millions d'habitants sont catholiques, le régime doit se garder des tentations de généralisation et de répression. Faute de doigté, le risque serait grand de braquer l'Eglise et de provoquer la sainte alliance là où l'on cherchait à diviser.

Faire croire que l'Eglise est favorable à la violence, prétendre qu'elle se prépare à une « confrontation sanglante » et cherche à tout prix à jouer un rôle politique, donner l'impression qu'une poignée de prêtres révolutionnaires influence tout le clergé : tout cela est faux et volontairement exagéré, nous ont dit les prêtres que nous avons rencontrés *(voir encadré)*.

Pour l'heure, M. Marcos n'est certainement pas confronté à une « Eglise révolutionnaire ». L'aile progressiste de l'Eglise des Philippines se divise en gros en deux catégories classiques : les radicaux, qui sympathisent avec l'opposition clandestine, et les réformistes. Les premiers critiquent la position de la hiérarchie, qui, même sous la loi martiale, s'est toujours prononcée pour une « collaboration critique » avec le président. Ils ne retiennent de cette expression que la collaboration ; le pouvoir, au contraire, n'y voit que les critiques. Mais même ceux-là, tout comme les réformistes, agissent plutôt pour des raisons de justice sociale et humanitaires que par idéologie.

« Un attrait croissant pour la lutte armée »

Les prêtres rebelles sont, comme hier en Amérique latine, une infime minorité : une vingtaine, dit-on, sur quelque dix mille curés et religieux. A l'opposé, l'aile conservatrice du clergé, qui se satisfait d'un pouvoir autoritaire, est loin d'être négligeable. Elle s'attache même avec un certain succès à remplacer dans les zones névralgiques les prêtres progressistes par des conservateurs et à raviver la vigilance anticommuniste. Enfin, le pape, qui était ici en 1981, n'avait ni de près ni de loin prêché la violence.

Dans le vacarme des polémiques et des propagandes, on oublie souvent de se demander pourquoi certains en sont arrivés là. Dans un passage de sa déclaration, le Père Kangleon abordait le fond du problème. « *J'ai été attiré*, disait-il, *par l'idéalisme d'un mouvement qui proposait un système démocratique et indépendant pour remplacer l'ordre corrompu existant. Il m'apportait des réponses alors que je me demandais comment améliorer le sort misérable des chrétiens victimes de la rapacité et d'institutions servant les intérêts d'une minorité de puissants. J'ai été le témoin de beaucoup d'injustices (...) contre un grand nombre de Philippins de la part des autorités.* »

A de tels propos, faisait écho, en décembre, M. Francisco Tatad, ancien ministre de M. Marcos : « *Nombreux sont ceux qui, sans même comprendre le marxisme, sont profondément déçus par le fait que le peuple ne se soit pas soulevé, les armes à la main, contre la montée de l'injustice, de la pauvreté, de la dégradation de la condition des masses, de l'ampleur des crimes officiels et de l'ordre autoritaire.* »

Il disait constater « *un déclin de l'ardeur réformiste et un attrait croissant pour la lutte armée* ». Dans ces conditions, et même compte tenu de l'action violente prônée par quelques prêtres, il paraît difficile au régime de M. Marcos, détenteur du pouvoir absolu depuis dix-huit ans (dont neuf de loi martiale), de rendre l'Eglise responsable des réalités qui sont l'amer pain quotidien de nombreux Philippins. Et si les communistes tirent profit de l'état des lieux et de celui des consciences, à qui la faute ?

R.-P. PARINGAUX.

Prochain article :

L'ARMÉE FACE AUX CAMPAGNES

UN ENTRETIEN AVEC LE CARDINAL SIN

« Nous avons comme chacun le droit à l'autodéfense »

Réputé pour son franc-parler, sa rigueur morale et son humanisme, et toujours prêt à rappeler le pouvoir à ses devoirs, le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, répond aux questions du *Monde*.

« *Pourquoi ce regain de tension entre l'Eglise et le pouvoir ?*

– Le dialogue avec les autorités militaires a pour but de leur faire comprendre qu'un prêtre a le devoir d'aider n'importe qui, rebelle ou non. Il est là pour aider des hommes, pas pour s'occuper d'idéologie. Il n'est pas contre les communistes mais contre le communisme, pas contre les pécheurs mais contre le péché. On ne peut pas dire : « Vous êtes un rebelle », donc je ne vous aide pas, ce serait insensé. C'est là que se situe le malentendu : le gouvernement voudrait que nous coopérions sans réserve à sa politique, mais cela n'est pas possible.

– M. Marcos a affirmé que l'Église se préparait à une « confrontation sanglante ».

– Beaucoup de soldats sur le terrain sont sans éducation. Ils appliquent les ordres sans voir la vraie dimension des problèmes. Le gouvernement nous dit qu'ils n'ont pas de formation religieuse et qu'ils ne peuvent donc pas comprendre le caractère spirituel de nos activités.

– M. Marcos a affirmé que l'Église se préparait à une « confrontation sanglante ».

– Ils ne savent pas ce qu'ils disent. Ils font l'amalgame. La violence n'appartient pas à notre terminologie, mais nous avons comme chacun le droit à l'autodéfense. Si quelqu'un cherche à vous tuer et que vous le tuiez en vous défendant, c'est moralement justifiable. Mais dire que nous recherchons la confrontation n'a aucun sens.

– Pourtant certains prêtres ont opté pour la violence.

– Oui, certains ont oublié leurs vœux, mais ce sont des êtres humains. Quand vous êtes affecté dans certaines provinces vous devenez le témoin de tous ces malheurs et des aspirations de la population. Vous demandez l'aide des autorités et rien ne se passe. Pauvres garçons, leur conscience est ébranlée, ils s'oublient, ils peuvent même, par dépit, commettre les crimes les plus graves. C'est cela qui arrive dans la plupart des cas.

– Vous semblez avoir beaucoup de sympathie pour eux.

– Bien entendu ! Ce sont mes prêtres. Je les plains (...) Tout cela parce qu'ils ont été envoyés dans ces régions troublées. Cela aurait pu m'arriver.

– Auriez-vous agi comme eux ?

– Je n'en sais rien, mais j'y pense. L'histoire de l'Eglise est pleine de martyrs.

– L'Eglise envisage-t-elle des sanctions contre ces prêtres ?

– L'Eglise a ses lois, mais c'est ici une question de conscience. Nous ne jetons pas en prison les gens comme le fait M. Marcos si vous n'obéissez pas.

– Un prêtre peut-il s'opposer à un ordre temporel qu'il croit injuste et entrer en politique ?

– C'est aux laïcs de maintenir la loi et de restaurer l'ordre temporel, c'est leur devoir. Mais lorsqu'ils n'accomplissent pas ce devoir le prêtre peut se trouver entraîné à jouer un rôle politique.

– Vous avez appelé à la démission du président Marcos...

– Non, ce n'est pas ce que j'ai dit. Mais j'ai dit qu'affirmer qu'il n'existe pas aux Philippines d'autres dirigeants que M. Marcos est une insulte à ce pays. Il existe beaucoup de dirigeants, bien préparés, mais on ne leur accorde aucune chance. J'ai dit qu'il existe peu de peuples aussi tolérants que celui des Philippines : M. Marcos est au pouvoir depuis dix-huit ans. Je n'ai pas demandé qu'il parte, mais s'il se décidait à partir, je n'y pourrais rien. Je ne dirai pas qu'il n'a rien fait. Il a amélioré les routes, il fait construire un monorail et beaucoup de grands hôtels ont été bâtis. Mais il reste beaucoup à faire, et d'abord du côté de la démocratie.

– Un ministre a prétendu que vous rêviez de devenir le Khomeiny des Philippines.

– Mais si je suis un Khomeiny, ici, qui est le chah ? D'ailleurs ce monsieur m'a fait demander une audience. Je crois qu'il veut baiser mon anneau ». « Je veux, *dit-il en conclusion*, être une force unificatrice, un pont entre les hommes. La seule chose que je souhaite détruire, ce sont les murs qui nous divisent. »

R.-P. P.

PROCHE-ORIENT

Israël

L'organisation d'Abou Nidal revendique la responsabilité de l'attaque d'un autobus à Tel-Aviv

L'organisation terroriste palestinienne d'Abou Nidal, un « dissident » de l'O.L.P., a revendiqué dimanche 9 janvier, *dans un appel téléphonique au* quotidien de langue arabe publié à Londres *Al Arab*, la res*ponsabilité de l'attaque* à la grenade contre un autobus israélien à Tel-Aviv. Abou Nidal, condamné à *mort* par l'O.L.P., est actuellement réfugié en Irak.

De notre correspondant

Jérusalem. — L'attentat commis le 8 janvier contre un autobus à Tel-Aviv a causé surprise et inquiétude dans l'*opinion publique israélienne*. Au moment où l'O.L.P. semble de plus en plus tentée de se lancer dans une offensive diplomatique, cet attentat peut servir les intérêts du gouvernement de M. Begin pour la repousser et affirmer de nouveau que l'O.L.P. *« ne changera jamais »* Mais cette attaque représente aussi un revers pour ce gouvernement, qui n'a cessé ces derniers mois de justifier l'intervention au Liban en soulignant notamment qu'elle avait pour but d'éloigner le *« spectre du terrorisme »* et de renforcer la sécurité d'Israël.

C'est vers 18 h 30 samedi que deux ou trois inconnus ont lancé des grenades — de fabrication soviétique — contre un autobus circulant dans un faubourg industriel de Tel-Aviv. Douze passagers ont été blessés. Vingt-quatre heures après, trois d'entre eux seulement étaient encore hospitalisés sans que leurs jours soient en danger. L'opération paraît avoir été minutieusement préparée, comme l'indiquent les premiers éléments de l'enquête. La police pense que des complices ont assuré le repli rapide des auteurs de l'attentat. Ceux-ci n'ont pas été retrouvés malgré un vaste ratissage du secteur étendu aussitôt à l'ensemble de la région de Tel-Aviv. Comme souvent en pareil cas, plusieurs dizaines d'Arabes ont été interpellés comme *« suspects »* — dix-neuf d'entre eux étaient encore interrogés dimanche soir.

Contrairement à ce que la plupart des Israéliens eux-mêmes ont pu croire, en raison de la discrétion des autorités, le nombre des attentats n'a guère diminué depuis le début de la campagne au Liban. En novembre dernier, quatre personnes ont été blessées, dont une grièvement, par l'explosion d'une bombe en plein centre de l'agglomération de Herzliya, au nord de Tel-Aviv. Auparavant, une voiture piégée contenant près de 300 kilos d'explosif avait été découverte à temps à l'entrée d'un kibboutz, dans le Neguev et, en juillet, à Jérusalem, une cara- strophe avait été évitée de justesse lorsque les artificiers avaient pu désamorcer un engin composé de 5 kilos de T.N.T. Ces incidents, comme d'autres restés inconnus jusqu'à présent, ont été passés sous silence ou presque, à la demande de la police, qui affirme qu'elle ne veut pas fournir des informations aux terroristes sur le résultat de leurs actions. C'est une explication, mais elle ne convainc pas totalement les commentateurs de la presse israélienne, qui, maintenant, font remarquer que de cette façon le public non plus n'est pas prévenu du danger qui le menace. Or, en Israël, de*puis toujours, c'est grâce à la vigi*lance et à la discipline des citoyens que la plupart des bombes sont découvertes et désamorcées à temps. A propos de cette discrétion récente des autorités, l'éditorialiste de *Jerusalem Post* a avancé, ce lundi 10 janvier, sous forme de reproche, cette hypothèse : *« Peut-être est-il difficile pour le pouvoir d'admettre ouvertement que la guerre au Liban n'a pas écarté le danger du terrorisme. »* Pour sa part, le quotidien travailliste *Davar* fait observer, lui aussi, que la guerre n'a rien réglé à propos du terrorisme, que celui-ci reste un *« fardeau »*, comme il l'a toujours été dans le pays. Et le journal ajoute que *« le terrorisme, malgré sa gravité, n'a jamais vraiment mis en danger l'existence d'Israël »*.

Par ailleurs, le fait que les incidents et les embuscades continuent de se multiplier au Liban, dans l'ensemble des régions contrôlées par l'armée israélienne, est tout aussi inquiétant et embarrassant pour le gouvernement de M. Begin. Vingt et un soldats avaient été blessés au sud de Beyrouth, le 7 janvier, dans l'attaque d'un autobus réquisitionné par l'armée, et, dimanche soir, un engin télécommandé a explosé près de Tyr au passage d'une patrouille : un soldat a été blessé légèrement.

FRANCIS CORNU.

Le roi Hussein et M. Yasser Arafat examinent la possibilité d'une participation jordano-palestinienne à des négociations de paix avec Israël

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a entamé le dimanche 9 janvier, à Amman, des entretiens avec le roi Hussein qui porteront notamment sur l'examen des « modalités » d'une participation des Jordaniens et des Palestiniens à des négociations de paix avec Israël. Un éventuel accord à ce sujet sera ensuite soumis aux instances palestiniennes responsables pour être approuvé. Il sera en outre l'objet de concertations interarabes avant d'être définitivement adopté. Le roi Hussein, apprend-on d'autre part, pourrait effectuer au cours du mois de février une nouvelle visite aux Etats-Unis pour faire part aux dirigeants américains d'un éventuel accord.

Lors de sa visite à Washington le 21 décembre dernier, le souverain jordanien avait demandé au président Reagan des garanties selon lesquelles les Etats-Unis exerceraient des pressions sur Israël pour obtenir son retrait des territoires occupés. On ignore s'il a obtenu satisfaction mais on sait, en revanche, que le chef de la Maison Blanche s'oppose à ce que des membres de l'O.L.P. fassent partie de la délégation jordano-palestinienne chargée de négocier un règlement.

Au Caire, un « notable » palestinien de Cisjordanie, M. Hekmat El-Masri, a déclaré, à l'issue d'un entretien avec le président Hosni Moubarak, que *« l'éventualité d'une reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. est en cours d'examen »*. Le chef de l'Etat égyptien a indiqué, pour sa part, que ses prochains entretiens aux Etats-Unis — où il est attendu le 26 janvier, porteront essentiellement sur la relance des perspectives de paix au Proche-Orient. — *(A.F.P., Reuter.)*

DEUX MINISTRES FRANÇAIS DANS LE GOLFE

M. Cheysson lance un appel à la paix aux Iraniens

MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, et Hernu, ministre de la défense, ont terminé, le premier ce lundi 10 janvier à Doha (Qatar), le second dimanche à Mascate (sultanat d'Oman), des visites dans le Golfe.

M. Cheysson avait commencé sa visite vendredi par Manama (Bahrein) où, au cours d'une conférence de presse, samedi, il a notamment déclaré : *« La France est vraiment bouleversée par la guerre entre l'Iran et l'Irak, qui a déjà coûté tellement de morts et qui représente une telle menace pour l'ensemble de la région. Une fois de plus, j'adresse un appel aux Iraniens pour que cette guerre finisse, et je réaffirme que mon pays est à la disposition de tous pour assurer et développer la paix dans les frontières reconnues »* (c'est-à-dire celles fixées à la conférence d'Alger en 1975). M. Cheysson a souligné que, *« entre les pays du Golfe et la France (...), il y a une grande compréhension et des possibilités considérables de développement »*.

De source française, on indique que les responsables de Bahrein ont salué les efforts de la France pour la paix et la stabilité au Proche-Orient. Selon Associated Press, M. Cheysson a déclaré *« sans ménagement »* au cours de sa conférence de presse qu'Israël avait droit à la paix et à la sécurité *« comme tout autre Etat de la région présent et futur »*, mais il a estimé que les propositions de paix des Etats-Unis ne semblaient pas sérieuses, *« car ils ne font pas suffisamment pression sur Israël »*. L'agence officielle de Bahrein a indiqué que les vues des deux pays étaient *« concordantes et convergentes »* sur la nécessité de fonder la paix sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à l'indépendance.

Evoquant au cours d'une conférence de presse à Doha le conflit du Proche-Orient, M. Cheysson a souligné qu'un projet de résolution franco-égyptien était toujours déposé devant le Conseil de sécurité de l'ONU, *« à la demande de nos amis arabes »*. *« Le débat à son sujet peut commencer à tout moment, avec la participation de toutes les parties concernées. Begin peut venir. Arafat peut venir*, a-t-il poursuivi. *Je suis désolé qu'il n'y ait pas de plan de paix israélien. Un tel plan serait très intéressant. Je suis sûr que le jour où il existera sera un jour qui sera beaucoup plus proche de l'ouverture de la négociation »* entre Israël et l'O.L.P.

Le ministre s'est également entretenu du développement de la coopération entre les deux pays et a insisté sur la nécessité d'un système monétaire international *« plus stable et mieux réglé »*.

M. Hernu et la liberté de navigation

De son côté, M. Hernu s'est entretenu notamment avec le sultan d'Oman et a visité les installations militaires de la péninsule de Mussandam, sur le détroit d'Ormuz.

Dans un communiqué, le ministre souligne que ses entretiens ont été *« empreints de confiance et de compréhension »* ; il insiste sur le rôle du sultanat pour la défense de la liberté de navigation. M. Hernu, lit-on encore, a évoqué la présence militaire française dans l'océan Indien et le souci de la France de voir cette région rester une zone de paix échappant à la rivalité des deux Super-Grands. — *(A.F.P., A.P.)*

RENCONTRANT EN FRANCE LE CHEF DES MOUDJAHIDIN KHALQ

M. Tarek Aziz, vice-président irakien souhaite que « son cher ami Radjavi » accède à un poste éminent en Iran

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, et le dirigeant en exil des Moudjahidin du peuple iraniens, M. Massoud Radjavi, se sont entretenus, dimanche 9 janvier, pendant plus de quatre heures, de la guerre entre leurs deux pays, à Auvers-sur-Oise, où vit M. Radjavi.

Cette rencontre a donné lieu à un *« communiqué commun »* selon lequel M. Aziz a exposé à son hôte le *« désir sincère de l'Irak de conclure la paix sur la base de la pleine indépendance et de l'intégrité territoriale* [des deux pays], *le respect de la libre volonté des peuples irakien et iranien, la non-ingérence dans les affaires intérieures »* de l'Irak et de l'Iran.

M. Aziz a, en outre, transmis à M. Radjavi une invitation à se rendre en Irak, proposition qui, selon le dirigeant des moudjahidin, *« sera étudiée »*. Le vice-premier ministre irakien s'est pour sa part déclaré *« heureux »* de cette rencontre.

Nouveau procureur de la République islamique

« Je voulais connaître M. Radjavi pour procéder à un échange de vues sur la guerre et sur la lutte de nos deux peuples », a déclaré M. Aziz à l'issue de l'entrevue, ajoutant, en réponse à la question d'un journaliste : *« Je serai heureux de voir mon cher ami Massoud Radjavi comme prochain premier ministre ou président »* d'Iran. Mais, a-t-il poursuivi, *« nous ne voulons pas nous immiscer dans les affaires intérieures iraniennes »*.

MM. Aziz et Radjavi ont tenu à souligner que l'Irak n'apportait aucun soutien matériel aux Moudjahidin du peuple. Dans l'interview accordée au *Monde* vendredi, *(le Monde* du 8 janvier), M. Tarek Aziz avait cependant laissé entendre que l'Irak fournissait une aide matérielle aux Moudjahidin sans toutefois donner des détails pour ne pas les *« embarrasser »*.

L'hodjatoleslam Youssef Sanei a été nommé dimanche procureur général de la République islamique par l'imam Khomeiny en remplacement de l'hodjatoleslam Mohamad Medi Rabani-Amlachi, a annoncé la radio iranienne.

« M. Sanei est un homme important parmi les religieux ; je l'ai élevé comme un fils », a déclaré le « guide de la révolution » iranienne, qui recevait le président de la Cour suprême, l'ayatollah Abdol Karim Moussavi Ardebili. *« C'est un ennemi acharné des hypocrites* (les moudjahidin khalq) », a ajouté l'imam, selon Radio-Téhéran que cite l'A.F.P.

L'hodjatoleslam Sanei est membre du Conseil de surveillance de la Constitution. Il a été, au début de la révolution, l'un des juges islamiques les plus importants de la prison d'Evin à Téhéran.

Samedi, un communiqué des gardiens de la Révolution annonçait que quatre-vingts « hypocrites » avaient été tués ou arrêtés au cours de la découverte de vingt caches. Ce communiqué ne précise ni le lieu ni la date de ces accrochages.

Par ailleurs, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Moussavi, a estimé lundi que *« la défaite de Saddam* (M. Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien) *marquera l'échec de la politique française dans la région »*. M. Moussavi, qui commentait au micro de Radio-Téhéran les dernières prises de position françaises sur le conflit irano-irakien et les voyages des ministres français des relations extérieures et de la défense dans le Golfe, a poursuivi : *« Cela amènera à une disparition presque complète de la France de cette région. »*

AFRIQUE

Algérie

Alger donne « valeur d'exemple » au bornage de la frontière avec le Niger

De notre correspondant

Alger. — *« Un événement d'une importance majeure »*, telle est l'appréciation formulée par les intéressés dans une déclaration commune publiée après la signature, le 5 janvier, d'une convention relative au bornage définitif de la frontière entre le Niger et l'Algérie. Cette frontière est la même que celle tracée au cordeau sur quelque 900 kilomètres dans le désert par les autorités coloniales, mais désormais elle résulte non plus de documents antérieurs aux indépendances mais d'un acte de souveraineté.

Celui-ci a été accompli à l'occasion d'une visite du président Kountché à Alger la semaine dernière. Neuf mois plus tôt, Alger et Niamey avaient créé une commission technique dont la convention finale ne fait que ratifier les travaux. La frontière, qui autrefois n'existait que sur les cartes, est désormais matérialisée *par des poteaux plantés sur le terrain* par les armées des deux pays.

Les Algériens tiennent beaucoup à la *délimitation définitive* de leur territoire de façon à éviter, disent-ils, tout contentieux en cas de découverte dans le sous-sol. Une convention analogue sera signée dans quelques semaines avec le Mali. Une *« mission technique de reconnaissance sur le terrain »* vient de rentrer à Alger après avoir travaillé à la délimitation de la frontière avec la Mauritanie, qui paraît poser plus de problèmes.

A Alger, on donne *« une valeur d'exemple »* à l'accord conclu avec Niamey parce qu'il est conforme à la résolution de la conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine tenue au Caire en 1964, selon laquelle *« tous les Etats membres s'engagent à respecter les frontières existant au jour où ils ont accédé à l'indépendance »*.

Dans la déclaration commune, les présidents Chadli et Kountché se réfèrent à *« l'instrument privilégié que constitue l'O.U.A. »* et *« lancent un appel solennel pour que soient déployés tous les efforts et toutes les initiatives propres à sortir celle-ci de l'impasse »*.

Cet appel n'est pas sans intérêt dans la mesure où les deux pays ont parfois adopté des attitudes différentes au sein de l'organisation panafricaine. Si, à l'inverse de l'Algérie, le Niger n'a pas siégé à Tripoli lors de la tentative de sommet qui a échoué pour la deuxième fois le 25 novembre, c'est peut-être en raison de la méfiance que suscite le colonel Kadhafi à Niamey. Mais le Niger s'est prononcé contre l'admission de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.) au sein de l'O.U.A., admission controversée qui fut à l'origine du premier sommet avorté de Tripoli.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Zimbabwe

UNE BOUSCULADE A FAIT CINQ MORTS A L'ARRIVÉE DE M. ZHAO ZIYANG.

Cinq femmes ont été tuées et une trentaine de personnes blessées, dimanche 9 janvier, à l'aéroport de Harare, alors que la foule attendait le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, qui fait une visite de trois jours au Zimbabwe. L'incident s'est produit au moment où la police a ouvert les portes menant à l'aire d'attente de l'aéroport.

A Lusaka, la veille, M. Zhao Ziyang avait rappelé l'appui de son gouvernement aux mouvements de libération d'Afrique australe. Il doit d'ailleurs en rencontrer les dirigeants à Dar-Es-Salaam, siège du comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine, où il poursuit mardi sa tournée *(le Monde* du 7 janvier).

D'autre part, M. Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines, assiste, ce lundi, à Harare, à la treizième conférence afro-américaine, à laquelle participent également MM. Oliver Tambo, président de l'A.N.C. (organisation interdite en Afrique du Sud), et Sam Nujoma, président de la SWAPO (*mouvement qui dirige la guérilla en Namibie*). — *(A.F.P., Reuter.)*

Liban

PREMIÈRE JOURNÉE D'ACCALMIE GÉNÉRALISÉE A TRIPOLI

Après dix jours de bombardements presque ininterrompus, Tripoli, chef-lieu du Liban-Nord, a connu dimanche 9 janvier sa première journée d'accalmie généralisée, ce qui a permis à une grande partie de la population de circuler et de se ravitailler.

Cet apaisement sur le terrain est survenu au lendemain des entretiens qu'a eus à Damas M. Chafic Wazzan, président du conseil libanais, et à l'issue desquels l'agence officielle syrienne Sana a annoncé que les Forces de sécurité intérieure (F.S.I. — gendarmerie libanaise) seraient chargées de rétablir la sécurité à Tripoli.

Toutefois, dimanche, des tirs sporadiques et des rafales d'armes légères étaient toujours entendus dans les quartiers « chauds » de la ville à Baal Mohsen, où sont installés les Alaouites alliés de la Syrie, et Bab el Tevvaneh, place forte des miliciens libanais anti-syriens.

A Beyrouth, les forces israéliennes ont progressé dimanche et renforcé leurs positions dans la grande banlieue sud de Beyrouth. Cette progression, estimée à une centaine de mètres, s'est faite dans le secteur du village de Choueifat, en face de l'aéroport international de Beyrouth, tenu par les « marines » américains. Pour assurer une meilleure sécurité à leurs positions, les soldats israéliens ont abattu des arbres et fortifié leurs défenses dans ce secteur.

Selon les informations de source proche de la délégation libanaise, aux négociations avec Israël, qui ont repris ce lundi matin à Khaldé, le Liban aurait accepté la formule américaine préconisant l'élaboration d'un ordre du jour où chacune des deux parties formulerait ses propres souhaits sans que soit adopté un ordre de priorité pré-établi.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

• DEMISSION DE CINQ MINISTRES. — Les cinq ministres membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) ont démissionné de la coalition gouvernementale de gauche du président Hernan Siles Zuazo, a-t-on appris dimanche 9 janvier à La Paz de source officielle. Dans un communiqué, le MIR — mouvement du vice-président Jaime Paz Zamora — a accusé une partie du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.I.) dirigé par le président Siles Zuazo d'opposer des *résistances* à la *mise en œuvre* du programme du gouvernement d'unité démocratique et populaire. — *(A.F.P.)*

Corée du Nord

• M. KANG RYANG-UK, qui était l'un des trois vice-présidents de Corée du Nord, est décédé, le dimanche 9 janvier, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, rapporte l'agence de presse japonaise Kyodo, qui cite un communiqué de Radio-Pyongyanz. — *(Reuter.)*

Égypte

• LE PROCÈS DU FRÈRE DE SADATE. — Vingt-quatre chefs d'accusation ont été retenus contre M. Esmat-El Sadate, quatre de ses quinze enfants et six autres membres de sa famille. Ils sont notammment accusés d'*« enrichissement illégal »*, de *« malversations »*, de *« trafic d'influence, en utilisant leurs liens de parenté avec l'ancien président de la République »*, et de *« spéculation »*. Le procès du frère du raïs assassiné, commencé le 18 décembre, reprendra le 12 janvier. — *(Corresp.)*.

• LES RELATIONS ENTRE LE POUVOIR ET L'EGLISE COPTE. — L'hebdomadaire égyptien *El-Siyassi* (proche du gouvernement) a cité, dimanche 9 janvier, des sources proches de l'Église copte orthodoxe qui se réjouissent des signes de détente enregistrés ces derniers jours entre les autorités et le pape Chenouda III, pour la première fois depuis sa déposition, en septembre 1981, par Sadate. Le président Moubarak et le pape ont échangé des messages de vœux à l'occasion du Nouvel An. S'adressant au chef de l'État égyptien, au nom de l'ensemble de la communauté copte, Chenouda III a notamment écrit : *« Vous avez beaucoup fait pour l'Egypte qui attend encore beaucoup de vous. »* Ce message a été publié avant la Noël copte, célébrée traditionnellement début janvier. — *(Corresp.)*

• LA PRINCESSE FAYKA, sœur de feu le roi Farouk, renversé en 1952, est morte vendredi 7 janvier, au Caire, à l'âge de cinquante-cinq ans, des suites d'une longue maladie. La princesse avait constamment résidé en Egypte depuis la chute de la monarchie. Des trois autres sœurs de Farouk, l'une, Faouzia, première épouse de Mohamed Reza Chah, continue à vivre en Egypte, la seconde, Fatheya, vit à l'étranger, et la troisième, Fathia, a été assassinée il y a trois ans par son mari aux Etats-Unis. — *(A.F.P.)*

Pakistan

• LES TRAFIQUANTS D'HÉROINE ENCOURENT DES PEINES DE PRISON A VIE, et non plus de cinq ans maximum, a annoncé, dimanche 9 janvier, le gouvernement. Le secrétaire à l'information, le général Mujibur Rahman, a déclaré que vingt-sept fabriques d'héroïne avaient été découvertes ces dernières semaines dans des régions reculées du nord-ouest du pays et que la production d'opium était tombée de 800 à 50 tonnes par an à la suite des mesures prises pour encourager les paysans à pratiquer des cultures de remplacement. Récemment, les États-Unis avaient exercé des pressions insistantes sur le Pakistan, qui serait devenu la principale source d'héroïne introduite en Occident, pour qu'il effectue des contrôles plus sévères en ce domaine.

Tchécoslovaquie

• M. HUSAK « HÉROS DE L'U.R.S.S. ». — A l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, le chef du parti et de l'État tchécoslovaques, s'est vu attribuer le titre de « héros de l'U.R.S.S. » assorti de l'ordre de Lénine et de la médaille de l'étoile d'or pour ses *« mérites »*. Le décret d'attribution qualifie M. Husak d'*« ami sincère de l'Union soviétique, internationaliste convaincu et conséquent, combattant inlassable pour l'approfondissement de l'amitié fraternelle et de la coopération multiforme entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie »*. — *(A.F.P.)*

U.R.S.S.

• UNE FEMME D'ORIGINE LETTONNE ET SA FILLE, toutes deux citoyennes suédoises, sont retenues en prison en U.R.S.S. à la suite d'une visite à des parents en Lettonie, a annoncé leur mari et père à Stockholm.

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Perdre dix ou quinze villes serait dans la norme

affirme M. Lionel Jospin

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 9 janvier, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré que le parti socialiste et le parti communiste ne présenteront de listes distinctes, aux élections municipales, que *« dans un certain nombre de villes »* dont le maire sortant est communiste et où le P.S. estimait *« raisonnable de revendiquer la tête de liste »*, étant donnée *« l'évolution du suffrage universel depuis deux ans »*. *« Il n'y a aucune « primaire » dans des villes où le maire sortant est socialiste »*, a affirmé M. Jospin. Il a ajouté que le P.S. avait *« peut-être »* commis une *« erreur »* en rendant public, pendant ses négociations avec les communistes, le nombre des villes où il envisageait de contester la mairie au P.C.F.

Interrogé sur les mises en garde du P.C.F. quant à une possible démobilisation de son électorat, M. Jospin a déclaré : *« Chacun doit se charger de son électorat, de ses militants, de ses sympathisants. Nous socialistes, et moi notamment, nous nous battons pour mobiliser nos militants (...). La direction du parti communiste s'est engagée à nos côtés dans cette politique de transformation, de changement. Elle a contribué, à sa place — plus réduite qu'avant, — à l'élection de François Mitterrand et à la constitution d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Elle est consciente que la crise est profonde, les signes sont sous nos yeux chaque jour (...).*

» Nous agissons dans cette crise, et je pense que les dirigeants du parti communiste, qui sont gens réalistes, savent qu'il est relativement difficile d'avancer. En tout cas, pour eux, c'est tout de même la possibilité de voir leur parti, leurs militants, leurs élus, participer à une politique de changement en France, ce qui ne leur avait jamais été donné dans l'histoire, et cela dans des conditions de liberté et de tolérance absolument inscrites dans la réalité. Je pense que cela vaut la peine pour les dirigeants du parti communiste. »

Le premier secrétaire du P.S. a affirmé que les élections municipales ont un enjeu politique, mais local. *« En période de crise, je pense qu'on est mieux protégé dans les villes dirigées par la gauche »*, a-t-il dit. M. Jospin a ajouté : *« S'il y a enjeu national, nous le verrons bien. Il est possible, effectivement, qu'un certain nombre de gens se posent cette question. Nous verrons lorsqu'ils auront voté. »*

Soulignant que des élections locales *« favorisent toujours l'opposition, comme cela a été le cas en 1959, 1965, 1971 et 1977 »*, le premier secrétaire du P.S. a ajouté : *« Gagner des villes, ce sera difficile ; si nous les conservions toutes, ce serait un triomphe ; si nous en perdions dix ou quinze, ce serait la norme ; si nous en perdions plus, ce que je ne veux pas croire en raison du travail qui a été fait par les maires sortants, ce serait la situation qu'a connue la droite en 1977. »*

Au sujet du départ de M. Jean-Pierre Cot du ministère de la coopération et du développement et du texte voté par le bureau exécutif du P.S. (*le Monde du 8 janvier*), M. Jospin a déclaré : *« Ce ministre et camarade ne s'est pas exprimé lui-même, mais d'autres se sont expliqués à sa place et ont dit que son départ pourrait s'expliquer par une insuffisante attention du gouvernement de la France aux problèmes des droits de l'homme, sur lesquels il aurait insisté. C'est sur ce point que j'ai souhaité, personnellement, que les choses soient clarifiées. En effet, en dix-huit mois de gouvernement, depuis que je suis premier secrétaire du P.S., pas une seule fois, depuis le ministère de la coopération, il ne m'a été adressé une remarque afin que j'intervienne sur la seule chose que j'ai voulu faire préciser au bureau exécutif du P.S., et, effectivement, on m'a donné acte qu'il n'y avait pas de divergences sur la question des droits de l'homme entre Jean-Pierre Cot, le gouvernement et l'Elysée, en tout cas le P.S. »*.

Indiquant, d'autre part, qu'il n'est ni partisan ni adversaire de l'hypothèse *« bulgare »* dans l'enquête sur l'attentat contre le pape, M. Jospin s'est élevé contre *« le fait de multiplier à l'infini, comme on y assisté toutes ces dernières semaines, des élucubrations qui peuvent être démontrées fausses »*.

« Le grand diffamateur »

Enfin M. Jospin a accusé M. Chirac d'avoir lancé une *« campagne de diffamation »* et d'avoir créé un *« scandale politique »* en déclarant à des journalistes anglo-saxons que M. François Mitterrand était l'*« otage des communistes »* *(1)*. Le premier secrétaire du P.S., a également reproché à M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, d'avoir affirmé que la marine nationale avait arraisonné un bateau livrant des armes libyennes à la Corse.

« M. *Léotard est le petit fabulateur, M.Chirac est le grand difffamateur »*, a lancé M. Jospin, affirmant que M. Chirac *« s'est livré à des attaques basses et infondées contre le chef de l'Etat, un Etat auquel il apporte lui-même sa contribution comme homme politique »*. Il a souligné que M. Mitterrand, lorsqu'il était dans l'opposition, avait toujours *« scrupuleusement respecté »* à l'étranger la fonction présidentielle. *« Je trouve ça scandaleux ; M. Chirac n'a pas eu le courage politique ou individuel de faire une déclaration publique, il a procédé par confidences. (...) M. Chirac s'est livré à ce qu'on appelle une campagne de diffamation, je n'ai jamais vu un homme politique responsable se livrer à cela »*, a conclu M. Jospin.

(1) M. Jospin fait allusion à un entretien informel accordé par le maire de Paris à des journalistes américains, que M. Mitterrand a lui même commenté (*le Monde* daté 9-10 janvier).

Le P.C.F. doit à la fois mobiliser son propre électorat et se montrer unitaire

Le comité central du parti communiste est réuni, les lundi 10 et mardi 11 janvier, avec l'ensemble des premiers secrétaires de fédération, pour examiner, sur le rapport de M. Paul Laurent, membre du secrétariat, la situation politique et la campagne pour les élections municipales. Le comité central a rendu public, dès ce lundi matin, un appel à la réunion de six cents *« assemblées populaires »* dans les entreprises.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré le dimanche 9 janvier, sur Europe 1, qu'il incombe à chaque parti — socialiste et communiste — de mobiliser ses militants et ses électeurs pour le scrutin des 6 et 13 mars. M. Jospin estime qu'un recul de la gauche dans dix ou quinze villes de plus de trente mille habitants ne serait pas un échec politique.

M. Lionel Jospin a évalué le niveau à partir duquel les élections municipales de mars prochain pourraient être considérées comme une victoire pour l'opposition. Selon le premier secrétaire du parti socialiste, la gauche resterait dans la *« norme »* établie en 1959, 1965 et 1971 par les coalitions *alors au pouvoir, si elle ne perdait* pas plus de dix à quinze villes de plus de trente mille habitants. Au-delà de ce chiffre, a expliqué M. Jospin, la gauche se trouverait dans la situation qu'avait connue la droite en mars 1977 et qui n'avait pas empêché celle-ci de gagner, un an plus tard, les élections législatives. Et si, à l'inverse, la majorité conservait toutes les grandes villes qu'elle administre, ce serait, a-t-il dit, un *« triomphe »*.

Après les avertissements du parti communiste, attirant l'attention sur les risques de démobilisation de son électorat, les propos du premier secrétaire du P.S. confirment que les responsables des deux formations n'entendent pas dissimuler leur pessimisme à l'approche de l'échéance. Ils ne sont pas les seuls, d'ailleurs, à tenir pour acquis un recul de la majorité. M. Jacques Chirac a mis en garde, samedi, les militantes de Femmes-Avenir contre un excès de confiance, et s'adressant, par-delà ses auditrices, à l'ensemble de l'opposition, il a invité celle-ci à ne pas considérer que la victoire serait *« dans la musette »*.

Face à cet optimisme, tout se passe comme si la gauche tentait de renverser la charge de la preuve. Consciente de ce que, dans son électorat traditionnel, certains l'auront abandonnée au long du chemin parcouru depuis mai 1981, tandis que, parmi les ralliés d'alors, le reflux s'était fait sentir dès les élections législatives partielles de janvier 1982, la majorité met l'opposition au défi de créer une surprise et de transformer en un désaveu de la politique gouvernementale l'expression prévisible des désenchantements qu'elle provoque. Les électeurs que cette politique a troublés ou déçus sont-ils prêts, dans une conjoncture économique et internationale inquiétante, à ébranler l'assise du pouvoir et à renforcer l'opposition, en donnant le sentiment qu'ils tiennent celle-ci pour quitte de ses échecs passés et de sa défaite de 1981 ?

L'union de l'opposition

Sachant qu'ils seront jugés aux leçons qu'ils ont tirées de leur déroute d'alors, les chefs de la droite s'emploient, en premier lieu, à manifester leur union. Moins spectaculaire que le déjeuner du 24 novembre dernier entre MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac — scène de réconciliation publique, dont les sondages avaient enregistré le bon effet sur l'électorat de l'opposition, — le repas offert par l'ancien président de la République à son ancien premier ministre, vendredi 7 janvier, révèle par la discrétion même dont il a été entouré, le souci de faire oublier le temps où une telle rencontre constituait à elle seule un événement. Dûment informés, le lendemain, de ce déjeuner, les électeurs de l'U.D.F. et du R.P.R. peuvent constater que les vainqueurs de 1974 et les battus de 1981 ne perdent plus leur temps en de décourageantes querelles. MM. Giscard d'Estaing et Chirac doivent encore communiquer cet état d'esprit à l'ensemble de leurs partisans et obtenir de leurs formations respectives qu'elles signent rapidement un accord définitif pour les élections municipales. Selon M. Chirac, le nombre des grandes villes où l'opposition ira séparément à la bataille du premier tour devrait être inférieur à celui des villes où, à gauche, le P.S et le P.C.F. rivaliseront.

L'avenir dira si l'ancien chef de l'Etat et le maire de Paris se sont accordés sur le comportement à adopter à l'égard du pouvoir et si M. Giscard d'Estaing est prêt à soutenir M. Chirac lorsque celui-ci est attaqué par le P.S. pour avoir mis en cause, devant des journalistes américains, la personne et le passé de M. Mitterrand. M. Jospin a montré, dimanche, que les socialistes sont toujours décidés à ne faire grâce au président du R.P.R. d'aucun geste ou propos pouvant permettre de dénoncer en lui un homme porté aux réactions excessives et irresponsables (un *« agité »*, suggérait, à la télévision, en avril 1979, M. Giscard d'Estaing...). Estimant que les déclarations prêtées à M. Chirac par *le Matin de Paris* relèvent de la diffamation envers le président de la République, le premier secrétaire du P.S. a affirmé que de tels propos sont sans précédent chez un homme politique s'exprimant devant les représentants de la presse d'un pays où il doit être reçu officiellement. Avec la même intention, M. Paul Quilès, candidat de la gauche à la mairie de Paris, avait fait connaître la semaine dernière sa satisfaction de ce que M. Chirac, après avoir ameuté l'opinion, l'été dernier, contre le nouveau statut envisagé pour la capitale, se fût déclaré prêt à l'appliquer *« dans le meilleur esprit »* (*le Monde* du 6 janvier).

A gauche comme à droite, on s'efforce donc de contrôler l'impact que pourront avoir les élections municipales, premier grand test de la solidarié du rassemblement réalisé en mai 1981. Si le principal souci de l'opposition est de ramener à elle des électeurs qui lui avaient fait défaut il y a deux ans et qui peuvent être, aujourd'hui, tentés par l'abstention, l'attention se porte en priorité, à gauche, sur l'électorat communiste. Les sondages indiquent, depuis quelque temps, qu'après avoir été les plus fidèles soutiens du gouvernement, les partisans du P.C.F., parmi lesquels certaines défections avaient déjà été à l'origine du revers de la gauche aux élections cantonales de mars 1982, sont gagnés par le doute.

Ceux qui connaissent ce sentiment se divisent en deux catégories. Certaines composantes du « noyau dur » de l'électorat communiste, catégorie dont une proportion non négligeable s'était abstenue au second tour de l'élection présidentielle de 1981, sont heurtées par la politique gouvernementale dans leurs convictions, mais aussi dans leurs intérêts. Lors du dîner qui avait réuni, le 21 décembre, MM. Pierre Mauroy, Georges Marchais, Charles Fiterman et André Lajoinie, les dirigeants communistes avaient attiré l'attention du premier ministre sur le fait que le rétrécissement de la hiérarchie des salaires est mal ressenti par cette partie de leur électorat. Il s'agit, en outre, d'électeurs portés à voter systématiquement contre le pouvoir en place, et, pour certains d'entre eux, conservateurs dans des domaines tels que la justice et les mœurs.

Deux catégories

C'est à cette catégorie d'électeurs, mais aussi de cadres politiques et syndicaux que s'adressait, dans *l'Humanité* du 5 janvier, André Wurmser, éditorialiste du quotidien du P.C.F. Cet article, tout en argumentant contre l'attitude négative que pourraient adopter ces communistes, donnait à leurs réactions une expression inhabituelle dans la presse et les déclarations publiques du P.C.F. Les dirigeants communistes s'étaient bornés, jusque-là, à faire état d'un certain mécontentement — M. Lajoinie allant jusqu'à reprocher au gouvernement, début octobre 1982, de ne pas tenir tous les engagements de la gauche, — mais sans accorder un véritable droit de cité à cette « sensibilité », comme l'a fait *l'Humanité* la semaine dernière.

Les dirigeants communistes ont besoin de tout leur monde pour gagner la bataille, particulièrement décisive pour eux, des élections municipales. Aussi prennent-ils le risque de faire droit à une tendance dont la reconnaissance pourrait leur créer des difficultés au regard de leurs engagements gouvernementaux. Il ne suffit pas, en effet, que le parti socialiste ait consenti à limiter à onze, officiellement, le nombre de grandes villes où il contestera la mairie au P.C.F. ; encore faut-il que là où le maire sortant communiste conduit la liste de gauche le P.C.F. mobilise son propre électorat. Il lui faut, en même temps, se montrer suffisamment unitaire pour rallier les électeurs socialistes et les autres composantes de la gauche. La mise en garde de M. Marchais, la semaine dernière, contre les lenteurs apportées à la constitution des listes, s'adressait, certes, aux socialistes, mais elle avait aussi valeur d'avertissement aux responsables communistes locaux : un *« bon accord »* ayant été conclu nationalement, il n'est plus temps de chipoter sur des nombres de sièges, voire sur des postes d'adjoint, alors que l'essentiel est de conserver la mairie.

Le comité central du P.C.F., réuni lundi et mardi, devrait confirmer cet engagement unitaire. Il a d'ores et déjà décidé, avec les premiers secrétaires fédéraux, de lancer une campagne de six cents assemblées populaires » cellule dans les entreprises. Il s'agit de coordonner ainsi discours unitaire et rassemblement des partisans actifs du P.C.F., le premier impératif ayant, toutefois, ses limites : la direction communiste n'entend pas faire de geste en direction d'une seconde catégorie *« flottante »* de son électorat, celle qui, n'ayant pas voté pour M. Marchais au premier tour de l'élection présidentielle et ayant soutenu M. Mitterrand, hésite également, aujourd'hui, à voter pour le P.S. ou pour le P.C.F. Du moins les dirigeants du parti communiste se refusent-ils à reconnaître, pour tenter de rattraper cet électorat, la représentativité des cadres, élus et militants communistes qui s'étaient opposés à eux dans la période antérieure à 1981, au premier rang desquels se situent les animateurs de Rencontres communistes.

Ni M. Henri Fiszbin à Paris ni M. Roger Fajnzylberg à Sèvres n'auront leur place sur une liste à laquelle participerait le P.C.F. Les dirigeants communistes confirment qu'ils restent fidèles au tri opéré dans l'électorat de leur parti par la politique qu'ils avaient menée après la rupture de l'union de la gauche, en 1977.

PATRICK JARREAU.

Deux gendarmes sont tués en Nouvelle-Calédonie

(Suite de la première page.)

M. Tjibaou, qui a séjourné récemment à Paris pour négocier avec le gouvernement la réforme du statut du territoire, a déclaré, lundi soir, en présentant ses condoléances aux familles des victimes : *« On ne peut encore définir les responsabilités, mais je peux constater que dans toute la population il y a de la colère, de l'énervement et de l'indignation. Il y a aussi, semble-t-il, de la mobilisation. Et je pose la question : mobilisation pour quoi faire ? Si c'est encore pour tuer, le conseil de gouvernement et les partis qui le composent affirment qu'ils ne peuvent appuyer de telles mobilisations. En effet, le meurtre ne se justifie pas. »*

Le haut commissaire de la République dans le territoire, M. Roynette a affirmé, pour sa part : *« Des crimes ont été commis. Ils seront sanctionnés à la mesure de ce qu'ils sont, c'est-à-dire, avec la plus grande rigueur. Ceux qui les ont commis, ont fait une faute immense. Ils ont ouvert au flanc de notre communauté une blessure profonde et grave. Cette blessure pourrait s'aggraver si, par malheur, la violence venait s'ajouter à la violence. J'en appelle à la raison et au sang-froid de ceux qui veulent maintenir la paix civile. Tout fauteur de trouble qui tenterait d'aggraver les événements sera poursuivi avec la plus grande fermeté. Vous pouvez compter sur moi. »*

Une élection cantonale partielle

INDRE : canton d'Argenton-sur-Creuse (1er tour).

Inscr., 10019 ; vot., 7049 ; suffr. expr., 6913. MM. André Advenier (opp.), 3874, *ÉLU ;* Michel Barbet, P.S., 1972 ; Francis Gerbaud, P.C., 1067.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de René Touzet, U.D.F., sénateur de l'Indre et maire de Chasseneuil, décédé le 18 novembre 1982.

Lors des élections cantonales de mars 1979, René Touzet avait été réélu, dès le premier tour, avec 3 518 voix, devant le candidat du P.S., M. Marty, qui avait obtenu 1 930 suffrages, et celui du P.C., M. Chavassus qui en avait recueilli 1 561. Il y avait eu 9 995 inscrits, 7 276 votants et 7 009 suffrages exprimés.

M. André Advenier, adjoint au maire d'Argenton-sur-Creuse, candidat de l'opposition unie, améliore le score réalisé par René Touzet (56,03 % des suffrages exprimés contre 50,19 %), lequel n'avait pas, en mars 1979, bénéficié du soutien du R.P.R. Le candidat du P.S. progresse, lui aussi : il recueille 28,52 % des suffrages exprimés alors que M. Marty en avait obtenu précédemment 27,53 %. En revanche, le candidat du P.C. enregistre une perte de 6,84 points (15,43 % des suffrages exprimés contre 22,27 % en 1979).]

RENOUVELLEMENT DES CONSEILLERS NATIONAUX A MONACO

Les électeurs monégasques ont désigné, dimanche 9 janvier, les dix-huit conseillers, appelés à siéger pendant cinq ans, au conseil national de la principauté.

La liste d'Union nationale et démocratique, qui l'avait emporté en 1978, a enlevé au premier tour les dix-huit sièges à pourvoir avec 1 897 voix en moyenne. La liste d'Union démocratique et socialiste, qui ne présentait que quatre candidats, a recueilli 681 voix en moyenne, et les indépendants, avec trois représentants, ont obtenu 693 voix en moyenne. Il y a eu 2 846 suffrages exprimés et 2 930 votants sur 3 904 inscrits.

Hautes-Pyrénées : la rupture entre M. Abadie (M.R.G.) et les socialistes paraît consommée

De notre correspondant

Tarbes. — Dans les Hautes-Pyrénées, le M.R.G. met en cause l'« intransigeance » des représentants du parti socialiste et du parti communiste à Tarbes, et, par la voix de son président départemental, M. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme, accuse la section du P.S. de se faire l'« auxiliaire » du R.P.R. et de l'U.D.F. pour lui faire perdre la mairie de Lourdes.

M. Jean Duprat (M.R.G.), député des Hautes-Pyrénées, adjoint au maire de Tarbes, a déclaré de son côté que le M.R.G. n'avait à servir d'« otage » à aucun parti.

A Lourdes, M. François Abadie a pris l'initiative, après de longues discussions, d'une rupture avec la section du parti socialiste. M. François Abadie s'est jugé en position de force pour refuser à la section socialiste les sept candidats qu'on lui demandait de faire figurer sur une liste commune M.R.G.-P.S.

Dans le conseil municipal sortant, les socialistes disposent de cinq sièges ; quatre conseiller socialistes se sont définitivement solidarisés avec M. François Abadie. Ils ont bravé la menace des instances de la direction locale du P.S., qui les avaient avertis qu'ils se placeraient ainsi hors du parti.

« M. Abadie porte l'entière responsabilité d'une rupture qui marquera l'histoire de notre cité », a déclaré le porte-parole de la section du P.S. de Lourdes, M. Joseph Cirès, avant d'ajouter : *« Les militants socialistes constatent avec regret que M. François Abadie, pourtant membre du gouvernement d'union de la gauche, refuse la constitution d'une liste d'union de la gauche et la représentation légitime et souveraine des socialistes. Avec ses colistiers, dont une très large majorité ne s'est pas prononcée en faveur de M. Mitterrand le 10 mai 1981, M. François Abadie a définitivement préféré l'alliance avec la droite à l'alliance avec la gauche... Le parti socialiste ne saurait toutefois être absent de cette consultation électorale. Aussi demande-t-il au peuple de gauche de le soutenir dans ses efforts pour que la gauche puisse être représentée massivement au prochain conseil municipal (1). »*

La réplique de M. François Abadie n'a guère tardé : rappelant un propos d'Edouard Herriot : *« la bêtise humaine donne une idée de l'infini »*, le secrétaire d'Etat au tourisme a fait la mise au point suivante : *« Ayant toujours eu l'habitude de prendre mes responsabilités, j'ai constitué la liste municipale avec quatre conseillers sortants socialistes sur cinq. Ils ont, comme moi, fait le même choix en disant oui à la démocratie et non à la « démocratouille »*.

M. François Abadie a également accusé la section P.S. de Lourdes de faire le jeu de la liste R.P.R.-U.D.F., qui tentera de lui enlever la mairie sous la conduite de M. José Marthe, responsable fédéral du R.P.R. pour le département et conseiller général.

Les socialistes de Lourdes vont vraisemblablement s'efforcer d'arriver à un accord avec le P.C., vis-à-vis duquel M. François Abadie a toujours pris certaines distances tant à Lourdes que sur le plan départemental.

Les radicaux de gauche s'acheminent vers la constitution de leur propre liste à Tarbes. Pour parvenir à un accord avec le P.C. et le P.S., avec lesquels il avait enlevé la mairie de Tarbes à l'ancienne majorité (le maire sortant est M. Chastellain, P.C.), le M.R.G. acceptait de ramener à sept (alors qu'il a huit conseillers sortants) le nombre de ses candidats sur les trente-cinq premiers d'une liste qui aurait sauvegardé l'union de la gauche.

Le M.R.G. a dénoncé publiquement, le 8 janvier, l'intransigeance commune et concertée des représentants du P.C. et du P.S., qui lui proposaient cinq sièges.

L'opposition est aussi divisée, puisque à une liste R.P.R.-U.D.F. s'opposera une liste de dissidents du R.P.R., qui n'acceptent pas que leur leader, M. Jacques Longué, président départemental du R.P.R., cède la tête de liste au président départemental de l'U.D.F., M. Jean Journé.

GILBERT DUPONT.

(1) Au soir du premier tour des élections cantonales, le 14 mars 1982, les socialistes de Lourdes s'étaient émus d'une déclaration de M. Abadie, dans laquelle il se disait *« consterné par le résultat du scrutin au niveau national »*, et menaçait de n'être plus membre du gouvernement aux élections municipales. Un peu plus tard, le secrétaire d'Etat au tourisme avait atténué son propos en réaffirmant sa solidarité avec le gouvernement de M. Mauroy.

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les six ans de M. Chirac à l'Hôtel de Ville

M. Jacques Chirac, qui quittera Paris le mardi 11 janvier pour les États-Unis, où il sera reçu par le président Reagan, a présenté à la presse, ce lundi matin, un document de deux cents pages qui représente un bilan complet de l'action de la municipalité parisienne. M. Paul Quilès, député socialiste, chef de file des listes d'union de la gauche à Paris, présentera, mardi, son «projet municipal».

Sur la couverture du document que M. Chirac vient de publier, une vingtaine de Parisiennes et de Parisiens vont de l'avant, sourire aux lèvres. Un titre : «1977-1983 : six ans de progrès», un sous-titre *«Des engagements tenus, un bilan»*.

L'ouvrage est important à plus d'un titre, et d'abord par sa nouveauté. Comme le rappelle le maire dans la préface, *«c'est le premier bilan d'une municipalité parisienne de plein exercice, fonctionnant sous le régime de droit commun, élue par les Parisiens et pleinement responsable de ses actes.»*

Du bastion au tremplin

par ANDRÉ PASSERON

Lorsqu'il y a six ans exactement, M. Jacques Chirac s'est lancé à la conquête de la mairie de Paris, ce geste a été reçu d'abord comme un audacieux « coup » politique. Il s'agissait, pour lui, de retrouver – comme on dit au théâtre – un « emploi » qui soit à la mesure de ses talents, d'affirmer son image de chef de file d'une fraction de la majorité et d'asseoir l'autorité du tout jeune R.P.R.

Face à M. Michel d'Ornano, porte-drapeau de M. Giscard d'Estaing, les élections municipales parisiennes ne furent, somme toute, qu'une sorte de vaste élection primaire entre l'U.D.F. et le R.P.R., au bénéfice de ce dernier, tandis que la gauche remportait de notables succès en province.

M. Chirac, qui avait donné sa démission de premier ministre en août 1976 et qui, le 5 décembre, avait fondé le R.P.R., allait-il, comme l'assurait Alexandre Sanguinetti, s'enfermer dans le donjon de l'Hôtel de Ville et en devenir le prisonnier ? Trouverait-il, au contraire, comme le pensaient ses conseillers de l'époque, M. Juillet et Mme Garaud, dans son poste de maire, un tremplin contre le chef de l'Etat et pour son destin personnel, c'est-à-dire présidentiel ? Après six ans d'exercice du pouvoir à la tête de la capitale, la question ne se pose plus dans les mêmes termes.

En s'installant, en mars 1977, après son élection au suffrage universel, dans l'immense bureau des anciens préfets de Paris au premier étage de l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac doit d'abord mettre en application un nouveau statut – déjà – de la capitale après plus d'un siècle de tutelle directe de l'Etat. Se contentant alors de donner l'impulsion, le nouveau maire se décharge sur ses adjoints, sur les fonctionnaires et sur une forte équipe de collaborateurs du soin de gérer la Ville. Il est vrai que les échéances nationales l'absorbent et qu'il se lance à corps perdu dans les élections législatives de 1978 et, à son corps défendant, dans les européennes de 1979.

La « chiraquisation » des gaullistes

Ce n'est qu'après celles-ci que les choses changent plus profondément. M. Chirac se sépare de ses conseillers privilégiés, M. Juillet et Mme Garaud, confie l'animation du R.P.R. à M. Bernard Pons et prend en main les affaires de la ville. Il s'est, en effet, rendu compte, au cours de ses multiples voyages en province, que sa qualité de maire de Paris lui vaut un surcroît de prestige. Il renouvelle ses équipes de collaborateurs, modifie les structures administratives, parcourt la capitale, découvre la vie des quartiers, s'attache aux problèmes d'urbanisme, du cadre de vie, de la culture, développe les aides aux jeunes ménages et aux personnes âgées. Il resserre aussi sa tutelle sur les services et sur les commissions d'arrondissement, ce que la gauche lui reprochera avec véhémence. Elu d'une majorité, le maire gouverne selon le principe majoritaire. Il veut aussi se faire mieux connaître de ses administrés et établir sa réputation de bon gestionnaire.

Son activité contribue à maintenir la majorité lors des élections législatives de 1978. Il est vrai qu'après les traumatismes successifs subis par les gaullistes, le parti qu'il forge peu à peu se distingue de ses devanciers. Dans les meetings, les portraits de de Gaulle cèdent la place au bonnet phrygien frappé de la croix de Lorraine, les références au fondateur de la Ve République deviennent un simple rite.

Les gaullistes, en somme se « chiraquisent ». L'autorité du président du R.P.R. n'est plus sérieusement contestée par les barons bougons ni par les « gaullo-giscardiens ». Seul M. Michel Debré fera cavalier seul à l'élection présidentielle mais ne recueillera que 1,6 % des suffrages.

C'est en effet tout naturellement que M. Chirac est candidat à la présidence de la République, le 26 avril de cette année-là, ce faisant, il s'attire tout, aussi naturellement le reproche de diviser la majorité sortante, et surtout de favoriser l'élection du candidat socialiste. M. Giscard d'Estaing, au lendemain de sa défaite, parlera de « *trahisons préméditées* », sans préciser davantage.

Les 18 % des voix qu'il recueille auraient pu le contraindre à s'enfermer dans le « donjon » de l'Hôtel de Ville. Il s'efforce au contraire d'utiliser la plate-forme assiégée pour apparaître désormais comme le seul « contre-pouvoir » face à la gauche triomphante.

Ancien premier ministre, chef du parti le plus important et le plus cohérent de la nouvelle opposition, disposant de groupes parlementaires actifs, maire de la capitale, M. Chirac dispose d'atouts que les autres personnalités de la majorité battue n'ont pas. Il se garde désormais de remettre à nu les plaies ouvertes par la campagne présidentielle. L'U.D.F., désemparée par l'échec de son chef de file, n'a, dans un premier temps, ni la force ni le goût de lui contester sa primauté naissante. M. Chirac fait assaut d'œcuménisme, repoussant toutes les offres d'adhésions au R.P.R. venant des rangs « giscardiens » et accordant à l'U.D.F. plus que son dû dans la répartition des secteurs municipaux pour les élections de 1983.

Ses relations avec M. Giscard d'Estaing se décrispent progressivement. Après que l'ancien chef de l'Etat eut annoncé qu'il « *jetait la rancune à la rivière* », les deux hommes s'attachent à donner l'image de leur réconciliation en déjeunant ensemble à deux reprises.

Face à l'Elysée

Les relations du nouveau pouvoir avec le seul porte-drapeau de l'opposition à exercer des fonctions officielles (maire) et importantes (chef de parti) sont empreintes au début du septennat de respect et d'estime qui semblent réciproques. Le nouveau président de la République se rend solennellement à l'Hôtel de Ville, et le maire est reçu plusieurs fois à l'Elysée. Le pouvoir ne répugnerait pas en effet à trouver dans le maire de Paris un opposant à sa convenance. Lui-même donne l'impression de se prêter au jeu des bonnes relations de puissance à puissance et de l'établissement d'un *modus vivendi*. Mais ce *statu quo* ne saurait durer.

La politique générale du gouvernement accroît l'inquiétude, le mécontentement et l'agressivité de l'électorat et des partis de l'opposition. Le résultat des élections législatives de janvier 1982, celui des cantonales de mars, enregistrent les progrès des « *déçus du socialisme* », selon l'expression de M. Giscard d'Estaing. Ils convainquent M. Chirac que toute apparence de compromis avec la majorité ne pourrait que lui nuire. Il durcit donc et systématise son opposition. Il laisse M. Claude Labbé mettre en cause la « légitimité » du pouvoir en place, et il décrit lui-même l'avenir sous de sombres perspectives.

Le gouvernement y répond par la réforme du statut de Paris. Les socialistes s'en prennent avec plus de vigueur à la gestion du maire dans quelques secteurs, notamment le logement, et dénoncent l'absence de démocratie dans les arrondissements. L'affaire est si mal présentée que M. Chirac peut affirmer qu'il est une victime de la vindicte du pouvoir « *socialo-communiste* ». Une nouvelle bataille de Paris surgit.

La polémique s'envenime après que septembre 1982, le président du R.P.R. eut affirmé, à Nouméa, que « *l'expérience socialiste ne durerait pas deux ans* ». Il parle aussi de « *régression sociale* » pour qualifier la politique du gouvernement et, avec plus d'insistance, reproche au chef de l'Etat de gouverner avec les communistes.

A travers tous ces épisodes, le maire de Paris – *volens nolens* – conforte son image de principal challenger de la majorité, du moins selon les sondages.

Toutefois, M. Chirac se rend bien compte qu'il ne profite que partiellement de la désaffection dont souffre le pouvoir. Les transferts d'opinions s'effectuent imparfaitement ; les échéances alternatives sont lointaines, et le président du R.P.R. n'offre pas de solution concrète de remplacement. Il se résout donc à élaborer un « projet politique » qu'il présentera au cours d'un meeting le 23 janvier à la porte de Versailles. Et puis, se dit-on auprès de lui, il faut être prêt à parer à toute éventualité. On comprend, dès lors, que la possession pendant six ans encore de la mairie de Paris constitue pour son détenteur un atout important pour préparer les prochaines échéances nationales, élections législatives de 1986, élection présidentielle de 1988.

La mesure du temps

Le maire de Paris s'est enfin servi de son Hôtel de Ville comme base de départ pour mieux se faire connaître hors de l'Hexagone. « *L'Association internationale des maires de métropoles totalement ou partiellement francophones* » qu'il a créée lui a permis de développer ses relations avec le monde africain, mais aussi avec la Belgique, le Québec, le Liban. C'est en tant que maire de Paris qu'il est reçu dans de nombreuses capitales, qu'il a rencontré les dirigeants allemands ou britanniques, qu'il a eu un entretien privé avec le pape. C'est à l'Hôtel de Ville qu'il accueille les chefs d'Etat étrangers, hôtes de la France comme le pape, M. Brejnev ou M. Reagan. Et s'il est invité par son homologue de New-York, ce n'est pas simplement comme maire qu'il rencontrea cette semaine, M. Reagan et les principaux responsables de la polotique américaine. Après les élections municipales, M. Chirac, qui s'intéresse davantages aux questions internationales, qu'elles soient stratégiques ou économiques, effectue d'autres voyages, en Afrique, sans doute au Japon, pet-être en Union soviétique

Ainsi, au terme d'une mandature de six ans, le maire de Paris a-t-il usé de son écharpe municipale comme d'un tremplin, d'un instrument aux ressources multiples. Ce comportement explique les convoitises, les rivalités, l'âpreté des polémiques. M. Chirac a aussi pris la mesure du temps, surtout du temps à venir. N'est-ce pas cette notion qu'ont su maitriser, chacun à sa manière, tous les présidents de la Ve République ?

D'une ville à l'autre

NIÈVRE

CHATEAU-CHINON. – Après son élection à la présidence de la République, M. François Mitterrand avait renoncé à tous ses mandats électifs et laissé la direction de la mairie de Château-Chinon à M. Signé. Le président de la République avait toutefois conservé le siège de conseiller municipal afin de marquer son attachement au Morvan et à la Nièvre et faire en sorte qu'il n'y ait pas une élection partielle dans cette commune dont il était le maire depuis vingt-deux ans. Mais M. François Mitterrand ne sera pas candidat en mars et ne figurera pas sur la liste que présentera la majorité. Il a fait part de cette décision à l'occasion d'un entretien qu'il a eu avec M. Signé. – *(Corresp.)*

Deux cents pages pour convaincre

La tâche de l'équipe élue en 1977 n'était pas facile. Après cent ans de pouvoir préfectoral, l'administration parisienne, forte à l'époque de plus de 35 000 fonctionnaires, avait pris des habitudes. Il lui fallait désormais obéir à un maire, faire fonctionner des institutions nouvelles comme les commissions d'arrondissement, accepter une réorganisation des services.

« *A l'époque*, écrit M. Chirac, *ce changement suscitait chez certains élus ou fonctionnaires quelques appréhensions.* » La nouvelle machine a, semble-t-il bien fonctionnée et le maire en rend grâce à ses adjoints, aux directeurs et aux personnels qui « *ont su faire entrer dans les faits les choix des élus* ».

Ce bilan permet aussi de répondre à une seconde question non moins essentielle : les engagements ont-ils été tenus ? « *Nous voulons que les uns et les autres puissent juger sur pièce* », dit le maire. Celles-ci sont abondantes.

L'ouvrage est de grand format, imprimé en deux couleurs, illustré de photographies et il compte presque deux cents pages. En une douzaine de chapitres, c'est une véritable revue de détail de l'action des douze grands services techniques de la ville qui est proposée.

Les précisions et les chiffres abondent : urbanisme, logement, architecture, voirie, propreté, espaces verts, action sanitaire et sociale, aide aux familles, santé, écoles, installations sportives, culture, information, égouts, canaux et cimetières, rien n'est apparemment oublié.

Le bilan de la mandature se présente donc comme une sorte d'encyclopédie dont la consultation est facilitée par un index en deux cent quarante mots-clés. Est-on curieux de connaître le kilométrage de rues piétonnes créées en six ans, le nombre de pigeons qui ont été chassés de Paris en 1982, le régime des allocations pour personnes âgées, le montant de la subvention accordée aux concerts Colonne, les pertes du réseau d'adduction d'eau ? On trouvera tous ces détails au fil des pages.

Deux autres chapitres font l'un le point sur le rôle du médiateur – en l'occurrence M. Michel Junot – ancien préfet, élu du quinzième arrondissement, – qui reçoit plus de mille plaintes par an, l'autre sur le fonctionnement des commissions d'arrondissement.

Enfin, une douzaine d'annexes apportent, par thèmes cette fois et non plus par services, des compléments d'information sous forme synthétique. Exemple de sujets traités : la sécurité, les économies d'énergie, la rénovation des fontaines.

Chiffres et annexes techniques sont précédés d'un passage plus politique qui s'intitule « Des engagements tenus ». « *Depuis six ans*, énonce la phrase liminaire, *avec l'aide du Conseil et de toute l'administration de la capitale, des commissions d'arrondissement et des commissions extra-municipales. Jacques Chirac, maire de Paris, a tenu les engagements pris et atteint les objectifs fixés.* »

Suit l'énumération de toutes les actions qui, selon l'équipe municipale, ont été menées conformément aux promesses de la campagne de 1977 : l'humanisation de l'urbanisme l'amélioration de la vie quotidienne, de la circulation, de l'information des Parisiens ; l'accroissement de la vie culturelle : la progression mesurée des impôts...

C'est évidemment cette partie de *Six ans de progrès* qui sera la plus discutée, voire même contestée, notamment par les élus communistes et socialistes de Paris. Ceux-ci noteront qu'il n'y est soufflé mot de la promesse (sans doute imprudente) faite par M. Chirac de construire 5 000 logements sociaux par an pendant sa mandature.

Cet objectif est rappelé beaucoup plus loin, dans l'épaisseur du chapitre technique consacré à l'urbanisme et à la construction. Selon les rédacteurs du document, de 1977 à 1981, la moyenne des décisions de financement de logements aidés a été de 4 389. On n'aurait donc pas été très loins de tenir les promesses si l'Etat, en diminuant ses crédits, n'avait empêché la Ville de le faire. L'opposition n'aura guère de peine à avancer des chiffres tout différents et non moins officiels. Selon la Ville et la préfecture de Paris, la moyenne des logements effectivement construits n'a pas dépassé 2 357, ce qui est moins de la moitié des ambitions de M. Chirac.

Le poids des impôts

Cet exemple montre avec quelle prudence devra être manié le bilan présenté par le maire de Paris. Les inexactitudes manifestes, les approximations n'y manquent pas. Deux illustrations : le rédacteur du bilan assure que la progression des impôts à Paris a été ramenée au-dessous de la hausse des prix. C'est exact pour 1981 et 1982. Il oublie simplement de préciser que, sur cinq ans (1978-1982), l'escalade des impôts demandés aux Parisiens a été de 15,9 % en moyenne, alors que le taux de l'inflation ne progressait que de 11,5 %. Paris ne se situe pas en queue du peloton des grandes villes pour la progression de la pression fiscale, mais dans le gros de la troupe, au coude à coude avec Lyon et Bordeaux.

Dans l'annexe consacrée au palais omnisports de Bercy, il est dit que cet équipement sera achevé en 1983, qu'il disposera d'une patinoire olympique et que son coût total est de 408 millions de francs (1980). Or l'inauguration n'est pas prévue avant février 1984, il manque 60 centimètres pour que la patinoire soit de dimension olympique, et les conseillers de Paris ont voté, en trois ans, 760 millions de francs de crédits pour Bercy. Trois inexactitudes en vingt-deux lignes, c'est beaucoup pour un document officiel.

Enfin, le ton quelque peu triomphaliste du bilan en atténuera peut-être la crédibilité. Affirmer que « *seule de toutes les grandes villes de France, Paris a créé des commissions extra-municipales* » c'est s'exposer à quelque déconvenue. Dire pour la culture – dont le bilan est tout à fait positif – qu'« *avec Jacques Chirac la capitale a retrouvé son éclat culturel et réussi à donner toute sa place à la culture dans la vie quotidienne des Parisiens* » n'est-ce pas céder à une emphase et à la propagande ?

Malgré ces réserves, le bilan de la première municipalité de plein exercice est une contribution fondamentale à l'information des citoyens. A travers cet épais dossier, un débat peut et doit s'ouvrir. Le document prouve qu'une équipe d'élus responsables est tout à fait capable, sans mettre l'État en péril, de gérer ce « monstre » qu'est la capitale.

Bien entendu *Six ans de progrès* servira de caution à M. Jacques Chirac lorsqu'il présentera prochainement son programme pour la prochaine mandature. Cela est de bonne guerre.

Le bilan a été tiré à 3 000 exemplaires. Il sera à la disposition de tous les élus, des fonctionnaires de la Ville, de la presse, des représentants d'associations. Un résumé sera distribué gratuitement à la population sous la forme d'un numéro spécial du mensuel *Ville de Paris*, tiré à 800 000 exemplaires et sortant vers le 15 février.

MARC AMBROISE-RENDU.

● *M. Jacques Chirac* invité, samedi 8 janvier, par l'assemblée générale du mouvement Femmes-Avenir a surtout insisté sur « *l'importance déterminante du premier tour de l'élection municipale, en raison du mode de scrutin choisi* ». Il a ajouté : « *Je pense que les résultats seront bons pour l'opposition mais il serait dangereux de pécher par excès d'optimisme. Nous devons nous battre pour gagner mais pour gagner il faudra se battre. Il faudra lutter contre la tendance qui consiste à se dire avant le premier tour : c'est dans la musette.* »

Le second déjeuner entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac

Après leur premier déjeuner, à l'initiative de M. Pierre de Bénouville, député (app. R.P.R.) de Paris au restaurant Drouant, le 24 novembre dernier, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac avaient laissé entendre que d'autres rencontres pourraient suivre. Depuis cette *« reprise de contact »*, les deux hommes se sont téléphonés à maintes reprises. Un second déjeuner les a réunis le 7 janvier, cette fois non plus en *« terrain neutre »*, mais au domicile de M. Giscard d'Estaing, rue Bénouville, dans le seizième arrondissement de Paris (*le Monde* daté 9-10 janvier). Seul le proche entourage des deux « convives » a été informé de cette rencontre dans l'après-midi qui l'a suivie.

La routine ?

Quel qu'ait été le contenu des discussions entre les deux hommes, cette deuxième rencontre aura permis d'enclencher un processus de « banalisation », de normalisation de leurs relations, l'objectif étant d'effacer de la mémoire collective l'image de la « guerre des chefs ».

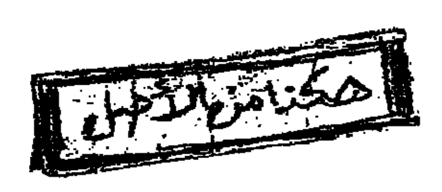
Un pas supplémentaire pourrait être franchi avec l'organisation d'un *meeting* électoral auquel participeraient l'ancien président de la République et le maire de Paris. L'idée d'en organiser un à Marseille avait été lancée par M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et candidat contre M. Defferre. Elle avait reçu l'agrément de M. Giscard d'Estaing, mais n'a rencontré aucun écho auprès de M. Chirac. Vendredi, les deux hommes sont convenus de ne se rencontrer à nouveau qu'après le deuxième tour des élections municipales, ce qui laisse supposer que l'organisation d'un tel meeting est définitivement abandonnée.

Le premier déjeuner de MM. Giscard d'Estaing et Chirac les avait réunis quelques jours avant le congrès de l'U.D.F., qui devait permettre à l'ancien président de la République d'affirmer son « leadership » ; ce deuxième déjeuner survient quelques jours avant le passage de M. Giscard d'Estaing au « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 16 janvier.

La veille, *l'Express* devrait publier une longue interview de M. Giscard d'Estaing dans laquelle ce dernier pourrait exposer ses scénarios pour l'avenir. Et comme rien ne semble être laissé au hasard dans l'organisation du calendrier des interventions de l'ancien président de la République, un autre hebdomadaire – *Paris-Match* – publiera une photo de cette deuxième rencontre rue Bénouville. Un photographe avait été prévenu par M. Giscard d'Estaing sans que celui-ci ait, semble-t-il, informé son hôte.

Que dans le même temps, un sondage faisant apparaître un redressement de la cote de popularité de M. Giscard d'Estaing soit publié, n'est pas non plus à exclure. Tant il est vrai qu'une mise en orbite présidentielle ne supporte aucune négligence.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



POLITIQUE

M. Franceschi se rend en Corse avec M. Robert Broussard

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, devant se rendre en Corse, ce lundi 10 janvier, afin d'installer dans ses fonctions M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué pour la police dans l'île. M. Franceschi devait réunir une conférence de presse peu après son arrivée, vers 15 heures, à la préfecture de région ou à l'aéroport. Il devait rentrer à Paris dans la soirée.

La situation en Corse a été calme en fin de semaine, seulement marquée par une manifestation contre la violence à Petreto-Bicchisano (Corse-du-Sud), samedi 8 janvier, et par la condamnation d'un plastiqueur à cinq ans d'emprisonnement, vendredi 7 janvier, à Ajaccio.

***Le Journal du dimanche* a publié un sondage Ifres, réalisé du 5 au 7 janvier auprès d'un échantillon national de mille personnes. 62 % des personnes interrogées sont *« favorables à un référendum pour régler le problème corse »* et 33 % défavorables. 28 % estiment que *« la métropole pourrait un jour se séparer de la Corse comme ce fut le cas pour l'Algérie »* et 66 % ne le pensent pas. En 1980, un sondage de l'Institut public S.A. (*le Monde* du 18 janvier 1980) laissait apparaître que 43 % des Français accepteraient qu'un jour la Corse ne fasse plus partie de la France, 49 % refusant cette éventualité.**

M. Pierre Mauroy doit recevoir, mardi 11 janvier, à 12 heures, le bureau, et, à 18 heures, tous les élus de l'assemblée de Corse. Le président de l'assemblée, M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), parlera notamment avec le premier ministre des difficultés de fonctionnement de l'assemblée régionale.

UN BILAN DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE

Un « parlement » en rodage

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Pas même six mois d'existence, c'est trop peu pour une critique en règle. Alors, on parle de désenchantement. En Corse, tout le monde l'observe du coin de l'œil. On lui en veut de décevoir et on s'en veut de lui en vouloir si tôt. Etrange climat. L'assemblée de Corse, élue le 8 août dernier au scrutin direct à la *proportionnelle, est placée sous* «haute critique» comme certains bâtiments sont sous haute surveillance.

Les Corses ont tant attendu et espéré d'elle qu'ils n'en reviennent pas de constater — en ce mois de *janvier — qu'elle n'a toujours pas de* locaux à elle. Son président, M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), a d'abord songé *à acheter le* Grand Hôtel, *puis à s'installer* dans l'ancien hospice Eugénie, enfin à bâtir *ex nihilo*. Mille péripéties, rien de tangible. *On* en est là. Pendant que son président parcourt les petites annonces immobilières, l'assemblée se concerte dans une résidence exiguë sur les hauteurs d'Ajaccio, délibère à la préfecture de région, et n'en finit pas de se chercher un toit bien à elle.

Le docteur Edmond Simeoni, chef de file des autonomistes (U.P.C.), fait *frémir les Corses lorsqu'il* affirme que leurs élus ne disposent pas *« d'une seule secrétaire »*. Tant pis pour l'exagération ! M. José Rossi (U.D.F.) a raison lorsqu'il soutient que l'assemblée *« ne peut pas se payer le luxe de rester sans locaux deux ou trois mois de plus »*. Seul motif de satisfaction : un directeur des services administratifs, M. Charles Ghérardi, *vient d'être nommé. Les élus* commençaient à désespérer de trouver un jour un homme — Corse de préférence — prêt à affronter ce défi (*le Monde* du 8 janvier).

Ses soucis d'installations ne sont pas que matériels. L'assemblée est *parfaitement consciente d'étrenner* la loi sur la décentralisation, cette *« grande affaire du septennat »*. Or *les élus s'aperçoivent* qu'ils sont toujours, pour l'instant, les « otages » du pouvoir central. Chacun, lorsqu'il a besoin d'un renseignement, d'une donnée statistique, d'une analyse, est bien obligé de *« se tourner vers les services de l'Etat qui travaillent,* selon M. Rossi, *dans une optique centralisatrice »*. Cette situation, dans la logique décentralisatrice, *n'est pas saine*. Sur quelle base l'assemblée votera-t-elle son plan régional quinquennal, en 1983, son statut fiscal, son schéma d'aménagement et sa politique énergétique ?

«Nous demeurons sans appareil de réflexion», résume M. Dominique Bucchini (P.C.), premier vice-président.

Dans ces conditions, les élus sont tentés de s'adresser à leurs partis *politiques respectifs. Leurs propositions* seront alors le *«résultat d'une réflexion purement idéologique»*, *redoutent* le R.P.R. et l'U.D.F. M. Rossi, trente-huit ans, l'un des jeunes élus de l'assemblée, regrette *que le* président de l'assemblée, qui a délégué plusieurs de ses pouvoirs à ses dix vice-présidents, ne dispose pas d'un cabinet technique pour sui*vre, et au besoin critiquer*, les travaux de son *«gouvernement»*.

Mais à qui la faute ? L'assemblée de Corse est en rodage. Elle fait ses premiers pas. Sans grands moyens financiers pour l'instant, M. Vincent Carlotti (P.S.), vice-président, se *veut serein* et lucide : *«Nous avons des problèmes pour trouver nos marques, oui. Nous inaugurons la décentralisation sans référence extérieure, ni sur le continent ni à l'étranger.»*

Un cocktail de sensibilité

Cependant, l'assemblée rumâche déjà son *« absence de majorité »*. Le scrutin à la proportionnelle a du bon : *il « fait »* des assemblées représentatives. Il fait aussi des majorités introuvables ! *« Il y a une majorité minoritaire,* constate M. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.). *On n'est pas l'exécutif avec 23 sièges sur 61. On ne peut constamment se contenter de majorité d'idées ! »* La Corse, aujourd'hui, décline sur tous les tons cette vérité. Si l'on pousse *M. Nicolas Alfonsi (M.R.G.)*, ce dernier reconnaît : *« On a perdu les élections. Nos 23 sièges* [M.R.G., P.S.-P.C.] *ne sont pas homogènes. C'est un cocktail de sensibilités qui ne votent pas ensemble au canon. »* Et M. Alfonsi de poursuivre : *« Nous sommes sur le fil du rasoir. »*

Scepticisme ? *Pessimisme ?* Les élus corses sont prompts à broyer du noir. M. Bucchini (P.C.) s'emporte : *« Les élus de droite parlent pour enfoncer les portes ouvertes, pour ralentir les débats, freiner les décisions, comme à l'Assemblée nationale. Le R.P.R. emboîte le pas à M. Simeoni dès qu'il lève la main. »* M. Nicolas Alfonsi (M.R.G.) observe : *« M. de Rocca-Serra* [R.P.R.] *fume son cigare. MM. Rossi* [U.D.F.] *et Simeoni* [U.P.C.] *restent sur leur Aventin. » Jeu classique.*

En somme, l'assemblée de Corse essuie les plâtres et n'arrive pas encore à se dépêtrer des vieilles habitudes politiciennes. Il lui manque un souffle et un envol. M. Prosper Alfonsi, son président, souffrant *durant quelques semaines, n'a pas* eu le « punch » nécessaire au moment decisif. M. Simeoni, qui s'y *connaît en séduction et dans l'usage* des symboles, rappelle : *« J'ai demandé dès le début, en août, une déclaration d'investiture. Il faut parler aux Corses. Il fallait une prise en main »*.

L'assemblée de Corse prend lentement conscience de ses pouvoirs. Rien ne presserait si une course de vitesse n'était engagée entre l'ex-F.L.N.C. toujours bien vivant — et son usage de la violence — et les nouvelles institutions de l'île. Pour conserver son crédit moral et politique, l'assemblée de Corse est contrainte à l'innovation. L'an 1 du statut particulier se doit d'être à la *hauteur.*

LAURENT GREILSAMER.

L'ARRIVÉE DU COMMISSAIRE

Il n'aura pas fallu une semaine. Le commissaire divisionnaire Robert Broussard, nommé commissaire de la République délégué pour la police en Corse, devait arriver dans l'île, à Ajaccio, ce lundi 10 janvier, en compagnie de M. Joseph Franceschi. M. Broussard dirigera les forces de l'ordre tant en Corse-du-Sud *qu'en Haute-Corse. Il aura la* haute main sur les différents services de police, dont les responsables *ont été remplacés la* semaine dernière, et la gendarmerie, qui a vu ses trois principaux commandants mutés le jeudi 6 janvier.

De bonne source, on indique que le commissaire de la Républi*que délégué pour la police* disposera d'importants moyens pour lutter contre le Front de libération nationale de la Corse, dissous la semaine dernière. Dans un premier temps, M. Broussard n'entend cependant pas « foncer ». Comme il nous l'a déclaré : *« Je ne vais pas en Corse dans un esprit de cow-boy. »* (*le Monde* du 6 janvier). *L'un de ses* premiers gestes devrait être d'adresser à tous les maires de Corse *une lettre précisant l'objet* de sa mission. En somme, la lettre d'un commissaire à des officiers de police judiciaire.

POLÉMIQUE ENTRE MM. LÉOTARD ET HERNU SUR L'AIDE ÉTRANGÈRE AU F.L.N.C.

M. François Léotard, secrétaire général du P.R., avait *« mis au défi »* M. Charles Hernu, ministre de la défense d' *« apporter un démenti à l'information selon laquelle des armes ont été livrées en Corse via la Sardaigne »*. Dans le dernier numéro de *Paris-Match*, il assurait avoir eu connaissance de mouvements de la marine nationale autour de la Corse *« pendant les trois mois qui viennent de s'écouler »* (*le Monde* du 7 janvier). M. Hernu lui opposait aussitôt un démenti en précisant qu' *« il n'y a eu aucune saisie d'armes durant ces trois derniers mois par la marine nationale et la gendarmerie maritime »*.

Le cabinet de M. Léotard nous a indiqué que ce dernier ne voulait pas *« indéfiniment »* alimenter la polémique, mais qu'il confirmait ses informations. Il se refuse à apporter les preuves de leur véracité afin de ne pas, selon lui, compromettre ses informateurs.

M. Hernu avait récemment indiqué aux journalistes que, il y a trois mois, un navire de guerre italien avait saisi une cargaison illicite d'armes à destination de la Sardaigne.

Bombe au bal

Jules Nicoli, président de l'Amicale des Corses de Paris, accordéoniste virtuose, animateur d'un orchestre de danse et *boute-en-train bien* connu, a perdu le sourire. On lui a gâché la soirée dansante qu'il avait orga*nisée, comme chaque hiver, pour* ses compatriotes, dans les salons de la mairie du 5ᵉ arrondissement, samedi 8 janvier.

Ce soir-là, à la tête de ses six musiciens en veste rouge, il enchaînait valses, tangos et *paso-doble. France-Inter avait* installé les micros de l'émission de Jo Donna, « Inter-Danses ». *Mais vers minuit le public était* encore fort clairsemé. On était loin des centaines de danseurs qui se pressent habituellement sous les lustres de la salle des fêtes. Jules Nicoli avait reçu la veille sa photo découpée dans un *journal et encadrée de noir.* Mauvaise plaisanterie, avait-il pensé. Soudain un coup de téléphone à la loge du concierge : *« Nous avons déposé du plastic dans la mairie,* dit une voix, *et nous avons relevé les numéros des voitures qui portent le blason corse. Arrêtez le bal, sinon... »*

A la demande du commissaire de police, Jules Nicoli dut demander aux danseurs d'éva*cuer les lieux. On fouilla tous les* recoins, en vain, grâce au ciel. Mais la fête était finie. Un « videur » *avança aussitôt une* explication : *« C'est un coup de la racaille du Front de libération. Là-bas, ils font peur aux continentaux. Ici ils font croire aux représailles des Parisiens contre les Corses. Pour flanquer la pagaille. Ah ! si on nous laissait faire... ! »*

Les danseurs se dispersent dans la nuit. Une jeune femme venue là presque par hasard et qui s'était amusée tout son saoul à ce mot de la fin : *« Ça, au moins, c'était une vraie boum. »*

M. A.-R.

● *M. François Léotard*, secrétaire général du P.R., a dénoncé dimanche 9 janvier, à Tourcoing (Nord), *« l'affaiblissement de la France »* en prenant notamment pour exemple *« la situation dramatique de la Corse »*. Il a souhaité, d'autre part, *« que dans chaque commune gérée par l'opposition, toutes ses composantes signent une charte sur la gestion de la municipalité et un accord de loyauté envers le maire élu »*. Il a ajouté : *« Il faut que l'union réalisée pour les municipales se poursuive après les élections. »*

CORRESPONDANCE

« Nous n'irons plus sur l'île... »

Une mère de famille de quatre personnes — des « continentaux », précise-t-elle, — nous écrit :

« Nous avons l'habitude de passer nos vacances en Corse, nous, c'est-à-dire une famille de continentaux de quatre personnes. En plus de la beauté des paysages, nous apprécions l'accueil généreux et sympathique de ses habitants.

Pour cette île, le résultat des élections et le rôle que devait jouer, à l'assemblée régionale, le docteur Siméoni représentaient un espoir. Aussi la détérioration de la situation nous navre. Le F.L.N.C. ne représente pas le peuple corse, mais une minorité d'agitateurs.

Comme disait une grand-mère, dans un village de la montagne corse dont nous tairons le nom : *« Nous ne pouvons pas les soutenir. Nous ne les comprenons pas. La vendetta, même, était plus loyale, autrefois. On savait qui on combattait. »*

Aussi nous avons pris la décision de ne pas revenir en Corse en 1983. Les touristes qui en prennent leur parti se rendent complices involontaires de la violence et du racket. Le million de centimes que représentait notre séjour (coût total approximatif) restera sur le continent et n'ira pas, plus ou moins, grossir « l'impôt révolutionnaire » (...).

Nous le regrettons pour tous ces amis que nous aurions aimé revoir, mais nous ne savons pas « bronzer idiots ».

FAITS DIVERS

A WISSEMBOURG (BAS-RHIN)

La mort mystérieuse d'un adolescent

De notre correspondant

Strasbourg. — *« Aucune hypothèse n'est écartée »*, estimaient, ce lundi 10 janvier au matin, les enquêteurs deux jours après la découverte, dans le coffre d'une voiture près de Wissembourg (*Bas-Rhin*), du corps tuméfié d'un adolescent âgé de quatorze ans, Philippe Dietrich, tué de neuf coups de couteau dans le dos (*le Monde* daté 9-10 janvier).

Vérifications, auditions de témoins, voire d'éventuels « suspects » effectuées depuis vendredi n'ont pas suffi à percer le mystère. Pourquoi Philippe a-t-il été tué avec tant de sauvagerie ? Seule l'autopsie qui devrait être pratiquée, mardi 11 janvier, permettra de confirmer ou non l'agression d'un détraqué sexuel. Pour l'instant les gendarmes de Wissembourg qui mènent l'enquête et ont entendu pour « vérifications » deux jeunes gens restent très prudents. Comme d'autres témoins, entendus eux aussi, ces jeunes gens ont été rapidement remis en liberté. Les policiers n'écartent pas une autre hypothèse : Philippe aurait surpris des agissements inavouables d'un inconnu ou même d'un familier. Sa mort aurait été le prix du silence.

Le père de Philippe contrôlait certes ses allées et venues, mais il bénéficiait déjà de l'indépendance de son âge. Version de ses camarades de jeux : Philippe, un « clairon » de la fanfare de Wissembourg, faisait l'école buissonnière. Au cours du premier trimestre, il avait « séché » les cours du collège technique pendant cinq semaines ; il fréquentait assidûment les cafés de la ville ; il adorait le billard américain et il sollicitait des cigarettes un peu partout. Mais on ne lui connaissait pas de fréquentations un peu « particulières ».

Mercredi, en début d'après-midi, il avait quitté le domicile de ses parents pour se rendre chez un camarade. Mais on perd sa trace dans la soirée. Et, selon un témoin, l'automobile dans laquelle on devait retrouver son corps était déjà garée mercredi soir sur cette butte à portée de vue du village de Rott, tout près de Wissembourg, embourbée dans une prairie, peu de temps, en fait, après qu'elle eût été volée à Strasbourg. On y découvrait vendredi, en début d'après-midi, le corps de l'adolescent dans le coffre.

Dans l'immédiat, les gendarmes de Wissembourg fondent beaucoup d'espoirs sur les empreintes digitales relevées sur un rétroviseur extérieur qui avait été arraché et retrouvé à l'intérieur de la voiture, mais les témoignages contradictoires, enregistrés jusqu'à présent, ne permettent pas encore d'établir une piste sérieuse.

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

RÉGIONS

Basse-Normandie

A CHERBOURG

Ecologistes et socialistes ont manifesté ensemble contre le retraitement des déchets nucléaires

De notre correspondant

Cherbourg. — La vraie question a fini par être posée par les différentes composantes du mouvement antinucléaire réunies, samedi 8 janvier, à Cherbourg pour protester contre l'arraisonnement du navire de Green peace, le *Sirius*.

Au terme d'un rassemblement et d'une marche à travers la ville qui a réuni environ 1 500 personnes (3 000 selon les organisateurs, 1 200 pour la police), les responsables des comités français et étrangers présents ont tenté de définir une stratégie commune, contre toutes les formes de transport des combustibles irradiés et non plus seulement par mer.

Paradoxalement, se sont les cargos apportant des déchets en provenance du Japon et bientôt de Suède qui ont toujours le mieux mobilisé les écologistes, alors que leurs escales sont rares et que le centre de retraitement de La Hague reçoit en moyenne un « château » par jour, par le rail et par la route.

Organisé par le Comité contre la pollution atomique de La Hague qui luttait depuis le 4 janvier, date de l'occupation d'une grue du port, contre l'indifférence apparente des Cherbourgeois, ce rassemblement a surpris par son ampleur. Personne, pas même le comité organisateur de son propre aveu, ne s'attendait en effet à voir défiler à cette occasion un grand nombre de ceux qui avaient l'habitude de manifester contre le nucléaire avant le 10 mai 1981.

Beaucoup de militants du P.S. se sont retrouvés à titre individuel aux côtés des représentants antinucléaires de l'Hexagone et de ceux qui sont venus de Grande-Bretagne, de Belgique, du Danemark, des Pays-Bas et de la Suède. En tête du cortège : Brice Lalonde, qui n'a pas ménagé pour autant les socialistes en les accusant d'*« avoir joué les matamores en faisant arraisonner le* Sirius ». La police avait déjoué la veille un projet d'occupation des quatre mairies de l'agglomération tenues par le P.S. Seule l'a été finalement celle d'Octeville, avec le concours d'un conseiller municipal appartenant aux mouvements antinucléaires.

Pendant ce temps, le *Sirius* reste accosté dans l'arsenal. Pour le préfet maritime, son équipage a commis deux infractions qui nécessitent une enquête au terme de laquelle il serait autorisé à quitter Cherbourg. Pour reprendre la mer, le navire des écologistes doit d'abord récupérer ses ancres dont les chaînes ont été coupées le 6 janvier. Repêchées par les plongeurs de la marine, elles ont été confiées à l'arsenal qui les replacera probablement, mardi, sur le *Sirius*.

RENÉ MOIRAND.

Bretagne

UNE MANIFESTATION A LA PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

Les Bretons veulent le bilinguisme dans la signalisation routière

Le respect des langues régionales implique leur usage systématique dans la vie publique, estiment les associations culturelles. En Bretagne, une campagne pour le bilinguisme des panneaux indicateurs routiers se développe depuis plusieurs mois.

De notre envoyée spéciale

Quimper. — *« Châteaulin 18 km », « Pontivy 33 km »*. C'est, portant sous le bras des dizaines de panneaux indicateurs arrachés le long des routes bretonnes que des manifestants, militants de l'association culturelle Skol an Emsav, se sont rendus récemment à la préfecture de Quimper (Finistère), afin de réclamer une fois de plus le *« bilinguisme de la signalisation routière »*.

La revendication n'est pas nouvelle puisque, déjà en 1973, des partisans de la langue bretonne avaient usé du pinceau pour « personnaliser » les panneaux indicateurs. La campagne de Skol an Emsav est née il y a un an de la décision de mouvements culturels bretons. *« Après le 10 mai,* affirment les responsables de l'association, *nous avions espéré que les socialistes tiendraient les promesses formulées à plusieurs reprises par le P.S., qui avait déposé, le 18 décembre 1980, une proposition de loi relative à « la place des langues régionales » sur le bureau de l'Assemblée nationale. L'article 22 de ce projet signé de MM. Le Pensec, Mauroy, Mitterrand, Defferre, dit notamment : « Pour la signalisation des agglomérations, » les services de l'équipement tiennent désormais compte des appellations traditionnelles de la langue de la région. En conséquence, » les deux formes des noms de lieu : » celle de la nomenclature officielle » et celle qui est d'usage dans la » langue de la région figurent en caractères distincts, quand elles diffèrent, sur les panneaux de signalisation routière et d'intérêt » touristique placés par les services » de l'équipement. »*

Mais la loi n'a pas changé. La direction départementale de l'équipement d'Ille-et-Vilaine a répondu aux militants culturels que *« la signalisation routière faisait l'objet de textes réglementaires conformes à la convention internationale de Vienne à laquelle la France a souscrit. Cette convention précise que l'inscription des noms de localité doit être imposée uniquement dans la langue nationale »*.

A défaut de convaincre les pouvoirs publics, les militants de Skol an Emsav ont réussi à persuader une bonne partie de l'opinion bretonne et des élus. MM. Jean-Pierre Jeudy (P.C.), maire de Carhaix, Yves Dollo (P.S.), député des Côtes-du-Nord, Jean Beaufort (P.S.), député du Finistère, sont intervenus auprès du ministère des transports ou à l'Assemblée nationale.

D'autre part, les municipalités favorables au bilinguisme usent d'artifices non prévus par la loi : *panneaux en breton* placés sur le territoire communal, signalisation « touristique » et non officielle, etc. C'est le cas à Lorient, Vannes, Rennes, Pontivy, Nantes, Saint-Brieuc, Quimper, Guingamp... Quant au comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB), il affirme dans un communiqué *« que la mise en place d'une signalisation bilingue en Bretagne au cours des prochains mois pourrait être le signe concret et spectaculaire de la volonté des pouvoirs publics de rompre avec la politique du passé »*.

M. Fiterman, sollicité par les Bretons, a affirmé *« qu'il partage (leur) souci de favoriser l'identité culturelle »* des régions, mais préfère que la question se règle dans le cadre de la régionalisation. Les militants bretons, qui ne voient toujours rien venir sur leurs routes, sont donc passés à l'action. *« Le gouvernement déclare avoir des affaires plus importantes à régler. Nous nous voyons dans l'obligation d'entreprendre nous-mêmes ce qu'il n'est pas, pour l'instant, en mesure de faire. »*

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

ÉDUCATION

DANS L'ATTENTE DE « GARANTIES EXPLICITES »

Les responsables de l'enseignement catholique refusent toute négociation

Les responsables de l'enseignement catholique viennent de rejeter les négociations proposées le 20 décembre dernier par M. Alain Savary, *ministre de l'éducation nationale*, dans la perspective d'une rénovation *« d'ensemble »* de l'enseignement public et de l'enseignement privé. Réuni dimanche 9 janvier à Paris, le Comité national de l'enseignement catholique, dont les quelque cinquante membres représentent toutes les composantes de l'école catholique, a adopté à l'unanimité — *moins une abstention* — *un texte préparé*, la veille, par la commission permanente.

Dans ce document, l'enseignement catholique demande, pour qu'un *« dialogue »* soit *« possible »* ; que soit reconnue sa position : *« les établissements privés associés au service public d'éducation »*. Il réclame, avant même de formuler des propositions, des *« garanties explicites »* sur cette structure aptes à *« sauvegarder les valeurs qu'il défend »*.

***La veille**, les associations de parents d'élèves* **de l'enseignement libre (APEL) des Yvelines avaient réuni, à Verneuil-sur-Seine environ douze mille personnes pour protester contre le refus de cette municipalité de participer aux dépenses de fonctionnement d'une école sous contrat d'association.**

Durant la semaine qui a suivi la rentrée des vacances de Noël, *les débats, plus modérés que passionnés dans les établissements*, ont souvent laissé apparaître autant d'inquiétude que d'indifférence. Notre envoyé spécial décrit, ci-dessous, l'exemple de Saint-Etienne.

A SAINT-ÉTIENNE

La guerre scolaire aura-t-elle lieu ?

Saint-Étienne. — Voltaire est le maître à penser de ce *pasteur agnostique*, le Grand-Orient de France sa raison de vivre et la Déclaration des *droits de l'homme* sa bible. S'il en reste un seul à Saint-Étienne pour dénoncer encore *« l'affreux pouvoir de l'Église sur les consciences »*, ce sera le docteur Charles Perrier. Le parti socialiste, auquel il appartient, peut bien être *« infiltré de chrétiens »* et le parti communiste constituer *« un autre cléricalisme »*, ce médecin du travail, qui, à près de soixante ans, prépare un doctorat d'État *sur les libertés publiques* et le mariage, ne croit pas à l'archaïsme du Père Combes.

Ses souvenirs *« effroyables »* d'ancien élève des *Bons* Pères, le malaise qu'il éprouve, aujourd'hui encore, à voir un curé, lui rappelleront toujours l'enjeu de *« ce débat capital »*. *« Derrière la liberté de l'enseignement,* déclare-t-il en n'engageant que lui-même, *il y a la participation financière de l'État, constitutionnellement laïc de par l'article 2 de la Constitution, à l'exercice d'une activité culturelle. »* L'échec des projets de M. Savary, *« un compromis »*, serait à ses yeux *« la victoire de l'Église de France »*, *« le triomphe de l'intolérance »* et même *« la revanche de Pétain »*.

A l'opposé, même excès. M. Manhanguier, dont les enfants sont dans une école privée, fait allusion en cas d'éventuel succès du ministre, à une soviétisation rampante ; il évoque même les débuts de l'hitlérisme. Cet architecte bouillonnant stigmatise *« la déclaration du guerre de M. Savary »*, lui, ancien ouvrier, ancien réfugié de R.D.A., où il a vu les *effets de l'endoctrinement*, ancien combattant d'une guerre scolaire qui pour l'instant n'a pas eu lieu.

Le franc-maçon de la rue Montesquieu ou le catholique de l'Association des parents de la rue Mi-Carême ne disent pourtant rien de la *réalité du débat scolaire à Saint-Etienne* : Les certitudes du premier ne peuvent masquer l'indifférence de beaucoup de professeurs de *l'enseignement public ou de militants de gauche*. La hargne d'un père d'élève ne peut dissimuler la modération de beaucoup de représentants de l'école privée, pourtant radicalement hostiles à l'avant-projet du ministre.

La Loire n'est pas la Haute-Loire, *« cette petite Vendée où les rapports*, dit-on, *seraient nettement plus tendus »*. Si la presse stéphanoise, vendredi, se demandait qui avait rallumé la mèche, l'incendie risquait moins d'embraser les établissements scolaires que l'Association sportive de Saint-Étienne agitée par le licenciement de l'entraîneur Robert Herbin.

L'école privée, à Saint-Etienne, est d'abord celle des 9 700 familles des Associations de parents de l'*enseignement libre (APEL)* sur les 24 000 que comptent les établissements catholiques du diocèse de Saint-Etienne et de Montbrison. Ce *sont elles qui*, avec la disparition des congrégations, contrôlent effectivement les conseils de gestion des quelque 190 établissements. *« On se connaît tous dans cette affaire »*, concède M. Maurice Roux, président du comité diocésain. *« Le cordon ombilical »* que constitue l'école privée entre l'enfant et la famille serait, pour ces parents, définitivement coupé par l'adoption du projet ministériel *: il s'agit simplement*, pour reprendre les termes de M. Thiollier, assureur, d'une *« mainmise de l'Etat sur les droits que les parents possèdent sur leurs enfants »*. *« Les propositions de M. Savary*, estime M. Jean-Marie Rouvier, un directeur de banque de Saint-Etienne, *furent simplement un choc. »* Elles le furent d'autant plus que ces parents avaient apprécié la lenteur de la démarche de M. Savary, qu'ils considéraient comme de bon augure. Le compromis *aurait pu être possible* : non point, naturellement, sur la liberté de choix des établissements, non pas davantage sur le libre choix du *directeur de l'école et du projet* pédagogique. La négociation aurait dû porter sur *« le changement de structures juridiques »* ou sur *« une collaboration plus étroite des deux secteurs »*, et, pourquoi pas, sur la création d'un service public unifié... sur le modèle du privé. *« Nous*

De notre envoyé spécial

sommes prêts, dira l'un d'eux, *à négocier la liberté du public. »*

Ces parents ne pourront s'empêcher d'imaginer *« avec horreur »* la participation des représentants du maire communiste, M. Joseph Sanguedolce, au conseil des établissements. Ils n'hésiteront pas à évoquer *« les ingrédients de marxisme-léninisme que distillent les écoles publiques »*. Ils caricatureront, quelquefois, l'*« esprit fonctionnaire »*. Mais les APEL de Saint-Etienne repoussent pourtant la tentation de toute politisation. L'École privée ne saurait être celle des riches ni celle de la droite ; elle n'est pas — mais *qui le prétend* ? — anti-républicaine. Pourquoi, en définitive, demandent-ils, *« supprimer une liberté »* ?

Volonté d'égalitarisme

Ces inquiétudes sont aussi partagées par les directeurs d'écoles privées. De gauche hier, ou réputé tel, M. Jean Brun, responsable du collège Saint-Louis, un grand établissement plus que centenaire, écrivait début janvier dans le bulletin du collège : *« Je me demande simplement à quoi bon nous banaliser en nous plaçant en dehors de ces conditions qui préservent notre spécificité : courant associatif porteur d'un projet, libre adhésion des familles, choix du chef d'établissement, cohérence de l'équipe éducative, et je m'étonne que M. Savary, qui a déjà entendu tout cela, depuis un an qu'il consulte, n'en ait rien retenu. »*

Ce refus de l'unification du service public *est aussi celui de ces* industriels qui, à l'École technique du Marais, représentent un tiers des membres du conseil d'administration, ou qui, ailleurs, possèdent quelquefois leurs propres écoles : *« Nous constatons une très nette différence entre les jeunes qui sortent de l'éducation nationale et ceux qui viennent de nos écoles, où nous nous adaptons continuellement aux besoins de l'industrie »*, déclare M. Jean Chaize, responsable du recrutement du personnel à Creusot-Loire, qui voit dans la nationalisation des écoles techniques un nivellement par le bas. *« Il y a, bien sûr, de bonnes choses faites par le public, mais les écoles privées s'adaptent plus rapidement, et, dès qu'apparaît un système trop lourd et trop administratif les temps de réponse pour modifier les formations deviennent trop longs. D'ores et déjà, nous avons du mal à trouver du personnel qualifié »*.

Les élèves du privé, enfin, ne disent pas autre chose que leurs parents. *Ces quinze représentants* des terminales et des premières du collège Saint-Louis défendent aussi *« cette grande famille de l'école libre »* et, pour l'immense majorité, le caractère religieux de l'école, *« leur »* école. Quelquefois eux aussi, dérapant, dénoncent derrière le projet de M. Savary *« une volonté idéologique d'égalitarisme »* ou *« la fin de toute liberté »*.

Mais, l'essentiel est plus dans la disponibilité des professeurs, qu'ils soulignent, dans cette attention qu'on leur témoigne. *« On nous facilite la vie ici »*, dira l'un d'eux. Autre style, mais finalement le même sentiment chez les élèves de l'école du Marais, qui compte 40 % de fils d'immigrés : *« Ici on est serrés, ils nous forcent »*, affirme cet élève de C.A.P. *« Au moins au Marais, ce n'est pas le bordel comme dans le public »*, déclare un autre.

Laïcité et tolérance

Les projets de M. Savary, s'ils en inquiètent certains, ne provoquent pas grand enthousiasme parmi les professeurs du public ou dans les partis de gauche. Les enseignants du lycée Claude-Fauriel, toutes tendances syndicales confondues, se disent attachés à la notion de laïcité, devenue le simple synonyme de tolérance ; ils ne voient pas dans l'unification du service public une priorité. Le SNES, syndicat majoritaire, n'avait pas inscrit ce problème à l'ordre du jour, vendredi, de sa première réunion depuis la rentrée. *« Il aurait mieux valu*, affirme M. René Lacour, membre de ce syndicat, *améliorer encore la qualité de l'école publique pour que les élèves tout naturellement basculent du privé vers le public. »* Seuls quelques graffiti anonymes sur le tableau des mouvements des élèves témoignent de l'existence de quelques laïcs militants qui, à côté du nom du collège Saint-Michel, ont inscrit : *« Mort aux jésuites »*.

On ne trouvera guère d'engagement réel en faveur du service public unifié que chez les dix instituteurs de l'école primaire de Montreymaud, située dans les quartiers ouvriers de Saint-Etienne, *en face* des cheminées de Creusot-Loire. La laïcité y est toujours *« un idéal lumineux »* et les écrits de Jules Ferry d'actualité. *« Il s'agit de savoir à qui appartient l'élève : à lui-même, aux parents ou à la société »*, déclare M. Charles Petit, instituteur depuis vingt-cinq ans. *« Seul l'enseignement public est un enseignement libre, puisque, aucune croyance n'est imposée à l'enfant. »* M. Savary est pourtant suspect aux yeux de ces maîtres de faire la part trop belle à l'école privée. *« Je subodore*, affirme M. Charles Petit, *une prudence manœuvrière »*. Les quatre instituteurs présents s'opposent en tout cas à l'assouplissement de la carte scolaire, qui mettrait plusieurs écoles publiques, en concurrence, un terme à proscrire radicalement.

Ces instituteurs *sont* bien ces bénévoles, maîtres Jacques de l'enseignement public, qui vendent des petits pains à la récréation et se font grossistes en huîtres au moment des fêtes, pour financer les activités extra-scolaires. Ce sont eux, qui à leurs heures perdues, président les amicales et les associations familiales, et dont l'éthique, en définitive, n'est pas, de leur propre aveu, très éloignée de la *morale chrétienne*. Pourtant cette réforme scolaire qui ne changera rien à leur vie quotidienne est leur. Question de principe : *« l'école du peuple »* en laquelle ils croient est incompatible avec *« cette école des cadres »*.

La question, en tout cas, embarrasse les partis de gauche à l'approche des municipales. D'entrée de jeu, M. Lucien Arnaud, maire adjoint communiste chargé de l'enseignement, annonce : *« Je ne veux rien dire qui puisse avoir un rapport avec les élections. »* Il ne dira effectivement rien, si ce n'est son attachement affirmé par le parti communiste, depuis 1977, à un grand service public unifié.

Même au sein des quelque vingt-cinq amicales laïques de Saint-Etienne, les plans de M. Savary n'ont pas, entre deux parties de belote, suscité de débat passionné pour une raison simple : on en ignore la teneur

La guerre scolaire, si elle s'engage, ne trouvera pas à Saint-Etienne ses champs de bataille les plus sanglants.

NICOLAS BEAU.

Les « conditions d'un dialogue possible »

Après avoir rappelé les positions de la commission permanente, au lendemain de l'annonce du « plan Savary », le texte expose les cinq raisons pour lesquelles *« l'enseignement catholique confirme qu'il ne peut accepter »* ce projet ministériel comme *« base de négociations »* :

— Il *« entraîne la disparition du caractère privé »* des établissements actuellement sous contrat par *« la main-mise de la puissance publique »* ;

— Il *« réduit la liberté de choix de l'école par les parents »* de l'enseignement privé, qui sont pourtant *« avant l'Etat les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants »* ;

— Il aboutit à ce que cette liberté de choix *« devienne un privilège réservé aux seules familles fortunées »* ;

— Il *« impose la fonctionnarisation de tous les personnels »* du privé ;

— Il *« implique, à terme, l'intégration de l'enseignement privé que l'enseignement catholique a toujours refusée »* ;

Les responsables de l'enseignement catholique *réclament*, d'autre part, *« le règlement d'urgence des contentieux en cours »*. Puis ils définissent *« les conditions d'un dialogue possible »* non sans avoir *« pris acte »* des déclarations du président de la République, le 2 janvier dernier, où ils relèvent *« son attachement au respect des consciences »* ainsi que sa *« volonté de maintenir »* un enseignement privé *« dans un ensemble pluraliste et décentralisé »*.

Selon eux, pour concevoir la réforme du système éducatif français *« dans le sens d'un progrès »* pour l'avenir des jeunes, il faudrait formuler des *« propositions constructives »*, qui viseraient plusieurs objectifs :

— Le souci des *« valeurs de vie »* grâce à la *« diversité réelle »* des projets éducatifs ;

— L'autonomie et la souplesse accrue des structures du service scolaire national, en vue de développer liberté et responsabilité ;

— Une volonté enfin de donner *« aux corps intermédiaires et à la vie associative »* une place plus importante.

L'Etat n'est pas *« le gérant mais le garant des réalités éducatives »*, précise le texte, qui met les points sur les [i] : *« Ni l'Etat ni les collectivités publiques n'ont en France le monopole du bien public. Toutes les forces vives de la nation doivent pouvoir se sentir solidaires d'une éducation de la jeunesse. »*

L'enseignement catholique résume alors ce qu'il nomme sa *« base de départ »* en déclarant : *« Nous tenons à des structures éducatives de type privé et à une philosophie contractuelle de nos rapports avec l'Etat. »* S'il tient à l'autonomie administrative (établissement privé), c'est pour rester maître de la gestion financière, de la nomination des chefs d'établissement et du choix des personnels. S'il s'associe au service public (par les contrats), c'est qu'il estime que seule une politique contractuelle impliquant des contrôles et des *« interventions »* de la puissance publique *« apparaît aujourd'hui comme une solution réaliste, respectueuse du choix des parents et des personnels, offrant à la nation (...) un enseignement réellement pluraliste »*.

Une première version du texte adopté dimanche mentionnait ici la référence à *« des situations analogues, par exemple dans le monde de la santé, où des cliniques privées sont associées au service public des hôpitaux »*.

« Garanties explicites »

Pour l'enseignement catholique, ce *« type de structure sauvegarde les valeurs qu'il défend »* : autonomie juridique, financière et administrative, avec cahier des charges, liberté de choix de l'école pour les familles et pour les personnels, liberté pour les communautés éducatives d'apporter leur personnalité dans l'œuvre éducative de la nation, liberté pour les établissements de *« s'organiser entre eux pour la poursuite d'objectifs communs »*. Aussi la position de l'enseignement catholique, *« de raison et d'efficacité »* est-elle de demander sur ces points *« des garanties explicites »*. Ensuite seulement il *« pourrait formuler des propositions »*.

Ces propositions, l'enseignement catholique en verrait la justification par l'importance des problèmes à résoudre, qu'il ne nie pas : la *« nécessaire décentralisation »*, la *« mission renouvelée »* de l'école, par les rapports que le ministre a commandés (rapports Soubré, de Peretti, Legrand, Prost...), l'ouverture de l'école à des partenaires inhabituels en France, les mouvements de population et le souci de *« bonne gestion des deniers publics »*.

Il accepterait donc des *« aménagements »* en vue d'harmoniser l'organisation du réseau scolaire public-privé, c'est-à-dire portant sur les décisions de créations et de fermetures, de répartition de crédits et d'emplois. Mais à condition que des *« critères objectifs »* soient définis, en particulier *« la prise en compte des choix exprimés par les familles en faveur de projets d'établissements différents, dans une programmation établie à l'avance et étalée dans le temps »*.

Les moyens d'assurer *« la place légitime des établissements privés, leur droit de vivre et de se développer (...) alors qu'ils seront toujours minoritaires »* devraient aussi être précisés, de même qu'un *« statut propre pour le corps enseignant contractuel »* prévoyant l'intervention de *« commissions internes »* au secteur privé pour les nominations et les carrières.

En conclusion, l'enseignement catholique souligne la nécessité d'exprimer *« dans une pluralité de projets éducatifs portés par une pluralité de structures éducatives, toutes les valeurs présentes dans la diversité des communautés culturelles et religieuses, tout en assurant à toute la jeunesse la transmission de valeurs nationales communes »*. Il estime que *« résoudre ce difficile problème peut être l'œuvre de ce moment d'histoire (...) »*.

La tentation du statu quo

(Suite de la première page.)

La deuxième raison est politique. Des dirigeants de l'enseignement catholique *ne cachent qu'ils croient à* l'« alternance ». *« Celle-ci, compte tenu des difficultés économiques, ne se fera pas attendre vingt ans »*. Alors, pourquoi ne pas faire le gros dos, en attendant des jours meilleurs ? Surtout en sachant que deux Français *sur trois — selon les sondages* — ne veulent pas de la guerre scolaire, ce qui exclut toute solution « radicale » de la part du gouvernement.

La troisième raison s'enracine dans les préoccupations présentes de l'Église catholique. Si les évêques *français n'ont jamais délaissé* l'école catholique, ils se montrèrent, en 1969 notamment, soucieux de ne pas négliger la pastorale dans l'école publique. Actuellement, ils donnent l'impression de moins attendre de ce côté-ci et de se raccrocher à l'un des *rares ponts qu'ils conservent* avec les jeunes : l'école catholique.

Pour un évêque comme celui de Grenoble, Mgr Gabriel Matagrin, dont la compétence et l'intérêt pour l'économie et les aspects sociaux sont connus, l'école catholique est indispensable à la nation, car elle *permet* la survie de la dimension spirituelle dans une société que la primauté de l'économique a mise en désarroi. Mgr Matagrin souhaiterait que les socialistes approfondissent leur conception des rapports entre l'État et la nation, abordée récemment par M. Mitterrand devant les corps constitués. En ce sens, ajoute Mgr Matagrin, *« les propositions Savary viennent trop tôt »*.

Il reste qu'en se prononçant dimanche, *l'enseignement catholique* s'est exposé au reproche de refuser le dialogue. De se replier frileusement au lieu d'accepter le passage d'un souffle exigeant, *mais peut-être revigorant*, pour *l'ensemble* de l'école, privée et publique.

Quant au gouvernement, soit il persévère dans son souhait de modifier les *rapports entre l'État et l'enseignement* privé selon les termes qu'il a employés, il prend alors le risque de querelles. Soit, confirmant son intention de *« ne pas contraindre »*, il remet sur le métier de nouvelles propositions... La vieille et bien française question scolaire a encore de beaux jours devant elle...

CHARLES VIAL.

UNE MANIFESTATION DANS LES YVELINES

Des critiques aux huées

Environ douze mille personnes ont assisté, samedi 8 janvier, à Verneuil-sur-Seine (Yvelines), à un rassemblement autour de l'école privée Notre-Dame-des-Oiseaux à laquelle la *municipalité socialiste refuse*, depuis trois ans, de verser le forfait prévu par le contrat d'association.

Venus par cars de tout le département des Yvelines, à l'appel de l'Association des parents *d'élèves de l'enseignement libre*, les manifestants ont entonné le *Chant de la Liberté*, de Verdi, avant d'écouter les orateurs lancer de vives attaques contre M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.

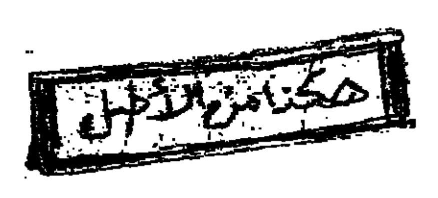
« En affirmant le 1er décembre dernier que le gouvernement n'imposerait pas aux communes qui ne le souhaitaient pas une participation financière aux dépenses de fonctionnement des écoles privées, M. Savary a prôné l'illégalité », a soutenu M. Pierre Lucas, président de l'APEL de Notre-Dame.

« Il est scandaleux d'entendre un ministre en exercice violer la loi qu'il a mandat de faire appliquer. Aussi longtemps qu'elle ne sera pas abrogée, la loi Guermeur doit être appliquée. A propos de la Corse, le président Mitterrand a dit que la loi républicaine serait appliquée. Y aurait-il deux sortes de lois républicaines ? »

Le problème des deux millions de francs dus par la commune de Verneuil à l'école primaire Notre-Dame pour ses trois cent quarante-cinq élèves locaux *(l'établissement compte au total* mille sept cents élèves) a très vite été dépassé, comme fut dépassé le procès intenté par l'école au maire devant le tribunal administratif de Versailles.

La foule, longtemps silencieuse, s'est soudain mise à conspuer le président de la République et son ministre de l'éducation nationale. Puis les manifestants venus de vingt et une communes et représentant quarante-six établissements, ont récité le *Notre Père* et le *Je vous salue Marie* avant de se quitter.

DAMIEN RÉGIS.



MÉDECINE

DANS LES HOPITAUX PARISIENS

L'Assistance publique a mis au point une stratégie pour intégrer l'innovation

Comment l'hôpital « absorbe »-t-il l'innovation ? Comment se décident, en son sein, les choix fondamentaux qui visent non seulement l'acquisition des équipements, mais aussi l'utilisation de telle technique, le « rejet » de telle autre ? Comment éviter que les innovations ne viennent se surajouter aux anciens procédés d'investigation et de traitement, alors que, bien souvent, leur destination première visait à remplacer ces derniers ?

Autant de questions cruciales à un moment où une rationalisation des choix s'impose : l'hôpital absorbe, à lui seul, plus de la moitié des dépenses de santé et les investissements hospitaliers relèvent désormais d'options économiques générales et même, parfois, politiques.

C'est à ce thème de réflexion que se consacre une commission constituée à l'Assistance publique (A.P.) de Paris. Le directeur général de l'institution, M. Gabriel Pallez, a créé, sous l'impulsion du professeur Dominique Jolly, directeur du Plan à l'A.P., un Comité d'évaluation de la diffusion des innovations technologiques (CEDIT), que préside le professeur Yves Grosgogeat (hôpital de la Pitié-Salpêtrière) et qui vise, précisément, à une rationalisation des choix et à une analyse des décisions. Ce comité n'a qu'un rôle consultatif.

La création du CEDIT provient d'un *constat de carence* : les processus de décision, bien souvent, pour ce qui a trait à l'équipement et au fonctionnement des hôpitaux manquent de rationalité, tant sur le *plan économique que dans* le domaine médical. Certes, la France s'est dotée, depuis plusieurs années, d'une « carte sanitaire » qui permet de planifier la création des lits et l'implantation des matériels les plus coûteux : scanographes ou équipements de médecine nucléaire, par exemple.

Mais cet appareil de décisions, au demeurant récent et très centralisé, ne saurait à lui seul régir l'ensemble de la politique d'équipement hospitalière ni – *a fortiori* – permettre une analyse critique de l'utilisation quotidienne des méthodes de diagnostic et de traitement. Au-delà *des décisions ministérielles s'impose* une réflexion technique approfondie sur l'acquisition, par les hôpitaux, de techniques nouvelles, dont certaines sont coûteuses en personnel et en *matériel*.

En aval de ces décisions, une réflexion continue demeure nécessaire sur le bien-fondé des pratiques considérées comme acquises : tel *traitement*, tel *moyen de diagnostic*, apparaissent périmés, peu adaptés, voire risqués pour les malades. Qui portera de tels jugements ? Qui infléchira les décisions d'acquisition ou d'abandon ?

Le raisonnement humanitaire

Trop longtemps considéré comme *prisonnier* du *raisonnement* humanitaire et coupé des circuits rationnels de la *décision*, l'hôpital a vécu en marge des schémas économiques dont il était pourtant contemporain et tributaire. La démarche économique propre à une entreprise moderne y apparaissait même, *bien souvent*, comme quasi sacrilège (1).

Une telle marginalisation n'est plus permise aujourd'hui, d'une part, en raison du poids croissant que *représente le* monde hospitalier dans la vie économique des sociétés industrielles ; d'autre part, parce que les hôpitaux sont aussi des entreprises et doivent être gérés *comme telles. Ils doivent*, à ce titre, aborder l'innovation en fonction de critères techniques, de façon à éviter un double écueil : l'exclure ou l'aborder trop rapidement.

Aux États-Unis, un organisme de réflexion, l'« Office of Technology Assessment » a été créé sur la demande du Congrès, pour évaluer les risques de tous ordres qu'impliquent les *nouvelles technologies* – *médicales* ou non – et en informer les parlementaires. Le ministère américain de la santé créait de son côté un « National Center for Health Cure Technology », orienté sur l'analyse de l'évaluation en médecine.

Il est inévitable que des structures de ce type se trouvent d'emblée face à une contradiction : il leur revient d'analyser toute nouvelle technologie, d'étudier ses apports possibles sous le triple plan médical, éthique et économique et d'en « planifier » l'intégration par la pratique quotidienne des hôpitaux. Or innovation et planification peuvent se neutraliser mutuellement.

De nouvelles techniques

C'est donc à un défi, mais à un défi nécessaire, qu'est confrontée la structure animée, à la direction du Plan de l'A.P., par les *professeurs* Jolly, Grosgogeat et le docteur Claudine Blum. Composé de onze membres (2), le CEDIT se propose, par son rôle de « laboratoire de l'innovation », une tâche écrasante.

Un certain nombre de dossiers ont déjà été examinés par le CEDIT. Par exemple, la technique des implants oculaires, c'est-à-dire le remplacement *du cristallin*. Les *experts* du CEDIT ont décidé qu'une telle méthode, par son rapport coût-efficacité, méritait de figurer parmi les techniques admises et même routinières. *Un dossier ouvert et refermé.*

Le domaine de la fécondation *in vitro* a aussi figuré parmi les premiers dossiers examinés par le CEDIT : *convenait-il d'encourager* de telles techniques et, si oui, où ? Les experts du CEDIT ont décidé que de telles expériences devraient assurément être continuées, mais, *compte tenu de leur coût, en nombre* limité. Aussi – pour ce qui concerne l'A.P. de Paris – des moyens supplémentaires pour les fécondations *in vitro* n'ont-ils été donnés qu'à un seul *centre* : *l'hôpital* Antoine-Béclère à Clamart (Hauts-de-Seine).

Donner les moyens nécessaires

Même réflexion sur la pratique des plasmaphérèses, c'est-à-dire l'épuration dans le plasma, de certaines substances toxiques, méthode *coûteuse et dont l'utilisation tendait* à s'étendre, parfois de façon exagérée, à de nombreuses maladies systématiques, voire à tout désordre immunologique et, en tout cas, sans *que les indications en soient encore* bien définies ; elles ne pourront l'être qu'après respect d'un certain nombre de protocoles scientifiques et de « suivi » des expériences.

Sur l'avis des experts du CEDIT, le directeur général de l'Assistance publique a décidé que, seuls, douze centres seraient habilités à pratiquer des plasmaphérèses (3). A propos des *greffes de moelle*, domaine sur lequel une réflexion nationale est engagée (*le Monde* du 17 décembre 1982), une décision a été prise : donner les moyens nécessaires à trois centres *lourds pour l'A.P.* de Paris.

A l'heure actuelle, un certain nombre de dossiers sont en cours d'examen : que faut-il penser de la résonance magnétique nucléaire, dont beaucoup estiment qu'elle pourrait rendre les scanographes périmés, à plus ou moins brève échéance ? Que faut-il acquérir dans ce domaine, coûteux s'il en est ? Convient-il d'encourager le traitement adjuvant de certains cancers par l'hyperthermie, ce qui se pratique déjà à titre *expérimental* à l'hôpital Avicenne, à Bobigny ? Convient-il d'admettre dans la pratique le traitement des scolioses par un nouvel appareil de stimulation musculaire électrique ? Que retenir des multiples indications des lasers ? Jusqu'à quel point doit-on admettre dans l'usage quotidien les diagnostics anténataux d'éventuelles anomalies du fœtus ? Autant de questions ouvertes sur lesquelles le CEDIT *s'apprête à apporter des éléments* de réponse.

CLAIRE BRISSET.

(1) Cf. sur ce sujet « La technologie médicale à l'épreuve des choix économiques » par le professeur Jean-François Lacronique (*le Monde* du 20 septembre 1978).

(2) Ces onze membres sont nommés par le directeur général de l'A.P. de Paris. Il s'agit de six médecins parmi lesquels deux membres de la C.M.C. choisis par le président de la C.M.C., chirurgiens, spécialistes ou biologistes des hôpitaux, d'un pharmacien des hôpitaux et de membres de la direction de l'A.P. Le président est de droit un médecin. Le CEDIT désigne, pour étudier les dossiers qui lui sont soumis ou dont il se saisit, des experts de disciplines diverses.

(3) Antoine-Béclère, Avicenne, Broussais, Cochin, Henri-Mondor, Lariboisière, Necker, Raymond-Poincaré, Pitié-Salpêtrière, Saint-Louis, Saint-Vincent-de-Paul, Tenon.

Le Monde

sports

FOOTBALL

LA CRISE DE L'A.S. SAINT-ÉTIENNE

Le départ « politique » de l'entraîneur Robert Herbin

Saint-Etienne. — Robert Herbin, l'entraîneur de l'Association sportive de Saint-Etienne a reçu, ce lundi 10 janvier, une lettre recommandée qui engage le processus de son licenciement. Il sera reçu, mercredi 12, par le comité directeur du club, qui a été *« contraint d'envisager de mettre fin à ses fonctions »*. M. Guy Briet, entraîneur de l'équipe réserve, a dès à présent la responsabilité de l'équipe professionnelle. Au cours du week-end, Robert Herbin *avait placé ce nouveau rebondissement de la crise des « verts » sur le terrain politique : « Je fais les frais d'une manœuvre politique. La municipalité communiste veut mettre la main sur la gestion du club. »* Il est vrai qu'il avait reçu des assurances de la part de M. Bressy au moment de la nomination de ce dernier au poste de président, le 10 décembre 1982. M. Bressy avait, publiquement déclaré : *« Je ne suis pas là pour régler des comptes. Il n'est pas question de licencier Robert Herbin. »*

Saint-Etienne. — M. Joseph Sanguedolce, le maire (P.C.F.) de la capitale forézienne, n'aime pas Robert Herbin. Tous les démentis, les correctifs, les nuances ou les faux-fuyants n'y peuvent rien : l'élu n'a jamais pardonné à l'entraîneur d'avoir déclenché la crise de l'A.S.S.E. Il est un peu dérisoire, aujourd'hui, de se retrancher derrière l'autorité du comité directeur du *club* pour dédouaner la municipalité.

De notre correspondant régional

Une déclaration reprise dans le journal *l'Equipe* du 7 janvier, de M. Claude Faure, adjoint au maire (P.C.F.), *représentant désigné de la mairie dans cette instance dirigeante*, était très claire : *« Je crois qu'un choc psychologique provoqué par un changement d'entraîneur serait peut-être salutaire pour l'équipe et aurait les faveurs des spectateurs. »* M. Sanguedolce, lui-même, avait souvent menacé en termes à peine voilés, *« ceux qui ont pris la responsabilité de déclencher la crise »*. Fidèle jusqu'au bout à l'ex-président Roger Rocher, inculpé dans l'affaire de la « caisse noire », M. Sanguedolce a évidemment pesé de tout son poids pour obtenir le départ d'un « gêneur ».

Au cours d'une intervention télévisée, dimanche soir 9 janvier, sur Antenne 2, M. Sanguedolce a d'ailleurs persisté : *« Il y a à l'intérieur* [du club] *des situations tellement incorrectes qu'il faut rectifier, qu'il faut régler. »* Est-ce faire de l'« amalgame » que de rapprocher cette déclaration de l'attitude très dure du représentant de la mairie au comité de direction du club ? Rappelons que cette instance dirigeante est composée de dix membres : quatre « pro-Rocher », dont le président M. Bressy, quatre amis de l'ancien vice-président, Mᵉ André Buffard, M. Claude Faure représentant la municipalité et M. Georges Sadoul représentant la Ligue nationale. En l'absence de celui-ci, les « pro-Herbin » ont été mis en minorité. Mᵉ André Buffard, toujours administrateur, et qui dispose avec ses amis de la majorité (15 voix contre 13) au sein du conseil d'administration, envisageait dimanche soir le retrait pur et simple de ses quatre amis (dont le vice-président, M. Joachim Azzaloro) du comité directeur.

Le départ de Robert Herbin devrait avoir des conséquences sportives très dommageables. L'entraîneur n'avait pas — c'est un euphémisme — que des amis chez les joueurs. Certains d'entre eux, parmi les plus connus, Gérard Janvion, Johnny Rep et Bernard Genghini, ont même critiqué sur des registres divers ses méthodes d'entraînement. D'autres se sont solidarisés : *« Robert Herbin est un ami »*, a déclaré Jean-François Larios, le capitaine des « verts », qui a prédit : *« des joueurs partiront. »*

Bref, un beau remue-ménage est en préparation dans les vestiaires ainsi que dans le monde des entraîneurs. Le remplaçant probable, du moins à titre provisoire, de Robert Herbin, M. Guy Briet, entraîneur de la formation de troisième division, n'aurait pas les diplômes requis pour diriger une équipe de première division.

Pourquoi la municipalité, et plus précisément les élus communistes, souhaitent-ils le départ de l'entraîneur ? Les *« raisons financières »* ne tiennent pas : les indemnités des deux partants seront très élevées. Près de 3 millions de francs pour Robert Herbin, dont le contrat expirait en 1985. De l'ordre de 1 million de francs pour Bernard Gardon. Ces évictions s'appuient-elles sur l'*« hostilité du public » ?* L'entraîneur des Verts est très loin de faire l'unanimité des spectateurs, mais l'*« opération licenciement »* ressemble à un dangereux pari électoral, à huit semaines des élections municipales. En « remerciant » les hommes à haut niveau de revenu (80000 francs environ pour Herbin et 30000 francs pour Gardon), on espère s'attirer les sympathies « populaires », mais c'est oublier que jusque-là M. Sanguedolce n'a jamais critiqué les hauts salaires... des joueurs. C'est aussi toucher un homme, Robert Herbin, qui avait, en 1978, soutenu le médecin du club, le docteur Pierre Poty, licencié par M. Roger Rocher pour cause d'appartenance au... parti communiste ! C'est *enfin prendre le pari* (risqué) d'approuver les siffleurs du *stade Geoffroy-Guichard* sans avoir la certitude que les manifestations d'hostilité cesseront en changeant l'entraîneur.

A l'abri des feux de l'actualité, ce même lundi après-midi, le juge d'instruction lyonnais, M. Jacques Fayen, devait accomplir un de ses derniers actes d'instruction de l'affaire de « caisse noire » *avant* de passer le relais à un nouveau magistrat *instructeur, M.* Patrick Desmures. Dans son bureau, un « témoin » de marque : M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football. La justice se moque des péripéties.

CLAUDE RÉGENT.

M. SANGUEDOLCE ET LA PRESSE

« *Cela relève de la malhonnêteté caractérisée... C'est un jeune journaliste qui veut faire parler de lui.* » M. Sangueldoce a la mise au point vigoureuse. L'agence France-Presse avait, dans l'après-midi du dimanche 9 janvier, diffusé une dépêche dans laquelle elle citait *« les trois griefs qui avaient conduit,* selon le maire de Saint-Etienne, *à la décision de licenciement de Robert Herbin : les prises de position dans la crise qui a secoué le club ; son intempérance ; l'attitude de plus en plus hostile du public »*. Le maire de Saint-Etienne se défend d'avoir tenu des propos aussi désobligeants à l'égard de Robert Herbin. Ils ressemblent pourtant singulièrement à ceux qu'ont entendus ultérieurement « à titre privé » bien des journalistes.

Aujourd'hui, il faut s'attendre à voir démentie une autre formule reprise par le quotidien *Loire-Matin* qui interrogeait M. Sanguedolce sur la mise en cause du parti communiste formulée par l'entraîneur des verts : *« Herbin a besoin de se faire soigner. »*. — C. R.

Vingt-cinq ans chez les «verts»

La Trinité ne veillera plus sur l'avenir de l'Association sportive de Saint-Etienne. Après Roger Rocher, le père bâtisseur, Pierre Garonnaire, le recruteur chargé de perpétuer l'esprit du club, Robert Herbin est donc à son tour rejeté de cette association dont il était l'une des trois figures les plus *marquantes* depuis un quart de siècle.

Footballeur prodige, Robert Herbin l'était déjà dans les rangs juniors du Cavigal de Nice et de l'équipe de France quand Pierre Garonnaire vint le chercher, en 1957, pour en faire sa première recrue. Son transfert, réglé pour 2 500 000 anciens francs, soit cinq fois le maximum autorisé *alors* pour un junior, lui vaudra même de commencer sa carrière à *Saint-Etienne par deux mois de* suspension.

Après cinq titres de *champion*, trois victoires en Coupe de France, vingt-trois sélections en équipe de France et seize rencontres de Coupe d'Europe en quatorze ans, beaucoup de joueurs s'estimeraient comblés *par* leur carrière. Pas Robert Herbin, qui en gardera autant de regrets qu'il en aura lui-même suscités. Avec des qualités athlétiques, et notamment une *détente* exceptionnelle, il aurait pu, en se fixant au poste de ses débuts, devenir l'un des meilleurs défenseurs centraux du football *mondial*.

Sa générosité dans l'effort, son *goût constant du dépassement* de soi, le pousseront pourtant vers *des postes de milieu de terrain* où, à défaut d'égaler les meilleurs *au plan technique, il pourra don*ner libre cours à son tempéra*ment. Dans un football profes*sionnel encore au stade artisanal en France, sa grande amertume sera de ne pas voir ses coéquipiers partager son *ambition ni* consentir les sacrifices pour passer, par *exemple*, au moins une fois, le *deuxième* tour d'une Coupe d'europe.

C'est pour cette raison qu'à trente-deux ans il mettra prématurément un terme à sa carrière de joueur pour accepter la succession d'Albert Batteux que Roger Rocher lui proposera en 1972. Sa seule condition, alors, sera de bâtir une nouvelle équipe avec les jeunes du club encadrés seulement par deux étrangers : Ivan Curkovic et Oswaldo Piazza. Réceptifs à *son message*, ces jeunes concrétiseront sur le terrain ce *football à base d'engagement* physique, de rigueur, de solidarité qu'il aurait aimé pouvoir pratiquer.

Sphinx

Quatre ans plus tard, seule la malchance et peut-être le manque d'*expérience*, priveront l'Association sportive de Saint-Etienne de la *consécration européenne dans* la finale de Glasgow contre le Bayern de Munich.

Avec quatre nouveaux titres de champion et trois autres victoires en Coupe de France comme entraîneur, Robert Herbin aurait pu devenir l'un des personnages les plus connus et les plus populaires du football français. Il ne suscitera pourtant que respect et curiosité. *Jamais peut-être il ne justifiera* mieux son surnom de *« Sphinx » qu'au moment où Dominique* Rocheteau marquera contre le Dynamo de Kiev le troisième but concrétisant un invraisemblable renversement de situation, en 1976, lors d'un quart de finale de Coupe d'Europe. Dans un stade soudain pris de délire où trente mille personnes s'embrassaient, hurlaient ou levaient les bras en signe de victoire, Robert Herbin restera les mains dans les poches et masque impassible sous sa tignasse rousse, regardant ses joueurs se congratuler

« Il faut savoir se montrer digne en toutes circonstances et penser à l'adversaire », dira-t-il. Cette réserve, Robert Herbin la manifestera notamment devant *les journalistes*, ce qui amènera certains à en déduire qu'il n'a rien à dire. En fait, ses impressions et ses critiques, il les réservera toujours aux joueurs. *« L'équilibre d'une équipe est chose si fragile qu'il faut le préserver »*, confiera-t-il. Avec le même soin, il veillera à protéger sa vie privée dans sa maison de l'Etrat, à quelques minutes mais tellement loin des passions du stade Geoffroy-Guichard.

Fils d'un musicien, ancien *tromboniste à l'Opéra de Nice*, Robert Herbin aime les musiques *de Wagner, Tchaïkovski, Berlioz*, Beethoven, Chopin, apprécie Baudelaire ou *Eluard, écrit lui-même* des poèmes, s'émerveille devant la nature, qu'il parcourt avec ses deux chiens. Mais sa véritable passion, il l'éprouve pour l'œuvre de Jacques Brel, dont il partage la vision des choses de la vie, les espoirs, les préoccupations ou les révoltes.

« Rocher ou moi »

C'est pour avoir voulu empiéter *sur cette vie privée en lui repro*chant un comportement un peu *dissolu à la suite de problèmes* personnels que Roger Rocher s'attirera la haine de Robert Herbin. Il est vrai que, depuis quelque temps déjà, les deux hommes n'étaient plus d'accord sur la politique à suivre pour refaire de l'A.S. Saint-Etienne un grand du football *européen. « Ce sera Roger Rocher ou moi »*, dira Robert Herbin en précipitant la crise. Le *président était* alors le plus vulnérable avec sa « caisse noire », *mais c'était compter sans sa popularité* et son refus de laisser le *club à ceux qui* l'avaient abattu.

Depuis la démission forcée de Roger Rocher, l'existence de Robert Herbin était devenue un enfer. Sa maison avait été saccagée, ses chiens drogués. Ses apparitions au stade étaient sifflées.

En quelques semaines, il avait perdu le respect de ce public qu'il n'avait pas su ou voulu conquérir en vingt-cinq années de présence au club. A deux mois d'une élection municipale où le football *pourrait jouer un grand rôle*, c'est cette sanction populaire qui lui *veut sans doute aujourd'hui d'être* remercié.

GÉRARD ALBOUY.

RUGBY

Jean-Pierre Rives bon pour le Tournoi des cinq nations

Pau. — Créée en 1981 pour tirer les joueurs de la torpeur du championnat avant le grand choc du Tournoi des cinq nations, la Coupe des provinces, élargie à huit équipes régionales pour sa troisième édition, n'a pas encore trouvé son équilibre définitif. Epreuve de sélection ou compétition originale ? La formule évoluera encore la saison prochaine.

Toutefois, elle est déjà suffisamment attractive **pour que la finale entre le Languedoc-Roussillon et le Centre ait attiré, dimanche 9 janvier, quelque dix mille spectateurs dans le vieux stade palois. La présence, sur le terrain, de quatre joueurs — Joinel et Rives *dans un camp*, Estève et Cordonion dans l'autre — qui évolueront samedi prochain avec le XV de France à Twickenham n'y était pas étrangère. Mais alors que les internationaux cherchèrent à éviter les mauvais coups, les troisièmes lignes biterrois Bagnaud et Cordier et surtout l'arrière parisien Lafond en profitèrent pour se mettre en valeur.**

La partie, quant à elle, ne devrait pas laisser un **souvenir impérissable. La première période qui fut d'une extrême monotonie, s'acheva sur le score de 9 à 4 en faveur du Centre, un essai ayant été marqué par Bonal (vingt-deuxième minute) pour le Centre et *par Fabre (40ᵉ min.)* pour le Languedoc. La seconde mi-temps fut plus ouverte. Le troisième ligne Cordier *(42ᵉ min.), le pilier Stefanuti (55ᵉ min.) et l'arrière* Bonhoure (78ᵉ min.) aplatirent successivement pour les Languedociens, qui profitèrent de la plus grande puissance de leur pack. Sous l'impulsion de Joinel, très actif en fin de partie, le demi de mêlée Modin *(67ᵉ min.) et le talonneur Rizon (81ᵉ min.)* marquèrent à leur tour pour le Centre. Finalement, le Languedoc-Roussillon l'emportait 21 à 19.**

Trois policiers débonnaires ont du mal à contenir une meute de gamins, carnet d'autographes à la main, qui font le siège des vestiaires. *« M'sieu, M'sieu, il est sorti Rives ? »* Cette jeune *génération* béarnaise, férue d'ovale, voue une admiration inconditionnelle au capitaine du XV tricolore.

Jean-Pierre Rives est au rugby hexagonal ce que Michel Platini et Yannick Noah sont respectivement au football et au tennis nationaux. Son panache blond est depuis le 1ᵉʳ février 1975 de tous les grands combats de l'équipe de France. Il a rallié le 14 juillet 1979 à Auckland la « victoire historique » sur les All Blacks néo-zélandais. Son esprit chevaleresque a séduit les Britanniques, qui l'ont sélectionné dans leurs Barbarians. Sa culture, sa générosité, l'ont fait apprécier hors des stades.

Bref, les enfants, le *public*, *gentleman* Rives. Les sélectionneurs aussi qui viennent de lui confier la responsabilité de l'équipe nationale pour affronter le 15 janvier prochain les Anglais à Twickenham.

Cette quarante-neuvième « cape » était rien moins qu'évidente. Depuis deux ans, le capitaine Ccourage a beaucoup payé de sa personne. Il a été durement sonné en Afrique du Sud (1980) puis en Australie (1981). L'acuité visuelle d'un de ses yeux est quasiment nulle. Il a dû faire opérer une luxation récidivante à l'épaule droite et soigner un genou gauche très sévèrement endommagé. Aux blessures physiques allaient s'ajouter les épreuves morales. Ses activités professionnelles au sein de la Société Pernod le retenant essentiellement à Paris, il a quitté son club de Toulouse pour le Racing Club de France (R.C.F.) au début de la saison. Et il se retrouva avec une licence rouge en pénitence sur les bancs de la réserve parisienne. Les règlements fédéraux lui interdisent de jouer avec l'équipe première de son nouveau club pendant un an.

Sur quelles bases se sont fondés les sélectionneurs pour retenir un joueur *a priori* diminué physiquement et psychologiquement ? Pas sur ses prestations depuis le début de la saison ! Il a joué avec le XV de France, battu (13-9) le 31 octobre dernier à Bucarest par la Roumanie. Il avait alors beaucoup couru mais aussi raté quelques placages, faute qui n'était guère dans sa manière. Quelques jours plus tard à Valence, un Argentin le renvoyait au vestiaire : entorse au genou. Depuis lors il n'avait touché en tout et pour tout le ballon qu'à l'occasion d'un match de nationale B avec le R.C.F., avant la demi-finale de la coupe des provinces à Brive, le 2 janvier, où il se dépensa énormément.

En bonne logique sportive, cela *aurait dû paraître insuffisant*, alors que les troisièmes lignes de valeur ne manquent pas en France. Mais qu'y a-t-il de logique dans un jeu qui utilise un ballon ovale, source de tous les coups fourrés imaginables ? Rien ! Rien, sinon que Rives a une qualité qui ne se mesure à aucune aune. Il sait galvaniser ses troupes au moment adéquat. Une vertu peu commune. Avant lui, Jacques Fouroux menait par le bout du nez un pack de mastodontes. L'équipe *nationale n'a* plus de tels bulldozers pour faire son chemin. Les combats — *le rugby* est une *guerre* à l'usage des gens bien élevés — demandent courage et abnégation. Rives seul sait les insuffler aux lignes avant dans les périodes de détresse. En prêchant par l'exemple. C'est pour cette raison que les Paparemborde et Dospital lui font une confiance aveugle. Et cela n'a pas de prix pour une équipe qui va être plongée toute crue dans le chaudron de Twickenham pour le premier match du tournoi.

De notre envoyé spécial.

Voilà pourquoi, au risque de lui imposer le combat de trop, les sélectionneurs n'ont pas hésité à le retenir, alors qu'ils ont longuement débattu d'autres cas, moins discutables. Il convenait cependant de dissiper un doute, d'être sûr que Rives serait encore une fois à la hauteur en dépit de sa longue inactivité.

Cela a été fait dimanche. Dans cette finale de la Coupe des provinces, qui débuta comme un morne match de championnat avant de s'emballer un peu, le troisième ligne aile de l'équipe du Centre accomplit plus que sa part de travail. Après un quart d'heure de jeu, il était le plus crotté sur le terrain tant il avait plaqué. Et, en fin de match, il se trouvait au côté de Joinel sur les attaques les plus chaudes. Si bien que son *camp*, moins armé pour les regroupements, passa néanmoins à *deux points* de la victoire.

« Je n'ai jamais douté de lui », disait Jacques Fouroux. Mais le sélectionneur affichait, en l'occurrence, plus de confiance que l'intéressé lui-même. *« Je suis rassuré, j'avais besoin de l'être »*, répétait Rives, l'œil à demi fermé par un cocard. Décidément, l'heure de la retraite n'a pas sonné pour ce joueur qui, à trente ans, nourrit une passion intacte pour son sport.

ALAIN GIRAUDO.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Quinzième journée.)

Limoges b. *Stade Français ..	93-89
*Orthez b. Vichy	72-68
*Antibes b. Caen	97-65
*Le Mans b. Reims	94-81
Monaco b. *Villeurbanne	91-85
*Tours b. Mulhouse	123-91
Nice b. *Avignon	81-77

Classement : 1. Orthez, 40 pts ; 2. Limoges, 39 ; 3. Antibes, 38 ; 4. Le Mans, 37 ; 5. Tours, Villeurbanne, 33 ; 7. Stade Français, Caen, 32 ; 9. Avignon, 29 ; 10. Monaco, 27 ; 11. Vichy, 25 ; 12. Reims, 21 ; 13. Mulhouse, Nice, 17.

SKI

VAL D'ISÈRE : l'Autrichien Resch en tête

La première course de descente de la saison ayant dû être annulée au début de décembre, le cirque blanc des coureurs de vitesse se retrouvait dimanche 9 janvier sur la piste O.K. (Oreiller-Killy) de Val-d'Isère, cette fois favorisée par des conditions atmosphériques idéales.

Extrêmement rapide, cette piste pose des problèmes, notamment après le passage de la « compression » dans le virage commandant la traversée ultime vers le mur de l'arrivée. C'est dans cette partie délicate que le Suisse Franz Heinzer fit une chute terrifiante, sauvé miraculeusement par les filets de protection.

Il fallait courir hier, sur ce tapis ultra-glissant, non plus comme des bolides à tout va mais en techniciens consommés.

A ce jeu-là, c'est l'Autrichien Erwin Resch, médaille de bronze de la descente aux championnats du monde de Schladming, qui s'est imposé devant les Suisses (Luescher 2ᵉ, Cathonen 3ᵉ), les huit premiers descendant en moins de deux minutes.

Les fautes techniques sont à mettre au débit de Peter Mueller, Steve Podborski, Toni Buergler, qui furent éliminés, Franz Klammer ne se classant que douzième derrière ses camarades autrichiens Weirather (6ᵉ) et Stock (10ᵉ). Une performance remarquable : la place de dix-septième du jeune coureur français Franck Pons, parti avec le dossard 60, qui disputait sa première descente en Coupe du monde.

Signalons, en le regrettant, le « matraquage » publicitaire effectué autour de l'image de marque Jean-Claude Killy : les interviews, les commentaires, les dossards, les banderoles — un peu beaucoup même — pour un champion du cru qui se trouvait généreux « sponsor »...

SPORTS MÉCANIQUES

Paris-Dakar : des écarts toujours comptés en minutes

Djanet. *(Algérie) (A.F.P.). — Une semaine de course. Le rallye Paris-Dakar fonce vers le sud, vers des contrées de plus en plus désertes, de plus en plus belles.*

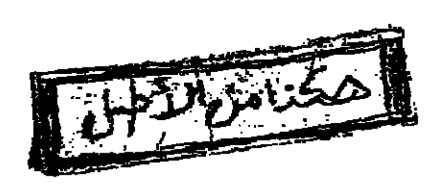
La caravane, qui s'effiloche, a trouvé, dimanche soir 9 janvier à Djanet, une oasis cernée de sable et de rochers, loin de tout. Pourtant, le bout du monde est toujours pour le lendemain, du moins tant que le Ténéré, mardi et mercredi, n'aura pas été franchi. A ce moment, les nerfs, la boussole et... la chance feront la différence.

Pour l'instant, on compte encore en minutes, et, a quelques kilomètres de l'entrée de Djanet, sur la ligne d'arrivée au milieu d'un gigantesque plateau de sable immaculé, Hubert Auriol a encore surgi en tête d'un défilé de pierrailles. Au guidon de sa B.M.W. 980, le vainquer du « Paris-Dakar » 1981 a battu Philippe Vassard (Honda XR 600), le solide leader de l'épreuve, et Serge Bacou, de deux minutes.

Malchanceux, Bacou, qui s'était perdu deux fois au début du parcours algérien, a dû s'arrêter, a quelques kilomètres de l'arrivée, pour rajouter de l'essence dans son réservoir. Sans cela, il aurait gagné l'étape », *reconnaissait Hubert Auriol, qui est maintenant deuxième au classement général, à 53 minutes de Vassard.*

En revanche, Jacky Ickx et Claude Brasseur, s'ils n'ont pas remporté l'étape à bord de leur Mercedes 280 GE, ont limité les dégâts. Un pneu crevé et le réservoir d'essence fuyant, ils ont été doublés par René Metge (Range Rover), le vainqueur 1981. Celui-ci, qui connaissait parfaitement le terrain, s'engagea sur une piste qu'il avait découvert, en reconnaissance. Ickx profita du raccourci en le suivant fidèlement... Mais Jean-Pierre Jaussaud (Mercedes), André Trossat, Jean-Claude Briavoine, dans deux Lada Niva officielles, restèrent sur la piste principale et cédèrent huit minutes à Metge contre trois seulement pour Ickx.

Au succès de Metge, qui gagne la cinquième place au détriment de Briavoine, mais reste a 1 h 27 minutes de Jacky Ickx, il faut associer l'équipage Gabreau-Gabbay, sur une Range-Rover de sa préparation, qui a profité des « tuyaux » de Metge, et partagé la victoire d'étape.



Le Monde

culture

ENTRETIEN AVEC CATHERINE CLÉMENT

Les projets de l'Action artistique

Nommée sous-directeur de l'Action artistique au ministère des relations extérieures et élue par le conseil d'administration directrice de l'Association française d'action artistique (*le Monde* du 7 octobre) Catherine Clément se trouve chargée d'organiser les échanges culturels entre la France et le reste du monde.

« L'Association a été créée en 1927, *dit-elle*, reconnue d'utilité *publique en 1933, et intégrée au* ministère. Elle représente une structure souple qui permet de mener des *actions ponctuelles, d'organiser par* exemple une tournée en trois mois. Elle est en contact avec les ambassades, reçoit leurs demandes, les négocie. Quand la femme d'un ambassadeur demande de financer une exposition-vente, je refuse. C'est une chose que nous ne pouvons pas faire. Pour notre part, nous envoyons des propositions qui sont généralement discutées au cours de ces grandes liturgies : les commissions mixtes, rencontres protocolaires entre les responsables de deux pays. Elles sont complexes dans la mesure où elle servent, à l'occasion, à préparer d'autres rencontres politiques. Et envoyer dans un pays la Comédie-Française ou l'Opéra signifie que la France entretient avec ce pays des relations d'amitié.

» J'espère mettre sur pied pour 1984 une tournée de l'Orchestre de Paris dirigé par Daniel Barenboïm, en Egypte, en Israël, au Liban. Ce serait la « tournée de la paix », je ne sais pas si elle sera politiquement réalisable. Nous entretenons des relations avec le monde entier. Le cas échéant, nous nous allions à des entreprises privées. C'est le cas au Chili. En U.R.S.S., ce n'est pas possible.

» En dehors des commissions mixtes, nous avons une marge de manœuvre personnelle qui se porte en priorité sur ce que j'appelle les opérations symboliques, qui ont un caractère historique : cette année, le vingtième anniversaire du traité franco-allemand, le bicentenaire de Simon Bolivar, le tricentenaire de Rameau, qui n'est pas prévu par les accords des commissions mixtes *mais pour* lequel j'essaie de monter une tournée des *Boréades* dans la mise en scène de Jean-Louis Martinoty, créée au Festival d'Aix-en-Provence. En 1984, il y aura le quatre-cent-cin- quantième anniversaire du débarquement de Jacques Cartier au Canada, les Jeux olympiques de Los Angeles... Toutes ces obligations laissent peu de places aux initiatives qui relèvent seulement de critères esthétiques.

» Ma fonction consiste à « mettre en relations », à travailler avec quatre chefs de section, chargés d'appliquer les décisions. Toutes les disciplines sont suivies à l'exception du cinéma, qui relève de la communication. Et il n'y a rien pour la littérature, sauf une section du livre qui s'occupe de la diffusion et d'envoyer les auteurs en conférences. On peut faire autre chose que de la librairie d'« Apostrophes », je rêve de créer une antenne consacrée à l'expression littéraire qui passerait par des expositions comme il s'en fait à la Bibliothèque nationale, par des lectures *mises en scène... Il existe aussi une* mini-section pour la musique imprimée ; la demande de partitions est faramineuse, *mais le budget est éga*lement « mince », bien que je l'aie fait doubler.

» Les relations avec les artistes sont simples. Nous les écoutons, nous leur proposons, nous n'imposons pas. Nous orientons et, par exemple, nous essayons de limiter les demandes pour les États-Unis. Tout le monde veut la consécration de New-York. C'est impossible et dangereux. En accord avec Maurice Fleuret, directeur de la musique, nous envoyons Pierre Henry, qui n'est pas connu là- bas, mais je souhaite *développer les échanges avec* le Sud. D'abord en Inde et en Afrique francophone.

» Il faut y aller, étudier les conditions et les lieux d'accueil, les demandes, voir avec un œil d'ethnologue, ne pas choquer, lutter contre son propre ethnocentrisme. En Inde et en Afrique, tout reste à faire. L'Australie, en revanche, commence à se débloquer, elle prendra une grande part au prochain Festival d'automne.

» *Les manifestations les moins* compliquées à organiser relèvent évidemment de la musique, de la danse. *Pour les arts plastiques se* posent des questions d'accès aux formes. Le théâtre, c'est difficile : *Le Théâtre, comme le dit Antoine* Vitez, est le lieu où le peuple vient écouter sa langue. C'est une opération esthétique et linguistique. L'écueil, dès que l'on sort des grandes capitales, c'est de se limiter au pur spectaculaire. Les solutions existent : envoyer un metteur en scène travailler pendant au moins *trois mois à l'étranger, envoyer* des éclairagistes, des scénographes, réorganiser les circuits universi*taires, développer les accords* avec les centres, les instituts, les bureaux de l'Alliance française. Mais, là, *tout dépend des responsables.*

» L'Action artistique mène depuis *longtemps une politique de soutien* aux arts contemporains, dont l'aboutissement logique serait d'assumer *pleinement le mécénat d'État. Ce ne* serait pas terriblement cher, les œuvres commandées seraient créées à l'étranger, *les obstacles adminis*tratifs ne seraient pas insurmontables. Mais notre budget d'interven*tion se monte environ à 40 millions.* Et alors que le ministère de la culture a vu le sien doubler l'an der*nier, le nôtre a subi un recul* de 4,31 %. J'espère qu'un effort va être consenti pour réparer cette incohérence.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

CINÉMA

« AMITYVILLE II, LE POSSÉDÉ » de Damiano Damiani

Où le diable va-t-il se nicher ?

Contrairement à ce que laisse croire le titre, ceci n'est pas la suite d'*Amityville, la maison du diable*, de Stuart Rosenberg, film d'épouvante inspiré d'une troublante et vieille histoire de maison hantée d'où fut chassée toute une famille par des forces dites surnaturelles. C'est au contraire *le récit d'événements qui précédèrent* ce drame : dans une villa de style colonial, à Loing-Island, le *13 novembre 1974, un jeune homme* avait tué à coups de fusil ses parents, ses deux frères et ses deux *sœurs, sans mobile apparent.*

Damiano Damiani, réalisateur italien, reprend un fait divers qui a, *d'ailleurs, comme le suivant, inspiré* un livre. On assiste d'abord à l'installation à Amityville de la famille (ap*pelée ici Montelli) dont le fils aîné,* Sonny (dix-huit ans), va devenir le meurtrier. Des manifestations bi*zarres se produisent (du sang au ro*binet de la cuisine, des déplacements violents de meubles, des inscriptions *sur les murs), mais l'idée ici est que* le mal est entré dans cette maison avec les Montelli eux-mêmes.

Le père et la mère ne s'accordent pas, Sonny cède à un désir incestueux pour la plus âgée de ses *sœurs, bref, cette micro-cellule so*ciale est contaminée par le péché, et l'intervention d'un prêtre catholique appelé par Mme Montelli cristallise un conflit où le diable a beau jeu de se nicher.

Quand *l'eau bénite du goupillon* devient sang, c'est peut-être l'atteinte à la morale chrétienne et au *puritanisme anglo-saxon qui se mani*feste. Le massacre, très réaliste, se produit aux deux tiers du film, mais Damiani, après avoir contenu jusque-là les influences diaboliques et les superstitions légendaires, est bien obligé d'en venir aux effets de terreur par lesquels le cinéma américain continue d'exploiter *le phénomène* d'Amityville.

Le visage de Sonny, qu'on pouvait croire déformé par un accès de folie, d'aberration *mentale, devient carré*ment celui d'un possédé, et un duel horrifiant se joue, comme dans *l'Exorciste*, entre le prêtre (personnage psychologiquement bien rendu, au demeurant) et ce jeune homme habité *par* un des anges noirs de Lucifer. On ne marche plus, parce qu'on nous a trop fait le coup. Tout de *même, le* thème du sacrifice du *mi*nistre de Dieu pour racheter l'âme et les fautes de Sonny prend une curieuse résonance spirituelle dans ce fantastique de bazar.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

CINQUIÈMES RENCONTRES DE SAINT-ÉTIENNE

La Grèce, le Canada, la France... et le public

Les Cinquièmes Rencontres cinématographiques de Saint-Etienne proposent cette année, du 15 janvier au 15 février, une découverte des cinémas grec et canadien, et une sélection française, au sein d'une abondante programmation, à 80 % inédite.

Cent films en 1979, deux cents en 1982, trois cent quarante en 1983... *Le « pari un peu fou »* lancé il y a cinq ans, dont se souvient aujourd'hui M. Joseph Sanguedolce, maire de la ville, est en passe d'être gagné. On escompte d'ores et déjà plus de soixante dix mille entrées *pour l'ensemble des manifestations.* *« Si en 1979 on mesurait l'intérêt de créer un lien d'échange entre la réalisation cinématographique et le public, on n'imaginait pas la dimension que prendraient ces Rencontres »*, poursuit le maire.

La municipalité, l'université nouvelle ainsi que la Société des réalisateurs de films sont à l'origine de ce temps fort de l'animation culturelle régionale dont les chevilles ouvrières sont Alain Renaud, un professeur de philosophie, et Nella Broussou. Six cinémas stéphanois, ainsi que les salles de la Maison de la culture de Saint-Etienne accueilleront les projections de ces Rencontres qui, en 1983, font la part belle aux réalisations grecques et canadiennes. Les ambassadeurs de ces deux pays, aussi éloignés culturellement que géographiquement, assisteront aux cérémonies inaugurales du 15 janvier.

A souligner, un louable effort de décentralisation vers les amicales laïques des quartiers, les comités d'entreprise, les résidences de personnes âgées et les centres de petite enfance, ainsi que vers plus de quinze villes de plusieurs départements telles Givors, Grenoble et Chambéry. Même pour partie du programme, Paris sera concerné. Il est en effet prévu un programme de documentaires contemporains dont un échantillonnage des « films du réel » primés à Beaubourg.

Avec leur budget prévisionnel — un million sept cent mille francs, dont le tiers couvert par une subvention de la ville — les Rencontres cinématographiques n'ont rien de budgétivores, si l'on observe qu'elles présentent trois cent quarante films, courts, moyens et longs métrages, qu'elles organisent colloques et expositions, le tout étalé sur un mois. Au demeurant, les Rencontres stéphanoises sont le seul festival de France à réaliser des recettes sur les entrées.

A Saint-Étienne, explique Alain Renaud, le président des Rencontres, *« la manifestation que nous organisons entend toucher tous les publics, montrer toutes les facettes de l'art cinématographique et relier les auteurs entre eux »*. D'où le programme quelque peu pantagruélique proposé aux cinéphiles. D'aucuns pensent qu'on frôle la démesure.

Un certain nombre de réalisateurs grecs et canadiens accompagneront leurs films à Saint-Étienne. Quant au cinéma français, sa présentation passera par une série d'hommages, d'abord à François Truffaut, qui séjournera une semaine à Saint-Étienne, et au compositeur Antoine Duhamel. Le cinéma italien, qui a toujours été l'enfant chéri des Rencontres cinématographiques, aura bien sûr sa place avec des coproductions franco-italiennes. Le court métrage ne sera pas non plus oublié, projeté en première partie. Enfin, neuf journées seront consacrées au cinéma documentaire, souvent négligé dans les festivals. Documentaires français de 1924 à 1960, documentaires canadiens et grecs, documentaires contemporains primés à Beaubourg et aussi un hommage à Jean Rouch se succéderont.

Les Rencontres donneront enfin lieu à divers colloques : « Cinéma et réalité » et « Identité nationale, identité culturelle et création cinématographique ». Pour la première fois seront organisés les étatsgénéraux des festivals, rencontres et autres manifestations cinématographiques français. Le grand festival stéphanois débutera avec le vernissage d'une exposition consacrée à Norman Mac Laren.

PHILIPPE MEHNERT.

MUSIQUE

« COSI FAN TUTTE », à Tourcoing

Une fraîcheur baroque

Quelle joie, après la représentation consternante de l'Opéra de Leipzig à Créteil, de retrouver un *Cosi fan tutte pétillant* d'intelligence et d'invention à l'Atelier lyrique de Tourcoing (Opéra du Nord), où Jean-Claude Malgoire, avec des moyens limités, accumule les spectacles de valeur, dont le fameux *Couronnement de Poppée*, réalisé par Jean-Louis Martinoty, qui a obtenu l'an passé le Prix de la critique.

A quoi tient la réussite de cette production d'une œuvre célèbre et difficile entre toutes ? A la mise en scène de Jean-Claude Auvray d'abord, que l'on a beaucoup vue, sous diverses formes, à Saint-Céré, à Nancy, à l'Opéra-Comique, mais qui, admirablement reprise par Alita Baldi, avec une équipe de chanteurs jeunes, semble toute neuve.

Dans les décors de Bernard Arnould, très simples mais constamment renouvelés, comme un théâtre de marionnettes, avec des éclairages vifs, des toiles galantes du dix-huitième et des costumes amusants qui évoquent les plages du début du siècle, la comédie se déroule à la fois libre et infaillible, côtoie la farce sans y tomber, se modèle sur les niveaux de sensibilité et d'émotion de la musique avec une bien rare justesse.

Auvray a très finement traité les *jeunes filles follettes comme* de grandes adolescentes en chemise de nuit, vautrées sur leur lit, étreignant leur polochon ou leur hamac, *se frot*tant comme des chattes contre leurs amoureux, avec une sorte de sensualité « tactile » encore indéterminée qui ressortit au monde de l'enfance et « explique » en quelque sorte leur inconséquence. L'accumulation des détails, des jeux de scène, des mascarades, concourt de même à cette atmosphère d'enfants gâtées que mille jouets et bochets futiles vont permettre de circonvenir.

Cette jeunesse retrouvée (contrairement à une tradition de comédie un peu salace à la viennoise, ou aux relents de Laclos) est soulignée par la conception musicale de Jean-Claude Malgoire pour ses débuts de chef mozartien. *On imagine* bien que sa pratique baroque a laissé des traces... Sa relecture de *Cosi* est souvent *discutable. Les accents,* les rythmes sont brefs, parfois secs, et il interprète volontairement les *andante dans un tempo* beaucoup plus rapide que de coutume, ce qui banalise certaines pages admirables, tels le *quintette des adieux* ou *la sérénade*, et surtout le *Soave sia il vento*, mettant parfois les chanteurs *en difficulté.*

Mais il réveille les couleurs, vivi*fie les lignes, fait saillir les* contrastes, craquer une certaine patine, et le ton général est d'une grâce *mozartienne* très primitive qui a beaucoup de charme. Quel beau travail il a su accomplir avec les musiciens de l'Opéra du Nord, qui sortent du *Chanteur de Mexico* et vont accompagner *Il faut marier maman !*

Excellemment joué, ce *Cosi* est honorablement chanté dans l'ensemble, si l'on considère que les rôles de femmes sont parmi les plus terribles du répertoire ; cependant Fusako Kondo a une technique et une étoffe trop raides pour être une grande Fiordiligi, malgré des expressions souvent touchantes, et Méral Jaclin, délicieuse Dorabella promptement convertie à son nouveau fiancé, malheureusement peu sûre de sa justesse, fait passer quelques frissons dans les airs et les ensembles.

En revanche, *Isabelle Poulenard* est une très bonne Despina à qui elle donne un visage original ; exaspérée par ses patronnes, elle paraît un peu au-dessus de sa condition, pas assez soubrette et rusée, mais fort autoritaire et drôle, avec une voix d'avenir. Les hommes sont également de qualité : timbres agréables, bonne technique vocale, jeu plaisant et juste, un trio bien équilibré et savoureux composé de Guy De Mey (Ferrando), Jean-Marie Fremeau (Guglielmo) et Jacques Bona (Alfonso).

On se réjouit que ce *Cosi*, après quatre représentations à Tourcoing, se rende *ensuite* à Hénin-Beaumont (le 22 janvier), Dunkerque (le 9 février) et Boulogne (le 11 février). La décentralisation musicale est décidément bien ancrée dans le Nord-Pas-de-Calais.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations à Tourcoing, les 11 et 13 janvier.

« TANNHAUSER » au Théâtre des Champs-Élysées

Le vrai miracle d'Elisabeth

Il est de bon ton, chez les wagnériens endurcis, d'afficher une moue dédaigneuse dès qu'il est question de Tannhäuser *; ce faisant ils se privent du plaisir d'apprécier les nombreuses beautés d'un ouvrage de transition dans lequel les conventions de l'opéra sont magistralement respectées tandis qu'on sent avec émotion se dessiner, au troisième acte, le drame musical à venir. D'ailleurs le public allemand, moins wagnérien qu'on pourrait le croire, ne s'y trompe pas et cet « opéra romantique » est aussi populaire outre-Rhin que* Faust *ou les* Pêcheurs de perles *le sont ici.*

De là vient sans doute l'aspect routinier des représentations qu'on peut en voir habituellement et celles que l'Opéra de Berlin-Est est venu donner au Théâtre des Champs-Élysées n'échappe pas à la règle. Une ouverture sans grande idée directrice, avec des accelerando *et des* rallentando *plus convenus qu'inspirés, une bacchanale bien faite pour inciter Tannhäuser à la fuite : des maillots gris avec des cache-sexe noirs pour créer l'illusion, une lascivité froide au milieu de voiles rougeâtres descendus des cintres, une Vénus (Gisela Schröter) au vibrato insistant et, au tableau suivant, une campagne peinte sur une toile de fond avec, au premier plan, un crucifix bien à sa place.*

Il faut beaucoup d'imagination pour rester sensible à la fraîche mélodie du pâtre et à la ferveur des pèlerins...

Et voilà qu'au deuxième acte, avec l'entrée d'Elisabeth (Celestina Casapietra), les choses se mettent à changer pour de bon. Certes, la mise en scène et les décors, à mi-chemin entre le réalisme et le schématisme économique restent ce qu'ils étaient, mais l'irruption soudaine d'une interprète idéale vocalement et possédant l'intelligence de son rôle vient donner une âme à un spectacle qui en manquait.

Les limites de Reiner Goldberg (Tannhäuser) dont l'aigu semble problématique, passent au second plan. Siegfried Vogel (le Landgrave) a la stature qui convient à un père affectueux et à l'arbitre du Tournoi des chanteurs de la Wartburg ; Jürger Freier (Wolfram) rivalise si bien avec Tannhäuser qu'on lui accorderait facilement la préférence. Et, si Walter et Biterolf pâlissent un peu à côté, les chœurs s'en donnent à belle voix tandis que l'orchestre fait preuve d'une exactitude de nuances et d'une justesse réconfortantes.

Le dernier acte continuera sur cette lancée et même, cette fois, la simplicité du fond de scène bleu-nuit et les feuilles mortes répandues sur le plateau ajouteront à la poésie de ce qui constitue, dans son dépouillement, le sommet de l'œuvre. Dans le livret Tannhäuser est miraculeusement sauvé par Elisabeth ; le metteur en scène, Erhard Fischer, qui ne croit pas à de telles surperstitions, ne nous l'a pas fait voir mais c'est peut-être ce qui est arrivé au Théâtre des Champs-Élysées.

GÉRARD CONDÉ.

★ Dernière représentation, le 10 janvier à 19 heures avec une distribution différente.

THÉÂTRE

« Hamlet », à Chaillot

(Suite de la première page.)

Une volonté qui malgré ses efforts ne parvient pas à devenir ce qu'elle est, *qui ne trouve aucun fragment so*lide de monde sur quoi poser le pied. Qui marche quand même, du matin *au soir, son nez dans un livre.*

« Des mots, des mots... » Éviter un contre-sens. Des mots, Dieu *merci, voilà du moins un peu de cou*leur, de fraîcheur, de vivacité, d'amitié. Hamlet crie « des mots » comme *le naufragé crie « Terre ! », l'aveugle « de la lumière ! »*, un mourant *« de l'eau ! »*. Sur une terre basculée, ou *remise à l'endroit, comme vous vou*drez, les mots vivent, les mots donnent la vie ; lire, c'est manger et boire, aspirer l'air, faire circuler le sang. Nous voulons dire : lire des mots imprimés sur les pages des livres, des journaux. Hamlet dirait avec raison : pour les éditeurs, lâcher la fabrication des livres pour celle des cassettes et vidéo-cassettes, c'est fomenter les génocides par embolies collectives.

Cette *offensive-retraite* de Hamlet à double tranchant, oui, cette « marche-à-pied-lecture », seul exer*cice senti qu'il semble se permettre* dans son constant exil, quoi donc indiquerait plus clairement le jeu tactile *si délicat de la ligne de partage du* sensible et du spirituel, de l'organique et de l'immatériel, dans l'aventure de Hamlet ?

C'est ici qu'un *événement* de première grandeur a lieu, ce mois de janvier 1983, sur la colline de Chaillot, à *Paris : pour une fois, Hamlet est là,* en visite, parmi nous. Parce que, d'habitude, lorsque Hamlet est là, annoncé, dans un théâtre, il n'est pas là. Justement parce que les mots, les mots, imprimés en anglais dans le *grand folio* de Shakespeare, émigrés en français, ne sont plus ses mots, alors, mais une sorte de frichti *infirme, gauche, un pathos obtus, et* aussi parce que cette si transparente substance matérielle-immatérielle de *Hamlet, alors, est écrasée sous* la messe criarde du site, des oripeaux.

Au Théâtre de Chaillot, aujourd'hui, grâce aux soins d'un jardinier ou d'un puériculteur en mots nommé Raymond Lepoutre, pour la première fois à notre connaissance, les mots français de Hamlet sont les *mots anglais de Hamlet. Nous perce*vons une parole claire, bien portante, une voix très personnelle pourtant ; *une parole dont chaque mot touche,* c'est-à-dire atteint et émeut ; et ce qui est curieux, c'est que cette parole *française*, si on la compare au texte anglais, est sœur jumelle du texte anglais, est comme l'empreinte vivante même que la voix anglaise aurait laissée sur les lèvres *françaises, en* les embrassant ; et ce qui est plus mystérieux encore, c'est que la *musique naturelle du texte* de Shakespeare court, comme un ruisseau, dans l'herbe du texte français, et que s'étend, au travers de tout cela, une *poésie pure qui n'est pas une poésie* de termes, mais une poésie d'âme transsubstantiée en termes. Oui, « des mots, des mots », des mots de Shakespeare en français, les mêmes : un miracle, comme ça change !

Et l'autre aspect de l'événement, c'est que, par les soins du metteur en scène et du décorateur, Antoine Vitez et Yannis Kokkos, et dans une même mesure par les soins de l'homme qui a fait les lumières, Patrice Trottier, la spiritualité sensible naturelle de Hamlet n'est en rien, pour la première fois, écrasée ou asphyxiée par le site, par les acteurs et leurs vêtements ni par des intentions voyantes de tel ou tel participant de la représentation.

Les trois ombres

Le site, ce n'est rien d'autre que *de l'air, blanc, et de la lumière.* Comme une grande vallée verticale nue qui s'en va au loin, très loin là-bas *à l'horizon. Et juste devant nous,* là, au bord avant du site, une bande de promontoire, barrant la vallée de *droite à gauche, est plus lumineuse* encore. C'est tout. Dans ce « plein air » pur, blanc et libre, les figures de *Hamlet et des autres ombres*-non-ombres se présentent, donnant les paroles.

Trois ombres disposent de plus de densité *: Hamlet lui-même, qui s'ef*force de briser l'apparence ; l'ombre de son père, assassiné, qui avance, *l'épaule un peu penchée en avant* et de biais, comme un pêcheur qui remonte la senne sur le sable de la plage, *oui*, qui draine dans cette senne toute une prise de maux et de crimes qui font le réel illusoire ; enfin les comédiens, les acteurs de passage à Elseneur, à qui Hamlet *s'en* remet pour faire sourdre la vérité, quand le reste est mensonge. L'acteur Alain Ollivier *figure parfaitement* cette ombre du roi tué, et le chef de ces comédiens.

Des autres acteurs qui, aujourd'hui, interprètent cet admirable mise en scène de *Hamlet*, mieux vaut *ne rien* dire en particulier, *d'une part* parce que chaque protagoniste de *Hamlet* est à ce point ancré dans nos consciences que chaque fois *notre* rêve l'emporte, en image de mémoire, *sur l'acteur* qui l'investit ; d'autre part parce que la mise en scène est si précise, et le texte si vivant *en soi*, que chaque *comédien* volontairement s'efface, est là pour ça.

Remarquons tout juste, en passant, que le rôle d'Ophélie est, avec beaucoup de talent, tenu par Jany *Gastaldi*, mais, comme si Ophélie était bien plutôt Hamlet, au point qu'il faut se demander pourquoi le *metteur en scène*, redressant une embrouille, n'attribue pas tout de suite le rôle de Hamlet à cette jeune *femme (après tout, Sarah Bernhardt* a bien joué elle aussi le rôle de Hamlet en mai 1899). Et pour ne pas tout *décaler dans la distribution*, Richard Fontana, qui nous donne un Hamlet passionnant, très fouillé, fragile, *ténébreux, vengeur, angélique, repren*drait alors le rôle d'Ophélie, où sa sincérité et sa fraîcheur feraient merveille (après tout, *les hommes*, dans les *temps passés*, assuraient bien les rôles de femmes).

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre national de Chaillot. Du mardi au vendredi à 20 heures, samedi à 18 h 30, dimanche 16 heures (en version intégrale).

■ **La Cinémathèque française rend successivement hommage au cinéaste américain d'origine viennoise Fred Zinnemann (*jusqu'au 24 janvier*) et au cinéaste français René Clair (à partir du 19 janvier). La rétrospective Zinnemann s'achèvera, en présence du réalisateur, le lundi 24 janvier avec son dernier film *Five Days One Summer* (*Cinq jours, ce printemps-là, 1982*). La rétrospective René Clair sera accompagnée d'une importante exposition.**

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CONTE CRUEL. – Epicerie (272-23-41), 20 h 30.
AVEC VUE SUR LA MER. – Poissy Carrières, l'Usine-Théâtre (074-70-18), 21 h.
TROIS FOIS RIEN. – Petit Montparnasse (320-89-90), 21 h 15.
DIDEROT A SAINT-PETERSBOURG. – Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), 20 h 30.
L'AUTOCENSURE. – Dix Heures (606-07-48), 18 h 30.
CHATTELISE. – Créteil, Comédie (339-21-87), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Carmen.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : La vie est un songe.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer : 20 h 30 : Poésie : Fabio Doplicher.
BEAUBOURG (277-12-35) (mar.), Débat-Rencontre Musée : 18 h 30 : l'écriture et la peinture selon Eluard ; Cinéma-vidéo : 13 h, 16 h, 19 h : Nouveaux films BPI ; Concerts : 20 h 30 : Forum de la création – Ensemble 2e2m.

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 : Mon Isménie - Gibier de potence.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. – 19 h : Monsu ; 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Tchoufa ; II. – 20 h 30 : la Noce. Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français ; 22 h 15 : les Soupirs du lapin.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour tire.
TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Yes, peut-être ; 20 h 30 : la Nourrice des étoiles ; 22 h : Chant du monde.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE DE MENILMONTANT (366-60-60), 20 h 45 : Famille Fenouillard dare-dare.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Le mal court.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... fisc.

Le music-hall

NOUVEAU CHAPITEAU-PORTE DE PANTIN (758-27-43) 21 h, mat. dim. 15 : H. Salvador.

Les concerts

MRTHÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 19 h : Deutsche Statsoper Berlin, dir. O. Suitner/S. Kurz (Wagner).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Quatuor Endellion (Beethoven, Dvorak, Britten).
SALLE GAVEAU, 17 h 30 : G. Souzay.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 18 h 30 : J.-J. Kantorow, J.-M. Luisada (Mozart, Chopin, Sarrasate) ; à 20 h 30 : D.R. Davies, M. Price, R. Tecco (Mozart, Henze, Mahler).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Caroff.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : New Jazz off.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Berina.

En région parisienne

ASNIERES, Centre culturel (790-63-12), 20 h 30 : Frénésie de Paris.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

17 h : Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : le Vieux Manoir, de M. Stiller ; 17 h : Les femmes s'en balancent, de R. Borderie ; 19 h : La famille dans le cinéma japonais : le Demi-Frère, de M. Ieki.

Les exclusivités

AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
ANNIE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – (V.f.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (532-52-43) Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 15e (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murats, 16e (651-99-65) ; Images 18e (522-47-94).
LA BARAKA (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
BLADE RUNNER (*) (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM 2 (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A., v.o., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82). – (V.f.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (mer., jeu.) (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (mer., jeu.) (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (mer., jeu.) (636-10-96).
BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (534-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA COLLÉGIENNE PREND DES VACANCES (It.) (**) (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

Lundi 10 janvier

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
DINER (A., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – (V.f.) : Arcades, 20e (233-39-36) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (364-51-98).

LES FILMS NOUVEAUX

AMITYVILLE, LE POSSÉDÉ (**), film américain de Damiano Damiani. V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE BRACONNIER DE DIEU, film français de Jean-Pierre Darras. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-80) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH, film français. Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

JOURNAL DE CAMPAGNE, film franco-israélien d'Amos Gitai. Saint Séverin, 5e (354-50-91) ; République Cinéma, 11e (805-51-33).

PIRANHAS II (*), film américain de James Cameron. V.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

DANTON, film franco-polonais d'Andrzej Wajda. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LE GENDARME ET LES GENDARMETTES (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
HECATE (Fr.) (*) Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 7e (380-30-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Ciné-Beaubourg, 2e (271-92-36), hor. spéc. ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), hor. spéc.
LES MISÉRABLES (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88).
MORA (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
MUTANT (*) (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
NE SOIS PAS TRISTE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
NEW-YORK 42e RUE (A) (**) (v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : ; 14 Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
L'OMBRE DE LA TERRE (Fr.-Tun.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Louxor Pathé, 10e (878-38-58).
OPÉRATION GREEN ICE (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
PIRATE MOVIE (Aus., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
LE QUART D'HEURE AMERICAIN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).
QUE LES GROS SALAIRES LÈVENT LE DOIGT (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
S.A.S. A SAN-SALVADOR (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).
SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
TELL ME (DAVID ET EVA) (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).
TIR GROUPÉ (*) (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83).
TRON (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA VENGEANCE EST A MOI (Jap., v.o.) (*) Studio Médicis, 5e (633-25-97).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
YOL (Turc, v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 7e (770-47-55).
CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

SPECTACLES

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-39-36).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
FEMME OU DEMON (A., v.o.) : Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
FREUD PASSION SECRÈTE (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).
GILDA (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Montparnos, 14e (327-52-37) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Saint-Ambroise 11e (700-89-16).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Montmartre 18e (606-34-25).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).
LE LAURÉAT (A., v.o.) Quartier-Latin, 5e (326-84-25).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32).
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE MEPRIS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
PAPA D'UN JOUR (A.) : Marais, 4e (278-47-86).
PAPILLON (A., vf.) (*) Capri, 2e (508-11-69).
PANIQUE DANS LA RUE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
PASSION (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 1er (225-18-45).
LA REINE CHRISTINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
TEX AVERY FOLIES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-47-62).
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).
THE ROSE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
TOM JONES (Ang., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (542-67-42).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).
WANDA (A., v.o.) St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

COMMUNICATION

SUR TF 1 ET ANTENNE 2

Le match des magazines d'information

L'année 1983 sonnera-t-elle le réveil de la télévision ? Pour commencer, on devrait assister à une saine bagarre entre les deux premières chaînes dans le domaine de l'information. En attendant plus de pugnacité dans les journaux télévisés – des réformes ont déjà eu lieu à Antenne 2 et des projets sont très avancés à TF 1 – la lutte est engagée avec les magazines.

La première chaîne recrée à partir du 19 janvier une émission politique mensuelle (*le Monde* du 8 janvier) dont le canevas original risque de faire de l'ombre à « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Mais parce qu'elle a eu les coudées plus franches pour travailler, avec la reconduction de Pierre Desgraupes à sa tête, parce que sa rédaction, volontiers frondeuse, a paru se stabiliser avec l'arrivée de Pierre Lescure, c'est la deuxième chaîne qui a pris une longueur d'avance dans le secteur de l'information.

Antenne 2 lance sous la direction de Michel Thoulouze – transfuge de TF 1, où il a fait les beaux jours des « Mercredis de l'information » – deux hebdomadaires : « Dimanche magazine », qu'il anime lui-même et dont on a vu le premier numéro le 9 janvier à 18 heures ; « A nous deux », qui sera présenté chaque samedi de 12 heures à 12 h 45 par Patrick Poivre d'Arvor (première parution *le 15 janvier*). Un magazine mensuel sera en outre consacré tous les quatre jeudis (première diffusion le 27 janvier) aux droits de l'homme sous la responsabilité de Bernard Langlois.

« A nous deux », magazine préparé par une équipe permanente de sept journalistes, traitera de la vie quotidienne à partir du courrier des téléspectateurs, qui sont invités à écrire (1) pour exposer les problèmes les plus divers : abus administratifs, escroqueries à la consommation, publicité mensongère, querelles de clocher, etc.

Mise en pages télévisée

Si tout est de la même inspiration et de la même veine que « Dimanche magazine », Antenne 2 va donner des sueurs froides à ses rivales présentes et futures. Sous ce titre banal – mais son auteur déclare détester le clinquant – Michel Thoulouze a en effet confectionné un produit de haute qualité : il n'y a pas eu d'essuyage de plâtres, le premier numéro a fait mouche. Les sujets abordés dimanche 9 janvier n'étaient pourtant pas d'une criante originalité : le récent tremblement de terre au Yémen du Nord, la crise de l'emploi dans la vallée de la Chiers dans les Ardennes, et cette mode venue des États-Unis, le *Custom*, qui consiste pour des jeunes en mal d'idoles à découvrir les années 60 en s'identifiant à Elvis Presley ou à Brigitte Bardot, et en transformant des épaves de voitures en rutilants carrosses.

Mais c'est la façon de traiter ses sujets qui promet ce magazine au succès : le *détournement sur fond* de corruption des aides internationales dans le cas du Yémen du Nord, l'intelligent parallèle entre la violence des sidérurgistes de Vireux-Molhain, et celle, quatre kilomètres plus loin, des antinucléaires de Chooz, le vocabulaire « dans le vent » des commentaires sur le *Custom*.

C'est aussi la mise en images de « *Dimanche magazine* » qui a séduit : une véritable mise en pages télévisée, avec un sommaire et deux mini-enquêtes de quarante-cinq secondes (fort drôle cette séquence sur le « marchandage » des riches), *qui alternent* avec les *grands* sujets et qui font tomber le téléspectateur en arrêt, comme le lecteur devant un dessin ou une photo. Pierre Lescure a eu raison de dire que cette émission « *se feuillette* » comme un hebdomadaire.

La direction de la deuxième chaîne n'a pas lésiné pour se doter d'une vraie politique des magazines : Pierre Desgraupes, en souvenir sans doute de « *Cinq colonnes à la une* », a ouvert le robinet des crédits. Ainsi chaque numéro de « *Dimanche magazine* » coûtera six cent mille francs, soit le double d'un magazine de même durée, mais à sujet unique. Ce n'est pas de l'argent jeté par les fenêtres : il s'agit de conquérir le public dominical en fin d'après-midi, considéré après une journée de repos comme plus « disponible » pour recevoir ce type d'émission d'information.

T.F. 1 ne s'y est pas trompé non plus, qui a programmé son excellent magazine « *Sept sur sept* » le même jour à 19 heures. On n'aura que le temps de passer d'une chaîne à l'autre. Et l'on attend avec intérêt les premiers indices sur les taux d'écoute et de satisfaction.

MICHEL CASTAING.

(1) Antenne 2, magazine « A nous deux », 158, rue de l'Université, pièce 233, 75007 Paris.

LES DÉCRETS D'APPLICATION CONCERNANT T.D.F. ET L'INA SONT PARUS

Le *Journal officiel* du 9 janvier publie plusieurs décrets et arrêtés liés à la loi du 29 juillet 1982 sur la *communication audiovisuelle*.

Un décret fixe l'organisation et le fonctionnement de Télédiffusion de France (T.D.F.). Cet établissement, qui vient de changer de direction (*le Monde* du 6 janvier), est désormais placé sous une double tutelle. Le ministre de la communication contrôle ce qui relève des articles 5 et 9 de la loi (missions du service public et déclaration ou autorisation pour éditer des messages audiovisuels) ; le ministre des P.T.T. contrôle ce qui concerne les articles 7 et 8 de la loi (autorisation pour utiliser les fréquences radioélectriques et autorisation pour établir des moyens de diffusion par voie hertzienne ainsi que les infrastructures et installations de communication audiovisuelle). La mission principale de T.D.F. est ainsi définie : l'établissement « *organise, développe, exploite, entretient les réseaux de diffusion du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision* ».

Autre établissement public, l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), qui est placé sous la tutelle du premier ministre ou du ministre délégué par lui (en l'occurrence le ministre de la communication). Son conseil d'administration est assisté d'un « conseil scientifique et pédagogique », comprenant douze personnalités extérieures ; le président de ce conseil, choisi parmi ces personnalités, est nommé par le gouvernement.

Les autres décrets publiés au *Journal officiel* sont des modifications aux décrets du 17 septembre concernant la répartition du capital de TF 1, d'Antenne 2, de FR 3, et de Radio-France.

CARNET

Naissances

– Jeanne D'ARC
et Jean LACOIN
sont heureux d'annoncer la naissance de
Didier,
le 2 janvier.
205, boulevard Vincent-Auriol,
75013 Paris.

– Francis ROUX,
Anne-Marie,
Anne et Gaël KERVIZIC,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Chloé
le 13 avril 1982.

Mariages

– On nous prie d'annoncer le mariage du
docteur Aline DONSIMONI,
avec
Henri-Jacques de CAUMONT,
marquis de La FORCE,
célébré le 17 décembre 1982 dans l'intimité familiale à Saint-Aubin-de-Locquenay (Sarthe).

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 6 janvier 1983, dans sa soixantième-dix-neuvième année, de
M. André AMSLER,
ingénieur civil des Mines,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1944.
De la part de
Mme André Amsler,
M. et Mme Michel Amsler et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Koechlin et leurs enfants,
Mme Henri Walch et ses enfants,
Mlle Marguerite Schulz,
M. et Mme Charles Schulz et leurs enfants,
Les familles Sezary et de Girard.
Le service religieux sera célébré en l'église réformée de l'Oratoire (1, rue de l'Oratoire, Paris-1er) le mercredi 12 janvier, à 10 h 30.

– Mme Guy Baërd,
M. et Mme Bernard Baërd,
Etienne, Henri, Sébastien et Cécile,
M. et Mme Daniel Rabreau,
Luc, Antoine, Gabriel,
M. et Mme Pascal Baërd,
Elodie, Agathe, Roman,
M. et Mme Jérôme Aba,
Caroline, Isabelle, Vincent,

M. et Mme Maurice Fahy,

font part du rappel à Dieu de

Guy BAËRD,

survenu le 5 janvier 1983, à Paris, à l'âge de soixante-seize ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Faremoutiers (Seine-et-Marne).

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-5e, le mardi 11 janvier, à 11 h 30.

3, place du Panthéon,
75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Pierre Bezançon,
Mr et Mrs Robert Colquhoun, Marc, Charles,
M. et Mme Michel Bezançon, Isabelle, Sylvie, Anne,
M. et Mme Marc Bezançon, Eric, Antoine, Rémi, Camille,
Sa belle-fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Toute la famille,
Et ses nombreux amis,

ont l'immense chagrin de faire part du décès, dans sa cent quatrième année, du

docteur Albert BEZANÇON,

officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
commandeur
dans l'orde du Mérite.

Une cérémonie aura lieu à la mairie de Boulogne-Billancourt (92) le mardi 11 janvier 1983, à 9 heures, suivie de l'inhumation dans l'intimité à l'ancien cimetière de Boulogne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme André Bord, née Marie-Térèse Blouin, son épouse,
M. et Mme Jean-Paul Verdereau,
M. et Mme Patrick Bord,
ses enfants,
Virginia Verdereau, Christie, Jean-Antoine Bord,
ses petits-enfants,
Sa sœur, ses beaux-frères, ses belles-sœurs
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. André BORD,

ingénieur général du génie rural
des eaux et des forêts,
président du conseil général
de l'Ecole supérieure d'horticulture
et de l'Ecole nationale supérieure
du paysage,
ancien directeur du FORMA,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
commandeur de la Légion d'honneur
commandeur du Mérite agricole,
officier dans l'ordre national
du Mérite,

décédé le vendredi 7 janvier 1983 muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu la mardi 11 janvier, à 14 heures, en la chapelle Saint-Marc, rue Hoche, à Malakoff.

Ni fleurs ni couronnes.
Des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, rue Louis-Girard,
92240 Malakoff.

[Né le 31 décembre 1914 à Saint-Marien (Creuse), M. André Bord était diplômé de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Rennes. Après avoir occupé plusieurs postes dans le Maine-et-Loire, dans l'Orne et dans la Loire-Atlantique et après avoir appartenu à plusieurs cabinets ministériels sous les IVe et Ve Républiques, M. André Bord a été représentant à l'Assemblée des communautés européennes sur la liste Défense des intérêts de la France en Europe.]

– On nous prie d'annoncer le décès de

Alexis BRUKHNOFF,
docteur en droit,
membre du réseau « Arc en Ciel »
des Forces françaises combattantes,
ancien déporté résistant
à Dora-Ellrich,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenu le 4 janvier 1983 dans sa cinquante-neuvième année.
Son fils Arnaud
Et ses amis
vous prient d'assister aux obsèques qui auront lieu en l'église Saint-Serge, 93, rue de Crimée, Paris-19e, le mercredi 12 janvier 1983, à 13 h 45.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Mme Camille Champeyrache, sa belle-sœur,
M. René de Messières, son beau-frère,
M. et Mme Olivier de Messières et leurs enfants,
M. et Mme Claude de Messières et leurs enfants,
M. et Mme Alan Spurney et leurs enfants,
Mme Florence Champeyrache et ses enfants,
Mlle Elisabeth Champeyrache,
M. et Mme Alain Hagege et leur fils, ses neveux et nièces,
M. et Mme Jaffre, ses petits-cousins,
Les familles Autrand, Banquier, Delfau, du Beaudiez, du Colombier, Gonnard, Suzor,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Lucienne DELFAU,
(en littérature Luce Amy),
survenu le 6 janvier 1983.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 11 janvier 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert, 2, rue Gerbert, 75015 Paris.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Boulogne dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Mme Champeyrache,
1, avenue Fayolle, 26400 Crest.
Mme de Messières,
127, bd Malesherbes, 75017 Paris.
[Luce Amy a publié : *Anna, premier visage*, roman préfacé par Henry de Montherlant (prix Sévigné), *les Voies souterraines*, dont la presse a signalé la résonance proustienne; *Françoise*, recueil de nouvelles qui obtint le prix Katherine-Mansfield, *Cet amour qui me suivra, De quel bonheur secret, Nous ne l'avons pas assez aimée* et *l'Amour de Sven.*]

– Mme Caroline Goachet,
M. Jacques-Raynald Goachet,
Mlle Marie-Pierre Goachet,
ont la douleur de faire part du décès de leur père, le
docteur Guy GOACHET,
survenu à Vernon le 3 janvier 1983.
L'inhumation a eu lieu le 5 janvier 1983 dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
30, rue des Acacias,
75017 Paris.

– On annonce le décès de
M. Louis-Philippe MAY,
inspecteur général honoraire
des Monuments historiques,
officier de la Légion d'honneur,
décoré de la croix de guerre 1939-1945.
La bénédiction religieuse a été donnée par le pasteur Fath.

Anniversaires

Jean-Jacques HAGENDORF.
Il y a cinq ans déjà, il nous quittait. A tous ses amis et à ceux qui l'ont aimé nous demandons une pensée à son souvenir.
Renée, Françoise, Julien.

Avis de messes

– Le président du conseil régional de l'ordre des architectes d'Aquitaine, le directeur de l'Ecole d'architecture de Bordeaux, le proviseur du lycée hôtelier de Talence, prient de bien vouloir assister à la cérémonie religieuse qui sera célébrée, le 15 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Seurin de Bordeaux, à l'intention de

Pierre ANUS,
architecte D.P.L.G.,
décédé le 10 décembre 1982.

– Mlle Bernadette Regard,
La famille spirituelle et humaine,
Les amis
vous invitent à vous unir à la messe célébrée pour le
général et Mme REGARD,
le mercredi 12 janvier, à midi, à la chapelle de l'Ecole militaire.

Communications diverses

– *Loge l'Echelle de Jacob* no 27. Franc-maçonnerie féminine de tradition. Rite anglais émulation. Mercredi 19 janvier, 19 h 30. Conférence : le dernier livre de René Girard : *le Bouc émissaire*, ou : *les Evangiles au zéro*, par René Désaguliers, directeur de la revue maçonnique *Renaissance traditionnelle*. Sur invitation. B.P. 646 75161 Paris Cedex 04. Note d'information envoyée sur demande.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-IV (Sorbonne), mercredi 12 janvier, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Pierre Macaire : « Majorque et le commerce international (1400-1450 env.) ».

– *Université Paris-II* (*droit, économie et sciences sociales*), mercredi 12 janvier, à 15 heures, salle des Commissions, Mme Huguette Lautour : « La donation déguisée en droit civil français. Contribution à la théorie générale de la donation. »

LÉGION D'HONNEUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean-Pierre Fons, chef d'escadron ; Jean Bizeul, lieutenant-colonel ; Jean Rault, capitaine ; Rémond Vignon, gendarme ; et Hubert Gascon, officier technicien.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 10 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Téléfilm : les Poneys sauvages.**
Réal. R. Mazoyer, avec J. Weber, Y. Beneyton, F. Haziot...
Nº 3 : « Terres violentes ». Nous sommes en 1961 : un beau roman de Michel Déon transformé en roman-photos.
Georges, de retour de Catalogne, part pour l'Algérie en paix. Michel Mézières vit en Grèce et tombe amoureux...

22 h 05 **2002 L'Odyssée du futur : La cosmologie.**
Émission d'I. et G. Bogdanoff, réal. J.-N. Roy et P. Pouzenc. Avec MM. J.-P. Petit, chargé de recherches au C.N.R.S., H. Reeves, astrophysicien.
La naissance de l'univers du point de vue mythologique ; l'histoire de la recherche, des Égyptiens à nos jours, et les perspectives d'avenir : un vaste programme !

23 h 05 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre : Folle Amanda.**
De Barillet et Grédy, mise en scène R. Clermont. Avec L. Renaud, A. Chamrobert, P. Liévin...
Amanda, ancienne vedette de music-hall, connaît des jours difficiles et compte sur la publication de ses « Mémoires » pour se renflouer. Un obstacle : Philippe Morhange, son ex-mari, ministre de son état, compromettra ses plans et bouleversera son existence...

23 h **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : Divine.**
Film français de D. Delouche (1975), avec D. Darrieux, J. Le Poulain, M. Couture, R. Fontana, G. Plana, Candy.
Un jeune homme trop romanesque est amoureux d'une vedette de la scène et de l'écran. Sa fiancée va demander à la star de le décourager en lui jouant une comédie.
Danielle Darrieux dans un rôle de composition avec métamorphoses parodiques et sérieuses. Conçu, écrit, réalisé pour elle, ce film est, par ailleurs, une timide tentative de comédie musicale.

22 h 00 **Journal.**

22 h 30 **Magazine : Thalassa.**
De Georges Pernoud.
L'hiver des marinas.

23 h 15 **Musi-Club.**
5e Symphonie, de S. Prokofiev, par l'Orchestre symphonique de la B.B.C., sous la direction de G. Rojdestvenski.

FRANCE-CULTURE

20 h, Trompette sous un crâne, de K. Amaizo. Avec E. Dandry, J.-F. Calvé, S. Artel...
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : le bien social et le sacré.
22 h 30, Nuits magnétiques : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : « Quatuor à cordes nº 11 », de Beethoven ; « Quatuor à cordes nº 8 », de Dvorak ; « Quatuor à cordes nº 3 », de Britten, par le Quatuor Endellion. Avec A. Watkinson, 1er violon ; L. Williams, 2e violon ; G. Jackson, alto ; D. Watermann, violoncelle.
22 h, La nuit sur France-Musique : musiques de nuit ; 23 h 5, Aspects de la musique française : œuvres de Milhaud, d'Indy ; 0 h 5, Un Italien à Paris, P. Coppola.

Mardi 11 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 **TF 1 Vision plus.**
12 h **Météorologie.**
12 h 10 **Suspens.**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.**
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 05 **Météorologie.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
La distribution du propane : encore des problèmes.
20 h 35 **Soirée ouverte... aux jeunes : hommage à Elvis Presley.**
20 h 40 **Téléfilm : Le jour où Elvis est venu à Bremerhaven.**
Réal. : F. Bringmann, avec W. Drygalla, P. Biga, M. Shelley...
L'Amérique des années folles du Rock'n Roll, des cheveux gominés et des débuts d'Elvis Presley.
22 h 25 **Elvis, son dernier concert.**
Réal. D. Hemion. Enregistré par la chaîne de télévision américaine C.B.S.
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 05 **Journal.**
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Émissions régionales.**
13 h 45 **Série : La vie des autres.**
14 h **Aujourd'hui la vie.**
15 h 05 **Série : Hawaï police d'Etat.**
15 h 50 **Reprise : Chants d'Aragon.**
(diffusé le 9 janvier, à 20 h 35).
16 h 45 **Entre vous.**
De L. Beriot.
Aller et venir : les handicapés physiques.
17 h 50 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
20 h 40 **Cinéma : l'Imprécateur.**
Film français de J.-L. Bertucelli (1977), avec J. Yanne, M. Piccoli, J.-P. Marielle, M. Jobert, J.-C. Brialy, M. Lonsdale.
Des événements mystérieux mettent en danger l'ordre et la puissance de la filiale française d'une multinationale installée dans la tour Montparnasse. Il faut en découvrir le responsable.
D'après le roman de René-Victor Pilhes, une fable satirique, politique, fantastique aussi, solidement mise en scène, avec quelques défauts dans la seconde partie. Original.
22 h 25 **Mardi cinéma.**
Avec Claudia Cardinal et Lino Ventura.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
Club 89.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Il était une fois l'espace.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (I.N.C.)**
Distribution du propane, encore des problèmes.
20 h 35 **Cinéma : les Grands Moyens.**
Film français d'H. Cornfield (1975), avec H. Dieudonné, Y. Maurech, A. de Beaumont, R. Carel, C. Rouvel, F. Sardou.
A Nice, la mère (corse) d'un policier assassiné mène avec ses deux sœurs octogénaires une vendetta contre les truands responsables du meurtre.
Tiré d'un roman de Charles Exbrayat, ce film hésite entre l'humour noir anglo-saxon et la comédie de mœurs méridionale. On aime surtout Hélène Dieudonné.
22 h **Magazine : Mémoires de France.**
Emission de P. Ory, réal. F. Chadeaux.
L'histoire du village de Bercy, avec C. Cabana, secrétaire général de la mairie de Paris ; E. Verdier, membre du collectif Bercy ; G. La Bella, auteur d'une étude économique et sociologique sur les entrepôts.
23 h 05 **Journal.**
23 h 35 **Prélude à la nuit.**
Festival de Prades, sonate pour violoncelle de C. Debussy par L. Rose.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Norvège : marais bleu et or noir.
8 h, Les chemins de la connaissance : les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 8 h 50, la vallée aux loups.
9 h 7, La matinée des autres : les femmes occidentales au désert.
10 h 45, Etranger mon ami : Howards End, de E.M. Forster.
11 h 2, Musique : « Patchwork », journée violon (violon des cyclades, violon baroque, violon roumain et violon de l'Inde du Sud) (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora, avec M.-J. Jaubert.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : Mexico.
14 h 5, Un livre, des voix : « L'île blanche », de N. Ciravegna.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIIIe siècle.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (application à la neurophysiologie du comportement et à la psychanalyse).
20 h, Dialogues : Création et culture, avec J. Laurent et F. Aubral.
22 h 30, Nuits magnétiques : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Saint-Georges, Rolla, Liszt, Telemann, Rheinberger, Franck.
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, Le matin des musiciens : J.-P. Rameau.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui : Israël.
12 h 35, Jazz : Earl Hines et les petits comités.
13 h, Opérette : « Le postillon de Longjumeau », de Adam.
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, D'une oreille à l'autre : Discothèque RDA : œuvres de J.-S. Bach, Mendelssohn, Beethoven, Elgar.
17 h 5, Repères contemporains.
17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) : le Groupe vocal de France sous la direction de J. Alldis, interprète des œuvres de Ohana, Arrigo, Lassus, Schoenberg, Messiaen.
19 h 38, Jazz.
20 h, Premières loges : Totti dal Monte ; œuvres de Rossini, Donizetti, Benedict, Verdi.
20 h 30, Concert : Festival estival de Paris (donné en l'église Saint-Séverin le 4 août 1982) : œuvres de J. Brahms, Mendelssohn, Distler, Brukner, J. Brahms, Reger : par le Freiburger Vokalensemble ; dir. W. Schafer.
22 h, Cycle acousmatique.
23 h, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; 23 h 35, Jazz-Club.

● *Un nouveau magazine de jeux de société.* — Après le lancement de *Jeu et stratégie* et *Jeux*, un nouveau magazine de jeux de société, *les Jeux de l'esprit*, doit voir le jour le 15 janvier. Dirigée par le ludique acteur Omar Sharif, cette publication sera bimestrielle et traitera du bridge, des échecs, du scrabble, du backgammon, etc. L'engouement pour les jeux de société est de plus en plus vif : on compte aujourd'hui en France quatre millions d'adeptes du scrabble, un million cinq cent mille passionnés de bridge et cinq cent mille amoureux des échecs (joueurs officiellement recensés).

● PRÉCISION. — L'article intitulé « La France peut-elle retrouver sa vocation graphique ? » (*Le Monde* du 30 décembre 1982) annonçait la création du caractère Messidor, en omettant de citer le nom de son créateur, M. Ladislas Mandel. Précisons que ce nouveau caractère est en cours de numérisation à l'Imprimerie nationale. M. Ladislas Mandel est en outre — avec M. J.-C. Quiniou — l'auteur du rapport sur le graphisme, remis au groupe interministériel, dont le signataire de l'article du *Monde* s'est largement inspiré.

● Le rendez-vous dominical avec la Comédie-française sur France-Culture sera consacré le 16 janvier, à 14 heures, à Béatrice Bretty, décédée le 4 septembre dernier.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 JANVIER

— *M. Michel Rocard*, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, est reçu à l'émission « Face au Public » sur France-Inter à 19 h 15.

MARDI 11 JANVIER

— *M. Michel Rocard*, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, est invité à l'émission « Radio libre » sur Europe 1, à 20 h 30.

INFORMATIONS « SERVICES »

VOYAGES AÉRIENS

Des rayons X dans la valise

La police de l'air et des frontières est chargée d'assurer la sécurité des vols internationaux et nationaux. Pour accomplir cette mission, indique le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, ses fonctionnaires utilisent sur les principaux aéroports des appareils à micro-doses de rayons X, *dont la plupart* sont de la marque « Bagagix », afin de *détecter dans les bagages la présence* éventuelle d'armes, d'explosif ou de tous autres objets dangereux ou suspects.

Au cours de l'année 1981, 14 millions de passagers ont été enregistrés au départ des aéroports parisiens et seulement quatre plaintes ont été déposées auprès des services de police concernant la détérioration de films ou de pellicules photographiques renfermés dans les ba*gages qui ont été soumis à l'exa*men de ces appareils détecteurs. *Mais la réalité du dommage* n'a pas été établie de façon formelle.

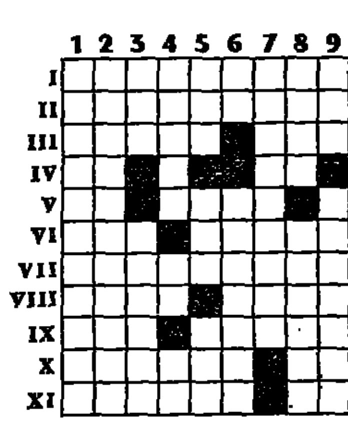
Une enquête récente effectuée par l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) aux États-Unis a prouvé que la dose des rayons X des divers appareils de contrôle de cette nature utilisés dans de nombreux pays était si faible que les risques, dans ce domaine, étaient quasiment inexistant, *poursuit le ministre.* Cependant, l'agence américaine a admis que les rayon X pouvaient endommager certains films spéciaux particulièrement sensibles, employés par les professionnels ; il y aurait intérêt à protéger le matériel de ce type lors du passage dans le système de détection.

En France, les appareils à micro-dose ont été étudiés de telle sorte que les conséquences nuisibles sur les péllicules de 400 ASA ne pourraient être que le résultat d'expositions répétées (quatre-vingts fois au moins). *Des examens sensitométriques* ont été réalisés par des sociétés *spécialisées permettant de* conclure que les films ou les pellicules ne subissent aucune augmentation de voile, de sensibilité, de modification de densité maximale et de déviation chromatique. Cependant, il est toujours loisible au passager d'aviser le service chargé du contrôle de la présence dans son bagage d'objets sensibles à l'action des rayons X, dans ce cas, *la fouille* manuelle est pratiquée.

Telle est la réponse de M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (*Journal officiel* du 27 décembre 1982), à la question posée par M. Pierre-*Bernard Cousté, député (app.* R.P.R.) du Rhône.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3360



HORIZONTALEMENT

I. S'acquiert régulièrement pour des sosmmes convenables. — II. Trompent l'attente en sortant leurs cartes. — *III.* Tout feu tout flamme. Dans le Vaucluse. — *IV.* Ses débordements sont discrets et ses transports nuls. Pronom. — V. *Terme de chimie.* Facilement relevé par les gros bras. — VI. Projection généralement réservée aux adultes. On peut avoir son mot à dire. — VII. Se trouve donc dans une espèce de bourbier. — VIII. Retraite impériale. A donc vraiment un goût très prononcé. — IX. Prénom. Intervient dans les moments graves. — X. Imposer une contrainte par corps. Personnel. — XI. Fait donc travailler ou travaille lui-même. Accompagnent le Pape.

VERTICALEMENT

1. Manque de corps mais ne manque pas de piquant. — 2. Fait peser sur les autres une forte présomption. — 3. Reine de Corée. Grande bringue. — 4. N'a aucune retenue lorsqu'il est lâche. Symbole chimique. Entament un trot. — 5. Éclat suranné. *Ne se plie pas au chef. Plus* il est fin, plus il fait la fine bouche. — 6. *Interjection. Donne de l'éclat* aux cuivres. — 7. Œuvrent donc pour *le bien du pays.* — 8. A donc atteint sa plénitude. C'est une remise mais pas un débarras. — 9. Fait naître la lumière. Comme des instincts de conservation.

Solution du problème n° 3359

Horizontalement

I. Palanquin. Veste. — II. Amateur. Opinion. — III. Se. Tsé-Tsé. Atour. — IV. Stras. Io. Agence. — V. Arec. Écuries. Hg. — VI. Do. Hasard. Lei. — VII. Épée. Tic. Fa. — *VIII.* Es. Marianne. Te. — *IX.* Carmélites. On. — X. Roussi. Snob. Mat. — *XI.* Nuls. Nu. *Érotise.* — XII. Épaule. Art. — XIII. Prêteuses. — XIV. Nées. Rio. Osier. — XV. Ou. Renseigner.

Verticalement

1. Passade. Orner. — 2. Amétrope. Oup. Nu. — 3. La. Ré. Esculape. — 4. Attache. Assurer. — 5. Ness. Mrs. Lèse. — 6. Que. Estaminet — 7. Urticaire. Ers. — 8. Sourcils. *Ouïe.* — 9. *Noé.* RD. Aîné. Soi. — 10. Ai. Entorse. — 11. Viager. Nebo. *Son.* — 12. Entes. Fès. Ta. Se. — 13. Sion. La. Miroir. — 14. Touche. Toast. — 15. *Enrégimenté.* Tri.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 9 janvier :

UNE LOI

● Relative à la répartition des *compétences entre* les communes, les départements, les régions et l'État.

DES DÉCRETS

● *Modifiant le décret du 7 avril* 1971 relatif au collège des magis*trats des cours et tribunaux* et du ministère de la justice ;

● Relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public de diffusion T.D.F.

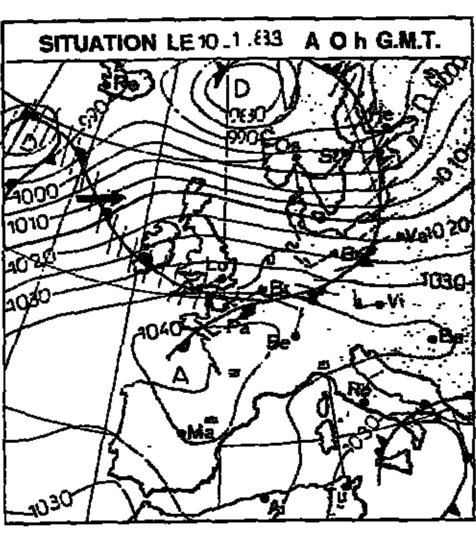
DES ARRÊTÉS

● Relatif au taux de la taxe spécifique perçue sur certains produits pétroliers au profit du fonds spécial de grands travaux ;

● Portant institution d'un comité technique paritaire central à *l'Office national des anciens* combattants et victimes de guerre.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.1.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 11.1.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 à 0 heure et le mardi 11 janvier à minuit.

Les hautes pressions s'installent et se renforcent sur l'ouest de l'Europe, elles sont centrées sur le midi de la France et rejettent les perturbations vers les îles Britanniques.

Mardi, la journée débutera sur la majeure partie du pays dans la brume. Les régions les plus touchées avec bancs de brouillard dense s'étaleront de l'Aquitaine au Massif Central aux régions de la Loire à la vallée du Rhone et au Jura. Ces bancs de brouillard seront souvent givrants.

Sur le bord de la Méditerranée, beau temps bien ensoleillé et doux, 4 à 5 degrés le matin, 12 à 14 l'après-midi.

Au nord de la Loire dans le Nord et le Nord-Est, temps nuageux en marge des perturbations *circulant sur la Manche,* ces nuages resteront épais toute la journée et donneront un peu de bruine sur les côtes de la Manche. Temps très doux, 7 à 9 degrés toute la journée, le vent d'ouest sera modéré.

Sur le reste du pays, au sud de la *Loire et dans le centre, l'après-midi, de* belles éclaircies se développeront, il fera 8 à 9 degrés en général et le vent sera faible.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 10 janvier à 7 heures, de 1 038,6 millibars, soit *779 millimètres de mercure.*

Températures (le premier chiffre indique le *maximum enregistré au cours* de la journée du 9 janvier ; le second le minimum de la nuit du 9 au 10 janvier) : Ajaccio, 15 et 2 degrés ; Biarritz, 7 et 2 ; Bordeaux, 4 et 2 ; Bourges, 7 et 1 ; Brest, 11 et 10 ; Caen, 10 et 8 ; Cherbourg, 10 et 9 ; Clermont-Ferrand, 7 et 0 ; *Dijon, 2 et* 1 ; Grenoble, *5 et* — 1 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 2 et 0 ; Marseille-Marignane, 12 et — 2 ; Nancy, 6 et 3 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 5 ; Paris-Le Bourget, 9 et 7 ; Pau, 11 et 1 ; Perpignan, 14 et 1 ; Rennes, 10 et 7 ; Strasbourg, 6 et 3 ; Tours, 7 et 3 ; *Toulouse, 6 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 29 et* 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 3 degrés ; Amsterdam, 9 et 5 ; Athènes, 13 et 9 ; Berlin, 7 et 5 ;

PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Bonn, 7 et 6 ; Bruxelles, 8 et 6 ; Le Caire, 17 et 9 ; îles Canaries, 19 et 16 ; Copenhague, 7 et 4 ; Dakar, 25 et 15 ; Djerba, 15 et 11 ; Genève, 5 et — 3 ; *Jérusalem, 9 et 4 ;* Lisbonne, 13 et 5 ; Londres, 11 et 5 ; Luxembourg, 3 et 3 ; Madrid, 10 et — 3 ; Moscou, 2 et 0 ; Nairobi, 19 et 13 ; New-York, 2 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et — 1 ; Rome, *15 et 2 ;* Stockholm, *5 et 2 ;* Tozeur, 16 et 9 ; Tunis, 14 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 JANVIER

« L'architecture gothique racontée aux enfants », 14 h 30, église Saint-Julien-le-Pauvre, Mlle Colin.

« Hôtel de Sully et place des Vosges », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Duhesme.

« Notre-Dame », 15 heures, portail central, M. Guillier.

« Bénédictins et Mauristes à Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, façade de l'église Saint-Germain-des-Prés, Mme Pennec,

« Du carré Saint-Louis aux casernes », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis à Versailles, V. Thalbaut (Caisse nationale des monuments historiques).

« Art et religion en Egypte », 15 heures, Louvre, porte Champollion (Approche de l'art).

« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Vaugirard (Arts et curiosités de Paris).

« Monet », 14 heures, Musée Marmottan, D. Bouchard.

« Les primitifs flamands », 11 heures, cafétéria du Louvre, Mme Caneri.

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, poste, Mme Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleur).

« Hôtel de Poulpry », 15 heures, 12, rue de Poitiers, Mme Ferrand.

« Exposition Fantin-Latour », 15 h 30 et 19 heures, Grand Palais, Mme Hager.

« Le Crucifix de Santa Croce », 15 heures, Louvre, porte Denon, Mlle Leblanc.

« Du Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou, E. Romann.

« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le vieux Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30, Musée des arts décoratifs : « Une salle à manger au temps *de Marie-Antoinette* ».

15 heures et 17 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « Jordaens, Van Dyck et le *portrait flamand* » (Peinture et civilisation).

18 heures, 12, rue Vivienne, M. Locquin : « Les phosphènes », et 19 h 45 : « L'après-vie et les traditions anciennes des livres des morts » (Ergonia).

18 h 30, 35-37, rue des Francs-*Bourgeois*, R. de La Coste-Messelière : « Le pèlerinage de *Saint-Jacques-de-Compostelle* » (Maison de l'Europe).

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, F. Lionel : « L'apocalypse *et la mystique des nombres* » (Université populaire de Paris).

20 h 30, centre Georges-Pompidou, A. Verdiglione : « La deuxième renaissance à Paris ».

BREF

TROIS MESURES EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS

Pour promouvoir la vie associative, trois mesures annoncées récemment par M. André Henry, ministre du temps libre, vont entrer en application dans les prochaines semaines. Il s'agit du :

● *Conseil national de la vie associative* (C.N.V.A.). — Il sera créé par décret avant la fin du mois de janvier. Il aura notamment pour tâche de proposer un certain *nombre* de réformes telles que le statut de *l'élu social* et le *congé* du cadre associatif.

● *Fonds de développement solidaire de la vie associative* (F.D.S.V.A.). — Il permettra aux associations de bénéficier d'aides, de garanties, et de solidarités nouvelles. Il aidera les investissements associatifs par des signatures de conventions avec des organismes financiers, notamment l'Institut de développement de l'économie sociale.

● *Contrat d'utilité sociale.* — Conclus entre une association et les pouvoirs publics, les contrats d'utilité sociale définiront des programmes d'actions en assurant leurs financements.

CIRCULATION

PRÉCISION. — Dans l'article intitulé « Contraventions », publié dans *le Monde* du 8 janvier dernier, nous avons reproduit la liste des infractions à la circulation établie par la chancellerie. L'une d'entre elles concernait l'utilisation des feux de position pour circuler de nuit en agglomération. Or, depuis le décret du ministère des transports du 18 juin 1982, l'utilisation des feux de position n'est plus une infraction, les feux de croisement n'étant plus obligatoires la nuit en ville. Elle n'est donc pas passible *d'une contravention de première* classe, comme nous l'avons indi*qué un peu abruptement.*

COLLOQUE

HORIZON AN 2000. — Le Centre *républicain organise, le mercredi* 12 janvier, de 18 h 45 à *20 heures, sa rencontre mensuelle* « Un sujet, un orateur, une heure ». Le *professeur* Alfred Sauvy animera la prochaine rencontre dont le thème sera : « Ce qui va disparaître, demeurer, évoluer et apparaître d'ici l'an 2000 ».

★ Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.

DOCUMENTATION

LES FEMMES ET LES ÉLECTIONS. — A l'occasion des prochaines *élections municipales,* quatre dossiers sont proposés par l'Union féminine civique et sociale : 1) *Si j'étais candidate* (ce qu'il faut savoir *pour se présenter,* fonctionnement de la commune, découverte de la *réalité sociale*) ; 2) *Gestion et budget communal* (les mécanismes budgétaires, les documents financiers, la fiscalité locale) ; 3) *Commune et vie quotidienne* (réponses aux besoins des habitants : logements, urbanisme, vie économique, sociale, culturelle...) ; 4) *Les élections* (loi électorale, modalités des candidatures, programmes des partis...).

Les trois premiers dossiers peuvent être commandés dès maintenant au prix de 40 F chacun + 5 F de port par dossier. Le dossier n° 4 sortira en janvier 1983.

★ Union féminine civique et sociale, 75003 Paris, tél. : 272-19-18, C.C.P. Paris 809-02 T.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
324 F	519 F	715 F	910 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
584 F	1 039 F	1 495 F	1 950 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
364 F	600 F	835 F	1 070 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
436 F	744 F	1 052 F	1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins *avant leur départ.*

Joindre la dernière bande d'envoi à *toute correspondance.*

Veuillez avoir l'obligeance de *rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.*

Le Monde
ECONOMIE

Un choix difficile pour le gouvernement

Comment organiser l'industrie française du téléphone

Alors que les grandes manœuvres dans l'industrie mondiale des télécommunications prennent une nouvelle dimension avec l'alliance qui s'ébauche entre A.T.T. et Philips, le gouvernement français envisage une restructuration de l'industrie française du téléphone. Par ses enjeux à long terme, ses prolongements technologiques et internationaux, ce dossier industriel est sans doute l'un des plus importants que la gauche ait eu à traiter depuis le 10 mai 1981. Par le nombre des acteurs en présence, les différents avis qui s'expriment, il est également l'un de ceux où la décision est le plus difficile à prendre.

AU début des années 70, le téléphone — ce *« gadget »*, *comme avait dit sans rire un* ministre des P.T.T. — était en France l'affaire des grands groupes étrangers. International Telephone and Telegraph régnait à travers deux filiales (la Compagnie générale de constructions téléphoniques et le Matériel téléphonique) sur 42 % du marché de la commutation (les centraux téléphoniques) ; la filiale française du Suédois Ericsson en contrôlait 18 % ; C.I.T.-Alcatel, du groupe C.G.E., et la petite coopérative A.O.I.P. détenaient respectivement 30 % et 10 %.

Sous l'impulsion des P.T.T., le panorama allait profondément changer en dix ans et, à la veille de l'arrivée de la gauche au pouvoir, la situation était la suivante : les deux groupes français, C.I.T.-Alcatel et Thomson, contrôlent chacun 42 % du marché français de la commutation. Le premier fabrique un central électronique « temporel » aux couleurs françaises (le E10), qui a fait une percée sur le marché mondial. Le second, après avoir racheté en 1976 L.M.T. et la Française Ericsson, tente de mettre au point une nouvelle génération de centraux également électroniques (les M.T. 20, M.T. 25).

Cette reconquête ne s'est pas faite sans mal. Il y eut quelques *pas de clerc*, des erreurs coûteuses. Pourtant, un fait demeure : en une *décennie*, *l'industrie française des télécommunications s'est affranchie*, sous la férule des P.T.T., de *sa dépendance financière et technologique* vis-à-vis des groupes étrangers. La gauche allait parachever l'opération en rachetant à I.T.T., en juillet 1982, la C.G.C.T. pour 215 millions de francs.

Désormais, l'État est totalement maître du jeu. Il est le principal actionnaire du secteur, puisqu'il en contrôle, avec la nationalisation de C.G.E., Thomson et C.G.C.T., les *trois principaux groupes. Ceux-ci* couvrent 100 % des marchés de la commutation publique, 70 % des transmissions, plus de la moitié de la téléphonie privée. Il est aussi le principal client de ce secteur puisque les P.T.T. assurent 65 % de la totalité du *chiffre d'affaires de la* branche.

Que faire de la C.G.C.T.

Reste maintenant à déterminer ce que l'on va faire de cette force de *frappe. Le succès de ces dernières* années est fragile. L'avance techno*logique prise avec le temporel peut* fondre comme neige au soleil. La concurrence se fait plus vive. L'arrivée sur le marché mondial du géant américain American Telephone and Telegraph et l'alliance qu'il ébauche avec Philips, les ambitions d'I.B.M. *dans les télécommunications, les* évolutions techniques, obligent à définir une nouvelle stratégie, à transformer l'essai pour placer définitivement, sur l'orbite mondial, l'industrie française des télécommunications. De cela, chacun est conscient, au *sein des pouvoirs publics comme des* entreprises concernées. Mais les avis divergent sur la méthode, les structures, les moyens, à mettre en œuvre.

L'idée de regrouper tout de suite au sein d'une seule entité — Téléphone de France — les secteurs télécommunications des groupes nationalisés a été officiellement abandonnée. Les P.T.T., qui entendent conserver deux fournisseurs, *deux pôles, ont fait valoir leur point* de vue. Pourtant, tout est loin d'être *réglé*, et le débat a rebondi ces dernières semaines à partir des problèmes posés par la C.G.C.T.

Coupée de ses liens avec I.T.T., cette entreprise et ses neuf mille salariés *ne peuvent vivre seuls sans* produits originaux, avec 15 % seule*ment du marché français et des* pertes qui s'accumulent depuis plusieurs années (près de 300 millions de francs en 1982). Il faut assurer le plan de charge de ses usines et dé*terminer quel type de centraux elles* produiront à l'avenir. La C.G.C.T. *doit donc s'amarrer à l'un des deux* groupes français : C.I.T.-Alcatel ou Thomson. Lequel ?

Les tenants d'un rapprochement de la C.G.C.T. avec C.I.T.-Alcatel, *que l'on trouve notamment au ministère de la recherche et de l'industrie,* avancent *quatre grands arguments* :

1) Le central E. 10 de C.I.T.-Alcatel est le seul qui puisse être sous-traité rapidement — d'ici à la fin de 1983 — dans les usines de l'ancienne filiale d'I.T.T. *« Pourquoi charger la barque de Thomson,* explique-t-on, *en ajoutant à ses problèmes ceux de la C.G.C.T. ? Le groupe doit d'abord surmonter les difficultés qu'il rencontre pour la mise au point de ses centraux M.T. 20-25 ; il ne faut pas détourner ses efforts par des questions de réorganisation, de fusion, de surcapacité d'usine, etc. »*

2) *La part de C.I.T.-Alcatel sur le* marché français de la commutation *publique* est maintenant de 45 %. Pour améliorer la compétitivité du E. 10 sur le marché mondial, il faut *« allonger les séries »*. En reprenant la part de la C.G.C.T. — même si cette dernière conservait son identité, — le E. 10 de C.I.T.-Alcatel re*présenterait* environ 60 % des commandes de centraux des P.T.T., Thomson conservant ses 40 %.

3) Les compétences de la C.G.C.T. en téléphonie privée, dans les matériels d'abonnés, seraient *« d'un précieux concours »* pour C.I.T.-Alcatel, *qui a quelques faiblesses dans ces domaines.*

4) Il faut très vite organiser la coopération entre tous les acteurs français du téléphone pour faire face à la concurrence et au défi que serait une alliance A.T.T.-Philips, développer la *prochaine génération de centraux.* Le coût des recherches sur les unités de raccordement numérique, qui constitueront le cœur des futurs centraux, est estimé au moins à 3 milliards de francs. *« On ne peut pas se permettre de disperser les efforts, de financer les recherches sur deux systèmes »*. Or Thomson doit par ailleurs *« faire de gros efforts financiers dans le grand public, les composants, etc. »* Les équipes de recherche de Thomson, C.I.T.-Alcatel, du C.N.E.T. et d'autres *« doivent donc se mettre tout de suite au travail »*. A terme, une certaine répartition des tâches pourrait alors se faire entre les deux grands groupes français — C.I.T.-Alcatel se spécialisant plutôt dans la commutation publique, Thomson s'orientant progressivement vers la périphérie, les systèmes de communication d'entreprises. Chacun des deux groupes pouvant vendre les produits de l'autre.

Pour séduisante qu'elle soit — sur le papier — cette solution a été critiquée dans divers milieux, en particulier aux P.T.T. *« Les centraux des deux constructeurs n'ont pas la même structure et ne répondent pas tout à fait aux mêmes objectifs,* explique-t-on avenue de Ségur. *Les capacités en nombre de lignes des M.T. 25 sont supérieures à celles du E. 10. Nous en avons donc un besoin absolu pour équiper les grandes villes. »* Ainsi, au cours des prochaines années, les commandes devraient-elles *se répartir à peu près* par moitié entre les deux systèmes. Responsables de la bonne marche du téléphone en France, les P.T.T., qui ont passé des milliards de francs de commandes à Thomson, s'inquiètent donc des retards apportés à la mise *au point des M.T. 20-25.*

« Or le rattachement de la C.G.C.T. à C.I.T.-Alcatel sera interprété, qu'on le veuille ou non, en France et à l'étranger, comme un acte de défiance à l'égard de Thomson », le signe que *« le groupe sortira un jour ou l'autre de la commutation publique. Cela ne fera qu'accroître la démobilisation des équipes qui travaillent sur les M.T. 20-25 »*.

Le climat qui règne depuis plusieurs mois au sein de la division téléphone de Thomson n'a pas, à vrai dire, été propice à la mobilisation des équipes. A tort ou à raison, elles ont prêté à certains de leurs dirigeants une arrière-pensée : celle de vouloir *lâcher la commutation publique, qui* coûterait trop cher (les pertes se chiffrent depuis trois ans en centaines de millions de francs chaque année). D'où la démotivation constatée ces derniers mois. D'où également un durcissement - sans doute maladroit - *des P.T.T., qui ont brusquement* réduit, en fin d'année, leurs commandes de M.T. 20-25 et menacent Thomson de lui appliquer les pénalités de retard prévues par les contrats (il y en a pour plusieurs centaines de millions de francs).

Le double objectif des P.T.T.

Opposés viscéralement à toute opération qui viserait, même à horizon lointain, à donner le monopole de commutation publique à un seul constructeur, les P.T.T. poursuivent en fait un double objectif : conserver deux fournisseurs ; obtenir coûte que coûte la mise en service des M.T. 20-25, dont l'abandon serait une catastrophe pour eux. Aussi sont-ils tentés de prendre plus ou moins directement la situation en main.

Leur idée serait de réunir la division *téléphonie de Thomson* (y compris les transmissions) avec la C.G.C.T. *au sein d'une nouvelle société* dont Thomson détiendrait 34 % du capital (avec la possibilité de revenir à terme à 49 %), le reste étant entre les mains de divers établissements financiers, dont la Caisse nationale des télécommunications. *Ainsi, le financement et les pertes du* téléphone pèseraient-ils moins sur les comptes de Thomson-C.S.F. (qui est toujours coté en Bourse), une synergie étant maintenue avec les autres divisions du groupe, notamment les composants et les systèmes militaires.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 21.)

Une baisse inéluctable des effectifs

L'ASPECT social de la réorganisation de l'industrie téléphonique française est *un des points les plus délicats du* dossier. En dépit des développements considérables du réseau, la mutation de l'électromécanique à l'électronique, à partir de 1977, a plongé brutalement l'industrie dans un état de sureffectif permanent. L'automatisation, le déplacement de la valeur ajoutée vers l'amont (les composants électroniques) et l'aval (les logiciels de plus en *plus complexes) bouleversent* les effectifs et les qualifications.

Les grands groupes (Thomson, C.G.E., les Signaux, Matra, C.G.C.T. et Philips) employaient en France 77 100 personnes en 1975, 79 540 en 1977 et 63 000 à la fin 1981. Les P.M.I., après un bond de 1975 à 1977 (de 5 900 personnes à 14 000), voyaient leurs effectifs ramenés à 11 500 *en décembre* 1981. L'emploi croissant d'ingénieurs et de techniciens n'a donc pas compensé, loin de là, les départs d'ouvriers.

Si Philips-T.R.T., Matra et les Signaux s'en sortent relativement bien, les constructeurs de centraux *pour les P.T.T. souffrent* en revanche beaucoup plus. Thomson et la C.G.E. ont perdu 6 000 personnes depuis six ans. La C.G.C.T., passant de *11 000 salariés* à 5 500 (9 000 avec les filiales), a connu la plus forte baisse relative. D'où le climat social très tendu qui règne dans cette entreprise à l'heure où son sort se décide.

E.L.B.

Un regard américain sur la France de M. Mitterrand

La dernière livraison de l'hebdomadaire américain *Business Week* a consacré (*le Monde* du 6 janvier) plusieurs articles, dont une interview du président de la République, à la France de M. François Mitterrand. *« Pour les sociétés étrangères autorisées à s'installer en France, les affaires peuvent être extrêmement rentables »*, estime *Business Week*, qui, sans conclure formellement, s'attache à montrer les ombres et les lumières de l'économie française du point de vue *d'un investisseur étranger*. Il n'est pas indifférent que le président de la République affirme à son interlocuteur américain : *« Il n'y a pas de risque de nouvelle nationalisation dans l'avenir... Durant mon mandat de sept ans, il n'y en aura pas plus. »* Si on prend au pied de la lettre cette déclaration, cela ne devrait-il pas signifier que le parti socialiste, à l'occasion des élections législatives de 1986, ne proposera pas de nouvelles extensions du secteur public ?

Après avoir rappelé les grands traits de ce que la revue américaine appelle fort opportunément le « mercantilisme du vingt et unième siècle », fait *« d'un mélange bien français entre, d'une part, une active intervention de l'Etat dans l'économie et une concentration des efforts sur les technologies de pointe »*, *Business Week* estime que la question la plus importante qui se pose à la France est la détermination de sa politique industrielle. Cette dernière politique n'a pas encore été définie. Aux enquêteurs de *Business Week*, M. Claude Mandil, conseiller de politique industrielle du premier ministre, M. Pierre Mauroy, a déclaré : *« La principale stratégie consiste à ne pas en avoir, c'est-à-dire à laisser les dirigeants des entreprises nationalisées décider eux-mêmes ce qu'ils veulent. »* *Business Week* se contente en définitive de reproduire les intentions exprimées par les représentants du gouvernement français, sans nous livrer sur les points essentiels les conclusions (fussent-elles provisoires) d'une analyse proprement originale.

P. F.

AUSTRALIE

Une économie minée par l'inflation des salaires et des prix

Pour réduire la spirale de l'inflation et des salaires, le gouvernement australien a fait voter par le Parlement, à la mi-décembre, le blocage des salaires des quatre cent soixante-seize mille employés fédéraux pour un an. Il a obtenu des différents Etats qu'ils adoptent *une attitude similaire* ; ceux dirigés par un gouvernement travailliste n'ont toutefois accepté de prendre cette mesure que pour une période de six mois. Le premier ministre, M. Fraser, a d'autre part obtenu de la commission d'arbitrage sur les conflits industriels que ce blocage s'applique également au secteur privé.

SI une expression pouvait bien résumer le comportement national australien, ce serait celle, si souvent employée, de *« She'll be right, mate ! »* (littéralement, *« Elle s'en tirera, mon vieux ! »*). Cette expression date de l'époque des pionniers. Ceux qui s'efforçaient de se bâtir une vie dans ce milieu naturel dur et imprévisible qu'est l'*« outback »* — l'intérieur isolé et souvent semi-désertique — adoptaient un optimisme sardonique. C'était leur première arme pour survivre.

« She'll be right, mate ! » revient aujourd'hui à la mode, à un moment où l'Australie se trouve prise dans la récession mondiale, alors qu'elle souffre également d'une fièvre inflationniste et qu'elle est frappée par la sécheresse la plus grave de mémoire d'homme. Dans un pays où un taux de chômage de plus de 2 % était jadis considéré comme politiquement inacceptable, ce pourcentage atteint 7 %. On prévoit qu'il approchera les 10 % pendant l'été austral — janvier et février — avec l'arrivée sur le marché du travail de jeunes sortis de l'école.

Importante nation commerciale, l'Australie se défend beaucoup moins bien que ses principaux partenaires. L'inflation est de 12,3 % et, le prochain semestre, pourrait être pire. En dépit de cela, le gouvernement a adopté un budget étonnamment discret sur l'inflation. Rejetant l'avis de ses conseillers économiques, il a opté pour une stratégie basée sur la philosophie du *« She'll be right, mate ! »*.

Cette attitude se comprend, car le pays a subi un glissement soudain et inattendu vers la *« stagflation »*. Il y a encore peu, le gouvernement était persuadé que le pays se trouvait dans une position tout à fait favorable pour sortir d'une récession qui s'étendait au reste du monde. Quand il s'était présenté devant les électeurs en octobre 1980, il avait affirmé qu'un *« boom »* — le fameux *« boom minier »* — était au coin de la rue ; ce qui semblait très plausible alors.

La hausse du prix du pétrole brut de 50 % en 1979 avait apporté au pays d'énormes profits. Elle avait rendu les gigantesques dépôts de charbon, jusqu'alors considérés comme dépourvus de marchés extérieurs, commercialisables à un bon prix. Le Japon, principal client en matières premières et « locomotive » responsable en tout premier lieu du développement des exportations au cours des deux dernières décennies, avait décidé de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole au profit du charbon et de l'uranium (abondants en Australie). Dans une moindre mesure, d'autres pays in*dustrialisés avaient commencé* à se tourner vers l'Australie.

Les mirages du « boom »

Le deuxième choc pétrolier a aussi profité à l'Australie dans d'autres domaines. Un important gisement *de gaz offshore* au large des côtes nord-ouest devint rentable, et un consortium international décida de lancer un projet de développement de 8 milliards de dollars. Les producteurs d'aluminium se précipitèrent pour profiter d'une énergie à bon marché fournie par des centrales au charbon ou à la lignite. Les gouvernements des Etats — qui ont *dans leurs attributions* l'énergie — se lancèrent dans de vastes programmes pour attirer les sociétés intéressées par la bauxite, abondante sur place. Du jour au lendemain, une économie fatiguée se voyait bouleversée par la fièvre du « boom ».

Comme par le passé, la promesse de ce *« boom »* avait rapidement fait oublier les mauvais souvenirs. C'est dans le secteur des salaires que ce fut le plus évident. L'Australie a un système à elle de fixation des salaires : les conflits industriels doivent être réglés par une commission d'arbitrage. Celle-ci considère que la fixation des salaires fait partie de ses prérogatives. Une large part de son succès vient de son rôle dans l'élaboration d'un « salaire de base » pour tous les Australiens. C'est ainsi qu'elle est devenue la pièce maîtresse d'un dispositif centralisé.

L'Australie suit le cycle des prix des matières premières. Elle peut se permettre des variations importantes à l'intérieur de ce marché sans trop de douleur. *Mais*, quand l'ensemble du marché évolue dans un sens ou dans un autre, il entraîne l'Australie avec lui. Pendant la période ascendante, alors que les capitaux s'investissaient dans le développement et que le revenu des exportations affluait, apparut une poussée concertée en faveur d'une augmentation des salaires. Le *système des revenus impliquait alors* que les gains obtenus dans un certain secteur se répercutaient ailleurs.

En 1974, quand le premier choc pétrolier entraîna l'économie mondiale dans la récession, l'Australie n'avait pas encore absorbé la vague *d'augmentation des salaires qui* avait suivi la hausse du cours des matières premières des années précédentes. En vue de ralentir ces augmentations, le gouvernement travailliste d'alors avait *défendu* un système d'indexation des salaires. Il avait obtenu l'accord du Conseil australien des syndicats (Australian Council of Trade Unions : ACTU) pour une méthode de fixation des revenus liée à l'augmentation trimestrielle de l'inflation. Comme le chômage augmentait, les syndicats furent satisfaits de pouvoir ainsi préserver leur pouvoir d'achat.

Bien que M. Malcolm Fraser (conservateur), depuis son arrivée au pouvoir fin 1975, ait réduit l'application de cette indexation automatique, ce système a résisté *jusqu'à la crise pétrolière de 1979.* La pression contre l'indexation des salaires s'était accrue d'année en année de la part des salariés travaillant dans les branches dont les profits *étaient supérieurs* à la moyenne et qui entendaient avoir leur part des bénéfices. L'industrie du raffinage pétrolier fut la première cible de ce mouvement. Les syndicats, petits mais militants et disciplinés, obtinrent par la grève des avantages *considérables.* Le coût de ces concessions n'était pas énorme, mais le résultat obtenu dans ce secteur devint l'objectif à atteindre pour les autres syndicats.

La course aux salaires

Les gouvernements des États, qui rivalisaient entre eux pour attirer les raffineries d'aluminium sur leur territoire, *étaient les plus vulnérables.* En Nouvelle-Galles-du-Sud, l'État le plus industrialisé, la situation était d'autant plus délicate que la majorité libérale était étroite. Les travailleurs du secteur énergétique obtinrent de substantielles hausses *de salaires*, avant d'aider les travaillistes, qui leur avaient promis la semaine de trente-cinq heures, à accéder au gouvernement.

La commission d'arbitrage abandonna le système d'indexation après qu'un grand nombre de syndicats eurent obtenu de plus importantes augmentations par des négociations directes avec les employeurs. Cela *avait été rendu possible parce que*, avec la hausse des prix du pétrole de 1979, l'Australie connaissait un nouveau « boom ».

MAXIMILIEN WALSH.

(Lire la suite page 21.)

DESTINÉ A PRENDRE LE RELAIS DES « 5 000 F MONORY »

Le compte d'épargne en actions (C.E.A.) est un placement aussi attrayant pour l'investisseur

Après une longue gestation — et de nombreuses interrogations sur ses modalités exactes, — le compte d'épargne en actions (C.E.A.) a officiellement vu le jour puisque son bulletin de naissance, incorporé à la loi *de finances 1983* (article 66 de la loi du 29 décembre 1982) est paru au *Journal officiel* du 30 décembre dernier.

La création de ce nouveau produit financier répondait d'abord au souci d'éviter toute cassure avec la loi du 13 juillet 1978, plus connue sous le nom de « loi Monory » (M. Monory était à l'époque ministre de l'économie), dont les dispositions, initialement limitées à la fin de l'année 1981, avaient été exceptionnellement reconduites un an de plus. Au-delà *de cette préoccupation immédiate, le compte d'épargne en actions* ne constitue que l'une des pièces essentielles du dispositif d'ensemble destiné à encourager l'épargne immobilisée à long terme (voir encadré sur la loi Delors).

Sans nier le succès indiscutable des « 5 000 francs Monory » qui *ont permis de drainer, entre 1978 et* 1981, vers les marchés financiers quelque 20 milliards de francs (ce qui correspond environ à 10 % de la capitalisation de la Bourse de Paris), dont 12 milliards environ pour les seules actions françaises, les pouvoirs publics ont voulu remédier à l'un des inconvénients constatés *dans* l'application de la « loi Monory » : le peu d'écho entendu *sur le* marché primaire, où les augmentations de capital — source essentielle de fonds propres pour les entreprises — ont été trop restreintes au cours des dernières années.

Dans son principe, *le C.E.A. est relativement simple ; une réduction* d'impôt (et non pas du revenu imposable comme précédemment) importante est consentie, dans la limite de son investissement, *à tout détenteur* d'un compte d'épargne en actions qui accepte de voir son portefeuille bloqué pendant cinq ans.

Au fil des mois, les deux paramètres essentiels (le taux de déduction et les seuils limites) ont subi d'importantes variations. Initialement fixées à 20 % dans la limite de 10 000 francs par an pour une personne seule et de 20 000 F pour un couple, ces conditions ont été jugées trop peu incitatives pour les épargnants visés (ceux des tranches d'imposition à 30 %). *Les parlementaires ont finalement voté une réduction d'impôts de 25 %,* mais dans la limite d'un portefeuille de 7 000 francs pour une personne seule et du double pour un couple.

Un *« coup de pouce » supplémentaire* a été donné en autorisant le cumul de ces déductions fiscales avec l'abattement de 3 000 francs accordé *sur les* revenus de dividendes provenant *d'actions*, et *le* législateur a *admis un système moins pénalisant* que précédemment pour les souscripteurs qui veulent « sortir » du C.E.A. En revanche, un contrôle plus strict des mouvements sur ces comptes a été confié aux intermédiaires chargés de les gérer.

Quel sera l'accueil des épargnants à ce nouveau produit financier ? Il est encore trop tôt pour le dire, d'autant que les banques et les agents de change ont dû attendre les derniers jours de l'année pour avoir le *détail exact des dispositions* approuvées par le Parlement, retardant considérablement la campagne d'information destinée au grand public.

Incontestablement, une faible partie des « monoristes » est décidée à ne pas bloquer à nouveau son épargne et elle a déjà décidé de revendre, son portefeuille constitué depuis 1978, ainsi que l'a démontré la baisse de 2 % constatée à la Bourse de Paris le 3 janvier, première séance de l'année. Par contre, une fois franchi le cap des blocages psychologiques *inhérents à tout nouveau produit* financier, souvent un peu complexe, il est probable que le C.E.A., à la condition impérative d'être bien « vendu » une fois que *les* réseaux *financiers l'auront bien assimilé,* devrait attirer une part importante de l'épargne populaire toujours sensible à sa motivation essentielle : l'avantage fiscal.

SERGE MARTI.

Un avantage fiscal important à condition d'assurer la stabilité de l'épargne investie

● LA PÉRIODE D'APPLICATION DU C.E.A.

Du 1er janvier 1983 à la fin décembre 1987, *soit cinq ans, alors* que la « loi Monory » en vigueur de 1978 à 1981 (de 1978 à 1996 pour les personnes nées avant le 1er janvier 1932) avait été exceptionnellement reconduite pour une année en 1982 en attendant la mise en place d'un système de « relais ».

● LES BÉNÉFICIAIRES

Comme dans le *précédent* système, sont concernés tous les contribuables domiciliés *en France.* Par contre, une restriction est apportée en excluant de ce nouveau régime les personnes redevables de l'impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.).

En instaurant cette sélection, les pouvoirs publics entendent accréditer l'idée d'un véritable actionnariat populaire pour lequel un important effort fiscal est consenti, alors que certains contribuables redevables de l'impôt sur les grandes fortunes peuvent avoir d'autres possibilités de placement telles que les comptes à terme particulièrement bien rémunérés pour les sommes dépassant 500 000 F.

● LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

1) Une réduction annuelle d'impôt égale à 25 % de l'effort d'épargne *consenti dans l'année.* Celui-ci est calculé sur les seuls excédents d'investissements en actions françaises (ou valeurs assimilées) et dans la limite maximum de 7 000 F pour une personne seule (célibataire, veuve, divorcée) et 14 000 F pour un couple marié. Ainsi un achat net de 7 000 F par an permet de bénéficier d'une déduction d'impôt de 1 750 F et de 3 500 F pour un investissement de 14 000 F *dans* le cas d'un couple.

Au titre de l'ancienne « loi Monory », l'avantage fiscal *consistait* à déduire du revenu imposable (et non pas de l'impôt à payer comme c'est le cas pour le C.E.A.) une somme de 5 000 F par an et par foyer fiscal, majorée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F à partir du troisième. Cet avantage fiscal était proportionnel au *taux marginal* d'imposition, soit à titre d'exemple, 1 400 F pour un taux de 20 %, dans le cas d'un couple avec trois enfants 2 100 F pour un taux de 30 %, 3 500 F pour les tranches à 50 % et 4 200 F pour un taux marginal à 60 %.

Dans le cas *présent*, celui du C.E.A., l'économie d'impôt est identique, *quel que soit le taux marginal* d'imposition de l'intéressé, et le système apparaît un peu *plus* juste, l'avantage fiscal étant non plus subordonné au revenu mais seulement à l'effort d'épargne consenti par l'intéressé.

2) La possibilité de cumuler la totalité de cette réduction d'impôt de 25 % avec l'abattement de 3 000 F applicable aux dividendes d'actions. Le cumul avec les « 5 000 F Monory » *était*, jusqu'à *présent*, *limité* à une somme de 3 000 F (précisons à ce sujet qu'il s'agit bien de l'abattement sur les dividendes d'actions et non pas de la franchise applicable aux revenus d'obligations, laquelle a été relevée de 3 000 F à 5 000 F).

3) Le blocage des sommes investies pendant cinq ans (contre quatre ans pour la « la loi Monory », reconduite en 1982, *afin d'assurer la stabilité* de l'épargne investie. L'ensemble du portefeuille d'actions françaises devra être conservé au 1er janvier de l'année qui précède l'ouverture du compte d'épargne en actions (le 1er janvier 1982 si l'ou*verture intervient en* 1983).

L'avantage fiscal attaché au C.E.A. doit correspondre à un réel *effort d'investissement. Pour en bé*néficier, les « monoristes » qui ont acheté régulièrement 5 000 F d'actions ou de Sicav depuis 1978 — en opérant alors les déductions légales sur le revenu imposable — ne peuvent pas compter sur les 25 000 F *ainsi réunis (5 000 F par an sur une* période de quatre ans et une année supplémentaire en 1982) pour alimenter le C.E.A. qu'elles ont décidé d'ouvrir. Il leur faudra donc constituer une épargne nouvelle qui, seule, pourra permettre la déduction d'impôt de 25 % sur les sommes investies.

Les déductions pratiquées par les *contribuables « monoristes »*, à *partir* de 1982, sont considérées comme définitivement acquises au bout de cinq ans. Ainsi, une personne qui pratique une déduction en 1983, au titre d'un achat effectué l'année précédente, pourra céder librement les actions acquises en 1987 *s'il n'a* fait aucun désinvestissement entre 1983 *et 1986*.

Il faut retenir que, *dans la pratique* — et ce n'est là que la simple reconduction du système Monory, — les importants avantages fiscaux consentis impliquent un « gel » des sommes investies pendant cinq ans, durée de vie du C.E.A., c'est-à-dire jusqu'au 1er janvier 1988 pour un compte ouvert en 1983.

Toutefois, et c'est là un point important, ce blocage n'est pas totalement hermétique. Si pendant une certaine période, les ventes au sein du compte d'épargne en actions dépassent les achats, le contribuable *doit restituer* la *réduction d'impôt* de 25 % (conditionnée par un solde *positif* du compte) mais *assortie* d'un abattement de 20 % par année civile de détention du portefeuille.

Exemple : un *couple marié* a investi 10 000 F en 1983, ce qui lui donne droit à une déduction de 2 500 F. Supposons qu'il souhaite vendre deux ans plus tard, en 1985, une somme équivalente (10 000 F). Dans ce cas, il devra reverser au fisc l'avantage fiscal auquel il n'a pas droit, puisque son compte a été né*gatif pendant cette période*, mais en appliquant l'abattement de 20 % pour l'année 1984 au cours de laquelle il n'a pas fait varier son compte.

En clair, il reversera 80 % de la déduction fiscale de 2 500 F, 60 % *s'il vend en 1986* seulement, 40 % en 1987 et ainsi de suite.

Le système Monory permettait de vendre *en cours d'année, quitte* à racheter des montants identiques avant le 31 décembre, mais obligeait, dans le même temps, à réintégrer dans le revenu imposable la totalité des sommes déduites. Le nouveau mécanisme est moins sévère en cas de sortie prématurée, en raison de l'introduction d'une dé*gressivité de la pénalité* (20 % par an), appliquée au prorata du nombre d'années pendant lesquelles a été conservé le portefeuille.

Enfin, la possibilité de « sortir » du C.E.A. a *été prévue* dans le cas de force majeure. La libération sans pénalité est permise en cas de licenciement, de décès ou d'invalidité, ce que prévoyait déjà la loi du 13 juillet 1978. Cette disposition sera étendue à présent au cas de départ en retraite et au licenciement du conjoint.

● L'APPROVISIONNEMENT DU COMPTE

Aucune innovation dans ce domaine puisque le C.E.A., comme les *« 5 000 F Monory »*, peut-être librement alimenté à partir de toutes les valeurs donnant droit à la détaxation telles qu'elles sont mentionnées à l'article 163 *octies* du code général des impôts. Il s'agit des actions françaises (*y compris des valeurs de sociétés* françaises inscrites sur le marché *« hors-cote » de la Bourse de* Paris et des bourses de province dont la liste a *été* publiée au *Journal officiel* du 31 décembre 1982), des actions de Sicav dont le portefeuille comprend au moins 60 % d'actions françaises, de parts de fonds com*muns de placement* (F.C.P.) détenant 75 % d'actions françaises et — le fait est *moins* connu — d'actions non cotées et de parts de S.A.R.L. souscrites à l'occasion d'une opération de constitution ou d'augmentation de capital.

Il est toutefois précisé que, pour bénéficier de la réduction d'impôt, le contribuable pourra incorporer dans son C.E.A. les obligations indemnitaires remises en échange des *titres transférés* à *l'État, en* vertu des dispositions de la loi de nationalisation du *11 février 1982*, qu'il détient ou que possèdent son conjoint et ses enfants s'ils sont considérés comme à charge pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

● LE FONCTIONNEMENT

Depuis le 1er janvier 1983, il est *donc* possible *d'ouvrir* un *compte* d'épargne en actions — mais un seul — auprès d'un intermédiaire financier unique (banque, agent de change), ce qui exclut toute ventilation des achats effectués chez plusieurs gestionnaires.

Chaque année, le détenteur d'un C.E.A. devra établir une déclaration spéciale jointe à sa déclaration de re*venus et* à laquelle seront annexés les états de son compte reçus de son intermédiaire financier.

Ce dernier devra établir un relevé trimestriel (au lieu d'un état mensuel comme *prévu initialement*) du C.E.A. dont le solde devra être nul ou positif. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque le détenteur aura procédé à des ventes en cours d'année, il *se verra* appliquer une pénalité pour l'inciter à reconstituer son *« insuffisance d'épargne » s'il veut* bénéficier de la réduction d'impôt.

La pénalité est calculée sur le *nombre de trimestres à courir avant* la fin d'une année, accroissant d'autant le montant de l'épargne à reconstituer sous forme d'achats d'actions ou d'autres valeurs que l'on est éloigné de la fin du mois de décembre.

Exemple : un titulaire de « compte Delors » qui aurait ouvert un C.E.A. au début du mois de janvier puis vendu 5 000 F à la fin du mois devrait racheter un montant de 20 000 F à la *fin de l'année (5 000 F* de solde négatif multiplié par quatre *trimestres) pour équilibrer son* compte. Par contre, cette obligation de se racheter ne porterait que sur 10 000 F (5 000 multiplié par deux trimestres à courir) si le désinvestissement intervient dans le courant du second trimestre 1983.

Par ce mécanisme complexe (qui n'exclut pas une certaine souplesse à l'intérieur de chaque trimestre), le législateur a voulu pénaliser et donc minimiser les velléités de procéder à des *« aller-retour » comme* la possibilité en était offerte par la « loi Monory » au bénéfice de la simplicité du système. Si le principe essentiel des « 5 000 F Monory » était bien de bloquer l'épargne pendant quatre ans, il n'était pas interdit de la constituer seulement *en fin d'année* (au moment où était établi le relevé des comptes au 31 décembre) et de revendre une partie du portefeuille dès le début de l'année suivante tout en bénéficiant de la déduction fiscale de 5 000 F.

Cette astuce, pratiquée heureuse*ment par un nombre très restreint de* « monoristes » comportait toutefois le danger de déséquilibrer le marché financier entre la fin de chaque année et le début de la suivante. Plus contraignant pour le particulier — et pour le gestionnaire — le nouveau système devrait mettre un terme à cette pratique à partir du 1er janvier 1984.

● LE RÉGIME DES PERSONNES NÉÉES AVANT 1932

Les contribuables nés avant le 1er janvier 1932 peuvent librement choisir entre l'ouverture d'un C.E.A. et le maintien des avantages liés à la « loi Monory ». S'ils optent pour cette dernière solution, la loi du 13 juillet 1978 leur sera appliquée sous certaines conditions :

— Avoir pratiqué au moins une déduction avant le 31 décembre 1981 ;

— Exercer une activité professionnelle (y compris pour le conjoint) au 1er janvier 1982.

Ces dispositions sont appliquables jusqu'à la date de départ en retraite du contribuable ou de son conjoint et au maximum pendant une durée de quinze ans (jusqu'au 31 décembre 1996).

Le montant de la déduction fiscale est alors porté de 5 000 F à 6 000 F à compter de la cinquième déduction (1982 pour les personnes ayant bénéficié d'une déduction en 1978).

● QUELQUES EXEMPLES D'APPLICATION

1) Les contribuables nés après le 31 *décembre 1931* ou *retraités* (le cas le plus courant) :

— Ils ont acheté des actions françaises *régulièrement entre 1978* et 1982 et ils ont maintenu jusqu'en 1987 leur portefeuille à un niveau au moins égal à celui qu'il avait atteint à la fin 1982 : la déduction de 1982 leur est définitivement acquise.

Sur ce point précis, il est bien clair que pour bénéficier de la détaxation au titre de l'année 1982, il convient de conserver pendant une durée de quatre ans (jusqu'au 31 décembre 1986) la totalité du portefeuille, y compris les titres acquis de 1978 à 1981.

— *Ils ont acheté 5 000 F* d'actions françaises de 1978 à 1982 mais revendu une somme de 10 000 F en 1984. Le montant de cette cession doit être ajouté à leur revenu imposable de 1984 mais dans la limite de la déduction opérée en 1982, soit 5 000 F seulement.

— Ils ont acheté 5 000 F d'actions françaises en 1980, l'année suivante et en 1982. Deux cas de figure se présentent.

Soit le contribuable cède la totalité de son portefeuille en 1984. Il doit alors ajouter 15 000 F (trois années à 5 000 F) à ses revenus de 1984 puisque la vente de son porte*feuille* est *intervenue* avant l'expiration de la quatrième année suivant celle de *la première déduction (loi* Monory).

Soit il cède la totalité de son portefeuille en 1985. Il *ne doit* alors ajouter que 5 000 F à son revenu imposable de 1985, après avoir bénéficié d'un report de trois ans de la date de paiement d'une partie de l'impôt dû à raison de ses revenus de 1982.

2) Les ventes à partir du 1er janvier 1983 :

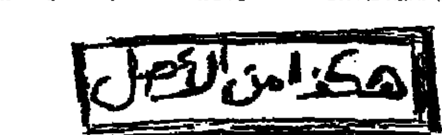
Partant du principe que les déductions *fiscales sont acquises définitivement* cinq ans après la première, un contribuable ayant pratiqué une déduction au titre de 1978 peut céder librement, depuis le 1er janvier 1983, les actions acquises en 1978, 1979, 1980 et 1981, et ainsi de suite d'année *en année*.

Pour les actions achetées en 1982, la déduction fiscale ne sera définitivement acquise qu'au 1er janvier 1987. Entre-temps, tout désinvestissement *partiel ou total constaté en* 1983 entraînera dans le revenu imposable de cette année *la* réintégration de l'excédent des ventes sur les achats effectués en 1983 mais dans la limite de la seule déduction opérée en 1982 (les déductions effectuées de 1978 à 1981 sont définitivement acquises).

La « loi Delors » au « Journal officiel »

La loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, plus communément appelée *« loi Delors »*, a été promulguée le *3 janvier 1983 et ses quarante-neuf* articles publiés au *Journal officiel* du 4 janvier dernier.

Après un premier chapitre consacré aux nouvelles dispositions destinées à faciliter le financement des investissements des entreprises (obligations avec bons de souscriptions d'actions, *possibilités d'effectuer* le paiement des dividendes en actions, *création de certificats d'investis*sement, de titres participatifs et de fonds communs de placement à risques), une seconde partie concerne plus particulièrement la protection des épargnants (surveillance des marchés et des pla*cements dits « miracles »*, sous l'autorité de la Commission des opérations de Bourse), l'article 47 donnant le *« feu vert »* à la création du *« second marché »* appelé à remplacer le *« compartiment spécial du hors-cote »* à la Bourse de Paris dès que la réglementation définitive de ce nouveau marché aura été mise au point.



POINT DE VUE

Rendre les Français propriétaires des entreprises étatisées

par ALAIN MADELIN (*)

La proposition, émanant d'un député de l'opposition, qu'on lira ci-dessous vise à réintroduire, par le biais d'éventuelles dénationalisations, le système de la capitalisation dans le financement normal des régimes de retraite. Les systèmes de capitalisation, que l'inflation a condamnés ou réduits à un rôle marginal, se caractérisent par le fait que les retraites sont payées sur les revenus de l'épargne accumulée, d'où un ajustement des dépenses aux ressources disponibles. Ce sont les actifs d'aujourd'hui qui financent leur retraite de demain, alors que, dans les systèmes de répartition, ce sont les actifs d'aujourd'hui qui paient les retraites d'aujourd'hui. Il s'agirait d'un changement de perspective dont la réalisation ne serait en effet possible qu'à la faveur d'une large diffusion de la fonction d'épargne, grâce à une considérable extension du nombre des actionnaires (un actionnaire sur vingt-trois Français seulement, contre un sur douze Allemands et un sur sept Américains).

L'OPPOSITION veut « dénationaliser ». Elle sait pourquoi, mais elle n'explique pas encore comment.

Voici une proposition précise afin que ces « dénationalisations » ne constituent pas un retour en arrière mais soient au contraire l'occasion d'un *« nouveau progrès social »*.

Il s'agit de *« rendre les Français propriétaires des entreprises étatisées en apportant le capital de ces entreprises à des fonds de retraite par capitalisation »*.

On ferait ainsi d'une pierre deux coups :

— D'une part, on restituerait aux Français les entreprises étatisées selon une méthode offrant de nombreux atouts politiques, économiques et sociaux ;

— D'autre part, on sauverait les retraites des Français.

En effet, les actuels systèmes de retraite fondés sur le mécanisme de la répartition sont menacés.

La chute de notre démographie va entraîner une diminution de la population active au moment où les générations du boom des naissances d'après guerre prendront massivement leurs retraites. Le déséquilibre est certain. Il appelle la modification de notre système d'assurance-retraite et l'introduction de systèmes de retraite par capitalisation.

Or cette idée s'est jusqu'à présent heurtée à la difficulté d'amorcer un système de retraite par capitalisation et de l'articuler avec l'actuel système de retraite par répartition.

Les « dénationalisations » fourniraient une occasion.

La relève des salariés

L'actif net des entreprises dénationalisables du secteur concurrentiel peut être estimé à environ 100 milliards. Une telle somme permet d'amorcer un système mixte de retraite dans lequel des fonds de retraite par capitalisation viendraient s'ajouter à un régime de retraite par répartition de base selon les grandes lignes suivantes :

1°) Création de très nombreux fonds de retraite (mutuels ou paritaires) offrant des *comptes de retraite épargne* en valeurs mobilières par capitalisation ;

2°) Ces fonds recevraient en dotations de départ l'essentiel des actions des entreprises « dénationalisées », la part restante pouvant être offerte au personnel de ces entreprises, et plus particulièrement à leurs cadres dirigeants, sous forme de « stock option plan », ou sous d'autres formes à définir ;

3°) Ces fonds s'attacheraient, bien entendu, à diversifier progressivement leurs portefeuilles. Ils seraient en outre alimentés par des contributions obligatoires et volontaires des bénéficiaires ;

4°) Pour permettre une capitalisation significative, les bénéficiaires des comptes de retraite épargne devraient se trouver à au moins dix ans de l'âge de la retraite ;

5°) La gestion de ces fonds serait confiée à des organismes financiers spécialisés s'attachant, à l'exemple des fonds de retraite aux États-Unis, à répartir leurs engagements avec prudence, sans considérations politiques ou sociales, en évitant de prendre des responsabilités directes dans la gestion des entreprises.

Les avantages d'un tel système sont nombreux :

— D'abord, il permet les « dénationalisations », les plus complètes possibles, à la fois immédiates et en douceur. Les actions des entreprises désétatisées sont — grâce à ce système — réintroduites progressivement, dans les meilleures conditions, sur le marché financier sans que celui-ci soit déstabilisé par une injection massive ;

— Il permet de réintroduire les entreprises étatisées dans l'économie de concurrence en laissant à certaines d'entre elles le temps de réajuster leurs structures et leur gestion ;

— Il amorce une *« mobilisation de l'épargne des ménages au service des entreprises »*, et annonce cette véritable révolution que constituerait en France la relève partielle des capitalistes et de l'État par les salariés dans la formation du capital.

Assurément, la constitution de fonds de retraites capitalisées est le plus sûr moyen pour diffuser une propriété capitaliste restée pour l'essentiel trop longtemps le privilège de catégories sociales étroites.

Cette diffusion populaire de la propriété des entreprises est aussi un moyen efficace pour qu'à terme les problèmes économiques et sociaux soient perçus et abordés d'une façon différente par le monde du travail.

— Enfin, la voie qui consiste à rendre les Français propriétaires des entreprises étatisées, à rendre en quelque sorte à la nation les entreprises confisquées par l'État, est certainement celle d'éviter les nombreux obstacles et d'obtenir un large appui des salariés.

Les autres voies que peuvent emprunter les « dénationalisations » paraissent plus dangereuses, plus difficilement praticables et moins porteuses d'avenir.

Le 21 janvier 1886, Jean Jaurès, alors jeune député du Tarn (il avait vingt-six ans), publiait un article dans *l'Avenir du Tarn* à propos du projet de loi sur les caisses de retraite des ouvriers mineurs.

A ceux qui proposaient la prise en charge des retraites par la société, il opposait alors un système de capitalisation des retraites.

« Le capital aux mains des travailleurs par la voie pacifique et légale, voilà l'avenir », écrivait Jean Jaurès.

Ce rêve vieux d'un siècle peut devenir demain réalité.

Dans l'après-socialisme, avec les libéraux.

(*) Député U.D.F.-P.R. d'Ille-et-Vilaine.

Comment organiser l'industrie française du téléphone

(Suite de la page 19.)

Cette nouvelle société pourrait coopérer avec C.I.T.-Alcatel sur les centraux du futur. Toutefois, les P.T.T. pensent que les choses n'iront pas aussi vite qu'on le croit, et que les frontières ne seront pas aussi nettes qu'autrefois. *« L'époque du grand saut technologique est derrière nous et date du passage de l'électromécanique à l'électronique. La prochaine mutation fondamentale, celle de la commutation optique, ne viendra pas avant dix ou quinze ans. Désormais, l'adaptation des centraux, des systèmes, se fera au fur et à mesure. Il s'agira plus d'une évolution que d'une révolution. »* A la coopération franco-française, on voudrait ajouter, avenue de Ségur, une dimension internationale, chacun des deux groupes français pouvant mener des recherches communes avec un grand constructeur, voire un gestionnaire, de réseau européen.

Les positions des deux ministères apparaissent relativement claires. L'attitude des principaux intéressés — les industriels — l'est moins. Si à la C.G.C.T. les dirigeants, comme une bonne partie du personnel, penchent pour le rapprochement avec Thomson, ce groupe et C.I.T.-Alcatel font, officiellement, la fine bouche. Aucun ne souhaite prendre en charge la C.G.C.T., ses usines, son personnel. *« On veut bien tout au plus*, ajoute-t-on sous forme de boutade, *de son quota de 15 % ! »* Pourtant, au-delà de ces pétitions de principe, le jeu des deux groupes est plus complexe.

Une vieille rivalité

On a vu que chez Thomson un hiatus existait entre la direction téléphone et ses troupes. Le nouveau P.-D.G. du groupe, M. Alain Gomez, doit de son côté faire face à de multiples problèmes (pertes dans la radiologie, restructuration dans les composants, accord avec Grundig, etc.). Sans doute a-t-il été tenté un moment de se retirer de la commutation publique ? Sans doute perçoit-il aujourd'hui tous les dangers d'une telle sortie ?

Rien ne dit, cependant, que M. Gomez ait opté pour telle ou telle solution, chacune présentant pour son groupe des avantages et des inconvénients. Quoi qu'il en soit, même s'il a acquis une *« intime conviction »*, il *« s'interdit de l'exprimer dans une affaire qui relève d'un choix stratégique de la puissance publique »*.

C.I.T.-Alcatel, où les dirigeants ont une longue expérience du *« billard industriel »*, reste, de son côté, marqué par sa vieille rivalité avec Thomson. Voilà sept ans, la société et son central E.10 avaient été victimes d'une insidieuse campagne de dénigrement. A l'époque, Thomson n'était pas le dernier à se gausser des retards et des difficultés de mise au point du E.10. Aujourd'hui, C.I.T.-Alcatel est le premier à suggérer que Thomson s'est fourvoyé avec son M.T. 20-25 et qu'ils feraient mieux de l'abandonner !

La C.G.E., du temps de M. Ambroise Roux, a toujours rêvé de régenter l'industrie électronique française. Nationalisée, ses ambitions demeurent. Aussi C.I.T.-Alcatel serait-elle finalement fort satisfaite qu'on l'oblige à reprendre la C.G.C.T. ... à condition que les pouvoirs publics lui donnent les compensations financières nécessaires. Cette reprise lui apporterait effectivement un marché captif non négligeable. Elle lui permettrait d'affaiblir Thomson, de se poser en *« champion national »* de la téléphonie, voire d'utiliser le groupe de M. Gomez pour satisfaire ses propres ambitions internationales.

« Nous devons entrer sur un des grands marchés européens du téléphone », répète-t-on chez C.I.T.-Alcatel, où l'on regarde vers l'Italie, l'Espagne et surtout vers l'Allemagne fédérale. Or, pas question d'avoir accès aux marchés européens sans l'aval de Siemens. D'où l'idée caressée à la C.G.E. de proposer un échange au groupe allemand : une place outre-Rhin pour son E.10 contre une place en France pour Siemens et ses produits à travers un accord de coopération avec... Thomson.

Pas de vérité absolue

« Il n'y a pas, dans ce dossier, de solution qui s'impose à l'évidence, de vérité absolue », reconnaît-on dans les diverses instances de décision gouvernementales. Quelque peu tendu avant Noël, le climat s'est sensiblement amélioré ces derniers jours. Chacun a *« pris en compte les arguments de l'autre »*. De fait, chacune des hypothèses avancées comporte des risques et repose sur quelques paris. Pourtant, si l'on fait entrer en ligne de compte l'expérience du passé, la personnalité des acteurs et les aspects psychologiques inhérents à ce genre de dossier, on peut se demander si, dans le cas d'un rapprochement C.G.C.T.-C.I.T.-Alcatel, le remède ne risque pas d'être pire que le mal et de se traduire par la sortie, à plus ou moins brève échéance, de Thomson du téléphone.

Le groupe de M. Gomez n'y perdrait pas seulement un marché captif de quelques milliards de francs par an. La « stratégie des dominos » s'applique également à l'industrie. Les frontières s'estompent entre les différents secteurs de la filière électronique. Absent des recherches, de la production, des marchés de la téléphonie publique, Thomson court le risque de perdre peu à peu le contact dans la téléphonie privée, la communication d'entreprise, les transmissions civiles et militaires. Il lui manquera un maillon essentiel pour faire jouer les synergies nécessaires entre les divers secteurs du groupe.

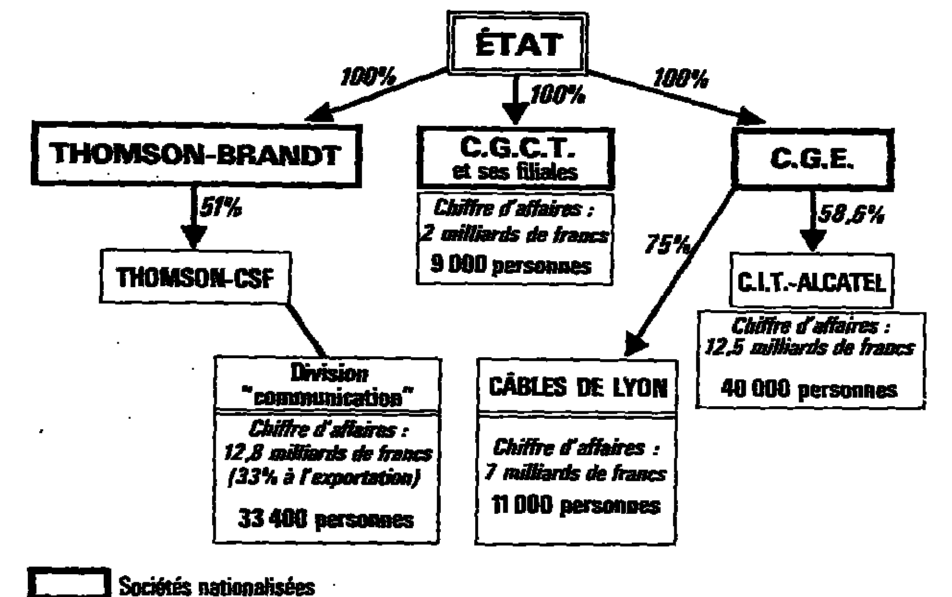
La réunion des équipes de la C.G.C.T. à celles de Thomson, aux origines souvent communes, peut de plus aider à résoudre les problèmes du M.T. 20-25, alors que leur rattachement à C.I.T.-Alcatel risque d'être mal ressenti et de perturber au contraire la production des E.10.

Rationnelle, l'idée de réunir les forces de recherches pour développer un grand central français suscite également quelques craintes. Elle ressemble fort à ce que les Britanniques ont tenté — et plus ou moins raté — ces dernières années, avec leur « Système X ». Rassembler des équipes qui s'affrontent depuis des années ne relève-t-il pas d'une gageure ? Le gigantisme est-il une réponse appropriée ? Ne vaudrait-il pas mieux envisager, pour chacun des groupes français solidement adossés à un marché français qu'ils se partageraient, des coopérations internationales pour le développement des futurs produits ? Thomson, qui négocie déjà avec Philips dans l'électronique grand public, pourrait, par exemple, élargir le champs de ses conversations aux télécommunications, au cas où le groupe néerlandais ne ferait pas affaire avec A.T.T.

La solution préconisée par les P.T.T. présente — elle aussi — des inconvénients. Il n'est pas sain que cette administration se transforme, à travers une société qui serait sous son influence directe, en industriel. Ce n'est ni son métier ni son rôle. Si la solution consistant à rassembler les activités de télécommunications de Thomson et de la C.G.C.T. au sein d'une société paraît astucieuse, il serait cependant souhaitable que le groupe Thomson en demeure clairement le tuteur industriel. Quitte à faire entrer pour moitié des établissements financiers dans le capital de cette filiale. Quitte aux P.T.T à lui donner les moyens nécessaires, notamment par des commandes et des crédits d'études appropriés.

Quelle que soit la décision adoptée par le gouvernement, une chose est sûre : elle engagera pour longtemps l'avenir d'un des rares secteurs de la filière électronique où la France se trouve en pointe sur le marché mondial.

J.-M. QUATREPOINT.



Les chiffres d'affaires sont des estimations pour 1982 et comprennent toutes les activités « communication » des groupes, y compris la bureautique chez C.I.T.-Alcatel.

* La prise de contrôle en 1982 de la société allemande Kabel Metall par les Câbles de Lyon a été payée (pour partie) par une participation de 25 % des actionnaires de Kabel Metall dans la filiale de la C.G.E.

L'économie australienne minée par l'inflation des salaires et des prix

(Suite de la page 19.)

C'est dans ce climat que l'industrie métallurgique signa avec les syndicats un accord prévoyant une hausse des salaires et la réduction du temps de travail à trente-huit heures. Comme on s'en aperçut plus tard, l'augmentation des salaires dans la métallurgie coïncida avec le début de la récession aux États-Unis et avec la réduction de la croissance au Japon.

Forte réduction des investissements

Le Japon réduisit ses importations de fer et de charbon. La demande d'autres minerais (cuivre, zinc, plomb, nickel, étain) baissa, entraînant les cours avec elle. Le nombre des raffineries d'aluminium fut ramené de sept à trois, qui fonctionneront sans doute bien au-dessous de leur capacité. Les nouveaux projets miniers fondés sur une évaluation optimiste des besoins japonais ont été repoussés à plus tard. Le développement de la production énergétique a été réduit.

La rapidité avec laquelle l'emploi a été affecté par la crise a surpris presque tout le monde. Le taux officiel de chômage cache en partie la gravité de la situation, car beaucoup de femmes et de personnes âgées ont aussi perdu leur emploi. En dépit des résistances des syndicats, les travailleurs de nombreuses branches font la semaine de quatre jours ou sont mis au chômage technique temporaire. L'industrie métallurgique a été la plus frappée parce qu'elle se trouvait en expansion et qu'elle avait été à l'avant-garde du mouvement d'augmentation des salaires.

A la récession est venue s'ajouter la sécheresse qui frappe presque tout le pays. Dans certaines régions, elle dure depuis quatre ans. Les agriculteurs ont vu leur revenu baisser d'environ 50 % en 1982. Bien que le secteur primaire ne représente que 5 % du P.I.B., il constitue une des principales ressources en devises. Les effets les plus dévastateurs de la sécheresse ne se feront pas sentir avant 1983. Les stocks de blé sont suffisants pour honorer les contrats en cours. Le cheptel bovin et ovin a été réduit, mais les prix de la viande sur le marché local ont pu rester bas. Mais, quand il faudra reconstituer les stocks, le prix des produits alimentaires montera en flèche.

La baisse des prix des matières premières, combinée avec les pertes causées par la sécheresse, a soumis la balance des paiements et le dollar australien à de fortes pressions. L'important déficit courant a été compensé par de considérables entrées de capitaux étrangers. Cet afflux a été favorisé par un taux d'intérêt élevé, bien plus favorable que celui offert ailleurs.

Le dollar australien s'est aussi dévalué. Le risque auquel ont fait face les investisseurs étrangers se trouve contrebalancé par l'importance des taux d'intérêt offerts. Les officiels australiens ont été surpris par cet afflux de capitaux étrangers, en particulier nippons. Les investisseurs traditionnels sont en effet américains ou britanniques. Beaucoup de ces fonds japonais se sont placés en obligations émises par les gouvernements des Etats. On pense, dans les milieux officiels, que les Japonais entendent durablement investir en Australie.

Un budget « électoral »

Si cela est vrai, ils aideront l'Australie à maintenir une balance des paiements présentable, en dépit des difficultés commerciales. Mais si les capitaux nippons se révélaient frileux, prêts à prendre le large à la moindre alarme, les effets pourraient être catastrophiques.

En août, le gouvernement avait décidé de présenter un budget d'apparence neutre, qui contenait en réalité toute une série de mesures électoralistes : réduction de l'imposition sur le revenu, hausse des avantages sociaux et des subventions accordées à ceux qui ont emprunté pour acheter leur maison. Les implications de ces mesures pour le prochain exercice sont sérieuses, et l'on s'inquiète déjà dans l'administration que le gouvernement ait abandonné son projet d'élections anticipées. En effet, deux « budgets électoraux » de suite accroîtraient dangereusement le déficit.

Cette tactique gouvernementale doit beaucoup, elle aussi, à cette mentalité du « *She'll be right, mate !* ». Tandis que les experts du trésor pressaient le gouvernement d'adopter un budget sévère afin de réduire l'inflation, ses conseillers politiques lui suggéraient une tout autre ligne. Selon eux, la pression en faveur des augmentations de salaires s'effondrerait devant les effets de la récession, réduisant parallèlement l'inflation. Tenter de la freiner brutalement serait non seulement dangereux politiquement, mais cela signifierait aussi que la génération présente supporterait tout le poids de la récession au profit de la suivante. Toujours selon eux, les richesses de l'Australie sont telles que ce n'est pas un taux d'inflation un peu trop élevé qui menacera sa capacité à long terme de s'emparer des marchés mondiaux.

De tels arguments ne sauraient convaincre les secteurs minier et agricole, qui trouvent que les coûts de production posent des problèmes énormes sur un marché international où la compétition est vive. Mais ils séduisent les hommes politiques que terrifient les implications pour l'emploi d'une stratégie budgétaire et monétaire brutale. Le processus d'ajustement naturel produira sans doute les mêmes résultats. Mais il sera moins traumatisant, car plus étalé dans le temps.

En l'absence de toute politique convaincante pour ressusciter l'économie australienne après une période de déflation, les hommes politiques pourraient, après tout, ne pas avoir tort. Il est même possible que la réduction des heures de travail, qui impliquera nécessairement une baisse des revenus réels, soit la voie qu'empruntera la société dans les pays développés. On a parfois l'impression que l'expression « *She'll be right, mate !* » sonne plus comme une prière que comme une prédiction confiante !

MAXIMILIEN WALSH.

NOTES DE LECTURE par Alfred SAUVY

● GILBERT ÉTIENNE. – Développement rural en Asie. Les hommes, le grain et l'outil.

Il est bien utile de connaître l'hindi, l'urdu et le dari, du moins quand on voyage en Asie du Sud sans se contenter du confort des Hilton. Dans cet ouvrage, dédié à Pierre Gourou, l'auteur, qui a réagi avec clairvoyance contre *« une Chine trop rose et une Inde trop noire »*, ajoute à ces deux grands pays trois autres moins fréquentés, Pakistan, Bengla-Desh et Afghanistan. Selon une *méthode comparable à celle de* René Dumont, il préfère à des statistiques contestables l'étude sur le terrain de cas représentatifs, suivis avec *soin*. Nous vivons et mesurons.

La misère des autres n'est supportable qu'à distance ; or l'éloignement géographique a perdu son sens depuis que quelques heures d'avion suffisent pour se rendre dans les autres continents. Mais, cependant, pas de disculpations pharisiennes ; tout *lecteur* est à même de juger, au sens le plus précis du terme.

Dans cette lutte permanente pour l'eau ou contre l'eau, nous retenons particulièrement l'aventure des semences de haut rendement : critiquées bien légèrement par des moralisants, la « révolution verte » a sauvé l'Asie du Sud du désastre. Plus de quinze ans après la grande menace de famine, les Indiens ne sont peut-être guère mieux nourris, mais ils sont 200 millions de plus. Comme dit le populaire, « il fallait le faire ». Quand *l'économie va, est-il précisé*, les pauvres ne perdent pas, mais si elle fléchit, ils sombrent.

Sans doute eût-il été utile de mettre plus en vue la lutte, déjà trentenaire, contre l'exubérance, notamment par les stérilisations.

Il faudra bien des progrès économiques au Bengla-Desh, bien des progrès aussi dans l'usage des méthodes antinatales, pour éviter le sort du fameux radeau. Guère plus avancé dans cette voie, le Pakistan, mais il dispose de plus de terres.

Voici le drame de l'Afghanistan, soumis *lui aussi à un débordement démographique*, sur des plateaux sans pactole. C'est peut-être, de tout l'ouvrage, la description la plus prenante, *tant* le pays est mal connu et se prête mal, aujourd'hui, à l'enquête.

Remarquable vidéo, *suivi* sans *fatigue* et qui n'encourt que le reproche de brièveté.

★ « Tiers-monde ». IEDES. Paris 1982. 24 cm, 277 pages, avec les cartes. 150 F.

● I.D.A. ÉTUDE RÉTROSPECTIVE. – Les deux premières décennies de l'Association internationale de développement.

Elle a déjà *vingt ans, cette association*, étroitement liée à la Banque mondiale en vue d'assurer une aide par des voies libérales. *Trente-six pays distributeurs* et soixante-dix-huit pays à aider. La préface du président W. Clausen est suivie d'un *compte rendu illustré, présenté* avec *soin* et clarté, de l'action exercée, des difficultés rencontrées, des échecs et des réussites.

Vingt-cinq tableaux statistiques complètent ce document historique de premier intérêt, où la démographie n'est pas oubliée.

Bibliographie : Ouvrages et périodiques d'organisations internationales.

★ Economica et Banque mondiale. Paris. *Washington* DC *et Tokyo, 1982. 26,5 cm.* 156 pages.

● HENRI LEPAGE. – Vive le commerce.

Il y a quelques années, nous avons eu, en réaction contre les plaintes écologistes, un réconfortant « Vive la société de consommation ». Par une antithèse non moins conforme au temps, c'est aujourd'hui une réhabilitation de Mercure.

Après une spirituelle préface de M. Robert Lattès, *relatant une aventure*, dont le consommateur est, en quelque sorte, le héros, viennent les quatre parties de l'ouvrage, *selon une disposition qui ne s'imposait* pas absolument. Fond permanent : l'assimilation du commerce à une production ou, *plus exactement*, à *une phase* de la production, car celle-ci est un tout. Dans cette division du travail, le consommateur joue son rôle et assume, si l'on ose dire, *sa* fonction, ce qui rend précieux son temps et utile sa « productivité », d'où le consumérisme. Peut-être était-ce là une occasion de regretter que, dans notre société comptable, le « temps perdu » par le non-professionnel n'entre pas dans les comptes nationaux, omission fatalement onéreuse, à la longue.

La publicité ne joue pas – est-il précisé – le rôle qui lui est souvent attribué de despote, créatrice de besoins, mais elle ne peut pas se contenter d'être *informative*. Nous voici loin d'E. de Girardin.

Loin également de Boucicaut, nous voyons la justification des grandes surfaces et suivons leur progression, en regrettant quelque peu l'emploi complaisant du terme « discount », hameçon plus attirant évidemment que son synonyme « rabais ».

Elargissant ses vues, l'auteur en vient aux services, productifs certes, eux aussi, *mais sans mentionner – nous* le *regrettons* car l'occasion était belle ! – combien le niveau trop élevé des rémunérations, au mépris *des lois du marché, est générateur de* chômage. Peut-être, ce domaine quasi vierge s'ouvre-t-il à l'auteur de *Demain, le capitalisme*.

Bibliographie sélective, qui va de Hayeck à Galbraith, en passant par Lévy-Garboua, sans mention, toutefois, du libéral Liberman, inséparable de sa « perte sociale ».

★ Dunod. Paris, 1982. 22 cm, 163 pages. 69 F.

● XAVIER GREFFE, JEAN-NOËL JEANNENEY et divers. – L'impôt.

Le voici, une fois de plus, ce sujet si émouvant, si éprouvant, si raboteur d'intelligence, *ou du moins de raison*. Son importance justifie, sans doute, l'exception que nous faisons, en analysant ce numéro spécial de la *revue Pouvoirs*. Parmi les douze articles sur le sujet, retenons particulièrement celui de J.-N. Jeanneney : toujours soucieux de *laisser le lecteur rendre le jugement*, il nous relate la bataille de l'impôt progressif sur le revenu, en France. Nous sourions certes..., et cependant, quelques pages plus loin, un ministre du cabinet Mauroy, M. Michel Jobert, nous propose simplement de supprimer ce même impôt. A l'inverse de tant d'autres, il *suggère* un remplaçant : une forte T.V.A. progressive (selon le critère de non-nécessité, à l'instar de N. Kaldor), *doublée d'un impôt... sur le* capital, plus apparenté, semble-t-il, à celui de M. Allais qu'à celui de M. Fabius.

MM. M. Sylvain et J.-P. Huchon n'ont pas redouté de s'aventurer (tout comme le pouvoir lui-même) dans la masse que représentent la taxe professionnelle et la taxe d'habitation. Et, cependant, cet impôt historique sur le nid ne reçoit pas l'analyse simple qu'il mérite. Les deux autres auteurs s'échappent finalement hors du filet.

Fiscophile assurément, mais non fiscomane, comme d'autres le disent, M. Pierre Uri s'élève contre la conception du « plafond national » en matière fiscale, mais, cette fois encore, le sanctuaire des carburants reste hors de pensée.

Mentionnons aussi les « Vues générales » de Xavier Greffe (bonne présentation), *le* rôle du Parlement particulièrement en matière douanière, par Christian Pierret, rapporteur général *du budget de* la commission des finances de l'Assemblée nationale, « L'impôt sur les grandes fortunes », où A. Tcheckay reprend les arguments courants, sur un ton affectif et sans justifier la surimposition des ménages, « L'utilisation de la fiscalité », de G. Hispalis, mieux tenu. Enfin, selon C. David, il y a, de même qu'une façon de donner, une façon de prélever.

Quelques tableaux, rassemblés par R. Bertrand, complètent cet ensemble, qui ne fera l'unanimité ni en sa faveur ni à son encontre.

★ *PUF, Paris, 1982. 21,5 cm, 207 pages.* 57 F.

● GEORGES LEFRANC. – Visages du mouvement ouvrier français.

Un militant, un historien, une haute *culture, un pionnier et, qualité combien* plus rare, un homme courageux.

Sont rassemblés ici en trois parties : « Jadis, Naguère, Aujourd'hui », une douzaine de textes, dont quelques inédits, tous propres à nous faire oublier l'heure : le jeune apprendra, le vieux sourira ou froncera les sourcils, et, en tout cas, *revivra*.

Parmi les études d'« Hier » se détache le Jean-Jaurès, vu par Marcel Sembat et revu par le docteur Pierre Collart. Dans le « Naguère », relevons d'abord l'aventure scabreuse de la scission néosocialiste de 1933, qui, après avoir « épouvanté » Léon Blum, *versera quelque* peu dans la collaboration, pour être rachetée par la tenue de Paul Ramadier.

Plus prenantes encore, les lignes, dites *« trop courtes »*, sur l'échec du Front populaire. Trop courtes ? Peut-être, mais trois chiffres suffiraient cependant, le volume de la production industrielle à trois dates : septembre 1936, à *la* veille de la *dévaluation*, décembre 1936, à la veille des quarante heures, et octobre 1938, à la veille de l'action de *Paul Reynaud. Les citations* données de Léon Blum confirment sa haute conscience et sa connaissance des hommes, à l'opposé, malheureusement, de la connaissance des choses. Dignes d'intérêt, également, la nature de ses désaccords avec *Léon Jouhaux. Mais Pierre Mauroy* marche-t-il toujours la main dans la main avec Edmond Maire, ou avec André Bergeron ? La lecture nous conduit finalement à l'évocation de la suite d'illusions berçant les Français de ce temps, illusions qui devaient, dit l'auteur, durer jusqu'en août *1939*. Disons plutôt jusqu'en juin 1940.

Dans la troisième partie, plus âpre puisque le drame est en cours, figure une étude *inédite* sur les si « *originaux* » syndicalistes français, révolutionnaires ou réformistes *(« changer, sans que la machine s'arrête »)*.

Et nous terminons sur une question vive : le numéro de la République vers laquelle nous allons sera-t-il le VI ou V bis ?

Précieux index des noms cités.

★ Presses universitaires de France. Paris, 1982. 21,5 cm, 232 pages. 105 F.

● JEAN-MARC ELA. – L'Afrique des villages.

Interrogé sur l'Afrique noire, plus d'un Français répond qu'il la connaît, ayant passé trois jours à Dakar. Cette vaste région, dont les parties les plus proches sont à trois heures de Paris, comme naguère Le Havre, mérite un examen plus sérieux. C'est à quoi nous convie le jeune Camerounais, *en faisant ressortir* le sacrifice des hommes des campagnes, c'est-à-dire des producteurs vitaux, au profit des villes et *des administratifs... Comme l'a montré, il y* a déjà près de vingt ans, René Dumont, les coloniaux ont été remplacés par les hommes des bureaux. Santé, revenus, culture, tout est agencé selon les mêmes règles. Bourgeoisie d'Etat ? En tout cas, inégalité si profonde – résultat « du développement du sous-développement » – que les paysans de cette Afrique se nomment eux-mêmes le « cul du monde ». A défaut de ressources, *nous leur avons transféré notre langue.*

En fin d'ouvrage, un appel aux paysans, pour qu'ils prennent leur destin en main.

★ Karthala. Paris, 1982. 21,5 cm, 217 pages. 68 F.

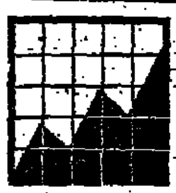


	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

A.D.I.T.E.S.

ORGANISME CONFÉDÉRAL C.G.T. AYANT POUR VOCATION D'AIDER A LA CRÉATION D'ENTREPRISES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES

recherche :

DIPLOMÉ H.E.C. OU SCIENCES PO (ECOFI)

pour le poste de :

DIRECTEUR

DÉFINITION DE POSTE :

* MISSION : direction, coordination et animation d'une équipe d'intervenants, chargés d'aider à la création d'entreprises coopératives ouvrières.

* TACHES : réception et évaluation des demandes d'intervention ; planification du travail des intervenants ; suivi de l'évolution des dossiers ; relations avec les pouvoirs publics et les établissements financiers, éventuellement avec les sociétés d'études.

PROFIL DU CANDIDAT RECHERCHÉ :

* FORMATION : diplômé H.E.C. ou Sciences PO (Ecofi), âgé de 25 ans minimum, justifiant d'une première expérience d'entreprise de 3 ans environ.

* QUALITÉS DEMANDÉES : organisateur, rigoureux, efficace, sens politique, apte à l'animation d'une équipe, esprit militant.

Adr. lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à :

Chef du service confédéral
« ÉCONOMIE SOCIALE » C.G.T.,
263, r. de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS recherche

1 DIRECTEUR

DE SUCCURSALE

pour son agence de

BORDEAUX

ayant une expérience approfondie dans le domaine du groupage et de l'affrètement ainsi que dans les transports routiers.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous nº 20.885 à : La publicité française, 23, av. de Neuilly, PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

DIRECTEUR GENERAL

AGRO-ALIMENTAIRE

recherchons GESTIONNAIRE très actif pour usine située en localité très isolée, sera responsable de la croissance et des résultats.

Nécessité d'être motivé par l'intérêt du travail et le haut niveau de la rémunération.

Adressez lettre manuscrite + CV + photo à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transm. sous réf. 47-35.



Futur président-directeur général — 500.000 F

Cette société française produit et commercialise des biens durables de consommation. Elle réalise un chiffre d'affaires de 250 millions de francs et obtient de très bons résultats financiers. Elle exporte plus de la moitié de sa production et sa notoriété est mondiale. Son président directeur général *recherche un directeur général adjoint pour préparer sa succession. Ils constitueront* ensemble la direction générale de cette entreprise qui se caractérise *par des structures souples, légères et opérationnelles. Ce poste s'adresse à un* cadre dirigeant maîtrisant tous les aspects de la direction d'une entreprise et *capable d'en assurer le développement stratégique.* Agé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur et pratiquant couramment l'anglais, il aura acquis son expérience au sein de sociétés industrielles et commerciales opérant internationalement dans le secteur des produits de consommation. La rémunération annuelle, de l'ordre de 500.000 francs, tiendra essentiellement compte de la valeur et du potentiel du dirigeant retenu. Ce poste est basé à Paris. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2297M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur du marketing — 320.000 F

Produits grande consommation - région ouest - Cette société agro-alimentaire, filiale d'un important groupe international, entretenant une forte notoriété et occupant la toute première place sur ses marchés recherche son directeur du marketing. Membre du comité de direction et sous l'autorité du directeur général il aura à concevoir et à proposer une politique de développement et d'investissement à court, moyen et long terme dont il sera chargé de la mise en œuvre. Responsable de la politique produit, il veillera en permanence à optimiser les objectifs de rentabilité. Il proposera des stratégies de développement et de diversification afin d'assurer la profitabilité immédiate et future de la société. Pour cela il bénéficiera de la synergie internationale du groupe et s'appuiera sur une équipe marketing très structurée, comprenant notamment quatre chefs de produit dont il aura à initier et à contrôler les projets. Il entretiendra des *relations constantes avec l'ensemble des services et principalement* avec les ventes, la recherche et le développement, le contrôle qualité *et le contrôle de gestion. Ce poste convient à un professionnel du marketing*, diplômé de l'enseignement commercial supérieur (HEC, ESSEC,...), âgé de 30 *ans minimum et possédant une expérience affirmée de la fonction acquise* impérativement dans les produits de grande consommation. Par sa maîtrise des techniques et sa compétence dans l'animation des hommes il saura s'imposer à une équipe de haut niveau professionnel et se faire admettre au sein du Comité de Direction. La pratique de la langue anglaise est impérative. Le salaire annuel de départ, selon les compétences acquises, sera de l'ordre de 320.000 francs. Ecrire à J.B. FOURNIER. Réf. A/1186M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Direction finances-gestion — Compiègne

MATRA MATRA-ELECTRONIQUE (400 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale du groupe MATRA située à la Croix-Saint-Ouen près de *Compiègne, est spécialisée dans la production d'ensembles électroniques* sophistiqués destinés principalement à la branche militaire du groupe. Elle recherche le responsable de son département finances-gestion. Dépendant du Directeur Général, il fera partie du Comité de Direction et sera en liaison avec la Direction Financière du groupe. Il supervisera une dizaine de personnes dont trois cadres, (comptabilité générale, gestion clients, contrôle de gestion) et veillera particulièrement à l'amélioration des outils de gestion existants en bénéficiant d'un matériel informatique performant en cours d'évolution. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'enseignement *supérieur (HEC, ESSEC,...), possédant une bonne expérience de la gestion* acquise dans un contexte industriel. La rémunération tiendra essentiellement compte du potentiel offert. La taille et le dynamisme du groupe offrent d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2288M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur général adjoint de pmi — 300.000 F

Alsace - Cette entreprise textile de 250 personnes réalise un chiffre d'affaires de 50 millions de francs, en progression de 20% par an, et dispose des équipe*ments les plus modernes. Pour renforcer un encadrement très léger, elle* recherche le collaborateur direct du président directeur général. Ses missions *principales seront d'ordre technique : il s'efforcera d'améliorer la productivité* des ateliers, il terminera la mise en route des investissements importants réalisés cette année. Mais il sera également un gestionnaire rigoureux et ferme qui saura coordonner l'action de l'ensemble des services, avec le souci permanent de la satisfaction des clients, des marchés, du contrôle des coûts, et des relations humaines dans l'entreprise. Nous recherchons un ingénieur (chimiste, électro-mécanicien, etc...) de plus de 35 ans, ayant déjà occupé un poste *important en production dans une unité de taille semblable et tenté par des* responsabilités de gestion d'un plus haut niveau. Nous proposons une rému*nération de l'ordre de 300.000 francs selon l'expérience. Le poste pourra* déboucher sur la direction générale complète de l'entreprise. Ecrire à R. SPIELER. Réf. A/6167M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

directeur des productions

INDUSTRIE DU PRET A PORTER — 250.000 F +

Nous fabriquons et commercialisons du PAP haut-de-gamme. Notre développement nous conduit à renforcer nos structures industrielles. Nous créons le poste de Directeur des Productions. Ce nouveau collaborateur, basé dans l'une de nos usines, coordonnera les fabrications de 3 unités (600 personnes), supervisera les approvisionnements matières premières, la fonction méthodes, les calculs de prix de revient, l'ordonnancement-lancement. Ce poste nécessite une expérience élargie *de Direction d'usine importante, dans le secteur de l'habillement. Le poste est basé dans une grande* ville universitaire de l'Ouest de la France.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 226.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur administratif et financier

à 30 ans 180 000 F +

Nous sommes une P.M.I. (**C.A. : 60 MF**). Nous fabriquons et commercialisons des **produits ELECTRO-ACOUSTIQUES de haute performance.**

Notre réputation est excellente sur le marché des moyens de communication spécialisés, tant civils que militaires.

Notre nouveau Directeur Général recherche un homme dynamique et créatif pour mettre en place, en *collaboration avec lui, une politique nouvelle de gestion et de développement.*

Il aura en priorité à créer un système d'analyse des prix de revient, à améliorer les procédures comptables et à mettre en place un outil de contrôle de gestion.

Une expérience en comptabilité industrielle acquise en P.M.I. est indispensable. *La connaissance des marchés publics serait appréciée, ainsi qu'une expérience en gestion du personnel.*

Lieu de travail : banlieue Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la référence DAF/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Une entreprise de production et de distribution du secteur agro-alimentaire, filiale d'un important groupe international, recherche son :

DIRECTEUR FINANCIER

Il sera chargé de la coordination, du contrôle et de l'animation des services administratifs, financiers et comptables de la société. Il assurera la responsabilité de la présentation des différents documents comptables.

Un de ses principaux objectifs sera d'organiser les services administratifs, financiers et comptables en tenant compte de l'appartenance de la société à un groupe international. Il devra connaître avec précision les méthodes de « reporting » anglo-saxonnes.

Titulaire d'un D.E.C.S. complet, il possédera une pratique de la fonction de plusieurs années, acquise en entreprise. Une expérience en cabinet d'audit serait appréciée.

Agé de 30 ans minimum, il aura une très bonne connaissance de la langue anglaise, écrite et parlée. Le poste est à pourvoir dans la région Sud-Est de la France.

Les candidats enverront leur c.v. (sous référence 82104), en indiquant leurs prétentions, au cabinet de conseil chargé de cette recherche :

Ernst & Whinney Conseil
150 boulevard Haussmann 75008 Paris

DOM-TOM

PATRON HAUT SALAIRE

300 000F

+ logement + voiture + intéressement.

Pour diriger usine avec *partie agricole et partie commerciale.*

Nous recherchons un Gestionnaire rigoureux, de bon sens et attentif au profit.

Possibilité de contrat *de 3/5 ans avec réinsertion en Métropole* en fin de contrat.

Adresser lettre manus. C.V. sous réf. 55325 Contesse Publicité *20 av. de l'Opéra* 75040 Paris Cedex 01

Directeur général de PMI dans le Sud-Ouest

Pour prendre immédiatement la tête d'une entreprise avec plusieurs établissements et un CA de 100 MF. Une production variée - des moyennes séries surtout et de l'unitaire - intégrant une partie de sous-traitance. Une clientèle privée et publique, d'où une stratégie commerciale et une distribution diversifée s'appuyant sur une très bonne image de marque.

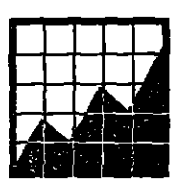
A travers des responsabilités de direction polyvalente, vous êtes devenu apte à maîtriser un ensemble de cette taille. L'idéal serait, quelle que soit la durée de votre expérience, que vous ayez la pratique de la production de moyennes séries dans des secteurs tels qu'*équipements de plein air*, loisirs, nautisme, sports... Il faudrait aussi que vous soyez très ouvert à la gestion et conscient que la meilleure entreprise ne vit pas sans clients.

Nous avons demandé aux consultants de SIRCA de rechercher ce professionnel ; en vous recevant, ils complèteront votre information sur notre activité. Nous comptons aussi sur eux pour trouver la personnalité bien trempée qui va endosser cette responsabilité opérationnelle : pas l'homme qui recherche la sécurité à tout prix ou la rente de situation, mais celui qui aime se battre et que l'enjeu stimule. Nous lui offrons aussi de travailler au bord de la mer et d'être rémunéré à un très bon niveau. Merci d'adresser votre candidature sous référence 112 840M en précisant votre délai de disponibilité.



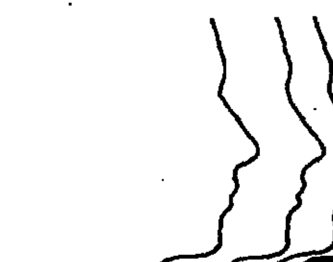
Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Jeune Directeur de Personnel ou Consultant expérimenté

Nous sommes l'un des cabinets conseil ayant la plus forte notoriété en France.

Nous recherchons actuellement pour notre département "recrutement et analyse de structures" un consultant expérimenté ou un jeune directeur du personnel capable de manager l'ensemble des activités du département dans le secteur **"INDUSTRIE ALIMENTAIRE"**.

En plus d'une formation évidemment supérieure, cette fonction suppose un haut niveau de connaissance des entreprises industrielles ainsi qu'une personnalité affirmée et un fort tempérament commercial.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 8212 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115. rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

Un important groupe de l'industrie agro-alimentaire cherche

le directeur général

de l'une de ses filiales (CA 250 MF, 1500 clients, siège en grande banlieue Nord-Ouest de Paris) disposant d'une complète autonomie de gestion.

Véritable patron de PME, *ce directeur général assume l'ensemble des* responsabilités commerciales, financières, humaines.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes dirigeants, ESC par exemple, connaissant *la distribution ou l'alimentation et ayant fait leurs preuves à la tête d'un centre de profit.*

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4273 LM).

■

notre directeur de la logistique dans le Centre-Ouest

Nous sommes une affaire de premier plan de la distribution (CA annuel supérieur à 2,5 MMF). L'un de nos problèmes majeurs consiste à gérer la chaîne complète de distribution de plusieurs millions de produits par an, ainsi que l'ensemble des infrastructures de l'entreprise.

Agé d'au moins 35 ans, ingénieur diplômé (ECP, AM...), vous avez réalisé et géré des systèmes logistiques performants reposant sur l'informatique.

Dans un premier temps, nous vous confions la gestion et l'exploitation de nos systèmes : très rapidement, vous devrez concevoir, réaliser et gérer l'ensemble *de nos systèmes de demain, fortement décentralisés. Pour cela, nous* vous proposons un budget (140 MF/an), une équipe (350 p.), un important programme d'investissement : nous avons besoin de votre talent.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4258 LM) à «Carrières d'Ingénieurs».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

REGION DE NANCY

Notre client est la filiale industrielle d'un Groupe International.
Elle recherche un

directeur administratif et comptable

pour sa plus importante usine en France (2000 personnes). Le titulaire du poste dépendra directement de la Direction générale, supervisera une équipe de 25 personnes et sera un membre actif du Comité de Direction. Il aura sous sa responsabilité la comptabilité générale et analytique, la fiscalité, le contrôle de gestion ainsi que le reporting *mensuel*.

Le candidat recruté sera diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce et/ou DECS), aura une expérience d'au minimum 8 ans dans la fonction et parlera l'Anglais.

Veuillez envoyer votre C.V. à **MARIE-JO MARTIAL**
sous réf. 311-M 4 avenue Marceau, 75008 Paris,
en indiquant votre salaire actuel
et *un numéro de téléphone*
pour faciliter le contact.

Directeur des ventes

Présentons-nous d'abord : filiale à 100 % d'un des plus grand groupe français. Une gamme ultra-complète de produits à proposer et démontrer à des laboratoires de recherche et de contrôle le plus souvent *par un réseau de distributeurs. Sur notre marché une très large première place.*

Votre responsabilité maintenant : Direction des ventes - France. Vous répondez devant le Directeur Commercial des objectifs décidés, des moyens choisis, des résultats. Vous animez 2 Chefs de Vente et à travers eux *un réseau Paris et province de spécialistes* qui savent de quoi ils parlent. Vous êtes naturellement en relation avec les Chefs de Produit, les usines, les achats...

Parlons enfin de vous : vous êtes un professionnel de la vente par réseau de distribution (revendeurs, grossistes...). Vous savez par expérience donner de l'ardeur à une équipe et gérer un chiffre d'affaires, des marges, une rentabilité. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, et parlez anglais ce qui vous facilitera la promotion. *La connaissance du milieu scientifique serait un atout appréciable.*

Merci de nous avoir lu et de confier votre dossier à SEFOP sous référence DV 176M *qui nous connaît bien et peut vous éclairer.*

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur d'établissement Ingénieur Centrale, AM...

L'OFFRE :

- La responsabilité complète d'un établissement performant de 100 millions de C.A. *disposant d'une très grande autonomie (centre de profit).*
- Vous appuyant sur une équipe performante, vous assurerez la réussite technique sociale et économique de votre établissement.

VOUS AVEZ :

- Une formation d'ingénieur (Centrale, AM ou équivalent).
- Une **expérience réussie** de la production, si possible dans une activité à *dominante mécanique.*
- La position actuelle d'un numéro 2 qui veut progresser ou même d'un directeur d'unité qui se sent "à l'étroit".

NOUS SOMMES :

- Un groupe très connu du secteur de l'emballage (1100 personnes - 500 millions de C.A.).
- L'établissement au sein duquel se situe l'offre est implanté en **Seine-Maritime,** à proximité de la mer.

Il s'agit de notre plus grande usine.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 207202 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115. rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

Société Internationale de produits de grande consommation *recherche pour sa filiale Marocaine à* **CASABLANCA** *son*

Directeur des ventes

Directement rattaché à la Direction Générale avec laquelle il élaborera la politique marketing, il assurera la promotion des ventes et animera la Force de Vente.

Nous souhaitons un homme de 30 à 35 ans, de formation Sup de Co ou équivalent et ayant déjà une expérience de la vente et du commandement. 3 mois de stage sont prévus à la Société mère à Paris avant l'entrée en fonction.

Merci d'adresser candidature, CV, photo et prétentions sous réf 8988 à Média-System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

DIRECTEUR D'UNE USINE DE BONNETERIE

300 PERSONNES — MARNE

Nous sommes un important Groupe Bonnetier. Nous recherchons **LE DIRECTEUR** de l'une de nos usines, qui est décentralisée et *fabrique des pull-overs de haut de gamme,* sous une marque de renommée mondiale. Dépendant du Directeur de Production, il aura sous sa responsabilité les 300 personnes de cette unité de fabrication dont la majorité *de l'effectif est féminin.*

Il dirigera l'ensemble des services de fabrication tricotage et confection, méthodes, entretien général et participera à *l'élaboration* de la politique sociale.

Il aura pour mission d'assurer la production en quantité, délai, au *meilleur prix* et sera responsable de son budget et de ses plans d'investissements.

Ce poste conviendrait de préférence à un *diplômé d'une école de textile ou AM,* ayant des aptitudes au commandement et le sens des relations humaines.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 2209 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

COTE ATLANTIQUE

L'entreprise fabrique des biens de consommation familiale, et a une forte notoriété nationale.

Elle recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Il animera en prise directe la cellule marketing, le responsable des ventes aux *centrales, le réseau-terrain, l'administration* **commerciale.**

Il rapportera au *PDG sans intermédiaire.*

Agé de 45 ans environ, interlocuteur familier de la grande distribution, il aura à son actif, quelle que soit sa formation supérieure possible, un cursus d'opérationnel *indiscuté.*

En échange d'une parfaite discrétion, *prière d'adresser un CV très complet,* avec photo, références, fourchette de rémunération à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 sous référence 55807.



emplois internationaux emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer) (et departements d'Outre Mer)

Produits Diagnostics Analyses Médicales

RESPONSABLE ZONE EXPORT

Moyen-Orient - Extrême-Orient

Cette Société, leader *dans son secteur,* fabrique et commercialise des réactifs diagnostics pour analyses médicales. Le développement de ses ventes à l'exportation *la conduit à créer un poste de* Responsable Zone Moyent-Orient, Extrême-Orient.

Sous l'autorité du Directeur Export, il prend en charge la responsabilité du développement des ventes en accord avec la stratégie *et les objectifs globaux.* Il propose alors des objectifs et les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir (prospection, mise en place de nouvelles structures commerciales, promotion des ventes...). En outre, il est chargé du soutien et de l'animation des réseaux de distribution déjà existants, en particulier au niveau de la formation et du contrôle des vendeurs.

Nous souhaitons *rencontrer* un *jeune* candidat possédant une formation scientifique de bon niveau, si possible déjà familiarisé avec le milieu de la *biologie médicale (réactifs, instrumentation).* Son dynamisme, sa disponibilité, seront ses principaux atouts pour réussir à ce poste.

L'anglais courant est nécessaire. *Le poste est basé à Paris,* mais de fréquents déplacements à l'étranger sont à prévoir (50 % du temps). Les possibilités de *développement* du poste et les conditions *offertes* sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12508 H à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

- **Laboratoire Français**

CADRE EXPORT

Cette Société, *dont les ventes à l'exportation représentent plus de 20 %, développe* plusieurs gammes de réactifs disgnostics à l'usage de Laboratoires d'Analyses *Médicales, Cliniques, Hôpitaux.*

Sa très forte progression à l'exportation (100 % en 1982) la conduit à rechercher un *nouveau collaborateur. Directement rattaché au Directeur Export, il intervient de* façon ponctuelle à la demande des responsables de zones en soutien technico-commercial au *niveau des distributeurs* : formation et animation de forces *de ventes,* réalisation d'argumentaires, adaptation des produits aux appareils des L.A.M. hôpitaux, cliniques... suivant les pays.

Bon vendeur, bon technicien, il joue également le rôle de Chef de Produit Export en réalisant des études de marché dans les pays où il intervient.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'une trentaine d'années : il est diplômé d'études supérieures (biochimie, immunologie, biologie...) et justifie d'une expérience de 2 ans *minimum dans ce domaine ou est technicien supérieur* de laboratoire expérimenté.

L'anglais courant est nécessaire. Une certaine connaissance de l'espagnol serait appréciée.

Le poste est basé à Paris mais nécessite une disponibilité presque totale (70 % déplacements).

La taille de l'Entreprise, son développement, font que les possibilités d'évolution de carrière sont nombreuses et variées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12508 G à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

LE PARLEMENT EUROPEEN

Le Parlement européen recherche

traducteurs

free-lance

d'expression française pour la traduction à domicile à partir des langues allemande, anglaise, danoise, grecque, italienne et néerlandaise des textes du compte rendu in extenso de ses débats.

Adresser curriculum vitae et photocopies des titres ou diplômes *au : Parlement européen,* Service de Recrutement, Boîte postale 1601, *L-1016 LUXEMBOURG,* pour le 24 janvier 1983 au plus tard.



CAMPENON BERNARD

(C.A. 5 Milliards 18.000 personnes)

recherche pour la **COLOMBIE**

INGENIEUR ELECTRICIEN

chargé de la conception et de la réalisation du réseau électrique d'un très important chantier de **Travaux Souterrains** - Alimentation 115.000 v - 2 *sous-stations* 13.000 v - *Puissance* installée supérieure à 10.000 KVA.

Une formation d'ingénieur, complétée par une expérience de préférence de l'étranger, est nécessaire. La connaissance de l'espagnol serait un avantage.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence *734 M* à l'attention de

Monsieur RENOTTE
CAMPENON BERNARD
92/98, Bd Victor Hugo 92115 CLICHY.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

PETROCONSULT E.T.T.
recherche pour l'étranger

INGÉNIEURS EN CLIMATISATION

Expérience : travaux neufs entretien, mise en route de groupes frigorifiques, conditionnement d'air.
Bilingues ANGLAIS.
Adresser C.V. 25, rue Jean-Giraudoux, 75116 PARIS — Téléphone : 720-66-76.

Poste à pourvoir en HOLLANDE (Domaine spatial) recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Connaissances appréciées : électronique — mécanique et mesures.
ANGLAIS INDISPENSABLE.

Env. avec C.V., photo et prét. à nº 56.948 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

PETROCONSULT E.T.T.
recherche pour l'étranger

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS-MÉCANICIENS.

B.T., M.T. courant faible, 5 ans d'expérience en chantiers T.P.
Bilingues ANGLAIS.
Adresser C.V. 25, rue Jean-Giraudoux, 75116 PARIS.
Téléphone : 720-66-76.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour poste Afrique Noire francophone

CADRE COMPTABLE

D.E.C.S. ou équivalent expérience professionnelle O.M. appréciée.
Libre rapidement.
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prétentions sous nº 3.816 L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02.

Société américaine cherche

DOCUMENTALISTE

Très expérimenté. Lieu de travail Afrique de l'Ouest.
Contrat 2 ou 3 ans au moins.
Dix ans d'expérience en microfilmage et banque de données.
Poste requiert formation du personnel.
Adresser C.V. et prétentions s/nº 0.588 le Monde Pub., services ANNONCES CLASSÉES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE INTERNATIONAL recherche

JEUNE HOMME

FORMATION SUPÉRIEURE

(Ecole de commerce, maîtrise de gestion DECS, etc...) si possible avec quelques années d'expérience pour assurer le contrôle de gestion de la filiale en Allemagne

Lieu de résidence Hambourg. Allemand courant indispens.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8.981 à Media System, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



ZAKUM DEVELOPMENT COMPANY

UNITED ARAB EMIRATES

ZADCO, A MAJOR OIL COMPANY IN ABU DHABI - UNITED ARAB EMIRATES - IN CHARGE OF DEVELOPMENT AND PRODUCTION OF (UPPER ZAKUM) A NEW LARGE OIL FIELD OFFSHORE AND SOPHISTICATED OIL TERMINALS ON ZIRKU ISLAND, PROPOSE THE FOLLOWING ATTRACTIVE POSITIONS IN PRODUCTION, MAINTENANCE AND TELESYSTEM...

PRODUCTION

Sr. Production Programmer (3000$ - 3750$) Ref. 279 M.
Location : Abu Dhabi
B.Sc. in Engineering or equivalent with 10 years of experience in the Oil Industry, at least 5 of them should be in establishing and monitoring long-term and short-term oil and gas production, and some experience of Planning and Programming function with Computer assistance.

Oil and Gas Movement Coordinator (2300$ - 2850$)
Location : Abu Dhabi Ref. 280 M
University Degree in Chemical Engineering, Petroleum Engineering or Business Administration and 10 years of experience in Coordinate oil and gas movement either in Production and field or in performance and follow-up supply operation in an industrial Company.

Asst. Superintendent Production (3350$ - 4150$)
Based on Zakum Field Ref. 281 M
B.Sc. in Petroleum Engineering or equivalent with 7 years operating experience including 2 years in a Senior Supervisory Position directing, supervising and coordinating activities related to Production and water injection.

Senior Supervisor Field (2700$ - 3300$) Ref. 282 M
Based on Zakum Field
Secondary School education preferably those with post Secondary Technical Diploma and 15 years of experience on petroleum field, mainly in down-hole operations as well servicing, well testing, control and safety devices maintenance including at least 5 years in a supervisory level.

Plant Shift Supervisor (2300$ - 2850$) Ref. 283 M
Based on Zakum Field.
Secondary School education preferably those with Post-Secondary Technical Diploma with 8 years of experience in Oil Field/refinery in supervising operation of production plants and installations, including at least 2 years as a Senior Panel Operator and 1 year in a Supervisory level. Some knowledge of computerized process follow-up and data acquisition system is required.

Well Head Platform Surface Operation Supervisor (1900$ - 2300$) Based on Zakum Field Ref. 284 M
Secondary School Technical Education level with 7 - 8 years experience in Offshore Production and surface operation of which 3 years in Supervisory level.

Well Head Platform Maintenance (1900$ - 2300$)
Based on Zakum Field Ref. 285 M
Secondary School Technical Education followed by 2-3 years Technical Diploma in Mechanical or Electrical fields with 7 - 8 years experience on Oil Field operations including 2-3 years at supervisory level. Good knowledge and experience in Oil, Gas and water production and Injection equipment Operation and related technology is required. Good knowledge of Offshore context

Supervisor Down Hole Operation (1900$ - 2300$) Ref. 286 M
Secondary School level of Technical education with 5 - 7 years of cable work and servicing experience on Offshore operations including 3 years at least in a supervisory level.

Senior Panel Operators (Process and Utilities) (1900$ - 2300$) Based on Zakum Field and Oil Terminal on Zirku Island. Ref. 287 M
Secondary Technical education, preferably those with higher technical education. At least 7 years wide experience as Process Operator on an Oil Field or in a sophisticated Processing Plant including 2 years as Panel Operator. An experience of the start up of Oil field or terminals will be an advantage. Thorough knowledge of Oil Production or Processing operation is required.

MAINTENANCE

Instrument and Mechanical Senior Supervisor (2300$ - 2850$) Based in Abu Dhabi Ref. 288 M
Post Secondary Instrument, Electrical or Mechanical Diploma and 10 years of relevant professional experience including holding of significant supervisory position both on site and in a methods section or B.Sc in relevant Engineering with 5 years of experience. Good knowledge of materials on site. Candidates should be able to define maintenance procedures and schedules and to organize maintenance cost control.

Instrument Supervisor Lab. (2100$ - 2600$) Ref. 289 M
Based in Abu Dhabi
B.Sc in Electronics or Instrumentation with 5 years in Electronics System Maintenance experience including some supervisory experience and 2 years of experience in repair printed circuit board and test apparatus (workshop). Good experience in process control and experience in PDC 2000 Honey Well and Programmable logic Controller will be an advantage

Senior Instrument Technician Laboratory (1900$ - 2300$)
Based in Abu Dhabi Ref. 290 M
Post Secondary Diploma in Electrical Engineering or Electronics (HND level or equivalent) with 5 years of experience on printed circuit boards in Laboratory. Soldering experience on module is required. Experience in process control and experience on TDC 2000 Honey Well and programmable logic controller will be an advantage.

Senior Technician Laboratory (1900$ - 2300$) Ref. 291 M
Based in Abu Dhabi
Post Secondary Diploma in Electronics or Electrical Engineering (HND level or equivalent) with 5 years experience on repair or study on printed boards in Laboratory. Soldering experience on module is required. Experience on Computer and/or peripherals will be a definitive advantage. Applicants should have good knowledge of Micro Processor Hardware and programming

Instrument Senior Supervisor (2700$ - 3300$) Ref. 292 M
Based on Zakum Field (Offshore)
Post Secondary Technical Diploma or Engineering in Electronics or Instrumentation with 10 years of experience, 5 of which in operational supervisory position in the Petroleum Industry (8 years experience for B.Sc graduates) Good practical knowledge of Telesystems as well as "Conventional" Instruments is required.

Instrument Senior Technician (1900$ - 2300$) Ref. 293 M
Based on Central Complex on Zakum Field.
Post Secondary Technical Diploma in Instrumentation or Electronics or equivalent with 5 years of professional experience in day to day Instrument Maintenance Operations on the field as well as locating and replacing faulty instrument. Applicants should be acquainted with production process

Maintenance Superintendant (3350$ - 4150$)
Based in Zirku Island Oil Terminal. Ref. 294 M
M.Sc. in Engineering majoring in Electromechanics and a broad technological background and 10 years of experience including several years of operational responsibility covering all the fields of specialization (Electricity, Mechanics, Instrumentation, and Electronics). Good knowledge of the equipment on site. Applicants should be able to supervise and coordinate all the necessary actions and maintenance operations on site carry out maintenance costs of machines and equipment.

TELESYSTEM

Senior Supervisors (Electrical, Telemetry, Instrumentation and Mechanical) (2700$ - 3300$)
Based in Zirku Island Oil Terminal. Ref. 295 M
Post Secondary Technical Diploma (or B.Sc. Degree) in relevant specialization i.e. Electrical, Electronics, Instrumentation and Mechanical with 12 years of Professional experience in Operational field in a Supervisory level in Oil industry or 8 years of relevant experience for B.Sc graduates. Applicants should be able to carry out daily implementation of (Electrical, Instrument, Telesystem and Mechanical) maintenance in the plant or the workshop and solve the related technical, coordination or personnel problems.

Instrument and Telemetry Senior Technician (1900$ - 2300$) Based in Zirku Island Ref. 296 M
Post Secondary Technical Diploma in Instrumentation or Electronics with 8 years of professional experience, including 5 years of carrying out repairing preventive maintenance of programmable logic controllers and analyzers. Acquaintance with Production Process is required.

Instrument and Telemetry Workshop Senior Technician (1900$ - 2300$) Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 297 M
Post Secondary Technical Diploma in Electronics or Instrumentation with 5 years of professional experience including field work and experience as instrument technician in a workshop. Acquaintance with Production Process is required.

Telesystem Supervisor (2100$ - 2600$) Ref. 298 M
Based in Zirku Island Oil Terminal
Post Secondary Diploma (HND level or equivalent) in Electrical Engineering or Electronics with 10 years experience in Computer Systems and peripherals or B.Sc. Degree with 5 years experience. Applicants should ensure proper working of Computer and carry out preventive and corrective maintenance.

Data Control Senior Technician (1900$ - 2300$)
Based in Zirku Island Oil Terminal Ref. 299 M
Post Secondary Diploma (HND level or equivalent) in Electronics or Instrumentation with 5 years of experience on Electronics Instrumentation associated with computers and peripherals. Good experience in locating faulty cards or any faulty items and replace them on equipment (DANIEL/HONEYWELL SYSTEMS.) Knowledge on mechanical equipment associated to peripherals will be an advantage

Superintendant Field Telesystem (2700$ - 3300$) Ref. 300 M
M.Sc. or B.Sc. in Electronics or Electrical Engineering or equivalent with 10 years experience on Computer and Peripherals, preferably on Data General Products (12 years experience for B.Sc) including some years in a supervisory position.

Supervisor Telesystem Remote Terminal Unit (2100$ - 2600$) Based on Zakum Field Ref. 301 M
Post Secondary Diploma in Electronics or Electrical Engineering (HND level or equivalent) with good knowledge of diagnostics and 8 years of experience on Telemetry and Instrumentation (B.Sc graduate should have 5 years of experience). Applicants should be able to find faulty items and carry out preventive maintenance

Engineer Master Terminal Unit - Field Control Centre (2400$ - 3000$) Based on Zakum Field Ref. 302 M
B.Sc in Electronic Engineering with 8 years of experience on Computer and disc memories preferably on Data General products. Experience in fault finding using the tools available including software diognostics.

PERSONNEL BASED IN ABU DHABI

will receive Tax Free Salaries and excellent furnished family accommodation. Free comprehensive medical services and generous children educational assistance will be offered and 42 - 48 days Annual leave with free Air Passages to the Employee and family to country of origin.

LANGUAGES

English is the official language in the Company. Applicants should be able to speak and write English especially Technical terms.

PERSONNEL BASED OFFSHORE

will be fully accommodated on a bachelor basis with excellent European free food. Sporting and recreational facilities are available Offshore and leave will be on rotation 6/4 weeks (Zirku Island Position) and 4/4 weeks (Offshore Platform on Zakum field) with free air passage to the country of origin. In addition to that an Offshore allowance will be added to the salaries.

APPLICATIONS

Hand written detailed application written in English and quoting the job and its reference number, with photocopy of educational and experience certificates, passport photocopies and a recent photograph should be sent to:

HEAD OF RECRUITMENT AND SELECTION
P.O. BOX 6808, ABU DHABI, U.A.E.

MAROC

Ingénieur d'affaires — Hydraulique-G.C.

Filiale Marocaine d'un important Groupe Français, notre Client est considéré comme l'un des Grands de son secteur d'activité. Le tenant actuel du poste "Ingénieur d'Affaires" au Maroc évoluant dans le Groupe, en France, nous recherchons son homologue.
Relevant de la Direction, ce cadre sera responsable d'un véritable "Centre de Profits" (C.A. 22.6 millions de FF). Il en assurera la gestion globale sur les plans : - Commercial (Clients, Fournisseurs) - "Matériel" (engins, ateliers) - Humains (chantiers) - L'autonomie, le sens de l'organisation la connaissance des hommes et un "savoir faire" commercial sont indispensables. Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur (hydraulique, TP ...) de nationalité française, âgé de 28 à 35 ans, dont l'expérience (professionnelle et d'un pays du maghreb) et le fort potentiel lui permettront d'être opérationnel à la suite du recouvrement prévu. La rémunération sera à la hauteur des responsabilités confiées.

Nous vous garantissons la plus totale discrétion et ne soumettrons votre dossier qu'avec votre accord.
Madame Christine SANQUER vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature, photo et prétentions en rappelant la référence CS/1031.
Les entretiens auront lieu à Paris



MANAGEMENT DEVELOPMENT
113, Av. Mers Sultan - CASABLANCA - MAROC

---

contrôleur de gestion
DAKAR

Vous êtes un jeune et excellent technicien de la gestion qui souhaite développer son expérience dans une grande entreprise qui lui permettra de jouer un rôle clé dans la rénovation de ses Systèmes d'Information de Gestion. Vous êtes également très sensible à la qualité de la vie et pour l'obtenir vous seriez prêt à vous expatrier.

Un holding financier et industriel vous propose de vous détacher temporairement dans l'une des plus grandes sociétés sénégalaises pour assister le Directeur Financier (lui-même détaché) dans la mise en place du plan de rénovation des systèmes d'information de gestion, plan qui vient d'être élaboré.

Vous aurez un statut d'expatrié avec les avantages qui y sont rattachés.

On exigera de vous une formation supérieure, une solide pratique de la comptabilité analytique en milieu industriel, une expérience des systèmes de gestion informatisés, du contrôle budgétaire et de l'organisation, administrative et comptable ainsi qu'une capacité prouvée de direction d'équipes.

Votre C.V. détaillé avec salaire actuel devra être adressé sous réf. 7783-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

JEUNES INGENIEURS & TECHNICIENS SUPERIEURS

Profitez de l'essor d'un grand groupe industriel dans
LE DOMAINE PETROLIER
Nous créons des postes de :

FIELD ENGINEER
BASE MANAGER

pour la maintenance de nos systèmes de
TELESUPERVISION
de puits pétroliers à l'étranger.

Vous êtes diplômés en
INSTRUMENTATION, ELECTRONIQUE ELECTROTECHNIQUE
et souhaitez commencer votre carrière dans un *grand groupe industriel, en expatriation.*
Après une formation en FRANCE votre mission (1 à 2 ans) se déroulera sur des sites à l'étranger (AMERIQUE DU SUD, MOYEN ORIENT) ou votre responsabilité s'étendra aux domaines technique, gestion, relations clients, ...

ESPAGNOL ET/OU ANGLAIS indispensables.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous Nº 8354/M à PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 PARIS
qui transmettra

L'ARCA

Organisme réunionnais de formation pour adultes sous-qualifiés et sous-actifs recherche

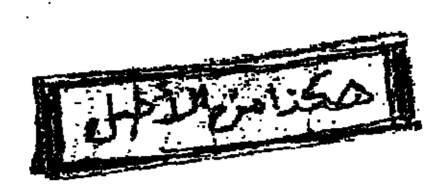
2 RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES POUR

- coanimer ses formations de formateurs sur le plan technologique, pour l'un, sur le plan des relations humaines, pour l'autre ;
- coanimer en équipe sa recherche et sa production pédagogique.

Niveau de formation minimum :
- brevet de technicien supérieur ou équivalent, pour l'un.
- maîtrise en sciences sociales ou équivalent, pour l'autre.

Expérience professionnelle :
- ayant participé à des actions de formation pour le développement culturel et technologique en milieu traditionnel :
- connaissances des départements et territoires d'outre-mer souhaitées langue(s) et culture(s).

Salaire annuel proposé : 120.000 F
Lieu d'activité : Saint-Denis-Réunion.
Disponibilité : février 1983.
Les candidats doivent écrire à : ARCA, B.P. 935, 97479 Saint-Denis Cedex en joignant curriculum vitae, exposé des motivations.





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

AFRIQUE, ARABIE, MALAISIE.



CAP SUR NOS GRANDS CHANTIERS

- Directeur technique
- Directeur de travaux
- Directeur administratif et comptable
- Directeur matériel et services généraux
- *Directeur menuiseries*
- Directeur lots techniques
- Ingénieur préfabrication
- Conducteurs de travaux
- Chefs de chantier
- Chefs d'équipe
- Ingénieurs matériel, électromécaniciens, mécaniciens.

Vous êtes l'un de ces professionnels ?
S.G.E.C. souhaite vous rencontrer. Écrivez à Philippe Benoit,
S.G.E. Construction. 23, rue du Pont des Halles
Chevilly-Larue - 94536 Rungis Cedex.
Traitement confidentiel des candidatures.

**Jeunes ingénieurs grandes écoles (Centrale, Ponts, T.P., A & M), vous êtes attirés par l'exercice rapide de responsabilités. Cette annonce vous concerne également.*

S.G.E., n° 1 des Entrepreneurs Français de B.T.P.

BRGM LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES

établissement public français à vocation internationale, recherche, pour le compte de la Commission de la mer Rouge

UN RESPONSABLE
du Centre de Documentation de la Saudi Sudanese Red Sea Joint Commission (RSC) en Arabie Saoudite

Chargé des contacts avec les autorités de la RSC et les utilisateurs du Centre de Documentation, il sera responsable du bon fonctionnement du Centre, de la gestion de la bibliothèque et de la maintenance du fichier bibliographique.
Il participera à l'automatisation de ce dernier et à l'installation de banques de données factuelles (océanographie, sédimentologie, géophysique, économie minière, biologie...).

Les candidats, documentalistes confirmés, seront spécialisés en Sciences de la Terre et devront présenter une expérience dans la constitution ou la maintenance d'une base ou banque de données. Bonnes connaissances de l'anglais indispensables.

Le poste est à pourvoir en avril 1983 à JEDDAH. Statut BRGM assuré avec avantages d'expatriement.

Adresser lettre de candidature avec CV, références et prétentions à l'A.N.P.E. sous réf. 1931 à l'attention de M. PONCEAU, 165, boulevard de Châteaudun 45042 ORLÉANS CEDEX.

Emplois et Entreprises

CATRO

EXECUTIVE MARKETING MANAGER

Our client, a rapidly expanding marketing company dealing mainly in the truck, trailer and construction related equipment industry, has an exceptional opportunity for a proven marketing executive and leader.

Based in Paris, the successful candidate will be required to undertake feasibility studies in transportation and construction in Middle East/North African countries and will work with Engineering groups to prepare sales proposals.

Candidates should be between 35 and 55 years of age, and must have several years of technical sales and marketing experience in the truck transport and related construction field.

The position requires excellent knowledge of the French, German and English language, a technical background, and the willingness to relocate. Experience in developing countries is an asset.

Please write in confidence, giving full details of qualifications, career-history, etc. to N° 260.

CATRO MANAGEMENT SERVICES
A-1080 Vienna, Lerchenfelder Strasse 2.

CATRO MANAGEMENT SERVICES

SAE

recherche pour ses chantiers en ARABIE SAOUDITE

2 PROFESSEURS D'ANGLAIS

■ **La mission :** donner des cours de langue anglaise à des petits groupes de cadres et agents de maîtrise européens travaillant sur le terrain.

1 TRADUCTEUR TRILINGUE
Anglais — Français — Arabe

■ **La mission :** traduction de documents techniques et juridiques sur le site.

■ **Les hommes :** ils doivent avoir une bonne expérience de la fonction, beaucoup d'esprit pratique et le goût de la vie des chantiers.

Rémunération motivante.

Adresser votre C.V. sous référence PF/AG au Service Recrutement
S. A. E. 32, avenue de New York 75784 Paris cedex 16

COFAP

Golfe arabique sur plates-formes off-shore opérateurs arabes chefs de quart

Plusieurs postes sont proposés à des opérateurs confirmés ayant déjà encadré des équipes d'opérateurs et aide-opérateurs en milieu pétrolier : gas-lift et/ou production.

Le travail est difficile, dans un environnement international où l'anglais, l'arabe et le français sont indifféremment pratiqués, mais les conditions offertes particulièrement avantageuses.

Après un mois de travail en quart de douze heures, logé, nourri, il est accordé un mois de récupération dans le pays d'origine, les voyages entièrement payés. Un salaire très élevé, net d'impôts avec un contrat à durée indéterminée.

Les candidatures sont à adresser sous réf 1.4. à la Société SIASS. Une lettre manuscrite accompagnée d'une photo précisant l'âge, la formation, l'expérience professionnelle, les connaissances linguistiques, la situation familiale et les raisons de l'intérêt pour ces postes.

SIASS
28, rue Bayard 75 008 PARIS

Dessein



emplois régionaux



elf aquitaine

RECHERCHE POUR DIRECTION DEVELOPPEMENT TRAVAUX

UN AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL

ayant une bonne expérience dans le domaine Etudes et Méthodes, nécessaires à la réalisation de projets industriels.

Il sera chargé en particulier :
— *de recevoir de divers spécialistes des projets de plans standards et d'en assurer la mise en forme pour diffusion.*
— d'assurer les liaisons technologiques d'information avec les entités émettrices de documents techniques généraux.
— de gérer un Groupe d'archivage et de diffusion de documents techniques.

FORMATION : BTS Bureau d'Etudes option construction mécanique ou équivalent.

EXPÉRIENCE : 15 ans dont 5 ans au moins de pratique de documents techniques de Bureau d'Etudes, ingénierie ou travaux neufs, dans le domaine pétrolier. Connaissance de l'anglais technique appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : PAU, avec déplacements fréquents de courte durée à Paris, puis toute autre implantation de la Société en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 56412 à SNEAP - DC Recrutement
26, avenue des Lilas - tour 12.04 - 64018 PAU Cedex

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE DANEL

Leader français des imprimés-formulaires en continu recherche

responsable d'exploitation

- Homme d'organisation et de synthèse, sachant animer une équipe et fixer des objectifs avec une autorité de style didactique.
- Ingénieur généraliste, justifiant d'une carrière industrielle d'une dizaine d'années, maitrisant bien les problèmes techniques et de production.
- Première mission prévue dans l'unité de Blois.

Adresser Curric.-Vitae détaillé en précisant motivations de candidature, sous réf. 154, à L.P.A.-GENEVAY
11, square Jasmin, 75016 Paris.

P.R.B.

SAIC/VELCOREX

MULHOUSE

- Leader Européen du velours et du sportwear ;
- 60 % à l'exportation ;
- CA : 1.350.000.000 F.

OFFRE :

Dans le cadre du RENFORCEMENT de ses STRUCTURES TECHNIQUES, plusieurs OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRE :
- en production : tissage (moderne), ennoblissement.
- auprès de ses SERVICES CENTRAUX : contrôle qualité ;

à des :

INGÉNIEURS et TECHNICIENS SUPÉRIEURS – TEXTILE
ou
INGÉNIEURS MÉCANICIENS (Type A.M.)
ou
INGÉNIEURS CHIMISTES

L'IMPORTANCE DE LA SOCIÉTÉ et son PLAN de DÉVELOPPEMENT, à moyen terme, permettent d'envisager des INSERTIONS allant du niveau :
JEUNES DIPLOMÉS
à celui de
CADRES de DIRECTION

Si la perspective d'une évolution de carrière au sein d'un GROUPE PERFORMANT retenait votre attention prenez contact avec son Secrétaire Général – M. DELEMAZURE en lui adressant (par courrier exclusivement) votre C.V. très complet – LA SAIC vous garantissant la plus totale discrétion.
SAIC – B.P. 189, 5, av. de Suisse 68110 ILLZACH.

UNIROYAL

Filiale Française d'un Groupe International nous sommes connus pour la qualité technique de nos pneumatiques.
Nous recherchons pour notre usine de CLAIROIX près Compiègne (Oise)

ingénieurs

électriciens débutants

- spécialité électronique, informatique ou connaissances mini-informatique appréciées.
- Anglais et/ou Allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo récente (retournée) en indiquant prétentions au Département Personnel. Monique Griffart

PNEU UNIROYAL – ENGLEBERT
Boîte Postale 163, 60207 Compiègne

P.R.B.

ENTREPRISE METALLURGIQUE
(470 personnes)
dépendant d'un groupe important
recherche
pour la région de METZ

CHEF COMPTABLE

pour remplacer le titulaire du poste, en instance de départ en pré-retraite.

Rattaché au chef d'établissement, il sera responsable de l'ensemble des problèmes de comptabilité et financiers, ainsi que du contrôle de gestion et de l'établissement du budget.

Le poste convient à un candidat de haut niveau, formation supérieure, expérience confirmée dans un poste similaire, allemand souhaitable.

Adresser CV. et prétentions sous réf. CA 127 à

PROFILS
Immeuble Périsud
5, rue Louis Lejeune
92128 Montrouge.

PROFILS

COFAP

Chef du service industrialisation — 200.000 F

Rhône-alpes - Cette société spécialisée dans la conception, la fabrication en *petite et moyenne séries et la vente en France ainsi qu'à l'export* de biens d'équipement, recherche, dans le cadre de sa nouvelle structure, son chef du service industrialisation. Dépendant du directeur technique et en liaison *étroite avec les services commerciaux, recherche et développement*, assurance qualité, il aura pour mission d'étudier la faisabilité des besoins de la clientèle, de concevoir et de mettre en place les moyens de fabrication. Il aura en charge les investissements, *l'établissement des prix de revient prévisionnels* et dirigera le bureau d'études, les méthodes et l'outillage (25 personnes). Enfin, il assurera certaines relations avec la clientèle. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur à dominante mecanique. Il aura acquis une première expérience industrielle soit en bureau d'études, *soit en bureau des méthodes et aura été sensibilisé au problème de standardisation* et d'analyse de la valeur. La connaissance de l'anglais technique est souhaitée. La rémunération liée à l'acquis professionnel du candidat *retenu pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF.* Réf. A/3698M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable relations humaines — 200.000 F

Rhône-alpes - Cette société, 450 personnes, fabriquant en petite et moyenne séries des biens d'équipement commercialisés en France et à l'export, recherche, *son responsable des relations humaines. Il aura* pour mission de concevoir et de mettre en œuvre une politique sociale en matière de formation et de communication dans le cadre d'objectifs qu'il aura définis avec la direction. Il prendra en charge, avec son équipe, l'ensemble de la fonction (gestion, administration, paye...) et assistera le directeur dans les négociations avec les partenaires sociaux (CE, DP, CHS). Il assurera également les relations avec les organismes extérieurs. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (droit, économie, psychologie...) et ayant acquis *une première expérience de la fonction sous ses différents aspects. Il y aura* fait preuve de qualité de contact et mis en œuvre des approches originales dans le domaine des relations humaines. La rémunération liée à l'acquis professionnel du candidat *retenu pourra* atteindre 200.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3697M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chefs de services maintenance - travaux neufs — Rhône-alpes

Electricité, électronique et bâtiment - Cette importante entreprise du secteur tertiaire, pour assurer un fort développement, installe et gère un grand nombre de bâtiments et de matériels (automates, télétraitement, bureautique, vidéo...). Elle recherche un chef de service maintenance et un chef de service *travaux neufs. Dans le cadre d'une large autonomie, ils auront pour mission*, chacun dans leur domaine, de définir les politiques en matière d'intégration et de sous-traitance, ainsi que les normes et procédures à appliquer, de négocier avec les entreprises extérieures, de gérer des budgets de l'ordre de 100 millions de francs, les plannings et d'animer une équipe importante de techniciens. *Ces fonctions feront une place importante à l'innovation dans des tech*nologies de pointe. Ces réelles opportunités s'adressent à des ingénieurs diplômés (AM, IEG, TP...) âgés d'au moins 32 ans et possédant une expérience *de plusieurs années dans ces domaines. Elle sera de préférence orientée*, pour l'un, sur les aspects électrotechnique, électronique, pour l'autre, matériels et bâtiment, électricité, conditionnement. La réussite dans ces fonctions doit permettre à leurs titulaires d'évoluer vers des responsabilités plus larges dans divers secteurs de l'entreprise ou de ses filiales. La rémunération sera liée à *l'acquis professionnel et au potentiel des candidats retenus. Ecrire à D. de* VERNEUIL. Réf. A/3693M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chef service entretien tôlerie — 170.000 F

Vendée - Une importante entreprise industrielle (2.000 salariés, chiffre d'affaires : 750 millions de francs), spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de grande série, *et filiale du groupe THOMSON branche* grand public, recherche un chef service entretien. Rattaché au responsable de l'unité tôlerie, il sera chargé, à la tête d'un effectif de 85 personnes, et dans un *objectif de productivité, de la maintenance des outillages*, ainsi que de l'entretien et du dépannage d'un parc machines composé pour l'essentiel de presses, classiques et automatisées. Gestionnaire de ses budgets, *il participera* par ailleurs, en relation avec les services généraux, à la mise en place des travaux neufs et à l'installation des nouveaux équipements. Ce poste s'adresse à *un jeune ingénieur, mécanicien ou électricien, âgé de 28 ans minimum*, et pouvant justifier d'une première expérience professionnelle, de trois années au moins, acquise dans des responsabilités similaires. *La réussite à ce poste* implique rigueur, sens de l'organisation et bonne autorité naturelle. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et de la personnalité *du candidat retenu, et pourra être supérieure à 170.000 francs. Ecrire à G.* MINS. Réf. A/1175M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur arts et métiers — Annemasse

Fonction généraliste en PMI - Cette société, filiale d'un laboratoire pharmaceutique de très bonne notoriété, conçoit, fabrique et commercialise des systèmes doseurs spéciaux destinés à la pharmacie humaine et vétérinaire, la *cosmétologie et l'industrie. Afin d'animer l'équipe de son unité de production* décentralisée, elle recherche un jeune ingénieur. Sous l'autorité du directeur de la société basé à Paris, il assumera la responsabilité du centre d'Annemasse *et de son développement*. Outre la fabrication proprement dite, réalisée à l'aide de moyens techniques entièrement neufs, il assurera la gestion du centre et de son personnel, *les négociations avec certains fournisseurs* et pourra intervenir occasionnellement au titre du service après-vente. Il pourra également prendre part à la commercialisation du produit tant en France, qu'à l'étranger (Europe et USA). *Ce poste, complet et autonome, s'adresse à un* jeune ingénieur, débutant ou non, de formation AM, ECAM, ICAM ou équivalent, désirant acquérir rapidement une expérience pluridisciplinaire au sein *d'une entreprise à taille humaine et en plein développement*. La connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire. La rémunération sera fonction de la formation et *éventuellement de la première expérience professionnelle* du candidat retenu. Elle sera de nature à intéresser une personnalité de valeur. Le poste est basé à Annemasse. Ecrire à Ph. BONNEFOY. Réf. A/3695M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeunes responsables maintenance - travaux neufs — Rhône-alpes

Matériels électroniques de pointe - électrotechnique - Cette importante entreprise du secteur tertiaire, pour assurer un fort développement, installe et gère un grand nombre de matériels (*automates, terminaux, télétraitement*, vidéo, bureautique...). Elle recherche un responsable de la maintenance et un responsable de l'installation de ces matériels. Ils auront pour mission, *chacun dans leur domaine, de participer à la définition des politiques en* matière d'intégration et de sous-traitance (ainsi que les normes et procédures à appliquer), de gérer des budgets importants et les plannings correspondants. Ils assureront les contacts avec les entreprises extérieures, participeront aux négociations, contrôleront les résultats et animeront une équipe de techniciens. *Ces fonctions feront une place importante à l'innovation dans des tech*nologies de pointe. Ces opportunités s'adressent de préférence à de jeunes ingénieurs (électroniciens, électrotechniciens...) possédant une première *expérience industrielle (quelqu'en soit la nature) et motivés par des responsa*bilités importantes dans une structure dynamique se développant rapidement. La candidature de professionnels à fort potentiel est aussi possible. De réelles perspectives d'évolution sont envisagées. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et à la valeur des candidats retenus. Ecrire à D. de VERNEUIL. Réf. A/3694M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CLINIQUE MUTUALISTE GRENOBLE, établissement participant au SERVICE PUBLIC HOSPITALIER, convention *F.E.H.A.P., plus de 300 salariés médicaux et non médicaux, RECHERCHE*

AGENT COMPTABLE

(responsable comptable et financier)
Responsable devant le directeur et le conseil d'administration :
- De la comptabilité générale de la Clinique ;
- de l'établissement des budgets et des bilans ;
- du contrôle budgétaire et de la trésorerie ;
- du suivi financier des investissements.

B.T.S. ou D.E.C.S. de comptabilité. 5 ans minimum d'expérience de Chef comptable, connaissance en informatique exigée et connaissance hospitalière souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo au Directeur de la Clinique (8 à 12, rue Docteur Calmette à GRENOBLE).

Ville en expansion (+ de 10 000 habitants) agglomération Toulousaine, recrute ATTACHÉ (E) COMMUNAL (E) Pour diriger les Services Financiers (budgets, comptabilité, programmation et marchés). Exp. exigée et sens des responsabilités. Discrétion assurée. Ecr. s/nº 7.504 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

AIREO, génie climatique et sa filiale SYNTHECO (process d'ensembles industriels, robotique, économies d'énergie) recherchent à LYON, Siège Social un

Ingénieur chargé d'affaires

Nous accueillerons un jeune diplômé nous apportant une première expérience significative acquise dans une industrie moderne ou un débutant généraliste à fort potentiel. Après intégration, il sera seul responsable d'un projet, depuis sa conception jusqu'à sa réalisation sur le site à l'aide d'une équipe de techniciens et de dessinateurs. Ce poste clé de l'entreprise nécessite, outre une technicité évolutive des méthodes industrielles de pointe, un goût prononcé pour l'autonomie et l'action.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrème 69006 LYON, sous réf. 070 M.

Cabinet Gatier

média-system

Chef des Ventes Export

Tissus de haut de gamme

Nous sommes une PME (50 MF de CA), filiale d'un groupe textile important. Nous fabriquons et diffusons des tissus en laine de haut de gamme auprès des confectionneurs. Conscient des possibilités importantes de nos produits à *l'exportation, notre nouveau PDG a décidé de créer le poste de Chef des Ventes* Export.

Rattaché à la Direction Générale, il prendra en main le service et le réseau d'agents et devra l'évaluer et le stimuler.
Dans un premier temps il consacrera 75% de son temps en déplacements afin de se faire connaître.

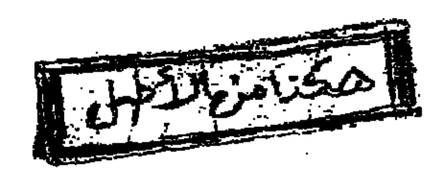
Ce poste s'adresse soit à un jeune universitaire ayant déjà exercé la fonction 2 à 5 ans soit à *un autodidacte confirmé. La connaissance de l'anglais* et de l'allemand est indispensable, celle du textile ou d'un produit influence par la mode souhaitée.

Le poste est basé dans une ville de moyenne importance à une heure de Paris

Envoyer votre CV detaillé, photo et dernier salaire
sous réf. M 353/B - 106, Bd Haussmann 75008 PARIS



Jean Paul VELLA Conseil





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Allier la compétence technique à l'esprit marketing et vente

ENERTEC, leader Européen de la Mesure et la Régulation, est spécialisée dans les équipements liés à la distribution et au transport de l'électricité.

Ses effectifs sont de 6 000 personnes dont 4 000 en France. ENERTEC fait partie du Groupe SCHLUMBERGER (85 000 personnes dans le monde, plus de 6 Milliards de $ de C.A).

Sa division ELECTRICITE-DISTRIBUTION, basée à POITIERS (86) renforce ses structures commerciales et recrute :

Jeunes Ingénieurs
ESE, ENST, ECP, ECL...

pour prendre en charge l'une des responsabilités suivantes :

Ingénieur produits
France

Il sera chargé des fonctions Marketing pour *l'ensemble des produits de* comptage et télécomptage d'électricité vendus à l'EDF et assistera les *réseaux de vente de la Division pour* tout problème technique ou commercial y compris pour le lancement de *matériels nouveaux.* Réf. S 218.

Ingénieurs produits
Export

Outre les études de marchés, ils assureront *l'analyse des appels d'offres,* la rédaction des propositions et mèneront les négociations pour l'une des *branches de produits suivantes* :
- Télécommande centralisée.
- Mesures domestiques.

Réf. S 219.

Chef de zone
Grande Exportation

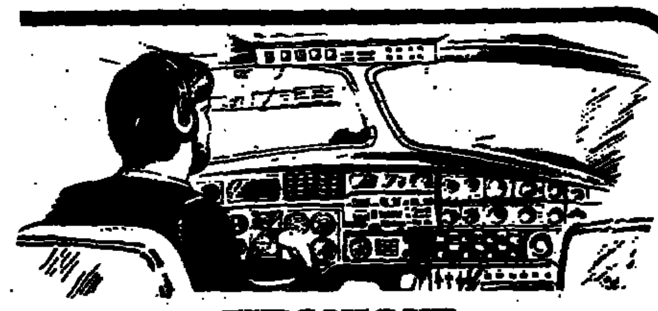
Familier du commerce international en *milieu industriel, il aura à vendre ou* faire vendre les produits de la Division en étant le lien permanent entre les services de Marketing et les clients ou distributeurs situés essentiellement dans la zone Extrême-Orient. Réf. S 220.

Tous ces postes nécessitent de solides qualités de contact, du goût pour la mobilité, si possible déjà quelques années *d'expérience et une bonne pratique de l'Anglais.*
Ils ouvrent de larges perspectives d'évolution au sein d'un Groupe international de tout premier plan.

Ecrire, en précisant la référence choisie, à P. COTON, ENERTEC - Z.I. de Chasseneuil - B.P. 23 - 86380 Chasseneuil du Poitou.

ENERTEC
Schlumberger

THOMSON-CSF



AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à *une croissance très importante* au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à proposer des postes à des

INGÉNIEURS MÉCANICIENS GRANDE ÉCOLE

DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS
attirés par des Secteurs de Production et *motivés par des postes opérationnels*

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 550 personnes.
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. IMM à Monsieur MAHE, THOMSON CSF, B.P. 3, 33160 LE HAILLAN.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

HAVAS CONTACT



Une première expérience variée et enrichissante
(IEP, Sciences Eco, ESC...)

TRAPPEUR

Le renom de la marque n'est plus à faire : elle est première sur le marché national. Mais elle souhaite aussi développer sa présence sur le marché international. D'où la nécessité d'une structure d'exploitation particulièrement performante.

Vous seconderez le responsable de cette structure pour optimiser les moyens de prévision et de gestion dans les domaines suivants : ventes, achats de matières premières, approvisionnements, lancement, stockage... *De plus, vous assisterez la Direction Générale dans l'élaboration et le suivi des actions à* l'exportation.

Vos interventions ponctuelles variées et multiples seront déterminantes.

Quant à vous, gestionnaire, après une formation supérieure de type IEP, SCIENCES ECO, ESC..., vous êtes intéressé par une première expérience vécue au «centre» de l'entreprise. Vous maîtrisez bien l'anglais.

Poste à pourvoir à Saint-Laurent-du-Pont (38).

Merci de nous envoyez votre candidature sous référence GE 181M.

SEFOP *11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.*

MEMBRE DE SYNTEC

FOURCES

---

responsable commercial

SPORTSWEAR GRANDE DISTRIBUTION

Nous sommes un important industriel Français bien implanté, grâce à une marque à forte notoriété, dans le circuit boutiques et détaillants. Nous avons créé une ligne de produit destinée à la grande distribution : nous avons *besoin d'un collaborateur pour prendre en charge ce nouveau département. Nous confierons à celui-ci l'élabo*ration du produit, en liaison avec un bureau de création, sa commercialisation auprès des acheteurs de CA, la mise en place d'une force de vente destinée à visiter les points de vente. Ce collaborateur, sous l'autorité du *Directeur Général,* sera le *"patron" du centre de profit constitué par cette ligne de produit. Nous confierons* ce poste à un homme de formation supérieure, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de commercialisation d'articles d'habillement auprès de la distribution moderne, et capable de prendre en charge le développement *d'une activité nouvelle. La résidence est NANTES ou sa région.*

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 223.82.M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

SUPAE
filiale SAE

Nord . Normandie . Orléanais . Champagne . Ardennes . Région parisienne

recherche des CADRES

• INGENIEURS DEBUTANTS
ECP . ENPC . ESTP . ENSAM

Une formation d'un an est assurée pour préparer une carrière bâtiment en France et à l'étranger.

• INGENIEURS ETUDES DE PRIX BATIMENT
3 ans d'expérience minimum.

• INGENIEURS D'AFFAIRES BATIMENT
5 ans d'expérience minimum.

• COMPTABLES
BTS ou DUT de comptabilité gestion . DECS
Débutants ou première expérience.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite (en précisant secteur souhaité) à S U P A E C.D. 117 - B.P. 16 91570 BIEVRES.

COFAP

Responsable cellule logistique Exploitation et planification

SUD-EST – Une importante société fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation recherche pour étoffer les structures de sa direction logistique, le responsable de la cellule exploitation et planification. Placé sous l'autorité du directeur du département, le futur *titulaire aura pour principale mission,* l'application dans l'exploitation quotidienne des orientations générales définies dans le cadre des plans directeurs de gestion de production et de distribution. Responsable de la qualité de service, il devra prendre en charge la coordination des fabrications des unités de production et des sous-traitants, ainsi que l'approvisionnement du système de *distribution.*

Ce poste évolutif convient à un jeune candidat possédant une formation supérieure et des connaissances dans le domaine des transports ou de la gestion de production. La rémunération sera liée au potentiel et à l'expérience du candidat retenu.

Françoise Meyer *vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, (lettre manuscrite,* C.V., photo et prétentions) sous réf. 311.

Meyer & partenaires 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.



Le leader mondial de l'outillage électro-portatif est présent dans 50 pays du globe et gère 22 000 personnes.
La Société française (1 200 personnes : C.A. 800 M.F ; forte croissance) occupe une position prépondérante au sein de la structure européenne.

UN RESPONSABLE SYSTÈME
(Réf. 739)

Rendant compte au Directeur Informatique, il assurera la mise en exploitation d'applications diverses et exercera un rôle de support technique auprès des unités d'études et d'exploitation.

Cette opportunité ne peut s'adresser qu'à un candidat justifiant d'une première expérience système acquise dans une configuration de caractéristiques analogues.

UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION
(Réf. 742)

Rattaché au Directeur Informatique, il aura pour mission d'organiser et d'optimiser les moyens de l'exploitation en fonction des exigences de normes et de délais imposés par les systèmes de traitement. Pour ce faire, il animera des cellules de préparation, saisie, exploitation représentant un effectif de 8 personnes.
Cette fonction convient à un candidat pouvant faire état d'une formation de type B.T.S-D.U.T... et d'une expérience pratique similaire.

L'expansion de la Société, que traduit le développement informatique, garantit le caractère motivant de ces postes.

Ecrire en précisant la référence avec C.V. et prétentions à BLACK et DECKER, à l'attention de C. NICOLAZZI - B.P. 0633 - 69239 LYON Cédex 02



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur mécanicien, homme process : futur chef de notre service technique

LILLE **150 000 F +**

Filiale du Groupe CHARGEURS REUNIS, notre Société est spécialisée dans la fabrication de textile non tissé (140 personnes. CA : 50 millions de francs).
Notre expansion nous conduit à concevoir actuellement un projet de création d'une nouvelle unité de production, très automatisée.
C'est pourquoi nous avons besoin du concours d'un jeune INGENIEUR MECANICIEN (AM, INSA...) ayant une expérience de 2 à 5 ans en engineering ou en B.E. de préférence dans l'industrie chimique, textile ou papetière, où il aura acquis une bonne expérience des automatismes industriels et du génie chimique. Dans l'idéal, il aura déjà participé à l'implantation d'usines dans un domaine d'activité proche du nôtre.
C'est, en tout cas, la première mission que nous lui confierons : être le MAITRE d'OEUVRE de toute la partie engineering dans la conception et le démarrage de notre projet.
Il deviendra ensuite le CHEF DU SERVICE TECHNIQUE de cette unité : responsabilité du matériel, du service entretien, et amélioration constante du processus de fabrication grâce à des innovations technologiques.
Rattaché au Directeur de l'usine, il supervisera une dizaine de personnes, ce qui implique des qualités d'animation et de coordination.
Vous êtes invité à adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 83274 M à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

Haute Normandie

JEUNE INGENIEUR de PRODUCTION

E.N.S.A.M. ou similaire

Notre unité (150 personnes - 80 M.F. de C.A.) est l'une des usines d'un Groupe français du niveau international spécialisé dans l'emballage et leader dans sa profession.

Nous recherchons un Ingénieur débutant ou 2 à 3 ans d'expérience désireux de s'intégrer dans une entreprise performante.

Près du Chef de Production ce sera un praticien prenant en compte les données techniques de l'entreprise et souhaitant évoluer vers des responsabilités économiques et humaines.

La pratique de l'anglais ou de l'allemand sera appréciée.

Adresser sous référence 532/M un C.V. manuscrit à A. AUPETIT.
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Boulevard René Levasseur 72000 LE MANS



LE MANS - ANGERS - LIMOGES

COFAP

Banque Populaire de Champagne

Banque Coopérative et Régionale

recherche pour étoffer une équipe nouvelle chargée de conduire des analyses et des études, d'implanter ou d'améliorer circuits et procédures,

ORGANISATEURS

attirés par :

• la diversité des applications administratives et commerciales,
• le développement de solutions originales,
• le travail dans une petite équipe aux compétences variées,
• une entreprise du tertiaire à 150 Km de Paris utilisant le télétraitement.

Sont demandées :

• une formation supérieure
• une expérience en organisation (cabinet ou entreprise).

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 3420 à rscg carrières, 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.



PAPETERIES de GASCOGNE

PAPETERIES DE GASCOGNE - MIMIZAN (40)
Le Directeur Recherche et Développement de ce Groupe Industriel de première importance dans le Sud-Ouest (1200 personnes, 600 MF) leader dans le domaine du papier Kraft écru frictionné, souhaite étoffer son Département en créant la fonction :

D'INGENIEUR DEVELOPPEMENT

A l'interface entre la clientèle et la production, cette fonction technico-commerciale est destinée à un **ingénieur diplômé de l'EFP ou d'une école de chimie**, souhaitant valoriser une première expérience (minimum 3 ans) dans un secteur proche du **Papier (fabrication-transformation...)**.

Outre un intérêt technique évident pour tout ce qui a trait à l'amélioration des performances de nos produits, en fonction des exigences économiques et techniques réelles du marché, nous attendons de lui des dispositions personnelles de **négociateur et d'adaptabilité** à la taille de nos clients et à la spécificité de leurs attentes.

Les interventions en clientèles, avec nos responsables commerciaux seront relativement nombreuses (de l'ordre de 25 % du temps) et entraîneront quelques déplacements à l'étranger. La maîtrise de l'**anglais** ou de l'**allemand** constituera un point positif à cet égard.

Le poste est basé au siège de notre Société, à MIMIZAN.
La rémunération importante, tiendra compte de l'expérience du candidat.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions, à OCS notre Conseil, à qui nous avons confié cette recherche et qui vous garantit la confidentialité de votre candidature. Merci de mentionner la réf. 2557 M



CONSEIL EN RECRUTEMENT
1 rue Guillaume Brochon - BP 37
33024 BORDEAUX Cédex.

I.N.R.S. NANCY

recrute

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

dans le cadre d'un contrat national de solidarité.

Notre poste conviendrait à un *ingénieur diplômé* d'une grande Ecole (ECP, ENSAM, INSA...), ayant la pratique de l'anglais et de l'allemand et une bonne connaissance des problèmes liés aux mesures physiques pour occuper le poste de RESPONSABLE d'un laboratoire d'essais de machines et de protecteur.

INGÉNIEUR CHIMISTE

chimie organique

RESPONSABLE du laboratoire de spectrométrie de masse, notre candidat est diplômé d'une école supérieure de chimie et possède une expérience de un à deux ans ou à défaut une bonne connaissance du domaine.

Notions d'informatique et d'électronique appréciées.

Pour ces postes le salaire sera compris entre 150.000 et 200.000 F.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite à M. BARTOLI.



12, pl. Croix-de-Bourgogne
54000 NANCY

LE C.N.E.S.

recherche pour

SON CENTRE SPATIAL DE TOULOUSE :

UN ANALYSTE

en informatique de gestion, de formation Ecole d'Ingénieur ou MIAGE.

Il devra justifier d'une expérience de 1 à 2 ans environ, et de bonnes connaissances en gestion.

Connaissance des SGBD.
Pratique du BASIC, du COBOL et des mini-calculateurs.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

en vue de prendre en charge des activités de technologie dans le domaine de la connectique.

Débutant ou de préférence quelques années d'expérience.

C.N.E.S., division du personnel,
18, avenue Edouard-Belin,
31055 TOULOUSE CEDEX.

Spécial Ressources Humaines

contre l'avenir-carcan, ayez le réflexe vallourec

La politique sociale de Vallourec?

Une remise en cause permanente des structures figées, des situations bloquées, en un mot, des carcans. Vallourec, une société qui veut développer le dialogue, qui a mis en place la «Démarche de progrès». Elle concrétise ainsi la communauté d'intérêts existant entre le personnel et son entreprise. Une société qui exige beaucoup de ses cadres, mais qui porte en avant ses entraîneurs d'hommes, ses hommes d'initiative.

Le Groupe Vallourec - 30 000 personnes - 60 usines - 80 sociétés françaises et étrangères - 6e producteur mondial de tubes d'acier.

Vallourec, une société forte de sa tradition mais qui sait se remettre en cause, qui débat avec ses cadres de ses politiques, qui n'a pas peur de les écrire et qui les vit.

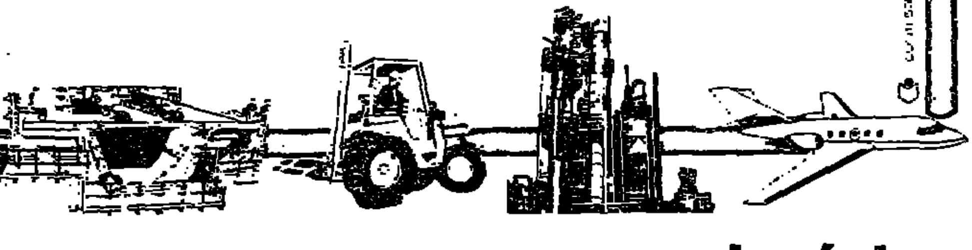
Vous qui adhérez à cette conception de l'entreprise
Vous qui pensez «qu'il y a quelque chose à faire».
Venez poursuivre et développer avec nous notre politique sociale.



vallourec, c'est le bon réflexe.

Si vous voulez être animateur des Ressources Humaines, étroitement associé à votre Direction comme
chef de personnel expérimenté en usine, en province
venez en parler avec nous.

Mme B. Varene
chargée du recrutement des cadres
vallourec
B.P. 180 - 75764 Paris cedex 16



---

ingénieur méthodes-industrialisation



BLACK et DECKER, le No 1 de l'outillage électro-portatif souhaite former un jeune ingénieur à la diversité de ses techniques en vue de lui confier prochainement la responsabilité du service *méthodes de son usine de Brezins dans l'Isere.*

Au début, son rôle sera de suivre et de coordonner l'industrialisation des nouveaux produits et leur lancement en grandes séries.
Il sera en relation avec tous les services de l'usine. Progressivement, ses responsabilités s'étendront aux programmes de reduction des coûts, d'investissements, d'amélioration de la qualité et à la gestion globale du service.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, intéressé par la technique et le dialogue, et disposant d'une premiere expérience méthodes en fabrication de grandes series. Langue anglaise utile.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 2256 M à M Laperche, Sema-Selection : **29 Cours Vitton 69006 LYON**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

GROUPE PETROLIER
recherche pour ses usines de fabrication lubrifiants en Province

UN JEUNE INGENIEUR DEBUTANT

Arts & Métiers, Centrale, INSA...

Chargé des activités entretien/travaux neufs des usines il devra posséder le sens du commandement, des relations sociales et le goût du travail en équipe.

Des connaissances en informatique et une bonne pratique de la langue anglaise sont indispensables.

Des perspectives ultérieures d'évolution s'offrent au sein du Groupe.

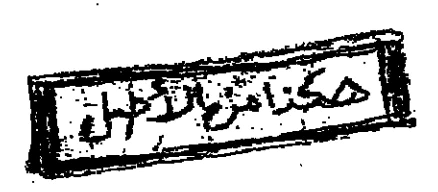
Adresser lettre, CV, photo à No 56988 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

---

Juriste d'entreprise

SUD-EST – Une importante société agro-alimentaire (700 personnes) recherche un juriste pour son siège situé à Marseille. Placé sous l'autorité du secrétaire général, le futur titulaire devra prendre en charge l'ensemble des problèmes juridiques de l'entreprise. Il devra plus particulièrement, gérer le portefeuille titres et les marques de la société, les assurances, les immeubles, étudier et rédiger les contrats. Il sera responsable du contentieux, du suivi des procès et jouera un rôle de conseil et d'assistance auprès des différentes directions.
Ce poste convient à un candidat âgé de 30 ans environ, *possédant un DESS de droit des affaires* et une expérience de quelques années dans une fonction similaire. La rémunération sera liée au *potentiel et à l'expérience du candidat retenu.*
Françoise Meyer vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 012.

Meyer & partenaires 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



atlantic

*La grande marque pour **bien** chauffer*

GROUPE INDUSTRIEL EN CONSTANTE PROGRESSION
700 personnes — 300 Millions de C.A.
pour faire face à son développement, recrute pour son unité de production de La Roche-sur-Yon (Vendée) : *fabrication grande série automatisée, matériel de chauffage*

Jeunes Ingénieurs

débutants ou presque

Nous recherchons de jeunes diplômés AM, INSA, ENSI ou équivalent, débutants ou ayant acquis une première expérience en milieu industriel.

Après une période de formation et d'adaptation assurée par nos soins, ces ingénieurs se verront confier des responsabilités au sein de services liés à la production : contrôle qualité, bureau d'études, fabrication, recherche et développement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **DIRECTION DU PERSONNEL**
ATLANTIC — 87 X — 85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Publivel

Pour concevoir et faire évoluer notre système d'information.

Nous recherchons un

Jeune ingénieur grandes écoles

Filiale d'un important groupe français, C.A. 500 millions de Francs, effectifs 6 000 personnes, 80 agences en province, notre développement rapide, notre forte capacité d'investissements nous conduisent à renforcer notre système d'information et à envisager *sa décentralisation*.
Nous sommes prêts à confier la responsabilité du développement de notre service informatique (10 personnes, matériel IBM 38) à un jeune ingénieur de fort potentiel, bon organisateur, ayant une expérience de 4 à 5 ans dans la conduite de projets, acquise dans une SSCI ou une société du secteur tertiaire de préférence. Directement rattaché au Directeur Financier, il disposera d'une large autonomie.
Lieu de travail : PARIS.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous la référence 73652/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres -92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publivel

LYON - GRANDE BANQUE REGIONALE

recrute

Un cadre comptable

Pour diriger une équipe d'une dizaine de personnes chargée du contrôle des opérations traitées au centre administratif.
Cette équipe élabore également une grande partie des états financiers de la banque (comptes de résultats, bilan, déclarations légales diverses...)
Ce poste conviendrait à un ESC option finances, DECS ou équivalent, exerçant une activité comptable depuis 5 ans et ayant une première expérience de l'encadrement.
Une familiarisation avec l'informatique sera appréciée.
Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) sous réf. 2.19 à notre Conseil J. PORNET 56, rue de Sully - 69006 LYON.

Lafarge Coppee

Groupe international réputé *dans les domaines des liants alumineux, plâtres, réfractaires,* céramiques sanitaires, l'ingénierie, la biotechnologie et, bien sûr, le ciment (1er français, 3e mondial) propose un **poste évolutif** à un

Jeune juriste à fort potentiel

Nous vous proposons un premier poste « sur le terrain » : rattaché à **la Direction Régionale Sud-Est basée à MARSEILLE,** vous assurerez la surveillance du crédit et du contentieux clientèle, l'élaboration des contrats *et conventions, le suivi* de la réglementation administrative.
Vous développerez auprès de nos **7 usines et 12 filiales** (sur la région) une action de **conseil** dans des domaines diversifiés tels que : droit des sociétés, contentieux, assurances, contrats.
Vous *avez au* moins 27 ans et une première expérience de l'entreprise. Votre avenir sera fonction de votre envergure et de vos motivations, dans le cadre d'un Groupe qui pratique une politique de gestion des ressources humaines axée sur le développement de carrière, à condition d'être à *terme mobile géographiquement*.
Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 4/JUR/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants *74, rue de la Fédération* - 75015 PARIS

MEDIA PA

Psychologue HF

MARSEILLE - *Depuis 1974, ce cabinet-conseil s'est spécialisé dans la gestion des ressources humaines auprès d'entreprises, d'organismes de formation et de groupements professionnels. Hommes de diagnostic, ses psychologues ont une clientèle fidélisée ayant le souci de l'optimisation des moyens humains. Face à une demande croissante de celle-ci, ils créent un nouveau poste qu'ils souhaitent confier à un(e) psychologue diplômé(e) ayant impérativement une compétence en matière de diagnostic acquise de préférence en milieu industriel. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 120.000 F.*

Françoise Meyer vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous ref. 124 M

Meyer & partenaires

100, cours Julien - 13006 MARSEILLE - (91) 48.36.94

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes)
partenaire d'un groupe français de taille internationale,

dans le cadre de l'expansion de son agence de

GRENOBLE

recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

- 2 à 3 ans d'expérience en systèmes (IBM, HB 66, H 64, MINI 6, VAX)

ANALYSTES PROGRAMMEURS

et

PROGRAMMEURS

- *0 à 3* ans d'expérience
- possédant un DUT informatique ou équivalent.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo à
N. 2660 - PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

TRÉS IMPORTANTE SOCIÉTÉ A L'ÉCHELON NATIONAL
EN PLEINE EXPANSION
RECHERCHE POUR LE MANS

UN COLLABORATEUR DE DIRECTION

SECTEUR : COMPTABILITÉ ET GESTION
(30 ANS MINIMUM)

RESPONSABILITÉS : COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE SUR INFORMATIQUE
Comptes d'exploitation mensuels et analyses des écarts.
Bilans intermédiaires, bilans fiscaux

IL DEVRA ÉGALEMENT :
Former, organiser, animer une équipe de 6 personnes.

Nous cherchons un collaborateur ayant de solides connaissances comptables, une bonne expérience professionnelle, la rigueur des chiffres mais aussi une très grande ouverture d'esprit à tous les problèmes de gestion pour ne pas se limiter et se « cloisonner » à la comptabilité pure, un collaborateur capable, par ses analyses, de faire progresser tous les services de l'entreprise.
POSTE TRÈS ÉVOLUTIF, PROMOTION CERTAINE DANS LES CINQ ANNÉES A VENIR.

ADRESSER LETTRE MANUSCRITE, CURRICULUM VITAE ET PHOTO INDISPENSABLE AU

C.P.L. 41, RUE DE LA BRETONNERIE 45000 ORLÉANS
CHARGÉ DE LA SÉLECTION.

Pour emmener la production informatique à son plus haut niveau de qualité

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
D'ILLE ET VILAINE RENNES
recherche son nouveau

CHEF DE SERVICE EXPLOITATION

Il participera à l'élaboration du plan informatique. Il réalisera, gèrera, optimisera la production en mettant en oeuvre les techniques les plus modernes. Il satisfera les utilisateurs.
Pour ce faire, il disposera de 30 personnes autour d'un CII-HB DPS 8/52 avec 300 terminaux en 1983.
Diplômé Ingénieur ou Universitaire, il est un gestionnaire et un manager. Son expérience informatique et ses connaissances techniques lui permettront de proposer des solutions novatrices.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 1746 A à

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

NORMANDIE
SOCIÉTÉ COMMERCIALE AGRO-ALIMENTAIRE
DIFFUSION NATIONALE ET ÉTRANGÈRE

recherche

NÉGOCIATEUR

Pour assurer transactions avec industriels.
Formation supérieure ou niveau équivalent.
Bonnes notions d'anglais.
Poste important et évolutif.

Adresser C.V. et photo Agence HAVAS sous le nº 5.720
14000 CAEN, qui transmettra.

GENERALE SUCRIERE



NORMANDIE
45 km Rouen - 15 km Bernay

4 milliards de CA - 10 établissements - cherche le

futur

chef des comptabilités

de l'ensemble de la Société

DE FORMATION SUPERIEURE COMPTABLE, DECS + CERTIFICAT SUPERIEUR, *il a environ 32 ans et une expérience de la comptabilité* acquise dans une grande entreprise, un cabinet d'audit ou d'expertise comptable.

Il sera dès le départ en rapport avec les usines et acquerra les connaissances particulières à notre entreprise. Sa mission consistera en premier lieu à définir en accord avec la *Direction Générale*, les règles et procédures comptables et à en contrôler l'application.

Il succèdera dans 2 ans environ au responsable actuel et pourra ultérieurement évoluer vers d'autres fonctions administratives ou financières.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2173-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

OSMOR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

TEKELEC AIRTRONIC Société Française fabriquant et distribuant du matériel électronique professionnel (850 personnes - C.A. : 700 MF) recherche :

CADRE ADMINISTRATIF

(E.S.C. ou équivalent)

Il s'agit d'une ***CREATION DE POSTE****, due à l'extension des activités de* fabrication.
Affecté à l'unité de production, ce collaborateur sera chargé :
- d'en étudier l'organisation existante pour proposer et mettre en place d'éventuelles modifications,
- *d'en développer* l'informatisation,
- d'améliorer les circuits administratifs internes puis, d'en maintenir l'actualisation

Ce poste, pour lequel une première expérience similaire est indispensable, pourrait évoluer vers des missions d'Audit à l'intérieur du groupe.

Lieu de travail : BORDEAUX.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence M.232 à Mlle GAROND - TEKELEC AIRTRONIC
Cité des Bruyères, 1, rue Carle Vernet - 92310 SEVRES.

TEKELEC TA AIRTRONIC

J.R.P.

SOCIÉTÉ PERFORMANTE
(200 personnes)
Filiale d'un groupe international
recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

Devant prendre à court terme la responsabilité totale des Ateliers, diplômé A.M., I.D.N., etc., expérience 3 à 5 ans poste similaire anglais/allemand souhaités, lieu de travail ville Haute Normandie à 130 km de Paris.

Adresser C.V. détaillé et prétentions AU JOURNAL Annonces classées en précisant bien la réf. 7.513 — 5, rue des Italiens, Paris 9e, qui transmettra.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TELIC Alcatel
Groupe C.G.E.

LEADER NATIONAL EN TÉLÉPHONIE PRIVÉE ET TÉLÉMATIQUE
C.A. 850 MF - 2600 PERSONNES :
DONT 300 INGÉNIEURS ET CADRES
NOUS DÉVELOPPONS A PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE DES SYSTÈMES ÉVOLUÉS DE BUREAUTIQUE ET DE TÉLÉMATIQUE
Nous recherchons pour nos Services Techniques

6 INGÉNIEURS D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT

dont

• 3 Ingénieurs Confirmés

Possédant une expérience minimum de 3 ans en milieu industriel ainsi qu'une bonne connaissance des circuits linéaires et/ou logiques à microprocesseurs. Réf. M 01

• 3 Ingénieurs Débutants

Diplômés Grande École (Sup Télécom - ESE - ESEO - INPG - INSA...), ils participeront à des études électroniques avancées dans les domaines de la commutation et de la transmission numérique. Réf. M 02

2 INGÉNIEURS COMPOSANTS

• Ingénieurs Électroniciens

Grande École ou 3e cycle de Physique débutants ou confirmés et connaissant les technologies des circuits intégrés LSI (et VLSI), ils assureront des expertises et des études de fiabilité sur ces composants. Réf. M 03

Ces postes présentent de réelles perspectives d'évolution de carrière dans une entreprise en fort développement technologique.
Ils sont à pourvoir à STRASBOURG.
Envoyer CV et prét. en précisant la réf. du poste concerné à
LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
TELIC-ALCATEL - Direction du Personnel.
206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Adjoint à la direction commerciale
responsable du marché Français

Leader européen, nous sommes une PME de plus de 250 personnes en forte expansion, située en région lyonnaise. Nous fabriquons et commercialisons du matériel pour l'industrie et le bâtiment.
Notre direction commerciale souhaite vous confier la responsabilité du marché français. Vous aurez pour mission avec l'aide d'une équipe de 8 représentants dont vous serez l'animateur, de gérer une clientèle de revendeurs et de développer en direct notre chiffre d'affaires auprès de grandes industries et d'importantes entreprises du bâtiment. Vous aurez également la responsabilité des études : de marché, de publicité et vous participerez à la définition de la stratégie commerciale et à la mise en pratique des moyens nécessaires à sa réalisation.
De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous pouvez justifier à 30-35 ans d'une expérience de vente réussie dans un milieu analogue. Vous êtes mobile pour des déplacements fréquents et de courte durée. Anglais indispensable.
La rémunération et les perspectives possibles d'évolution seront des éléments motivants.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 671 M, à notre conseil Agema, BP 121, 69300 Caluire. Réponse et discrétion assurées.

AGEMA Conseil

média-system

MESSAGERIES FRIGORIFIQUES (Marne 51)

ADJOINT A LA DIRECTION GENERALE
145 000 F

32 ans minimum, de formation supérieure commerciale (ESCP - ESSEC - ESC ou équivalent) vous avez expérimenté vos talents de manager commercial ou exploitation durant 5 années au moins dans une société de transports.
Notre P.M.E. messageries frigorifiques (13 Millions C.A. - 45 personnes - 30 véhicules) notoirement implantée en Champagne-Ardenne, recherche près de son PDG un homme de confiance, dont la mission sera d'assister et de seconder celui-ci dans le « management » et le développement de l'entreprise. Il pourrait s'il en avait les moyens, d'ici 5 ans, assurer la pérennité de cette P.M.E.
Nous vous remercions d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 4720 ST à notre Conseil.
58, avenue de Wagram 75017 PARIS.
8, rue de la Tirelire 51054 REIMS Cédex.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

P.M.E. EN PLEINE EXPANSION
recherche

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

NOUS SOUHAITONS :
- candidat de niveau MIAGE ou équivalent ayant 3 ans d'expérience minimum ;
- et connaissant le matériel I.B.M. 34 et le GAP II.

NOUS OFFRONS :
- une large autonomie ;
- une activité variée ;
- des responsabilités importantes ;
- une rémunération comprise entre 120.000 F et 170.000 F.

LIEU DE TRAVAIL : Région Nord.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à M. FOURNIER, Sté DEMEYERE, B.P. 3, 176, rue de la Prévôté, 59840 PERENCHIES.

Le Groupe des Populaires d'Assurances
recrute POUR SA BRANCHE « DOMMAGES »

ÉLÈVES INSPECTEURS

Maîtrise de Droit.
Aim. les contacts humains pour formation des agents. Promotion des produits et règlement des sinistres.
Emploi en Province. Stage au siège social : 12 mois min.
Adr. C.V. et photo à : M. PELLETIER, 13, square Max-Hymans, 75744 Paris cedex 15.

IMPORTANT GROUPE TEXTILE FRANÇAIS
recherche pour l'usine de teinture d'une de ses divisions

LE CHEF DE TEINTURE

capable de prendre par la suite la direction technique de l'usine.
Le poste à pourvoir est situé à 130 km de Paris.

Vous avez :
- un diplôme « Physique et Chimie » ou équivalent.
- une connaissance plus approfondie de la chimie des colorants avec application aux tissus coton et coton-polyester.
- quelques années de pratique dans l'industrie textile, plus spécialement dans les procédés de teinture à la continue.
- une forte personnalité, avec aptitude à animer une équipe.

Vous voulez :
- travailler pour un groupe en expansion, dans une équipe dynamique.

Envoyer votre candidature avec C.V. sous la référence 2.398 (à mentionner sur l'enveloppe) à
Werner International
523, avenue Louise,
1050 Bruxelles.
La discrétion absolue des candidatures est garantie.

LA RÉGIE DES TRANSPORTS DE MARSEILLE
recherche dans le cadre des SERVICES TECHNIQUES EXPLOITATION

UN TECHNICIEN INFORMATIQUE – ANALYSTE EXPLOITATION –

Il sera chargé du suivi des équipes d'études, de la mise en place d'applications et des développements de projets en exploitation.

Le candidat retenu disposera d'une formation supérieure (B.T.S., D.U.T...) dans la spécialité et aura une expérience d'au moins 2 ans dans les domaines concernés.

La connaissance des systèmes micro-processeur, multi-processeur, mini-ordinateur (type P.D.P.) sera appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo, lettre manuscrite à :
R.A.T.V.M.-R.T.M. (Services Courants Faibles)
1, boulevard Voltaire, 13001 MARSEILLE.

LES ÉCONOMIQUES TROYENS ET DOCKS RÉUNIS
(2.000 personnes)
Filiale d'un groupe important de la distribution
recherchent

LE RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE LEUR DIRECTION DU PERSONNEL

Celui-ci devra assurer, avec son équipe, l'élaboration de la paie pour l'ensemble des salariés de la société, ainsi que l'exécution des déclarations sociales et fiscales.
Il assistera les divers entrepôts et points de vente de la société pour toutes questions concernant la paie et à cet effet assurera la formation de leur personnel.
Pour accomplir au mieux cette mission, une expérience professionnelle d'au moins 5 années dans un poste similaire est exigée.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à l'attention de M. BERTHIER, directeur du personnel.

E.T.D.R.
63, avenue Pasteur, 10000 TROYES
Discrétion totale assurée.

---

sovac

Important groupe financier privé souhaite accueillir dans son agence d'Orléans

UN JEUNE DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

ayant une brève expérience commerciale, pour le faire accéder après quelques années à des fonctions de direction d'agence.
Elle souhaite engager un candidat à vocation commerciale marquée qui sera intégré dans une petite équipe et formé aux différents produits et services (financements industriels, crédits immobiliers, financements autos, crédits personnels) et au management d'une agence.
Il percevra une rémunération fixe rapidement évolutive, bénéficiera d'importants avantages sociaux et d'une voiture de fonction.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à Mr PICHOT SOVAC avenue de Grammont 37000 TOURS.

LES HOSPICES CIVILS DE LYON
recherchent pour leur DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

1 INGÉNIEUR D'APPLICATION

Expérience systèmes transactionnels (G.C.O.S., T.D.S.) ou mini souhaitée.

Adresser lettre manuscrite (en précisant rémunération), C.V. et photo à : HOSPICES CIVILS DE LYON
Département informatique. 61, boulevard Pinel.
B.P. 40, 69671 BRON CEDEX.

Important groupe de sociétés Concessionnaire auto et P.L. Rhône-Alpes
OFFRE situation d'Avenir à

JEUNE CADRE

âge 30 ans, de formation supérieure (École de Commerce ou de gestion ou D.E.C.S.), pour comptabilité générale et analytique sur informatique, gestion financière et contrôle de gestion Groupe, expérience confirmée exigée.
Adres. C.V. + références précises à :
Sté S.C.I.A.S. – B.P. 125 – 01004 BOURG-EN-BRESSE. Cedex.

Importante SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE SUD-OUEST (100 km nord BORDEAUX)

RECHERCHE :

INGÉNIEURS

de formation électronique de puissance débutants ou ayant quelques années d'expérience

TECHNICIENS

BTS ou DUT électronique pour son département « ETUDES NOUVELLES »

TACHES A REMPLIR :
- Conception et industrialisation de variateurs électroniques, d'onduleurs.
- Un poste « ÉNERGIES NOUVELLES »

Ecr. s/nº 7.521 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société d'Expertise Comptable

RODEZ (25 personnes)

soucieux de la qualité de ses prestations, crée le poste d'

ATTACHÉE de DIRECTION

Ce poste conviendrait à une candidate de 32 ans environ ayant une maîtrise de droit, une bonne pratique du droit des sociétés et plus généralement du droit des affaires.
Une expérience en cabinet d'audit serait appréciée.
L'utilisation de l'informatique et de la bureautique est impérative.
De réelles qualités de contact et d'organisation, une bonne autorité naturelle ainsi qu'un caractère souple sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à ADM 164, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris, sous réf. 6.871.

Organisme de formation de la Vienne recherche :

ASSISTANT DE FORMATION

Chargé de promouvoir la formation continue dans le département.
– Profil : Formation supérieure, expérience de l'entreprise obligatoire dans un service de production industrielle. Expérience commerciale appréciée. Qualité d'organisation et souci de la performance indispensables.
Age 35 ans environ.
Demander dossier de candidature au : (49) 88-02-30.

Chambre Régionale d'Agriculture Poitou-Charentes, recherche :

JEUNE DIPLOMÉ

Maîtrise Sciences Economiques Connaissant parfaitement l'agriculture, pour poste chargé d'études économiques.

Adr. C.V. et photo à C.R.A. Poitou-Charentes, 234 bis, r. du fg du Pont-Neuf, Poitiers cedex.

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public à vocation internationale, recherche pour son Centre Scientifique et Technique d'ORLÉANS LA SOURCE.

UN INGÉNIEUR MINÉRALURGISTE

Afin d'assurer la réalisation et le suivi d'études techniques en laboratoire pilote ou unités industrielles. Les candidats devront présenter une formation d'ingénieur avec une première expérience en traitement de minerai, soit en laboratoire soit en exploitation.

Adr. lettre de candidature avec C.V. réf. et prétentions à l'A.N.P.E., 165, bd de Chateaudun, 45042 ORLÉANS CEDEX sous réf. CS/82-37 à l'attention de M. PONCEAU qui transmettra.

Importante société à vocation internationale recherche pour son centre Scientifique et Technique d'ORLÉANS LA SOURCE :

UN TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

Pour assurer la gestion de la documentation de sa Division électronique, le suivi des commandes, et quelques fonctions techniques (câblage de circuits imprimés, vernissage de cartes). Les candidats devront présenter une formation du type BAC F2 avec si possible une expérience de laboratoire en électronique (débutants acceptés). Connaissance de l'Anglais technique souhaitée.

Adr. lettre de candidature avec C.V. réf. et prétentions à : l'A.N.P.E. – 165, bd de Châteaudun, 45002 ORLÉANS CEDEX, sous réf. CS/82/15-1429, à l'attention de M. PONCEAU qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

Société construisant et commercialisant des biens d'équipements lourds (C.A. 400 MF)
recherche
pour son siège social (PARIS-16e)

ASSISTANT(E) CONTROLEUR DE GESTION

qui aura directement la responsabilité

- Du tableau de bord central ;
- De l'établissement et du contrôle des budgets ;
- De l'élaboration et du suivi des procédures comptables et administratives ;
- Des états de consolidation pour la maison-mère ;
- Des questions fiscales.

Il assistera étroitement l'usine pour le contrôle des prix de revient (gestion à la commande). Une connaissance pratique de gestion de crédits importants à l'exportation au sein de groupements industriels complexes sera un atout supplémentaire.

Ce poste évolutif conviendra à un(e) candidat(e), titulaire du DECS, ayant une première expérience de ces domaines, si possible dans un secteur d'activité comparable.
Ecrire s/nº 7518 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société de S.A.V. INFORMATIQUE PARIS
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Expérience exigée sur MICRO et MINI-CALCULATEURS.
Anglais indispensable.
Il sera chargé de définir les besoins et de mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires à une équipe de techniciens.
Lieu de travail : PARIS (déplacements).

TECHNICIEN LABORATOIRE

Titulaire B.T.S. ÉLECTRONIQUE.
Expérience micro-processeurs.
Anglais courant indispensable.
Lieu de travail : PARIS.

TECHNICIEN Service Après-Vente

Titulaire Brevet de Technicien Électro-mécanique ou C.A.P. Électro-mécanique.
Lieu de travail : PARIS (déplacements)

Adresser C.V. et prétentions à
ASSISTANCE INFORMATIQUE FRANCE
13, rue des Mûriers, 75020 PARIS.

IMPORTANTE REVUE INDUSTRIELLE SPÉCIALISÉE LEADER DANS SA BRANCHE
recherche

JOURNALISTES ou INGÉNIEURS

Dans le domaine de la

MANUTENTION
STOCKAGE – TRANSPORTS – LOGISTIQUE

PROFIL IDÉAL :
Journaliste ayant une formation d'ingénieur, 2 à 3 ans d'expérience dans les techniques de distribution physique et leurs applications.

Ce poste peut également convenir à un ingénieur, un technicien supérieur ou un homme de marketing ayant le goût et l'aptitude à communiquer par écrit.

Poste évolutif à pouvoir rapidement à PARIS.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE sous nº T 037 706 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante organisation professionnelle consacrée au logement
recherche pour PARIS

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE DU BATIMENT

- 30 ans environ ;
- 4 ans expérience minimum ;
- bonne connaissance technique de la construction ;
- pratique de la négociation et des marchés.

Le candidat devra être en mesure de conduire des négociations avec des industriels et des entreprises, d'évaluer des projets techniques, de développer des méthodes de maîtrise d'ouvrage et de fournir une assistance opérationnelle.

Envoyer C.V. détaillé avec photo + prétentions sous nº T 037613 M, à RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

AGENT DE CHANGE
recherche un

SPÉCIALISTE OBLIGATIONS

Quelques années d'expérience + bonne connaissance de la clientèle institutionnelle
Envoyer C.V. + photo + prétentions à B. de Compiègne S.A.
92, rue de Richelieu, 75002 PARIS
Discrétion assurée.

VALORISEZ VOS CONNAISSANCES DANS UN SECTEUR DE POINTE

Importante société d'ingénierie (5000 personnes) nous concevons et réalisons des ensembles industriels dans le domaine électro-nucléaire et recherchons des

Ingénieurs

ENSEM - IDN - ENSL...
Débutants ou première expérience

Vos connaissances en Electronique, Electromécanique, Automatismes, Régulation, Instrumentation, Installation électrique générale, vous permettront de prendre en charge : — la préparation des dossiers de montage (définition et contrôle des matériels d'essais, rédaction des procédures de montage, contacts avec les clients et les sous-traitants). — l'assistance technique aux chantiers.

Pour ces postes basés à Paris, merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions, sous référence 6626, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

ORGANISME PUBLIC SPÉCIALISÉ DANS L'AUDIOVISUEL RECRUTE PAR CONCOURS

CINQ CADRES ADMINISTRATIFS

une liste d'attente pouvant, le cas échéant, être établie,

Ce recrutement est effectué en vue de pourvoir des postes au sein des services financiers et des postes de caractère juridique.

Il est exigé selon le cas :

- Soit une bonne connaissance des mécanismes comptables et financiers et une certaine compétence en matière de contrôle de gestion ;
- Soit une formation juridique appliquée aux questions de personnel et d'administration.

Une expérience de l'informatique de gestion serait appréciée.

Limites d'âge : 20 - 45 ans.

Diplôme exigé : Diplôme sanctionnant un second cycle d'études supérieures.

Les candidats doivent être dégagés de toute obligation militaire. Les postes sont à pourvoir dès le résultat du concours et une formation est envisagée à l'issue du recrutement.

Après une période d'essai de 8 mois, une rémunération annuelle de l'ordre de 90.000 F. est assurée.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Les candidats dont le dossier aura été retenu subiront une épreuve de présélection le 1er Mars 1983

Le concours se déroulera en Mars et Avril 1983.

Les demandes de candidatures accompagnées obligatoirement d'un curriculum vitae et d'une copie de diplôme, sont à adresser avant le 26 Janvier 1983 sous référence 52965 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

Le groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution de l'eau potable et les services (C.A. 12 Milliards - 45000 personnes) recherche pour renforcer ses structures de gestion :

Chef des services administratifs et comptables

Ce Cadre possède une Formation Supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent + DECS) complétée par une solide pratique administrative et comptable. Il aura déjà eu la charge d'animer de nombreuses équipes de Collaborateurs. Il se verra confier, au sein d'une de nos Directions Régionales des responsabilités de type secrétariat général englobant l'ensemble des fonctions : administration générale, comptabilité, gestion clients, personnel, juridique, assurances, achats, informatique...

Sa carrière pourra se développer par la suite par affectations successives dans de grandes villes de province et éventuellement à l'étranger.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Futurs chefs des services administratifs et comptables

Ces Jeunes Cadres diplômés de l'Enseignement Supérieur et ayant complété leur formation par un DECS, auront déjà acquis une première expérience (3 à 5 ans) dans le domaine administratif en général et en comptabilité en particulier.

Après une période de formation et d'intégration (2 ans environ), ils seront affectés à un poste de responsabilité semblable à celui décrit dans l'annonce précédente.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
La rémunération de début envisagée est de l'ordre de 120.000 F par an. Elle pourra être modulée en fonction de l'intérêt de l'expérience.

Ecrire avec C.V. et prétentions à S.L.E.E. - Direction du Personnel et des Ressources Humaines 45, rue Cortambert 75769 Paris Cedex 16.



lyonnaise des eaux

COFAP

Ingénieurs ou techniciens électroniciens de maintenance

Hewlett-Packard France, 3e société de mini-informatique, recherche pour ses services après-vente de la région parisienne, des ingénieurs ou techniciens en électronique.

Ces postes nécessitent une bonne motivation pour un travail de support en clientèle, de solides connaissances en électronique et en anglais.
Nous proposons un salaire attractif en rapport avec le niveau technique et l'expérience et un intéressement aux bénéfices de la société, une voiture de fonction et d'importantes possibilités de développement de carrière. Nous assurons une formation très complète sur nos systèmes dans nos usines européennes ou aux Etat-Unis.

Les dossiers de candidature, comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo, sont à envoyer à Hewlett-Packard France - Service du Recrutement, Didier Gabin, 91947 Les Ulis Cédex, réf. 014.

HEWLETT PACKARD

média-system

The Boston Consulting Group

SPECIALISE EN STRATEGIE D'ENTREPRISE

Le bureau de Paris du Boston Consulting Group assiste les Directions Générales des grandes entreprises françaises, privées et publiques, dans l'identification, l'évaluation et la mise en œuvre des choix qui engagent leur avenir.

La contribution que nous apportons à nos clients repose sur une expérience acquise dans une grande variété de situations, sur la qualité de nos équipes et sur la garantie d'objectivité qu'assure notre indépendance.

Chaque année, des collaborateurs de haut niveau décident de se joindre à notre équipe de Paris. Ils nous permettent de croître et de maintenir notre leadership.

- *Issus d'une Grande Ecole de tout premier plan, leur créativité et leur rigueur leur permettent d'aborder des problèmes complexes.*
- *Une première expérience professionnelle d'environ cinq ans les a confrontés au concret et les a rendus sensibles aux facteurs humains.*
- *Leur culture et leur expérience leur permettent de s'intégrer naturellement dans le monde des affaires français et ils souhaitent y inscrire leur carrière professionnelle; ils maîtrisent très bien l'anglais et parlent souvent l'allemand, l'italien ou l'espagnol.*
- *Ils assument la responsabilité de leurs conclusions, savent les faire partager et ont le souci de les voir mises en œuvre.*

Les candidat(e)s adressent un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une lettre manuscrite, à Mme Joly, The Boston Consulting Group, Tour Fiat, 92084 Paris La Défense Cedex 16.

Paris Londres Munich Düsseldorf Boston San Francisco Chicago Los Angeles Tokyo

---

legrand

Un marché en expansion
Un groupe qui va de l'avant

Nous sommes les leaders européens de l'appareillage électrique d'installations.
Nous réalisons un C.A. de 2.5 milliards de francs dont 30% à l'étranger.
Nous employons 11 000 personnes.

Nous offrons une carrière commerciale à de jeunes diplômés : ESC, Universitaires, IUT, BTS...

Débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience de vente de matériel électrique

Formés à nos produits et à nos méthodes de vente, vous êtes armés pour vendre et promouvoir les ventes. Au contact permanent des utilisateurs : professionnels de l'installation et industries, des distributeurs : grossistes et grand public; des prescripteurs : bureaux d'études ou d'ingénierie et architectes, intégrés dans une équipe régionale sympathique, vous avez un métier passionnant et préparez votre avenir. Notre réseau de vente est une pépinière pour nos futurs responsables commerciaux.

Nous vous demandons d'être motivés pour la vente, disponibles pour des déplacements, mobiles géographiquement.



Le groupe Legrand est prêt à vous accueillir, nous avons plusieurs postes à pourvoir dans des villes universitaires.

Les recrutements auront lieu à Paris les 19 et 20 Janvier.

Nous vous remercions d'adresser C.V. + lettre manuscrite en indiquant vos prétentions, sous réf 23 M 002 à notre Conseil C.P.A. 69, rue de Monceau 75008 Paris.

média-system

Bankers Trust Company

l'une des 10 premières banques américaines au large réseau international

CHEF DE SERVICE CREDIT DOCUMENTAIRE

Souhaitant développer sa carrière à la tête d'un service traitant des opérations de commerce international au montant unitaire important pour une clientèle de première catégorie.
Le candidat, classe V ou supérieure, aura 7 à 10 ans d'expérience des crédits documentaires dont 3 ans au moins en tant que responsable ayant su prouver sens de l'organisation et de l'encadrement.
Anglais indispensable - Disponibilité rapide souhaitée. *Réf. M 10 C*

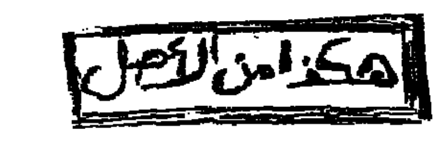
Pour faire face au développement des activités de ce service, nous recherchons un

REDACTEUR

Ayant 2 à 3 ans d'expérience, la maîtrise des opérations de financement d'import-export.
La connaissance du négoce international et back to back credit sera appréciée. Il aura le sens des contacts humains et du travail en équipe.
Bonne connaissance de l'anglais.
Possibilité d'évolution pour un candidat de valeur. *Réf. M 10 R*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à la Direction du Personnel, Bankers Trust Company, 12-14 Rond Point des Champs Elysées 75386 Paris Cédex 08.

média-system



TECHNICAL WRITER FOR ACCOUNTING SOFTWARE

A leading American financial software producer rapidly expanding in Europe seeks a technical writer/translator to work in their Paris office.

The appropriate candidate will be bilingual English/French with French mother tongue and have indepth knowledge of French, and if possible U.S. accounting practices. A general understanding of computing techniques is also required.

After selection, the candidate will spend 2 months at the U.S. Headquarters in Boston for training and thereafter 1 or 2 weeks per year.

The job will initially consist of :
- reviewing and revision of translated technical documents,
- creation of French language marketing documentation.

The company offers significant opportunities for career expansion into technical sales support and new client development.

Send C.V. and salary requirements to LEXTEL (REF M.D.)
15, rue du Louvre,
75001 PARIS.

Indimeleia

la créativité industrielle

Département robotique

RESPONSABLE TECHNIQUE

HF

Cette PMI très dynamique, filiale d'un puissant groupe industriel français est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de composants électromécaniques auprès de l'industrie aéronautique et spatiale. Le département robotique, récemment créé est amené à connaître un développement considérable. C'est la responsabilité globale de ce département sur le plan technique qu'il convient de prendre aujourd'hui.

Le titulaire du poste, rattaché au Directeur Technique prend en charge l'animation technique et humaine du département robots industriels (chargement et déchargement de machines outils, assemblages automatisés...). Il dirige et anime une petite équipe de techniciens, prend en charge l'étude et le développement de nouveaux produits, participe à l'industrialisation et à la mise en place d'une structure de production appropriée.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur (Homme ou Femme) de formation supérieure : Centrale, Sup élec, AM, INSA... possédant déjà une expérience industrielle dans un contexte similaire. Son expérience et sa formation l'on conduit à bien maîtriser les domaines liés à la mécanique, l'électronique et la micro-informatique.

La connaissance de l'anglais est impérative. Le poste est basé dans la banlieue Sud Est de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 5733 C à

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

Produits détergents

INGENIEUR CHIMISTE

Responsable recherche et développement

Cette Société, filiale d'un très puissant groupe multinational étudie, fabrique et commercialise une gamme très complète de détergents destinés principalement au marché des collectivités. Dans ce domaine, elle occupe la première place.

Son expansion exceptionnelle la conduit à créer un poste d'Ingénieur Chimiste, Responsable du département Recherche et Développement «Détergents», sa mission est complète : il participe à la définition des nouveaux produits en liaison avec le Marketing; il détermine les programmes de recherche et en assure la réalisation; il gère de façon autonome ses budgets, ses investissements et ses effectifs (une équipe d'Ingénieurs et Techniciens spécialisés). Il est en relation fonctionnelle constante avec les services commerciaux, les clients et la production.

Pour ce poste très évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Chimiste impérativement spécialiste des détergents. Diplômé ou autodidacte, il possède une expérience professionnelle significative dans ce domaine acquise de préférence dans un Service Recherche et Développement. Le poste est basé dans la banlieue Est de Paris.

Les conditions offertes, les perspectives de carrière concrètes et rapides, et l'intérêt technique du poste sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 14538 E à

EGOR INDUSTRIE
3 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

COFRAMI

Société de Services spécialisée dans la conception et la réalisation de logiciels sur mini-ordinateurs et microprocesseurs

recherche

DEUX INGÉNIEURS AYANT UNE FORMATION GRANDES ÉCOLES ou D.E.A.

Ces ingénieurs participeront à des développements logiciels dans les domaines suivants :
- automatismes, contrôle de processus ;
- télécommunications et télématique ;
- systèmes spécifiques.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à :
COFRAMI, 5, rue Vernet, 75008 PARIS
sous la référence M.F.R.

ADRIA Caravan

Recherche pour son secteur géographique PARIS-NORMANDIE-BRETAGNE

INSPECTEUR DE VENTE

Réseau concessionnaires

Après formation et présentation au réseau, il sera chargé de promouvoir les ventes, de suivre et d'optimiser l'activité commerciale des concessionnaires de son secteur. Ce poste implique un rôle d'animation de gestion et de contrôle.

Nous souhaitons rencontrer un homme (minimum 28 ans) mobile et disponible possédant une expérience significative acquise de préférence dans l'animation d'un réseau et dans la vente indirecte.

Le Siège de la Société étant basé à PARIS, et la zone d'inspection couvrant la région parisienne, il est souhaitable de résider en Ile-de-France.
Statut cadre, véhicule de fonction, frais remboursés.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6239 AF, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

Un métier neuf...

INGENIEUR D'ETUDES EN MARKETING INDUSTRIEL

Cette Société, filiale d'un groupe anglo-saxon de la pétrochimie, fabrique et commercialise des lubrifiants destinés à différents secteurs de l'industrie. Son important développement en France la conduit à renforcer son équipe marketing et à créer un poste d'Ingénieur d'Etudes.

Il a pour mission d'analyser les données, recueillies aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Entreprise, concernant les secteurs déjà travaillés. Parallèlement, il appréhende et évalue le potentiel des nouveaux marchés. L'ensemble de ses recherches et de ses recommandations s'inscrivent dans la définition de la politique à moyen terme de la Société.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement scientifique, idéalement un chimiste. Son expérience confirmée du marketing de produits industriels l'amène à s'orienter vers une fonction comportant une réflexion d'ordre stratégique et une préconisation en termes d'actions.

Pratique de l'anglais indispensable. Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11475 D à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

Si vous désirez faire carrière dans l'informatique venez rejoindre nos équipes

Filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer des systèmes de gestion en temps réel nous organisons à partir du 7 février prochain notre prochain stage de 5 mois de formation intensive aux techniques de base les plus évoluées de l'informatique (langage de programmation, bases de données, temps réel...). Il est rémunéré et s'adresse au titulaires de

maîtrise ou DEA scientifique ou gestion

A l'issue du stage vous serez intégré(e) dans une de nos équipes responsables de projets et participerez au développement de projets informatiques importants et variés, sur des matériels IBM puissants (4 grands ordinateurs centraux et 1300 terminaux répartis en France), avant d'accéder à des responsabilités d'encadrement.

Adressez lettre, C.V., photo sous réf. M 201 à GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris la Défense Cedex 11.



Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit.
Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique.
La GIE vous donne les moyens d'y réussir.

La Direction Informatique de la Caisse Régionale du
Crédit Agricole de l'Ile-de-France
Paris - Gare de Lyon

POUR RESTER LES PLUS PERFORMANTS



NOUS AVONS BESOIN D'ENERGIES NOUVELLES

Notre informatique est depuis quelques années à la pointe du progrès. Nous avons été parmi les premiers à utiliser le temps réel dans nos agences (1978). Notre matériel central IBM 3081 sous MVS, IMS avec DL1 orchestre plus de 1000 terminaux. Nos 50 informaticiens sont compétents, bien formés, très motivés et souvent débordés...

Pour développer des applications en temps réel avec bases de données : missions d'analyse et/ou de programmation. Postes sous référence M 1621 D.

Pour assister l'architecte des bases de données. Une bonne connaissance de DL1 est indispensable. Poste sous réf. M 1621 E.

Vous êtes diplômés d'une école d'ingénieur ou d'une MIAGE.

Suivez le bon sens, venez nous rejoindre, comme le tout Paris, pour partager la réussite de notre avenir.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. choisie, à

EGOR INFORMATIQUE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de $ - 20.000 personnes

recherche
dans le cadre de l'expansion de son Service de Maintenance

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

- Titulaires du BTS/DUT ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 4 années dans le service après-vente de systèmes informatiques.
- Vous désirez être autonome à l'intérieur d'un secteur géographique dans lequel vous assurerez la maintenance d'une gamme étendue de matériels.
- Nous vous offrons une formation approfondie sur nos produits et à moyen terme une possibilité d'évolution vers des responsabilités de supervision.

Les candidats motivés par une telle opportunité sont priés d'envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
Brigitte RISCHARD Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING SPÉCIALISÉE DANS UNE TECHNOLOGIE AVANCÉE
recherche le

CHEF DE SON BUREAU D'ÉTUDES

Vous êtes **INGÉNIEUR MÉCANICIEN** diplomé et avez acquis une expérience d'environ dix ans dans un poste comportant la direction d'un BE d'installations d'unités industrielles équipées de réseaux de tuyauteries.

Dans le cadre de ce poste, vous aurez la responsabilité complète tant administrative que technique, d'un bureau d'études de 60 personnes, ainsi que celle de l'assurance qualité des travaux effectués.

Procédant actuellement à l'introduction des méthodes **CAO** à l'intérieur de ce bureau, une expérience antérieure dans ce domaine serait apréciée.

Ce poste requiert un excellent niveau de qualification professionnelle et un tempérament d'animateur.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-LA DÉFENSE

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 50032 à HAVAS CONTACT.
1, place du Palais Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

ENERTEC

société du groupe SCHLUMBERGER,
recherche pour sa division Acquisition et Enregistrement de Mesure
basée à VELIZY

Ingénieur électronicien

Intégré à un service d'études concevant des enregistreurs magnétiques pour l'industrie aéronautique, il participera au projet «enregistreur à tête tournante» et aura la responsabilité de sous-ensembles du projet : chaîne d'enregistrement-lecture et circuits de correction d'erreurs.

Il est diplômé d'une grande école et a des connaissances en électronique rapide, analogique et numérique. Réf. S 238

Ingénieur système

Il fera partie d'un service d'études réalisant des systèmes professionnels d'enregistrement et de traitement du son. Au sein de l'équipe chargée d'étudier une console numérique de mixage, il sera responsable de la conception et de la mise au point d'un système à microprocesseurs.

Diplômé d'une grande école, il est attiré à la fois par le «hardware» et le «software». Réf. S 239

Nous offrons des possibilités de carrières intéressantes à des candidats motivés par la technique et prêts à assumer des responsabilités.

Adresser dossier de candidature complet, en précisant la référence, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Newport, 78140 Vélizy-Villacoublay.

ENERTEC
Schlumberger

SOCIÉTÉ D'ÉDITION MAGAZINES MENSUELS
recherche

RESPONSABLE PROMOTION ET VENTES

(E.S.S.E.C., SUP. DE CO., etc...)

Expérience commerciale dans la presse ou dans l'édition souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° T 037657 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

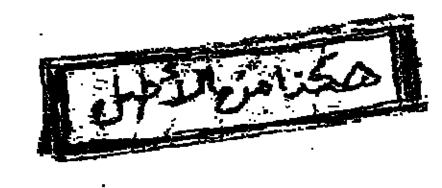
Très importante
AGENCE DE PUBLICITÉ

cherche jeunes

CONTROLEURS DE GESTION

Formation E.S.C.P. ou équivalent expérience souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 252 565 M, à
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



un jeune ingénieur informaticien pour coordonner notre réseau minis/micros.

La Radio se décentralise. Notre rôle est de piloter la création des radios locales publiques et d'assister les futures sociétés régionales de radiodiffusion, en mettant en place un système de gestion sur MICRAL et MINIS 6.

La mise en oeuvre de notre plan informatique s'appuie sur des compétences internes et des aides extérieures; notre responsable *informatique cherche son adjoint pour, à ses côtés, servir de relais aux utilisateurs finaux et coordonner la sous-traitance.*

Ingénieur, vous avez acquis en trois ans minimum votre expérience de la conduite de projets supportés aussi bien sur minis ou micros installés sur un réseau et souhaitez dépasser la technique pour accéder à la vision d'ensemble du développement informatique de notre société. (réf. 4272 LM)

ESSO CHIMIE
Notre-Dame-de-Gravenchon (76)

jeune ingénieur analyste, poursuivez votre carrière en Normandie.

Le département informatique de notre site de production, situé entre Le Havre et Rouen, dispose d'un IBM 4331 et d'un gros mini de DATA GENERAL, reliés au réseau du groupe. Les applications vont de la gestion à la production en passant par la modélisation. Vous intégrez l'équipe, développant le système gérant toutes les informations concernant la production, puis basculez sur la réalisation d'un projet ambitieux de gestion de l'entretien.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, vous avez appris en deux ans d'expérience à passer d'un matériel ou d'un langage à l'autre, pratiquez le FORTRAN, voire le COBOL, dans un environnement DB/DC et, enfin, votre anglais est compréhensible. Sachez que chez nous les jeunes ingénieurs prédominent et que votre développement de carrière est largement ouvert sur le groupe, y compris à l'International. (réf. 4274 LM)

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous la référence correspondante à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

DEBUTANTS
Sup. de Co. Paris, ESCAE Lyon ou Reims

Vous avez choisi **l'option FINANCE-COMPTABILITE** *et vous souhaitez vous orienter vers une carrière en Entreprise.*

Notre Groupe, l'un des leaders de la fabrication et la pose de canalisations en béton dont l'effectif de 2500 personnes est réparti dans différentes unités en France et à l'étranger, offre trois postes de cadres comptables.

- *Deux postes sont basés à Paris : l'un est axé sur les études financières et le contrôle budgétaire, l'autre orienté vers la responsabilité comptable et administrative d'une filiale.*
- *le troisième permettra au candidat retenu de prendre en charge la gestion comptable et administrative d'une usine de province.*



Si l'un de ces postes vous intéresse, merci d'adresser votre candidature avec c.v. et prétentions sous référence 1484 à :

SOCIETE DES TUYAUX BONNA
Boite Postale 371 - 08
75365 Paris Cedex 08.

PERNOD

renforce la structure de son département marketing et recherche

Assistant chef de produits

- *Diplômé d'une école supérieure de gestion (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent).*
- *ayant le goût d'un marketing opérationnel étroitement lié aux activités de la force de vente.*

Nous souhaitons recruter un candidat ayant déjà acquis une première expérience (1 à 2 ans) d'un marketing de produits de grande consommation.

Nous offrons une intégration progressive, incluant un passage sur le terrain au sein de l'équipe de vente et des perspectives d'évolution à moyen terme vers la fonction de chef de produits.

Lieu de travail : Créteil.

Adresser CV et prétentions à PERNOD, Service du Personnel, 120 avenue du Maréchal Foch, 94015 Créteil Cédex.

média-system

FLOPETROL

Leader mondial pour les essais de production de puits pétroliers,
conçoit et développe ses propres équipements d'opérations sur site, et recrute

Jeunes Ingénieurs

Recherche et Développement

Ingénieur analyste

Il développera dans un premier temps un logiciel automatisant la production d'un rapport d'analyses chimiques et *participera à l'implantation d'un atelier* logiciel avant d'en prendre ultérieurement *la responsabilité.*
De formation supérieure en informatique, il possède 3 à 4 ans d'expérience, la *connaissance du logiciel* et matériel DEC, de la programmation structurée et des langages Fortran et Pascal. Réf. S 234.

Ingénieur systèmes électroniques

Il assurera l'étude, la *réalisation* et les essais des prototypes en laboratoire et sur les puits à l'étranger, et sera *responsable de projets mettant en oeuvre*: circuits analogiques basse fréquence, techniques numériques, microprocesseurs, minicalculateurs.
Electronicien de haut niveau, il possède de solides connaissances en analogique digitale, circuits analogiques, mini et microinformatique, *logiciel* et télétransmission. Réf. S 235.

Ingénieur mécanicien

Travaillant en équipe avec le chef de la section «Mesures de débits», il développera l'aspect mécanique des outils *et systèmes à l'étude.*
Diplômé d'une grande école à dominante mécanique, *ENSAM ou équivalent*, il possède déjà, de préférence, une première *expérience* acquise au sein d'un bureau d'études. Réf. S 236.

Développement et Industrialisation

Ingénieur électronicien

pour couvrir les domaines suivants: *petits systèmes de type embarqués et appelés à travailler en environnement sévère* ; systèmes moyens destinés au traitement de données en environnement industriel.
Ce poste implique également la mise en place des moyens de tests en production et la constitution des dossiers de fabrication. Il s'adresse à un ingénieur possédant de préférence une ou deux années d'expérience hardware acquise au sein d'un bureau d'études orienté vers les systèmes informatiques. Réf. S 237

Ces postes, basés à un quart d'heure de Fontainebleau, impliquent une bonne connaissance de l'Anglais.
Les rémunérations sont motivantes et les perspectives d'évolution sont réelles au sein d'un Groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre dossier complet, en précisant la référence, à la Direction du Personnel, Services Techniques FLOPETROL, BP 560, 77006 Melun Cédex.

FLOPETROL
Schlumberger

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche

Pour les Services Fiscaux de sa Direction Financière

Un jeune cadre

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront acquis *au cours d'une première expérience en entreprise* la connaissance pratique de la fiscalité des sociétés.

De larges perspectives de carrières seront offertes dans les différentes *branches du groupe.*

Adresser CV, photo et prétentions en mentionnant sur l'enveloppe la référence 9030 à Média-System, Emplois et Carrières, *104 rue Réaumur 75002 Paris.*

média-system

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES.

PASSEZ DE LA THEORIE A LA PRATIQUE AMBITIEUSE

De formation grande école (scientifique ou gestion), vous recherchez l'entreprise qui vous permettra d'exploiter au mieux vos capacités et votre ambition.

IMPORTANT GROUPE PRIVE D'ASSURANCES, nous disposons de moyens nécessaires à accompagner l'évolution rapide de votre carrière.
Nous souhaitons dès aujourd'hui former de futurs cadres de direction pour leur confier à terme, d'importantes responsabilités dans différents secteurs du Groupe.
Aussi, faites vos preuves en vous intégrant à notre Service Informatique et en participant durant quelques années au développement de grands projets de gestion.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre c.v. (avec photo et prétentions) au G. CAM (référence 179) à qui nous avons confié cette recherche.

G. CAM - Marie-Françoise Aletti - Tour Maine-Montparnasse
Boite Postale 8 - 75755 Paris Cedex 15.

CONNAISSEZ-VOUS LE CAM?

Nous sommes le service chargé de développer et de gérer l'informatique de la CAISSE DES DEPOTS.

La variété des interventions de la Caisse des Dépôts et la taille de notre entreprise (750 personnes) nous permettent de vous offrir un emploi stable, intéressant et évolutif.

Nous recherchons plusieurs DIPLOMES D'ETUDES SUPERIEURES (Ecoles d'Ingénieur, Maîtrise, IUT...). Ils seront intégrés dans nos équipes d'études et participeront à la conception et à la réalisation d'applications de gestion dans les domaines BANCAIRES, ASSURANCES, RETRAITES, etc... .

Ces projets font appel à des méthodes et techniques évoluées : TELETRAITEMENT, (CICS, TDS) BASES DE DONNEES (DLI, IDS 2) TIME SHARING, INFOGRAPHIE et tout ce qui concerne l'informatique DECISIONNELLE.

En fonction de votre expérience nous vous offrirons des postes de :

CHEFS DE PROJETS
ANALYSTES
ANALYSTES PROGRAMMEURS

Les affectations possibles sont :

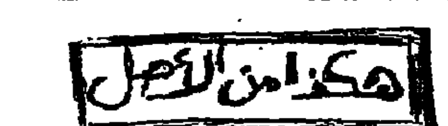
PARIS MONTPARNASSE, ARCUEIL, ANGERS, BORDEAUX.

L'entreprise offre tous les avantages sociaux liés à la Banque et des possibilités réelles d'évolution (budget formation : 7% de la masse salariale).

Prenez contact avec nous en envoyant CV détaillé et prétentions à :

CAM

Direc. du Personnel
Réf. : 3204/01 M
94114 Arcueil Cedex



TRANSAC Alcatel

PARTICIPEZ ACTIVEMENT A LA REUSSITE D'UN PROJET

Dans le cadre de l'expansion de son nouveau département PRODUITS LOGICIELS nous recherchons :

4 INGENIEURS CONFIRMES EN LOGICIEL

Pour intervenir sur le **logiciel de TELECOMMUNICATIONS** des terminaux multi-fonctions et sur le **logiciel BANCAIRE.**

Dans les domaines suivants : • Architecture de réseaux • SNA • Terminaux compatibles • Produits clés en mains, connectés sur de grands réseaux • Support.

De cette participation active, au sein d'une équipe de 4 à 5 personnes naîtra la réussite du projet : ces ingénieurs pourront utiliser et enrichir leurs connaissances en *informatique temps réel et microprocesseurs.*

Une réelle perspective d'évolution est assurée aux candidats de valeur.

Lieu de travail : MASSY à 5 minutes de la gare RER.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous *référence 9627 M à Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail*

TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY.



CRMA (310 personnes) membre du groupe UTA industries, nous sommes une équipe d'ingénieurs et de techniciens qualifiés, spécialisée dans les fabrications mécaniques et l'entretien de matériels aéronautiques.

INGÉNIEUR MÉTHODES

Le responsable du service que nous souhaitons rencontrer:
- dirigera et animera une équipe de préparateurs et de dessinateurs:
  - *pour ateliers d'usinage de précision avec machines conventionnelles et **centres d'usinage à C.N.**;*
  - pour ateliers de révision;
- établira les devis;
- déterminera les besoins et participera aux choix des investissements.

Pour mener à bien la tâche qui lui sera confiée, le candidat devra avoir:
- une formation supérieure;
- une expérience de plusieurs années, si possible dans le **secteur aéronautique**;
- *des qualités de commandement* et de relations humaines;
- une compétence réelle des problèmes d'usinage et de la programmation des C.N.

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITÉ

Le candidat à qui nous confierons ce poste aura comme responsabilités *principales:*
- la définition et la mise en place des procédures de fonctionnement de l'assurance qualité et du contrôle de production;
- l'établissement et la mise à jour des **manuels d'agréments** pour les Services Officiels et des **manuels de contrôles techniques internes;**
- la mise en place de l'organisation *assurance qualité: système d'audit,* analyse et contrôle des statistiques de fiabilité, **enquêtes techniques,** expertises...

Les exigences du poste nécessitent:
- une formation supérieure et une expérience professionnelle approfondie dans le domaine de la fabrication de pièces mécaniques, de précision et de l'Assurance Qualité;
- *de réelles compétences des relations* humaines liées à une autorité naturelle.

INGÉNIEUR PRODUCTION

Sous l'autorité du Chef de Département, ce responsable de **l'activité révision** partie froide de réacteurs (60 personnes):
- organisera, coordonnera, dirigera et gérera l'activité du département révision;
- *fera évoluer les méthodes d'entretien et développera les techniques nouvelles;*
- participera aux contacts clientèle.

Outre une formation d'Ingénieur Grande École, le candidat aura:
- une expérience de 3 à 5 ans en production ou révision;
- entre autres qualités humaines: de l'énergie et de l'autorité,... le souci de l'efficacité.

Ces 3 postes nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à C.R.M.A. - 6, rue Marceau 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX. (Discrétion assurée).

LEADER MONDIAL des SYSTEMES AUTOMATIQUES FERROVIAIRES

INTERELEC

(métros de Paris, Mexico, Santiago, etc.), nous développons et diversifions nos produits **(doublement du C.A. en 2 ans).**

GROUPE MATRA



Nous recherchons un

Ingénieur électronicien

pour gérer un groupe méthodes et moyens de tests

(composants, sous-ensembles et produits électroniques)

L'Ingénieur que nous recherchons a une **formation ENSERG** *ou* **ENSEEIHT.** *Il a plusieurs années d'***expérience industrielle,** de préférence dans un grand groupe. Il a eu l'occasion de concevoir des systèmes de tests dans une optique industrielle. Il a évidemment des connaissances en informatique.

Rattaché aux Méthodes Industrielles, il apportera sa compétence à tous les stades du développement de nos produits, des études à la série. Il participera activement aux créations technologiques des tests et contrôles.

Il créera son équipe et définira les moyens qui lui seront nécessaires.

Si vous désirez un travail varié et autonome, des contacts à tous niveaux et des possibilités d'évolution, adressez votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/IMM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants **74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

MEDIA PA

Formation universitaire ou équ.

Rejoignez l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite...

EUTELSAT est une Organisation internationale en plein essor dont le Siège est à **Paris.** Elle a été créée récemment afin de gérer *et d'exploiter le système européen de télécommunications par* satellite. **L'Organisation recherche actuellement du personnel en vue de pourvoir immédiatement ou ultérieurement des postes vacants.**

Les activités de l'Organisation comprennent l'ingénierie des *systèmes, l'approvisionnement et l'exploitation de matériel et se* rapportent aux installations au sol ou à la conception globale des systèmes. *Une certaine expérience dans le domaine des télécom*munications par satellite constituerait un atout. Les candidats éventuels doivent être **titulaires d'un diplôme universitaire** ou **avoir une expérience équivalente** et posséder des **connaissances générales dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :**
- Conception de systèmes de télécommunications.
- *Conception et mise au point des équipements.*
- Conception ou exploitation d'un Centre de commande.
- Exploitation, *planification* ou *maintenance* des stations terriennes.
- Transmission télévisuelle ou traitement des signaux.
- Méthodes de *transmission analogique* et *numérique*, incluant le traitement des signaux, les techniques de modulation et d'accès multiple.
- Traitement de données ou analyse des systèmes de logiciels.
- Transmission de données ou réseaux d'acquisition.
- Services d'exploitation, procédures et *planification.*
- Coordination et suivi de projets.

L'Organisation propose aussi des **postes à pourvoir très rapidement** dans ces domaines :
- **Technique :** Un **INGENIEUR** spécialiste dans la conception et la construction des antennes de satellite.
- **Administratif :** Un **ADMINISTRATEUR** chargé des contrats *et un* **COMPTABLE.**

L'Organisation offre des salaires de haut niveau ainsi que des conditions d'emploi attrayantes et un travail intéressant. Les candidats doivent aimer travailler dans un milieu international et avoir une connaissance parfaite de l'une des deux langues officielles (l'anglais et le français) et être prêts à acquérir une bonne connaissance de l'autre langue.

Pour obtenir de plus amples renseignements et demander des formulaires de candidature, les candidats intéressés doivent s'adresser au Chef du Personnel - **EUTELSAT** - Tour Maine-Montparnasse - 75755 PARIS CEDEX 15.

MEDIA PA



jeunes ingénieurs haut potentiel

pour postes opérationnels en usine

LA BRANCHE EMBALLAGE DU GROUPE BSN numéro 1 de l'emballage verrier en France (10 usines) offre plusieurs postes formateurs et évolutifs à de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une première *expérience industrielle.*

Ils seront capables de s'adapter à des problèmes techniques variés, mais aussi d'approfondir la connaissance d'un "métier". Ils auront le profil d'hommes d'action et de terrain, mais ils seront en mesure de prendre du recul et d'être organisateurs et gestionnaires.

Intégrés dans des usines à taille humaine, ils recevront d'abord une très solide formation en partageant la vie d'une équipe de production et en abordant concrètement les divers aspects de la fabrication : problèmes techniques, gestion industrielle, qualité, productivité, *encadrement de personnel. Puis ils évolueront, en fonction de leur* potentiel, goûts et aptitudes.

Ces postes s'adressent à des diplômés ECP, Mines, ENSAM, ENSI, ENI,... désireux et capables d'être mobiles, tant sur le plan géographique que sur le plan des fonctions.

Premières affectations : usines régions RHÔNE, MARNE, AIN, NORD.

Écrire sous réf. JY 340 A à

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

Jeune ingénieur futur chef de projet informatique

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES offre à un ingénieur débutant une très intéressante opportunité de for*mation et la possibilité d'assumer rapidement des responsabi*lités à la mesure des compétences acquises au sein d'une équipe informatique jeune, performante et utilisant des techniques de pointe.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, il aura d'excellentes capa*cités de communication et il aura prouvé son ouverture aux* problèmes de gestion par une formation complémentaire (type IAE) ou par des stages dans ce domaine.

Il participera à des projets pouvant concerner tous les domaines de l'entreprise : gestion, production, marketing.

Larges perspectives de carrière dans le domaine de la gestion. Poste à PARIS.

Écrire sous réf. GV 338 C à :

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT



Cii Honeywell Bull

pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou DESS - DEA (disciplines scientifiques) *de leur assurer une*

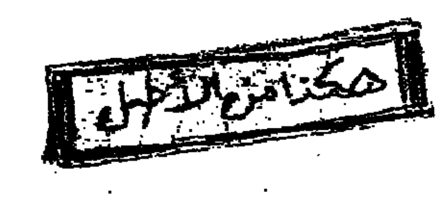
FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes.

Cette offre donne une opportunité à des débutants de *faire une carrière dans un secteur en grande* expansion.

Une session de formation débutera en Février 1983 *et s'étendra sur plusieurs mois.*

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 105 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, *avenue Gambetta* 75960 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SGTE

Société ayant son siège à 94-La Varenne et spécialisée dans la construction électronique et l'installation électrique industrielle, recrute pour poursuivre l'expansion de ses 2 branches d'activité :

• **Pour son Département ÉQUIPEMENTS (W) WESTINGHOUSE**

CHEF DES VENTES

Il sera responsable du développement des ventes du secteur Télécomm. dans l'Industrie privée et des sources d'Énergie (chargeurs, redresseurs, onduleurs, alimentations spécifiques).

C'est un homme d'expérience en matière de vente et de direction de vendeurs, si possible Ingénieur et connaissant ce milieu industriel.

(Réf. BC 813/54-M)

• **Pour son Département ENTREPRISE**

CHEF DE SERVICE D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE INDUSTRIELLE

Ingénieur diplômé (ESE ou similaire), il aura quelques années d'expérience ; ce poste inclut la responsabilité de plus de 150 personnes et la capacité à développer et à gérer une politique commerciale en coordonnant les moyens techniques.

(Réf. BC 815 A/54-M)

CHEF DU CENTRE D'AMIENS - 80 -

Jeune Ingénieur ayant quelques années d'expérience de négociations d'affaires, une première expérience d'installation et un potentiel suffisant pour accroître le volume d'activité du Centre en vue de le constituer en Agence.

(Réf. BC 822/54-M)

JEUNE INGÉNIEUR ADJOINT A CHEF DE SERVICE

Ingénieur Électricien (ESE ou similaire) débutant, en vue de la reprise ou de la création d'un Service à moyen terme. *(Réf. BC 815 B/54-M)*

Un dossier sur la société, ses productions et ses références peut-être consulté chez notre Conseil ou sera expédié sur simple demande.

Pour postuler, envoyez lettre manuscrite et C.V. avec indication de votre rémunération actuelle sous référence du poste à

Cabinet Alain H. PRENANT
50, av. du Général de Gaulle
92130 Issy les Moulineaux

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
C.A. *mondial* 1982 : 1,2 Milliard de $ - 20.000 personnes

recherche

UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

- *Après une formation approfondie* sur nos produits le titulaire du poste assurera le dépannage en laboratoire de systèmes de produits informatiques intégrés.
- Si vous avez une formation BTS, DUT ou équivalent ainsi qu'une expérience de 3 à 4 années dans la maintenance de systèmes informatiques.
- Si vous possédez un bon niveau d'anglais et des connaissances de Basic, alors vous devez proposer votre candidature (lettre manuscrite avec C.V.) à :

Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

PME D'INGENIERIE TECHNIQUE
ETUDES ET TRAVAUX SONDAGES ET FONDATIONS, CA 50 M DE F

recherche

adjoint de direction générale

INGENIEUR GEOTECHNICIEN

- 30 ans minimum, Ingénieur de formation (ETP, INPG, A. et M. ou similaire) avec spécialisation en géotechnique.
- il dépend du Directeur Général qu'il assiste en permanence sur deux plans
  - **Technique** : reconnaissance et essais de sols, rapports techniques, calculs suivant méthodes actuelles.
  - **Commercial** : entretien et développement de la clientèle, administration commerciale, etc
- ce poste requiert une expérience antérieure éprouvée de 5 à 10 ans en entreprise et chantiers. Poste basé à Paris.

Écrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 818-M à GUILLON Sélection
(réponse et discrétion assurées)

CSNCR

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Publicité - Promotion Relations publiques

Vous avez une formation supérieure ; vous êtes un professionnel de la communication. *Vous possédez au moins 5 ans d'expérience publicitaire acquise dans une* agence ou chez un annonceur.

Le **GROUPE DES BANQUES POPULAIRES** vous offre une opportunité de carrière et vous permet de mettre en valeur votre sens des négociations et votre créativité en qualité de

RESPONSABLE DE PROJETS DE COMMUNICATION.

Rattaché directement au Chef du Service Agence Publicité, Promotion, Relations Publiques du Groupe, et avec l'aide d'une Assistante, vous avez la responsabilité complète de la conception et de la réalisation d'opérations de communication nationales ou régionales. Vos fonctions impliquent le choix et le suivi des relations avec *des intervenants extérieurs spécialisés, en particulier à certains stades de création* et de mise en forme des campagnes publicitaires.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/5504, à Hélène REFREGIER qui *étudiera confidentiellement votre candidature.*

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

---

*annonce parlée**

Chef comptable mais aussi gestionnaire

Banlieue Nord - DECS - Anglais parlé.

Société de Transports Internationaux Express en forte croissance, nous recherchons un Chef Comptable jeune. Il secondera le Directeur Administratif et Financier non seulement en prenant la responsabilité complète de la comptabilité mais en jouant à ses côtés le rôle d'un contrôleur de gestion orienté vers la prévision. Expérience indispensable de l'encadrement d'une équipe comptable.

** Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15. de 9h à 18h. Réf. 1289.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

CSNCR

SNCF — OFFRE

198 emplois dans ses bureaux d'études

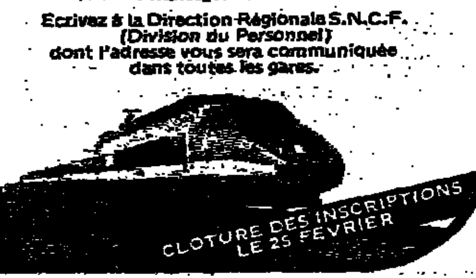
options "électrotechnique-électronique" (93 emplois) et "génie civil" (105 emplois)

Recrutement par concours des 29 et 30 Mars

OUVERTS AUX JEUNES GENS :
— Nés entre le 1er Juillet 1954 et le 30 Juin 1965
— Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F2 à F4, F9, F10 et possédant des connaissances techniques équivalentes au BTS ou au DUT de l'option postulée ou titulaires de l'un de ces BTS ou DUT.

Rémunération brute annuelle de début : *79.000 F environ*
Carrière intéressante, emploi stable
Avantages sociaux.

Écrivez à la Direction Régionale S.N.C.F. *(Division du Personnel)* dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.



LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

recherche pour la Direction de ses Services Juridiques

JURISTE SPECIALISTE EN CONTRATS INTERNATIONAUX

En raison de l'importance des contrats à traiter, seules seront examinées les candidatures présentant les qualifications suivantes :

- *35 ans minimum;*
- *docteur ou licencié en droit français et si possible titulaire d'un diplôme d'une université américaine ou anglaise;*
- *plusieurs années de pratique internationale du droit des contrats appliqué aux affaires industrielles;*
- *connaissance approfondie de l'anglais parlé et écrit absolument indispensable; une deuxième langue étrangère (allemand ou espagnol) serait appréciée.*

GROUPE CGE

Possibilité intéressante de développement de carrière pour candidat de valeur.

Adresser curriculum vitae détaillé sous référence 1493 à AXIAL PUBLICITE, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra rapidement votre candidature.

L'organisation et le développement d'un service QUALITE sous tous les aspects au sein d'une société de pointe vous intéresse.
Votre compétence

d'ingénieurs électroniciens

Votre vécu de l'industrialisation du matériel, la connaissance de l'anglais sont indispensables. Nous vous proposons d'adresser vos références à :

INFORELEC
Chemin de Crèvecœur - 93200 SAINT-DENIS
(chargé du recrutement)

amp

ÉTABLISSEMENT FINANCIER en forte expansion

recherche

SPÉCIALISTES DE LA P.M.E.

Cette fonction convient à des hommes autonomes, capables, seuls ou avec une petite équipe, d'assumer la responsabilité totale d'un secteur géographique.

Ceci implique : l'étude du marché, l'approche des P.M.E., leur analyse sous l'angle du risque, la négociation et le suivi des contrats. Les candidats doivent être capables d'animer des exposés-débats destinés à des chefs d'entreprise, experts comptables, banquiers...

Ils devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement sup., posséder une solide formation comptable et financière acquise au cours de 5 à 10 années d'expérience professionnelle, *dont une partie comme exploitants dans le secteur bancaire.*

Lieu de résidence : PARIS et NANTES.

De fréquents et courts déplacements sont à prévoir.

Envoyer c.v. et photo à FACTOFRANCE, HELLER, Service du Personnel, tour Maine-Montparnasse, 75734 PARIS CEDEX 15.

Société de Services et de Conseil en Informatique,
filiale de l'un des plus importants Groupes de Presse,
diversifie ses produits et crée un poste d'

INGENIEUR COMMERCIAL

Sa mission consistera à **assurer le développement du C.A.** à partir de produits **(logiciels)** s'appliquant *au* domaine de la **gestion** commerciale, administrative et financière.

Toutes ces applications sont exploitées sur une gamme étendue d'ordinateurs allant du **micro** à l'**IBM 4341/2** : importants réseaux de **télétraitement**. Elle s'adresse *plus particulièrement au monde de la* **Presse**, de l'***Edition*** et de la **V.P.C.**

Ce poste convient à un **jeune diplômé d'Etudes Supérieures** (Université ou Grande École), ayant si possible une première expérience de vente dans un *des domaines* précités, mais surtout ayant le profond désir d'affirmer sa *personnalité de "vendeur" au sein d'une* ***équipe performante***.

Les Ingénieurs Commerciaux intéressés envoient leur dossier de candidature sous référence 53-M à

Elisabeth FRENCH
Conseil en Psychologie Industrielle
17, rue Mirabeau - 75016 Paris
Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE 1.000 PERSONNES
2 USINES, 9 AGENCES RÉGIONALES

recherche

SON RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Sous l'autorité du Directoire, il sera chargé de définir et de faire appliquer la politique humaine, notamment dans ses aspects les plus novateurs : expression des salariés, groupes de progrès.

Nous recherchons, pour ce poste complet, un homme de plus de 30 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur, plus de 5 ans d'expérience dans la fonction Personnel dont une partie au moins en usine.

Nous souhaitons des qualités de contact, de dialogue, d'ouverture, une grande rigueur intellectuelle doublée d'une personnalité affirmée.

Lieu de travail Paris ; des déplacements courts mais relativement fréquents sont à prévoir.

Vous voudrez bien envoyer votre dossier + la rémunération souhaitée sous nº T 037.584 M à
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, SUP de CO

Nous sommes un Groupe de dimension nationale, et nous recherchons, dans le cadre de notre développement, de JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES, débutants ou avec une première expérience dans le secteur immobilier.
Nous vous offrons la responsabilité complète de la gestion commerciale, financière et administrative de programmes immobiliers en Région Parisienne.
Ces postes débouchent sur de vastes perspectives d'évolution au sein de notre groupe.
Nous vous proposons une rémunération motivante et de nombreux avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 3969 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROUPE I.B.G.

recherche

DEUX CADRES ANIMATEURS

- Fortement motivés par la formation.
- Formation supérieure : économique, finance, psycho-sociologique, informatique, etc.
- Déplacements en France.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
M. VICTOR
14, place de France, 95200 SARCELLES.

Importante entreprise de travaux publics présente dans 26 pays
recherche pour son Siège à **LA DEFENSE**

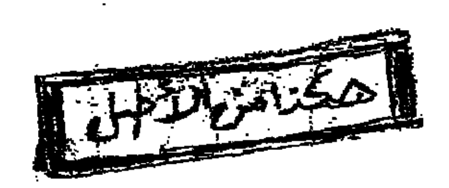
un cadre administratif

Le candidat retenu sera titulaire d'une maîtrise de droit des affaires. Il sera intéressé par le droit international et le droit fiscal.

Il aura acquis une expérience de quelques années, si possible dans les travaux publics. Il parlera Anglais et Espagnol.

Il sera chargé d'étudier et de négocier les clauses juridiques des contrats à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9794 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



VOTRE EXPERIENCE CHEZ UN CONSTRUCTEUR OU UNE SSCI VOUS PERMET DE PILOTER AVEC SUCCES LE DEVELOPPEMENT DE LOGICIEL

Dans le cadre de l'expansion de son nouveau département PRODUITS LOGICIELS nous recherchons :

3 CHEFS DE PROJETS

Pour intervenir sur le **logiciel de TELECOMMUNICATIONS** des terminaux multi-fonctions, et sur le **logiciel BANCAIRE.**

Dans les domaines suivants :
• Architecture de réseaux • SNA • Produits clés en mains, connectés sur de grands réseaux.

A partir du plan d'étude défini par le marketing, ils prendront la responsabilité du produit qu'ils devront livrer au service support. Ils assureront également la maintenance du produit pendant sa période de garantie.

Lieu de travail : MASSY à 5 minutes de la gare RER.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 9615 M à Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY.

UN DES PREMIERS CONSTRUCTEURS FRANÇAIS DE MACHINES-OUTILS A COMMANDE NUMÉRIQUE

recherche

2 INGÉNIEURS INFORMATICIENS
POSITION II

pour intégrer notre secteur conception et réalisation de commande numérique et d'ensembles automatisés à base de microprocesseurs.

Cette opportunité conviendrait à des Ingénieurs Grandes Écoles ou à des universitaires pouvant faire état :
- *d'une bonne connaissance du logiciel* (moniteur, assembleur, PLM, Pascal sur 8086 Intel).
- *d'une expérience réussie* dans le domaine de l'informatique temps réel sur microprocesseurs (2 à 3 ans).

La connaissance de la machine-outil serait un atout supplémentaire.

Le poste à pourvoir est situé en proche Banlieue Paris.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 52676 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

Importante société d'ingénierie nucléaire,
filiale d'un puissant groupe industriel
recherche

Ingénieur d'essais
électricien

Rattaché au centre d'essais de la société, il sera responsable du laboratoire d'instrumentation :
- travaux de développement d'instrumentation pour les chaudières.
- programmes d'essais et de développement de pompes électromagnétiques.

Pour mener à bien sa mission, il encadrera une équipe de techniciens.
La société offre de réelles possibilités d'évolution professionnelle dans un environnement de technologie de pointe.

Ce poste convient à un **ingénieur électricien (ESE, IEG, ENSEEIHT)**, ayant une expérience professionnelle de 4 ans minimum, des compétences en électrotechnique, électronique, technologie de mesures, programmation de logique de contrôle commande de processus, acquises de préférence dans un centre de recherche ou un laboratoire.

Lieu de travail : Bruyères-le-Châtel (91).

Adresser CV et photo, sous réf. 6803, à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Pour succéder à notre chef du personnel : un juriste

Société du secteur tertiaire (gérance et construction immobilières), nous sommes installés en plein centre de Paris, avec un effectif de 650 personnes. L'organisation que vous trouverez, mise en place par votre prédécesseur, a de quoi satisfaire votre esprit rigoureux et méthodique. Vous aurez néanmoins à cœur de l'améliorer et de l'actualiser car, en matière de personnel, rien n'est jamais définitif.

Développer les outils, procédures et comportements nécessaires pour parvenir à une gestion dynamique, efficace, humaine et à un compromis harmonieux entre intérêts économiques de la société et aspirations légitimes de son personnel : voici défini, en termes généraux, l'essentiel de votre mission.
Ainsi, sera de votre compétence tout ce qui touche à la politique du personnel (embauche, promotion, formation), à sa gestion (information, relations humaines, rapports avec les partenaires sociaux), son administration (législation, paie, contrats, prévisions budgétaires), aux œuvres sociales (comités d'établissement). Vous y travaillerez en liaison permanente avec le Directeur Administratif et Financier, le Directeur Général et les autres directions. Vous saurez également vous entourer de tous les intervenants extérieurs nécessaires : organismes sociaux, légaux et de formation, cabinets de recrutement, avocats conseils, etc.

Notre Chef du personnel était d'une très grande compétence mais aussi d'une très grande chaleur. Nous souhaitons que, comme lui, vous sachiez concilier rigueur objective et qualité des relations humaines.
La rémunération se situera dans une fourchette de 160 à 200 000 Francs. Nous vous demandons de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous référence 4318 M à l'agence DESSEIN — 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui le transmettra afin que nous l'étudiions avec la plus totale discrétion.

Dessein

Un ingénieur

Notre offre s'adresse à un jeune ingénieur qui sait déjà que son bagage lui permettra de s'aventurer hors des usines et des laboratoires.
Jeune centralien, Arts et Métiers ou équivalent, vous êtes intéressé par la vie de l'entreprise, et donc par sa gestion, et vous savez que la distribution, sous sa forme actuelle est un maillon important de la vie économique
Déjà à PRISUNIC, Diplômés de Grandes Ecoles de Commerce, Experts en gestion, Ingénieurs qui s'intéressent également à l'economie et à la gestion collaborent efficacement.
La Direction de la logistique qui imagine et met en place les systèmes et les moyens pour approvisionner 350 magasins vous chargera dans un premier temps de la mission suivante : OPTIMISER LA GESTION DES APPROVISIONNEMENTS.
Vous y ferez vos premières armes et y apprendrez à connaître l'entreprise.
Parce que ce poste est évolutif, vos jeunes talents vous amèneront à prendre en charge la Direction d'Unités logistiques ou l'amélioration de nos méthodes et systèmes.
Si cette offre vous intéresse, il est important que nous nous rencontrions.

Adressez dès maintenant votre candidature motivée et motivante qui précèdera notre entretien à
Mme AMAR PRISUNIC B.P. 351 09 - 75426 PARIS CEDEX 09
sous référence 4204 M

prisunic®

HOLDING SECTEUR BATIMENT

recherche libre très rapidement

UN ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

30 ans minimum.
Sous la Direction du chef des comptabilités du groupe, il mettra en place et suivra la gestion et l'audit interne des sociétés du groupe (création de poste).
Il sera titulaire d'un DECS complet ou d'un diplôme d'une école supérieure de commerce (option compta-finances) ou équivalent.
Possède 4 à 5 ans de pratique dans poste similaire (expérience *secteur bâtiment vivement souhaitée*).
Doit être familiarisé avec l'outil informatique.
Déplacements principalement en Région Parisienne.
Rémunération annuelle 140.000 à 150.000 F.

Adresser C.V. détaillé avec photo sous réf. 52951 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel. 94307 VINCENNES CEDEX



SMA btp

1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics

recherche
pour son Service Contrôle de Gestion

Jeune Diplômé de Gestion

destiné à prendre en charge la comptabilité analytique après une période de mise au courant et sous le contrôle du Responsable de Service.

Formation souhaitée : *Maîtrise de Gestion, Ecole de Commerce ou équivalent ..*

Adresser dossier de candidature, photo et prétentions à Mme VIARD
Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics
114 avenue Emile Zola 75739 Paris Cedex 15

LABORATOIRE CENTRAL DES INDUSTRIES ELECTRIQUES

Etablissement autonome spécialisé dans les *études, essais et contrôles de conformité* de matériels électriques et électroniques

recherche

L'ASSISTANT(E) DU RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

Ingénieur de formation, parlant anglais et ayant déjà une expérience industrielle il (elle) sera chargé(e) :

1°) du développement de l'action **"marketing"** (étude des "produits" L.C.I.E., de la clientèle, du marché)

2°) d'actions pour la promotion du L.C.I.E. :
- relations avec la presse, **rédaction d'articles techniques**
- réalisation d'un bulletin d'informations
- organisation de conférences et d'expositions...

Envoyer C.V., photo et prétentions à
L.C.I.E. Service du personnel
33, Avenue du Général Leclerc
92260 FONTENAY-AUX-ROSES

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS

recherche pour les périphéries de :
VERSAILLES, MANTES, PALAISEAU, CHARTRES

EXPLOITANTS D'AGENCE *HF*
GRADÉS (ES)

Leur mission sera de gérer et de développer un fonds de clientèle *particuliers et entreprises.*

Cette mission peut comporter une responsabilité de Personnel.

Si vous possédez une bonne connaissance des produits et services bancaires et une pratique de l'analyse financière d'au moins 2 ans et si vous souhaitez être jugés (es) sur vos capacités professionnelles et vos résultats, écrivez-nous en joignant C.V., photo et prétentions à :
B.P.R.O.P. - Direction des Relations Humaines - sous référence MONDEX
2, Esplanade Grand Siècle - 78003 Versailles Cedex

Un chargé de mission
pour établir le plan à moyen terme de l' afpa et en suivre la réalisation.

Diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, Sup de Co., Essec...), ou titulaire d'un diplôme universitaire de gestion ou d'économie vos quelques années d'expérience ont fait de vous **un spécialiste des méthodes de planification** au sein d'une entreprise privée ou d'un organisme public à gestion décentralisée.

Nous vous proposons aujourd'hui, sous l'autorité du Directeur de la planification, d'orienter, d'animer, de coordonner et de synthétiser les travaux des différents groupes de projets.

Cette mission se déroulera au siège de l'AFPA - Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes - 13, place de Villiers 93108 MONTREUIL Cédex.

Nous vous remercions d'y adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à l'attention de Madame Vestan.

IMPORTANT CABINET FRANÇAIS DE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

Jeunes
Experts Comptables
diplômés

pour les associer à ses projets de développement

Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 1.050 à Publicité Meesters 113, rue de Reuilly 75012 Paris, qui transmettra.

THOMSON-CSF

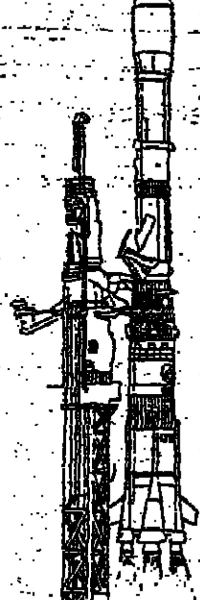
La Direction de l'informatique interne de THOMSON CSF recherche un

RESPONSABLE DE SERVICES COMPTABLES DECS,...

Il possède une expérience d'au moins 5 ans de la fonction, la connaissance de l'informatique et il devra coordonner l'activité d'une équipe de 7 personnes chargée :
- *d'établir et contrôler les comptes,*
- du contrôle budgétaire,
- du suivi des investissements.

Merci d'adresser votre dossier avec photo et rémunération souhaitée au Service du Personnel *THOMSON DIS*, 33, rue de Vouillé, 75015 PARIS, sous référence RSM.

DIRECTION INFORMATIQUE INTERNE



La SEP
recherche pour son
Établissement de VERNON

des INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, SUP AÉRO, MINES...)

débutants ou confirmés.

Dans le cadre du renforcement de nos équipes, nous recherchons des Ingénieurs d'Études et Développement dans le domaine spatial (ARIANE et propulsion satellites, mécanismes embarqués).

Ces postes requièrent une formation de haut niveau dans une ou plusieurs disciplines tel que : mécanique des fluides, dynamique, mécanique, automatisme...

Merci d'adresser CV détaillé, photo, prétentions sous réf. 1000 M à SEP, Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

SEP

HAVAS CONTACT

Gestion de portefeuilles de valeurs mobilières

Société financière française multinationale : avec 3 milliards de valeurs mobilières dont les 3/4 à l'étranger, nous sommes en relations d'affaires avec le monde entier. Notre département des investissements recherche un

Gérant de portefeuilles

Il participe à la conception, à l'exécution et au suivi des politiques de placements et d'investissements du groupe. Il intervient spécifiquement dans le domaine des actions, en France et à l'étranger.

Une expérience de 3 à 5 ans de la gestion d'un portefeuille d'actions dans une banque ou un établissement financier est nécessaire. Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire s/réf. B 4619M, 1, rue de Berri, 75008 Paris.

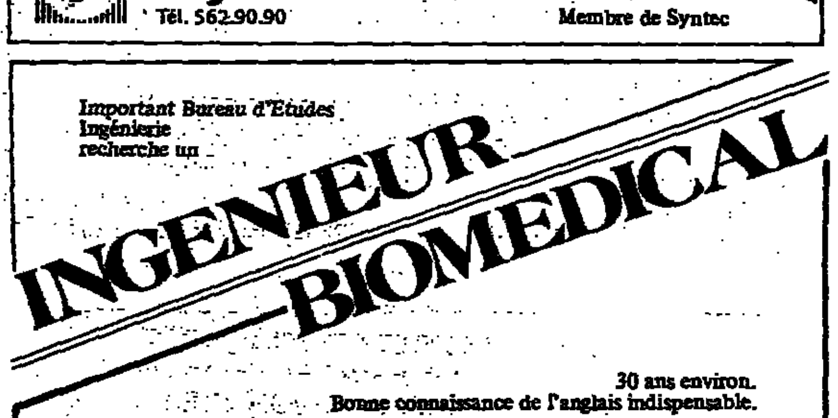


Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

Important Bureau d'Études
Ingénierie
recherche un



30 ans environ.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Poste basé en région parisienne et comportant des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Larges possibilités d'évolution de carrière dans un groupe en expansion.

Adresser candidature (CV, photo, prétentions) sous référence 4315 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

---

prendre un nouveau projet dans sa totalité

Premier groupe français d'étude de marché, nous lançons un nouveau service et recherchons un

ingénieur

Diplômé Grande École, il pourra mettre en oeuvre ses connaissances en statistiques informatique organisation mais surtout devra assurer de nombreux contacts au sein de l'entreprise et avec la clientèle visée.

Les possibilités d'évolution sont ouvertes.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération souhaitée

Monsieur LEBRUN.
A.C. NIELSEN Company.
28, boulevard de Grenelle, 75015 PARIS.



HAVAS CONTACT

PROMODATA

Leader du marché de la location informatique en France

recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

— Postes à pourvoir à Paris et en Province.
— Expérience de quelques années dans la vente de systèmes informatiques souhaitée.
— Rémunération : fixe + commissions.

Envoyer C.V., photo, prétentions à : PROMODATA
Département Formation et Recrutement
43-47 avenue de la Grande Armée 75116 PARIS.

Important groupe bancaire
recherche dans le cadre de son activité
AFFACTURAGE

ATTACHE DE DIRECTION

FONCTIONS :

- COMMERCIALES
- Il établira des relations personnalisées avec les banques régionales du Groupe afin de favoriser la diffusion du produit.
- En outre, il sera chargé de l'approche des prospects (PME) et de la négociation des contrats.
- Résidant à PARIS, il interviendra régulièrement en province.

- ANALYSE DU RISQUE.
- Il sera responsable de l'étude et du diagnostic de ces prospects.

PROFIL :

- Agé de 28 ans environ, il aura une formation supérieure en gestion (sup. de Co. ou équivalent) et de bonnes connaissances comptables.
- Il fera preuve de dynamisme commercial et sera un négociateur confirmé.
- Il justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans soit dans l'affacturage, soit en exploitation bancaire ou en gestion financière d'entreprise.

Position CADRE et STATUT BANCAIRE.
Discrétion assurée.

Envoyer CV, photo et prétentions
s/réf. 10325 à PIERRE LICHAU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL
8.000 pers. en 20 unités

SON DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
recherche
pour le Siège à PARIS (8e)

Spécialiste LEGISLATION SOCIALE & Chef Etabl. Siège

Dépendant du D.R.H.

• SUIVI DE LA LEGISLATION SOCIALE et *INFORMATION PRATIQUE* des unités du Groupe • CONSEIL de leurs Directeurs • CONTENTIEUX DU TRAVAIL • ETUDES PONCTUELLES • En outre, Chef de l'Etablissement SIEGE et animation de son C.E.

INDISPENSABLE

- La trentaine et formation JURIDIQUE : Maîtrise en Droit (+ si possible I.A.E.).
- *EXPERIENCE DE LA PRATIQUE ACTUALISEE DE LA LEGISLATION SOCIALE* dans une INDUSTRIE (sinon s'abst.) de taille moyenne.

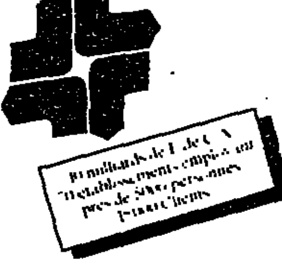
SOUHAITABLE

Connaissance PAIE informatisée et Régimes Prévoyance. Avoir été Chef d'un Etablissement.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre *manuscrite*, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4979 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Pour le leader
de la distribution
pharmaceutique
une avance
technologique
à la hauteur
de ces chiffres



Nous recherchons un

INGENIEUR INFORMATICIEN

GRANDE ECOLE

Vous avez une expérience d'un an minimum dans la réalisation d'applications sur mini-ordinateurs (DIGITAL de préférence).

Vous songez à prendre progressivement des responsabilités sur des projets dans un environnement technique et avec une perspective d'évolution garantissant l'intérêt du poste.

Nous vous proposons de participer au développement :
– une application sophistiquée de gestion de stocks dans nos différents points de vente (PDP 11)
– d'un réseau national de communication reliant les applications des points de vente à celles du siège (IBM).

Nous vous remercions d'adresser une lettre *manuscrite et un* C.V. à :

Direction des Affaires Sociales
Service Recrutement.
21, *rue des Ardennes*
75019 PARIS



Jeune responsable technique 250.000 F

Industrie du semi-conducteur - Fondée en 1979, cette société commerciale en forte expansion est la filiale européenne d'un des principaux fabricants mondiaux de plaquettes de silicium destinées à l'industrie du semi-conducteur. Souhaitant adapter encore plus ses produits de haute technicité *aux besoins particuliers de sa clientèle, elle crée à Paris un poste de jeune responsable technique*. Rattaché au directeur général il appuiera l'action commerciale *en assurant l'interface technique entre les fabricants européens de* semi-conducteurs et les usines de production situées au Japon, en Malaisie et aux Etats-Unis. Cette activité très autonome comportant un aspect relationnel important implique des déplacements tant en Europe que dans le Sud-Est Asiatique. Ce poste évolutif conviendrait bien à un jeune ingénieur parlant anglais, disponible et aimant les contacts. Il aura acquis, si possible, une expérience même courte de la fabrication de circuits intégrés et sera désireux de s'initier à la technologie complexe du silicium. La rémunération annuelle proposée, à laquelle s'ajoutera une voiture de fonction, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2329M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT

recherche pour son usine de **LASSIGNY**
(25 kms Nord de Compiègne)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES COUTS *HF*

Rattaché au Directeur Financier, il encadre 2 personnes.

Sa fonction comporte le suivi des coûts de production, leurs écarts, la détermination des marges brutes.

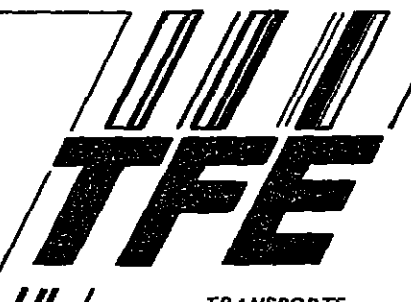
Il participe à l'élaboration des prix de cession aux marchés et fournit à chaque service de l'usine les moyens d'analyser, d'interpréter et d'orienter leur action. Il est l'interlocuteur permanent des services contrôle de gestion et comptabilité de l'usine comme du siège.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur, type E.S.C.P. ou ingénieur + école de gestion, ayant 2 à 3 ans d'expérience de contrôle de gestion industrielle.

Son niveau de rémunération, motivant dès le départ, sera négocié selon l'expérience acquise et sa faculté d'intégration, notamment ses capacités de communication.

Des déplacements fréquents sont à prévoir à notre siège à Neuilly.

Merci d'adresser C.V. + photo + rémunération actuelle
sous réf. 7246 M / au Service Recrutement
28/34 Bd du Parc 92520 NEUILLY SUR SEINE





TRANSPORTS
FRIGORIFIQUES
EUROPEENS

Premier transporteur et distributeur européen de produits agro-alimentaires sous température dirigée (CA 1 milliard, 2500 personnes, 1500 véhicules, 40 agences) s'est fixé un programme ambitieux de développement tant en France qu'à l'étranger. Pour le réaliser TFE veut étoffer ses équipes existantes et s'adresse à

D'EXCELLENTS PROFESSIONNELS

Cadres issus du transport, de la distribution de produits agro-alimentaires et ce, *à tous niveaux et dans tous les secteurs de l'entreprise en France et* à l'étranger :

- exploitation
- gestion du personnel
- commercial
- gestion, finances, comptabilité informatique.

TFE recherche les meilleurs. *Si vous en faites partie* prenez contact avec notre conseil :

Daphné Samson — 32, rue de Sablonville - 92200 NEUILLY / SEINE, *(Tél. 745 42 81) qui vous recevra avec la meilleure attention et la plus* parfaite discrétion.

Dessein



EUROSOFT ROBOTIQUE

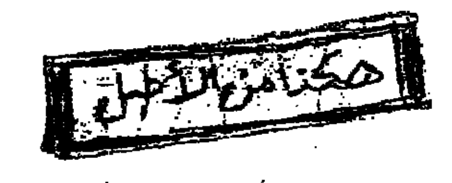
Jeune Société du Groupe EUROSOFT, nos réalisations (Machines Automatiques et Robots d'Assemblage pour l'Électronique) nous permettent d'occuper déjà une place importante du marché, et nous créons un nouveau poste d'

INGENIEUR COMMERCIAL

De formation Grande Ecole ou équivalent en électronique, automatique..., son expérience lui aura permis de connaître, après un premier temps passé en service Méthodes ou Fabrication, un élargissement de fonction vers le Technico-Commercial.

Au candidat retenu, nous offrons, dans un secteur porteur, de réelles responsabilités dans la commercialisation de nos produits, matériels de haute technologie.

Pour ce poste, basé à Suresnes, envoyer CV, photo, lettre et prétentions à Ariane CHARTIER, EUROSOFT - 38, boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

jeunes ingénieurs

débutez votre carrière chez un leader de sa profession
- Biens d'équipement - 5 000 personnes - CA 1 milliard 5 -

Vous recevrez une formation à nos produits pendant 6 mois puis vous apprendrez sur le TERRAIN le métier passionnant et riche de contacts humains de l'

ingénieur chantier

Il est responsable de la conduite, de l'organisation et de la gestion technique et humaine des travaux d'installation, de modernisation et maintenance de nos produits dans les immeubles et bâtiments.

Des postes sont à pourvoir dans nos agences de PARIS et PROVINCE. Une certaine disponibilité géographique est souhaitable pour une évolution de carrière.

Responsabilités plus importantes dans les deux ans.
Formation : Ingénieur diplômé Mécanique et Électricité.
Salaire : 1[illegible]0.000 +.

Une fiche d'information sera envoyée à tous les candidats pré-sélectionnés.

Écrire sous réf. 244 LM
SODERHU
11, rue La Boétie
75008 PARIS
Membre de Syntec.

Soderhu

SOPAD Nestlé.

complète son équipe d'

AUDITS DE GESTION

- Vous êtes jeunes diplômés : HEC, ESSEC, ESCP ou jeunes ingénieurs INA, ENSIA, ENSAM...
- Au sein de notre Service INSPECTION DE GESTION, chargé de l'audit opérationnel de nos différents établissements, vous aurez la possibilité d'acquérir une large connaissance du fonctionnement, des activités et des structures de notre entreprise.
- Rattachés au siège social, à Courbevoie, vous effectuerez des missions de contrôle et de conseil de 2 à 5 semaines sur l'ensemble de la France.
- La diversité des connaissances acquises vous ouvrira par la suite, selon vos aptitudes et vos goûts, des débouchés variés en GESTION, MARKETING, PRODUCTION, etc.

Ecrivez avec C.V. SOPAD,
Direction du Personnel
17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

Très importante entreprise industrie alimentaire leader sur son marché, recherche pour son Usine de Créteil.

Chef de production

Chargé de diriger une unité de production de 150 personnes, comportant salle d'embouteillage, magasins de réception et de stockage, le candidat retenu devra assumer l'ensemble des responsabilités humaines, techniques et de gestion inhérentes à ce type de fonction.

Le poste exige :
- une formation d'ingénieur AM, ENSI mécanique ou équivalent.
- une *expérience de 3 à 5 ans vécue dans une unité de production à un niveau* suffisamment élevé pour avoir acquis :
- une solide pratique en matière de gestion industrielle : coût et programme de production, stocks, etc..
- un maîtrise des relations humaines en contexte industriel.

Nous offrons la possibilité à un candidat de valeur de prendre la responsabilité effective d'un service important, doté d'équipements évolués (automates programmables, stockage commandé par calculateur...), au sein d'une société pratiquant une politique sociale ouverte

Adresser CV et prétentions, sous réf. 6711, à mentionner sur l'enveloppe à *Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.*

média-system

COYNE ET BELLIER

BUREAU D'INGÉNIEURS CONSEILS

Spécialisé dans les aménagements hydrauliques et le Génie Civil de haute technologie, intensifie son potentiel en ***informatique scientifique*** et propose à un

JEUNE INGENIEUR

ECP - ENPC... + DEA ou Master

débutant ou avec 2-3 ans d'expérience, de s'intégrer à son équipe pour :
- développer des programmes nouveaux dans les domaines de : calcul des structures, géotechnique hydraulique, D.A.O.
- assister les utilisateurs (16 terminaux)
- *Gérer et tenir à niveau la bibliothèque de logiciels*

La bonne connaissance d'au moins un des sujets suivants associée à la curiosité et le goût pour les autres (Mécanique des milieux continus, Méthode des éléments finis, programmation scientifique, informatique graphique, Génie Civil, Hydraulique, Géotechnique) prépareront à la *polyvalence attendue dans notre activité.*

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. DPSI à COYNE ET BELLIER Bureau d'Ingénieurs Conseils 5, rue d'Héliopolis 75017 PARIS.

Jeune chef de projet informatique

Du poids, de la méthode, du tonus : un tiercé gagant venant compléter une formation *supérieure de type Miage, Sciences-Eco + 3e cycle informatique*, et environ 4 ans d'analyse et de programmation Cobol concernant des applications de gestion. En plus, la volonté de dépasser la technique pure en prenant des responsabilités humaines.

Vous aurez 8 personnes à animer. Organisation du travail, planning, délais, un coup de main par ci, une explication par là... Tour à tour chef d'orchestre, professeur ou pompier, vous devrez entretenir la motivation de l'équipe et garantir la qualité de la production.

Vous vous pencherez essentiellement sur des réalisations en mini-informatique *ou système bureautique.* Vous apprécierez de pouvoir développer cette activité au sein d'un cabinet d'audit et de conseil, français mais à vocation internationale, qui rassemble *350 personnes.* Une jolie concentration de matière grise... C'est intellectuellement stimulant et riche en opportunités. Localisation : Pont de Neuilly. Ecrivez sans tarder à nos conseils SIRCA sous référence 725 842M. *Merci de joindre CV, photo et rémunération actuelle.*



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale française (2,7 Milliards de C.A. en 1982, leader sur plusieurs marchés de *produits de grande consommation, pour son* siège de PARIS LA DEFENSE.

Contrôleur de gestion financière des produits

Il aura pour mission :
- établir des plans financiers,
- contrôler les prévisions budgétaires,
- être en contact fréquent avec les services de marketing.

Après réussite dans ce poste, il évoluera rapi*dement :*
- vers un autre département financier,
- ou vers la fonction marketing.

Le candidat retenu sera :
- diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion,
- *attiré par les fonctions* Finance et *Marketing,*
- débutant de préférence.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Si cette orientation de carrière vous intéresse, adresser votre dossier de candidature à *Média-*System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 9002, qui transmettra.

média-system

L'UNE DES PREMIERES SOCIETES D'ASSURANCES EUROPEENNES

recherche

diplômé en expertise comptable HF

intéressé par l'Audit Interne

Maîtrise de l'Anglais et de l'Espagnol indispensable
Déplacements de courte durée à prévoir.
Discrétion totale assurée.

Envoyer CV et prétentions sous *référence 8990 indiquée sur l'enveloppe* à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

SOCIÉTÉ DE PROMOTION *IMMOBILIÈRE*
Filiale d'un très important Groupe Financier
recherche

ingénieurs responsables d'opérations

diplômés Centrale - INSA - ESTP ou simi*laires. Une formation complémentaire en* Gestion serait appréciée.

Dans un premier temps, les titulaires des *postes seront affectés en formation au* siège parisien et seront appelés à effectuer des missions ponctuelles d'assis*tance auprès des unités opérationnelles* décentralisées.

Au terme d'une période de 1 à 2 ans, ils *recevront, dans une implantation régio*nale, une affectation en fonction de leur potentiel.

Une expérience de 2 à 5 ans environ dans le Bâtiment est indispensable.

Adresser CV. lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 3441 à .

Lion Publicité
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS qui transmettra



NOVO INDUSTRIE ENZYMES

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Mission :
- *Assurer assistance technique et vente de ses* produits en France, (déplacements fréquents).

Profil :
- Ingénieur I.A.A. - AGRO - Maîtrise ou équivalent.
- 2 ans à 4 ans expérience industries agro-alimentaires.
- *Anglais parlé et écrit courant.*
- Bonnes connaissances en enzymologie.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
NOVO INDUSTRIE ENZYMES
26, rue Fortuny, 75017 PARIS.

Charles of the Ritz

Parfums
YVES SAINT LAURENT

recherche

UN CHEF DES VENTES

La croissance que nous assumons actuellement et nos nombreux projets *de développement conduisent notre* Directeur *Commercial à renforcer* la structure de son département.

Le jeune collaborateur qu'il recherche assistera le Directeur des Ventes *des deux marques dans l'animation de leurs équipes et le contrôle du posi*tionnement des produits. Il participera à des études très diverses d'implantation et de gestion, et assurera le remplacement des représentants sur *tous les secteurs.*

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur ayant prouvé ses compétences en négociation et animation des hommes lors *d'expériences commerciales antérieures de préférence acquises en distribu*tion sélective de produits de marques (parfumerie, cosmétiques... mais aussi habillement, accessoires, orfèvrerie)... et capable de grandir avec nous.

Merci d'adresser C.V. détaillé + photo + rémunération *actuelle sous réf. 7245 M* au Service Recrutement
28/34 Bd du Parc 92520 NEUILLY SUR SEINE.

LA FILIALE INFORMATIQUE D'UN IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche un

responsable système

Sa mission comporte trois aspects :
- **Suivi, réglage, optimisation et évolution à moyen terme du SYSTEME D'EXPLOITATION MVS et des LOGICIELS associés (en particulier logiciels de développement de programmes tels que TSO/SPF).**
- ***Mise en œuvre de nouveaux produits dans le domaine "BUREAUTIQUE" (traitement de texte, courrier électronique, gestion documentaire...).***
- **Responsabilité hiérarchique d'UNE EQUIPE de dix ingénieurs système.**

La configuration MATERIEL ET LOGICIEL DE BASE est aujourd'hui la suivante :
- *4 ordinateurs 3081,*
- **système d'exploitation MVS,**
- **système de gestion des bases de données et du réseau de télétraitement IMS.**

GIE
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + *prétentions*) *sous la référence* M 205 à GIE. Direction du Personnel. Tour Franklin - 92081 Paris La Défense Cedex 11.
Discrétion assurée.

média-system

La BANQUE LOUIS-DREYFUS
cherche à renforcer sa
DIRECTION INTERNATIONALE
en rassemblant sur un Responsable les fonctions jusqu'ici réparties d'

ANALYSTE-CRÉDIT

Le poste :
- Analyse des risques sur les sociétés et banques étrangères (majorité anglo-saxonne et allemande).
- Instruction des dossiers.

Le candidat :
- **Indispensable :** expérience de plusieurs années dans une **fonction similaire.**
- Pratique de l'anglais et de l'allemand suffisante pour traiter les documents nécessaires à la fonction.
- Connaissance des principes et usages comptables allemands et anglo-saxons.

Ce poste d'étude de haut niveau s'adresse à un candidat motivé par une création dans un secteur en fort développement et intéressé par une évolution possible à terme vers l'Exploitation.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à la *Direction du Personnel*, 6, *rue* Rabelais 75008 PARIS.

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▸ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

▸ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à *microprocesseurs.*

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à **LCT**
BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

Comptabilité export et gestion dans les TP.

Assister dans sa mission le patron de l'ensemble des services nécessaires à la réalisation d'affaires à l'exportation (comptabilité, achats, personnel chantiers) ; axer principalement votre action au départ sur la comptabilité, l'organisation de procédures adaptées au métier d'entrepreneur, la liaison entre le service et les opérationnels et le suivi *des comptables détachés sur les chantiers ; prendre également en compte* certains aspects du contrôle de gestion des affaires ; enfin, suivre en étroite collaboration avec le responsable du service l'ensemble des problèmes liés à l'activité tant au plan des achats qu'à celui de la gestion des chantiers et de l'administration générale.

C'est la mission que vous propose un des leaders européens de travaux publics et d'équipement électrique (12 milliards de CA) pour une de ses divisions qui réalise plus de 60% de son chiffre à l'exportation.

Diplômé de l'enseignement supérieur commercial, comptable ou de gestion, votre expérience d'environ 10 ans s'est déroulée de préférence dans le secteur T.P. En tant que *responsable de comptabilité ou en tant que directeur administratif ou financier de chantier*, vous êtes rompu aux exigences du métier d'entrepreneur et vous souhaitez élargir votre domaine de compétences.

Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous référence M 118 E à

OC conseil Ressources humaines

OC Conseil, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

BUREAU D'ÉTUDES FINANCIERES ET DE CONTROLE COMPTABLE MULQUIN & ASSOCIES

recherche

JEUNES AUDITEURS FINANCIERS

HEC - ESSEC - IEP - ESCP
ou Juristes Droit des Affaires

ayant obtenu le DECS

POUR MISSIONS D'AUDIT, *DE CONSEIL OU D'ORGANISATION* EN FRANCE OU A L'ÉTRANGER

Une première expérience dans une activité financière ou comptable opérationnelle sera appréciée.
Libres rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence J 111 à :
BEFEC-MULQUIN & ASSOCIÉS
Département du Personnel
12, rue Margueritte - 75017 PARIS



recrute un

jeune ingénieur chimiste pour la production

A la pointe des Associations Verre plastique, SAINT GOBAIN VITRAGE investit dans une installation de transformation de produits organiques à Thourotte (Oise).

Après une période de formation au service central de recherche du groupe et dans une filiale à l'étranger, le jeune ingénieur devra tester les équipements et assurer le démarrage des installations. Par la suite, responsable de la production, il aura en charge également le développement du procédé et l'amélioration de la qualité du produit, notamment par des contacts fréquents avec les utilisateurs et les services de recherche.

Les candidats sont diplômés d'une école d'ingénieur chimiste. Ils peuvent être débutants, une expérience dans le domaine des plastiques (extrusion, injection) *serait appréciée mais pas nécessaire.*

Envoyer CV et prétentions à
SAINT GOBAIN VITRAGE - Direction du Personnel
«Les Miroirs» - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense

IMPORTANT ÉDITEUR DISTRIBUTEUR NATIONAL REVÊTEMENTS MURAUX et SOL

recherche

UN COLLABORATEUR COMMERCIAL

H. ou F.

Pour diffuser gamme murale, secteur Paris + banlieue.

Clientèle existante importante :
détaillants spécialistes, grandes surfaces, artisans, prescripteurs.

Une expérience réussie de vendeur dans le secteur équipement de la maison sera appréciée.

Rémunération attractive + *forfait voiture* + frais.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo, ss n° *52.976 M*, à BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes cedex, qui transmettra.

JEUNE RESPONSABLE RECRUTEMENT ET SUIVI D'INTEGRATION

POSTE-CLE DE NOTRE DEVELOPPEMENT...

... *dans une entreprise en expansion forte et régulière depuis sa naissance il y a* 8 ans. Elle-même filiale d'un très important groupe français, elle a su définir dans son domaine, la vente, ses vecteurs de progression en France et à l'étranger.

Cette progression est due aussi à notre savoir-faire du recrutement. **Jeune diplômé ayant un ou deux ans d'expérience soit dans la fonction personnel, soit dans la vente ou la distribution,** nous vous formerons à notre approche. Vous devrez également définir les méthodes d'accueil, d'intégration et de suivi des hommes qui nous rejoindront. A terme, c'est donc une opportunité d'évoluer, à l'intérieur ou à l'extérieur de la fonction personnel, puisque vous aurez acquis une excellente connaissance de notre entreprise.

Le poste est basé à Paris ; il exige bien sûr de nombreux déplacements en France et en Europe. La maîtrise de la langue allemande ou anglaise serait appréciée.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (CV + photo + rémunération actuelle) à Frank Meneroud, sous réf. M 222, COPERS, 1 rue Moncey 75009 Paris.

COPERS

Place stable, bon salaire offert à :

SECRÉTAIRE STÉNO DACTYLO

connaissant mémosphère I.B.M. ayant expérience *Travaux Publics* à :

MÉCANICIEN

sur engins T. P. et, expériences
Secteur activités
Marne-La-Vallée
Joindre C.V. et références
Ecrire sous le n° T 037505 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

AIDE AU CHOIX DE VIE
recrute

1 ANIMATEUR (trice) FORMATEUR (trice)

A plein temps pour stage de 6 mois dans l'ESSONNE auprès de jeunes marginaux à partir de février

Tél. 770-78-35 le matin

ETBS

DIRECTION TECHNIQUE DES ARMEMENTS TERRESTRES

Etablissement Technique de Bourges Branche armement recherche pour son **Administration Centrale**

Jeune Ingénieur Mécanicien ou Electronicien

ENI - ENSI - ENSAM -
(nationalité française).
Domaine missiles et roquettes.
Lieu de travail : Saint-Cloud (94) après un *an de formation à Bourges*
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et *prétentions sous référence* **83/01** à
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zero-Nord / Route de Guerry
B.P.712 - 18015 BOURGES CEDEX

S.S.C.I. PARIS
SYSTÈMES TEMPS RÉEL P.M.E.

recherche

CHEF (S) PROJET

parfaite maîtrise de la gestion PME et de l'informatique

ANALYSTE (S) D'APPLICATIONS

Pour ces 2 postes :
- Plusieurs années d'expérience.
- Intéressement personnalisé.

PROGRAMMEUR (S) D'APPLICATIONS

SECRÉTAIRE DIRECTION

sténodactylo.
Expérience administrative et comptable.

Ecrire sous n° 252.245 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris,
qui transmettra.

POUR DÉVELOPPER D'IMPORTANTS PROJETS D'INFORMATIQUE DISTRIBUÉE
matériels : IBM 4341 DOS/VSE CICS
CII-HB : MINI 6
Service informatique - Quartier Opéra
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

TRÈS EXPÉRIMENTÉ

De formation supérieur type MIAGE.
Ses compétences en analyses-programmations et son habitude des relations utilisateurs lui permettent d'encadrer, sous la responsabilité du chef de projets, une petite équipe de réalisation.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Expérience d'une ou deux années souhaitée. Formation *supérieure* type DUT. Aptitude de contacts utilisateurs.

Adr. C.V. et prétention à M. REGAZZACCI
3, rue Taitbout, 75009 PARIS

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE VAL-D'OISE – YVELINES

recherche un

CONSEILLER EN FORMATION

Responsable du service de la Formation professionnelle continue, ainsi que de la coordination interdépartementale.

- Formation supérieure ;
- connaissance législative sur la formation ;
- expérience en entreprise souhaitée ;
- Poste basé à Pontoise (95).

Écrire avec C.V., photo et prétentions à C.C.I.I.
Service du personnel. 21, avenue de Paris.
78011 VERSAILLES.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE
PARIS
recrute

Ingénieurs ou Universitaires Diplômés

pour examen des demandes de brevets d'invention comportant étude de documents anglais et allemands.

SPECIALITES DEMANDEES :
- Physique générale
- Optique
- Electronique
- Téléphonie
- *Techniques vidéo*
- Traitement de l'information
- Electrotechnique
- *Mécanique générale*
- Hydraulique
- Imprimerie
- Emballage
- Génie chimique
- Métallurgie
- *Moteurs thermiques*

Adresser demande et C.V. à :
INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE
26 bis, rue de Léningrad - 75800 PARIS

Publicités Réunies

Assistant de direction financière et administrative

HF

Un important groupe d'édition franco-allemand recherche un jeune assistant de formation supérieure (H.E.C., ESSEC, etc...), particulièrement intéressés par :
- l'économie d'entreprise
- l'informatique de gestion
- les techniques d'audit,

connaissant parfaitement la langue allemande

Il assistera le Directeur financier et administratif de la Société française, dans la réalisation de projets de rationalisation et d'Organisation et aura à mener à bien des missions d'audit.

Les activités internationales très développées du groupe lui assureront de larges perspectives d'une carrière qui ne se limitera pas à la France.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 55901 à Contesse Publicité,
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

INGENIEUR BREVETS

Formation large allant de la mécanique à l'électronique. *Bon anglais, allemand souhaité. Expérience 5 ans minimum* dans les brevets ou activités d'études ou de recherches faisant appel à des capacités rédactionnelles.

POSTE :
Dépôt de brevets locaux et d'origine internationale, recherche et évaluation de droits de propriété de toute nature.

Ecrire avec C.V. et photo à ITT Data Systems France SA
Département du Personnel
Tour Maine Montparnasse
(Boîte 148)
33, av. du Maine
75755 Paris Cedex 15

ITT

UNIVERSITÉ DE PARIS-X NANTERRE

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
STAGES RÉMUNÉRÉS PAR L'ÉTAT

PROGRAMMEURS D'APPLICATION
PETITS ET MOYENS SYSTÈMES

- Durée : 800 heures.
- Publics : jeunes entre 18 et 21 ans.
- Niveau : bac +.

Rentrée à partir du 24 janvier 1983.
Inscription à partir du 4 janvier 1983.

I.E.P. 92001, Nanterre cedex
Bâtiment G, salle R 30.
Téléphone 725-92-34, postes 864-865-866.

SOCIETE PRESTATAIRE DE SERVICES
à Paris recherche

ANALYSTE *HF*

pour prendre en charge les applications infor*matiques (Configuration IBM)*.

Le candidat ayant au moins 3 ans d'expérience aura participé comme analyste ou analyste-programmeur à une application mettant en œuvre des Terminaux.
Il (elle) sera de formation MIAGE ou équivalent.

Poste susceptible d'une bonne évolution à terme nécessitant sens des contacts, dynamisme, bonnes facultés d'adaptation.

Adresser C.V. complet, photo et prétentions sous réf. 56485 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

---

informaticiens ingénieurs universitaires

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Venez rejoindre nos équipes

answare

THOMSON CSF INFORMATIQUE

vous propose

de participer à des développements de logiciels pour des projets industriels *de pointe* en temps réel sur MINI ou MICRO.

Evolution assurée dans le *cadre* de *notre* expansion.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et détail de disponibilité sous réf. U1/19 à Yolande VILLARS.
ANSWARE 135 *rue de la Pompe* - 75116 Paris.

Informaticien

Organisme professionnel d'assurances recher*che le responsable de son informatique* qui, seul, aura à assumer la gestion des différents fichiers, l'étude de l'encodage des informations et le traitement des données statistiques.

Matériel : Système VSPC fonctionnant sur ordinateur 3032.

Pour réussir dans cette fonction, il devra justifier d'une maîtrise, d'un 3e cycle universitaire ou grande école, ainsi que d'une expérience professionnelle réussie dans la branche infor*matique (5 ans minimum) avec si possible*, la connaissance du 3033.

Si ce poste vous intéresse adressez candidature manuscrite et C.V. sous référence 2356/M à

ID IMPACT DEVELOPPEMENT,
Monceau Commercial Building,
38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

publival

Contrôle Bailey

Groupe CGEE ALSTHOM
recrute pour service informatique industriel

2 INGENIEURS

SYSTEME TEMPS REEL EN PROCESS CONTROL

Connaissances souhaitées : SOLAR.

Envoyer CV et prétentions au
Service du Personnel - Boite Postale 210
92142 CLAMART Cedex

INSTITUT D'ANALYSE & DE PROGRAMMATION

recrute

enseignant haut niveau

Formation supérieure Ingénieur ou équivalent

376.42.03 31, cours des Juilliottes 94700 Maisons-Alfort

Division PARAPHARMACIE

d'un groupe français important,

recrute pour son
Directeur Développement International

spécialiste marketing

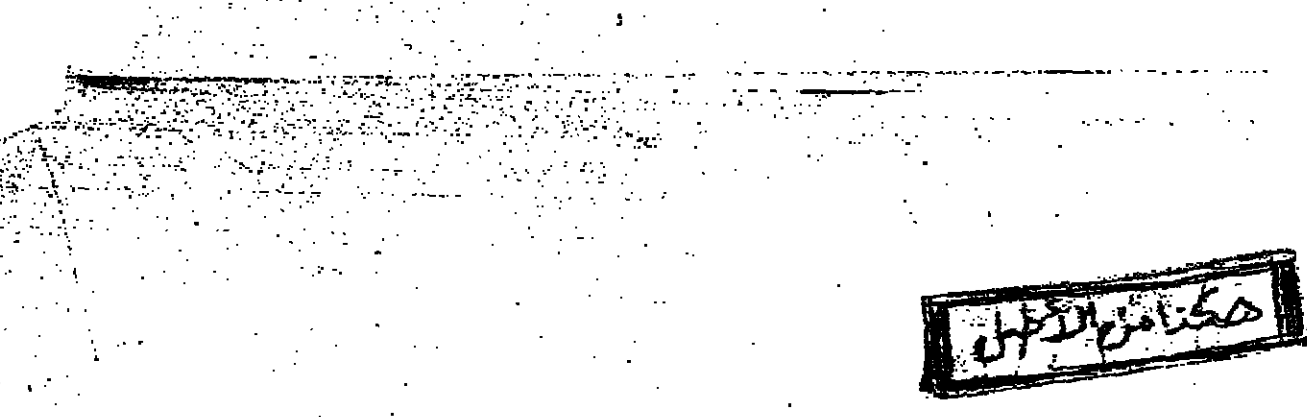
HF

particulièrement pour l'antenne allemande

Allemand courant et anglais exigés.
Première expérience indispensable.

Déplacements fréquents.
Poste basé à Paris 8ème.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 1492 à AXIAL Publicité,
27, rue Taitbout 75009 Paris.
qui transmettra.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

commins-bbm

acoustique, bruit et vibrations
études, recherches et développement

Dans le cadre de sa participation à de grands projets en France et à l'étranger

recherche

DEUX INGÉNIEURS

(G.E. ou 3e cycle) :
- un, dans le domaine de la construction, notamment de l'acoustique du bâtiment et des salles ;
- un, dans le domaine des vibrations industrielles et du calcul dynamique des structures.

Expérience souhaitée.

Envoyer C.V. 33, rue des Petits-Ruisseaux 91370 Verrières-le-Buisson.

IMPORTANT CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL

recherche pour s'insérer dans ses équipes

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

attirés par la variété d'expérience qu'offre ce type d'activité.

Profil souhaité :
- Diplôme d'Etudes Supérieures
- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle
- Connaissances approfondies en matière de systèmes d'exploitations
- Bonne expérience des SGBD.

Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 1.188 à : Publicité Meesters 113, rue de Reuilly 75012 Paris, qui transmettra.

SOCIETE DE CONSEIL D'ENTREPRISES ET DE FORMATION PERMANENTE
jeune et dynamique recherche

2 FORMATEURS CONSULTANTS

l'un en MARKETING, l'autre en MANAGEMENT et PLANIFICATION.

Conditions requises :
- diplômés de l'enseignement supérieur,
- expérience 3 ans minimum en entreprise, de préférence en animation ou conseil,
- excellentes capacités de négociation, d'animation et de rédaction,
- acceptation de fréquents déplacements de courte durée (3 à 5 jours).

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 8995 à :
PIERRE LICHAU S.A. - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Une société du secteur de
L'ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC
(C.A. 400 millions de F.)
cherchant à poursuivre sa progression sur le marché
recherche

UN CADRE COMMERCIAL

CHARGE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Désireux de faire partie d'une équipe jeune et active au sein de son service gestion *planification commerciale*.

Le candidat sera diplômé de l'enseignement *supérieur et devra être reconnu apte* à animer et à coordonner une équipe de 5 personnes devant maitriser l'utilisation d'un outil informatique élaboré.

Le sens des responsabilités et le goût du contact seront les atouts d'une carrière évolutive dans la société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la réf. 56864 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Organisme Professionnel Assurances
recherche
pour son siège social à PARIS-8e (EUROPE)

UN (E) JURISTE ATTACHÉ (E) DE DIRECTION

FONCTIONS :
- Etudes et suivi de projets et de textes législatifs et réglementaires.
- Réalisation d'études juridiques.
- Animation de commissions techniques.

Formation minimum exigée DEA ET spécialité droit des assurances (IDA ou DESS)

Adresser curriculum vitae + photo à :
Mme LECLERC, 7, rue Sisley, 75017 Paris.

IMPORTANTE COMPAGNIE DE NAVIGATION
recherche

JEUNES COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Pour PARIS et PROVINCE
- Niveau DUT ou école supérieure de commerce.
- Libéré obligation militaire.
- Anglais courant écrit et oral.
- Permis de conduire.

Adresser C.V. Photo et prétentions
Ecrire sous le n° 037663 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE
recherche

COLLABORATEUR

pour développer clientèle et opérer gestion de placements financiers.
5 ans d'expérience bancaire et juridique.
Anglais souhaité.
Adr. C.V., photo et prétentions s/n° 0.621 *le Monde* Pub., services ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CNRS

recherche pour traduction à domicile de résumés documentaires allemands, des

MÉTALLURGISTES
CONFIRMÉS

Envoyez C.V. : CNRS diffusion traduction 26, rue Boyer *75971 PARIS Cedex 20.*

Importante Sté informatique Mo PONT DE NEUILLY
recherche

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

Expér. micro. Anglais souhaité. *Env. C.V. à SESA, 30 quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.* Préciser la *référence sur enveloppe : 10 LM.*

Le Centre d'Informations Financières recherche
FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H. ou F.)
- *dynamiques et ambitieux ;*
- goût du contact haut niveau ;
- très bonne présentation ;
- sens des responsabilités.

Pour r.-v., 500-24-03, p. 209.

ERIN

recherche
pour *réalisation de logiciel* en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- Option : informatique, automatique, électronique ;
- Débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Niveau DUT informatique ;
- *1 an d'expérience minimum* souhaitée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Écrire avec C.V. à AXIAL PUB *s/réf.* 1.467, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE de BATIMENT Second Œuvre PARIS-OUEST cherche pour son SERVICE COMPTABILITÉ TRAVAUX-FACTURATION
120.000 - 130.000 F

1 TECHNICIEN BATIMENT

possédant une solide expérience des chantiers de *bâtiment et ayant particulièrement* le goût des comptes de chantier :
- Facturation, règlements, demande d'acomptes, établissements des cautions, etc.

C'est un cadre 40-45 ans qui sera responsable de l'ensemble du service. *Adr. C.V. et prét. à A.M.P. sous réf. n° 8.644/JR,* 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris, qui transmettra.

POUR IMPORTANTES STES

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
OU
ÉLECTRONICIENS

Expér: temps réel/Assembleur
Expérience 1 à 8 ans

SALAIRES MOTIVANTS

Tél. pour r.-v. INTER-COMPUTER 806-50-00.

WANDER S.A.

filiale alimentaire du Groupe SANDOZ, recherche

UN(E) JEUNE CHEF DE PRODUIT

pour s'occuper de sa ligne de panification sèche.

Le (la) candidat(e) devra être diplômé(e) de l'enseignement supérieur (type HEC, Sup. de Co...) et avoir acquis *une expérience similaire d'environ* 2 ans dans le domaine des produits de grande consommation.

Anglais courant indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à WANDER S.A. 151 bis, avenue Roger-Salengro, 94501 CHAMPIGNY-SUR-MARNE CEDEX.

Important organisme immobilier Paris 8e
recherche

UN AGENT COMMERCIAL 1 %

niveau licence ou maîtrise ou 3 ans d'expérience professionnelle dans la branche pour assurer la gestion d'un portefeuille d'entreprises adhérentes.

Env. C.V. et photo ss n° 56754 Contesse Publicité 20 av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

VILLE DE LA RÉGION PARISIENNE
MAIRE
recherche d'urgence

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Rémunération 85.000 F/an.
Ecrire sous le n° T 252.528 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ EXPLOITATION ET DISTRIBUTION CINÉMATOGRAPHIQUE

recherche

ADJOINT COMPTABLE

De niveau DECS ou plus avec 3 ans d'expérience acquise de préférence en cabinet. Il devra assurer la mise en place de la saisie directe informatique, les travaux d'audit interne et participer aux travaux de contrôle de gestion.

Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo à :
DANY LEFEVRE
5, av. Velasquez, 75008 Paris.

MICRO-INFORMATIQUE DIFFUSION

recherche

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE

Intéressé par les problèmes de micro-informatique, débutant accepté. Disponibilité rapide.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
M.I.D. M. LAMARRE
51 bis, av. de la République
75011 PARIS.

ASSOCIATION PARIS 9e
recherche

COLLABORATRICE

cultivée, aimant les rapports humains et capable d'assurer animation et secrétariat (dactylo)

Salaire motivant

Envoyer C.V., photo et prétentions sous *réf.* 8.519 à PLAIN-CHAMPS, *5, rue du Helder,* 75009 PARIS, qui transmettra.

RADIALL

Composants électroniques *passifs*
recherche

INGÉNIEUR

Débutant ou quelques années expérience, études *développement de composants* pour fibres optiques.
- Formation micromécanique, connaissances souhaitées : optique, anglais.
- Évolution intéressante pour candidat de valeur.

Env. C.V., 101, r. Ph.-Hoffmann 93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

DEUX MONITEURS GESTION

2 ans d'enseignement adultes.
Titulaire B.T.S. ou D.U.T.
Libéré des O.M.
25 ans minimum - 35 ans maximum.
Tél. 377-30-18, h. bureau.

25/30 ANS
recherchons

PROMOTEUR (TRICE)

même sans expérience, dynamique, très bon contact, débrouillard, de *préférence* célibataire, pour visiter bureaux tabac PARIS et PROVINCE, (peut-être séjours en AFRIQUE).
- Augmentation produits.
- Pose pannonceaux vitrines.
- Participation à des foires.

Permis de conduire (voiture si possible).
Env. C.V., prét. et photo à :
MICHEL DESCOURTIS CONSEIL S.A.
31, rue de Sablonville
92200 NEUILLY, qui trans.

P.S.I.
PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS
Nouveau leader dans le domaine électro-optique
recrute

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Adjoint au directeur commercial, il aura rapid. la responsab. de la *promotion* et *de la vente* des produits des départements :
- lasers ;
- *traitement de faisceau et détection ;*
- fibres optiques. Bilingue anglais, ce poste demande des compétences en électro-optique indiscutables mais peut convenir à un ingénieur débutant ;
- stages de formation aux U.S.A., Angleterre et Allemagne.

Carrière évolutive pour candidat de valeur.
Envoyer C.V., photo et prétent. à P.S.I., 65-67 av. Jean-Jaurès, 91120 PALAISEAU.

Recherchons

CHAUFFEUR DE DIRECTION

Sérieuses références exigées.
Disponibilité et discrétion.
Rémunération en fonction.
Ecrire sous le n° 252.551 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT ORGANISME DU SECTEUR SOCIAL

recherche

UN CADRE

Chargé :
- du développement de son implantation dans les départements du nord-est de la France ;
- *du suivi des relations avec les organismes financeurs et les élus locaux ;*
- *de l'aide technique aux associations adhérentes.*

Ce poste suppose :
- *une formation supérieure* droit, gestion, relations publiques ;
- une très grande mobilité ;
- un goût prononcé pour les contacts humains.

Poste à pourvoir immédiatement.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à l'A.D.M.R.
à l'attention du directeur Général
12, r. Jacquemont, 75017 Paris.

Conseil juridique
recherche
rédactrice
formation universitaire
et pratique pour service rédaction actes et secrétariat *sociétés*. Connaissances dactylographiques souhaitées.
Envoyer C.V. et prétentions
D.A.F.
21, rue Chaptal,
75009 PARIS.

Magazine Grand Public
recherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION CONFIRMÉ (E)

Rewriting, titrage, etc.
Envoyer C.V. et prétentions *s/n°* 7.500 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

DOO

116, Champs-Elysées
recrute

INGÉNIEUR LOGICIEL

Expérience rédaction technique indispensable.
Tél. : 563-17-27, poste 256
Mlle BLIN.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
recherche pour son

AGENCE DE PARIS

1 CHEF D'AGENCE

ayant une expérience approfondie dans le domaine du groupage et de l'affrètement.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 20.867 à la Publicité française.
23, avenue de Neuilly.
75116 PARIS qui transmettra.

RECHERCHONS

DAME COMPTABLE

Pour tenue journaux de trésorerie et rapprochements comptes de banque. Bonne écriture et aptitude à calculer désirables.
Possibilité promotion si capable.
Ecrire en indiquant âge, diplômes, *référ.*, salaire demandé à : STE d'Etudes et de Gestion Administratives, 6, rue Arsène-Houssaye 75008 PARIS. (Lieu de travail ÉTOILE)

représentation offres

Nous sommes une ascendante entreprise allemande de l'industrie chimique. Notre siège commercial est dans la République Fédérale près de la ville universitaire de Münster.

Depuis 20 années l'effort principal de nos activités est placé sur le développement des systèmes polyuréthanes spécifiques à l'égard de l'application. Ils sont mis en œuvre dans le secteur des mousses, des résines de coulée et des adhésives.

Pour l'intensification de nos activités de vente sur le marché français nous cherchons un

REPRÉSENTANT

L'aspirant devrait être français et devrait posséder de préférence la langue allemande ou anglaise par la parole et par la plume. *Flexibilité et facilité de communication* ainsi que des connaissances techniques ou chimiques facilitent la mise au courant et l'exécution des devoirs. L'activité principale est placée sur l'acquisition de nouveaux clients et sur la surveillance des relations d'affaires existantes. Si possible, son domicile devrait être central. Naturellement nous mettrons une voiture à la disposition.

Si vous êtes intéressé à cette activité indépendante et responsable, veuillez adresser votre sollicitation avec curriculum vitae et certificats à :

HAEGER & KAESSNER G M B H
Theodor-Schwarte-Str. 39, D-4730 Ahlen 1
Tél. : 19/49/ 23-82 / 51-52.

REPRÉSENTANTS

plastiques, produits entretien.
Tél. pour R.V. : 523-25-32.

secrétaires

Importante entreprise de BTP
largement présente dans le monde
recherche pour son Siège à la Défense

une secrétaire
agent administratif

chargée de la relance des fournisseurs, du suivi des commandes, du contrôle des factures au Service achats.

L'aisance dans les contacts téléphoniques, le sens des responsabilités, la personnalité, la méthode seront les critères essentiels de ce recrutement.

La connaissance de l'anglais est requise. Le poste est à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9797 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

SOCIÉTÉ MICRO-INFORMATIQUE

recherche

SECRÉTAIRE

Dynamique
Disponible immédiatement.

Envoyer C.V., photo, prétentions à :
M.I.D., Mme Morisset,
51 bis, av. de la République,
75011 Paris.

CONSEIL INDÉPENDANT
EN INFORMATIQUE
ET COMMUNICATION
pour de grandes entreprises,
cherche

COLLABORATRICE EXPÉRIMENTÉE

30 h/semaine pour assurer secrétariat et administration. Très bonne connaissance anglais nécessaire. Niveau *universitaire* souhaité. Quartier Trocadéro. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle.
Ecrire F. HUGUENIN
49, av. Kléber, 75116 Paris.

A.D.I.T.E.S.

ORGANISME CONFÉDÉRAL C.G.T.
recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation :

B.T.S. de secrétariat de direction

Qualités demandées :
- présentation dactylographique très soignée.
- bonnes qualités rédactionnelles (orthographe et style).
- *aptitude confirmée à la rédaction de comptes rendus fidèles et clairs.*
- *qualités d'ordre et de méthode.*
- aptitude à la relation.

Candidature débutante acceptée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et *photo au Chef* du Service Confédéral « Economie Sociale », C.G.T. 263, rue de Paris 93516 MONTREUIL Cedex.

ETABLISSEMENT FINANCIER
Quartier Champs-Elysées
recherche

SECRÉTAIRE

BAC - BTS minimum
25/30 ans.
Bonne dactylo.
Possédant l'anglais parfaitement.
Aimant documentation économique et financière pour assister analystes et préparer séminaires.

Poste évolutif à moyen terme

Horaires 9 h/18 heures

Adresser C.V., manuscrit et photo (retournée) à
Monsieur PHAN
« ÉLYSÉES 26 »
75008 PARIS.

travail à domicile

MADAME, MADEMOISELLE
Vous désirez augmenter vos revenus par une activité à domicile (pas de porte-à-porte). Pour en savoir plus, tél. au : 430-19-00, de 19 à 20 h.

capitaux propositions commerciales

GROUPE INTERNATIONAL FABRICANT MONDIAL

de machines à écrire électriques et électroniques portables, compactes et de bureau
recherche
DISTRIBUTEUR-GROSSISTE
dans votre région :
Lille, Metz, Dijon, Strasbourg, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rouen et Clermont-Ferrand.
Votre réponse, avec descriptif de votre Entreprise, sera traitée avec la *plus totale* discrétion.
Ecrire sous n° M 52.681 BLEU 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL FABRICANT MONDIAL

de machines à écrire *électriques et électroniques,* portables, compactes et de bureau.

recherche

DISTRIBUTEUR GROSSISTE

Dans votre région :
LILLE, METZ, DIJON, STRASBOURG, MARSEILLE, MONTPELLIER, TOULOUSE, BORDEAUX, NANTES, *ROUEN* et CLERMONT-FERRAND.

Votre réponse, avec descriptif de votre entreprise, sera traitée avec la plus totale discrétion.

Ecrire à n° M 52.681 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE FINANCIER PRIVÉ
Quartier ÉTOILE

recrute pour son service comptable

UN COMPTABLE QUALIFIÉ

Niveau D.E.C.S.
5 à 10 ans d'expérience et connaissances informatiques souhaitées. Sera appelé à prendre la responsabilité d'un groupe
— 13e mois.
— Avantages sociaux.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8.742 à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL

QUARTIER ÉTOILE

pour sa division ÉCONOMIE STATISTIQUES

recherche un

DOCUMENTALISTE

ENSAE ou diplôme scientifique équivalent INTD si possible.

Compétence économétrie et techniques modernes de traitement de l'information.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous nº M. 53.115 BLEU, 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Cie INDUSTRIELLE DE MONTAGE
46, rue des Fusillés
94400 VITRY S/Seine
recherche

AGENT ADMINISTRATIF

pour SERVICE ACHATS
5 ans exp. min., connaissance matériel robinetterie, tuyauterie et saisie sur terminal informatique souhaitées pour codification et enregistrement des commandes en liaison directe avec responsables des achats.
Disponible de suite ou très rapidement.
41 h. 30 sur 5 jours.
Tickets restaurant.
Adresser C.V. avec prétentions à J. ANDRÉ
(ne pas téléphoner).

Cabinet EXPERT-COMPTABLE Saint-Lazare, recherche

COLLABORATEUR

D.E.C.S.
ayant plusieurs ANNÉES EXPÉRIENCE CABINET.
Bonne rémunération.
Libre rapidement.
Envoyer C.V. et prét. à : SEEC, 12, rue du Rocher, 75008 PARIS.
Discrétion assurée.

URGENT
Le développement à Paris et en province du Groupe

AUGUSTE THOUARD

nous conduit à renforcer nos équipes de commercialisation et vente d'investissements

3 POSTES A POURVOIR

Formation supérieure indisp. Droit, H.E.C. E.S.S.E.C. ou assimilé. Expérience dans notre branche souhaitable.

Les candidats devront assurer des contacts à niveau élevé, faire preuve de dynamisme et d'esprit d'équipe. Rémunération élevée tenant compte des résultats.

Lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

AUGUSTE THOUARD

17, rue d'Astorg Paris 8e
discrétion assurée.

Important Bureau d'Études Techniques
(120 millions de CA)
recherche pour son siège à Montreuil-sous-Bois

UN (E) ASSISTANT (E) DE GESTION

pour assurer le contrôle de sa gestion, pour suivre et développer la réflexion sur les méthodes et les moyens de l'organisation comptable.
Ce poste requiert :
— Une bonne connaissance de la gestion et de la comptabilité analytique (niveau B.T.S., D.U.T., Ecole de Commerce...).
— Des aptitudes à l'organisation et au travail en équipe.
Une première expérience professionnelle sera appréciée.
Adresser candidature et C.V. à O.P.F. nº 516, 2, rue de Sèze 75009 Paris qui transmettra.

BANLIEUE OUEST IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

SA FONCTION PRINCIPALE SERA :
l'établissement des résultats mensuels des différents secteurs d'activité du Groupe.
PLACE STABLE
Adresser C.V., photo et prét. LABO INDUSTRIE
1, RUE LAVOISIER
92002 NANTERRE.

CENTRE DE DOCUMENTATION recherche INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE dynamique, nationalité française, connaissant l'anglais, notions d'informatique pour actions promotionnelles dans service relations extérieures.
Envoyer C.V. et prétentions à nº 26.508 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Importante société située à proximité LA DÉFENSE recherche

STANDARDISTES BILINGUES

FRANÇAIS-ESPAGNOL

pour standard I.B.M. 1750. 54 lignes et 500 postes desservis.

Une expérience de 5 à 10 ans est indispensable dans un poste équivalent.

Les candidatures de personnes parlant également l'Anglais seront étudiées avec la plus grande attention.

- Postes stables
Restaurant d'entreprise
Avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions sous réf. 6878 à Media System, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Administration Paris-7e recherche UN

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

EN ÉLECTRONIQUE
ayant 15 à 20 ans d'expérience industrielle dans les matériels électroniques, informatiques ou pour télécommunications.
Il sera chargé de l'examen des dossiers techniques pour l'exportation et aura de nombreux contacts avec les entreprises industrielles et l'Administration.

Adresser lettre, C.V., et prétentions s/réf. 8.994 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Pour faire face à son expansion

JEOL (EUROPE) S.A.

recrute

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

Pour microscopes électroniques et microanalyse

Postes à pourvoir pour RÉGION PARISIENNE et pour RÉGION RHONE-ALPES

— D.U.T. électronique ou équivalent ;
— anglais souhaité ;
— déplacements fréquents ;
— expérience en maintenance appréciée ;
— permis de conduire et dégagé des O.M.

Adr. C.V., photo et prét. à JEOL (EUROPE) S.A.
16, avenue de Colmar
92500 RUEIL MALMAISON

Ville d'Aulnay-sous-Bois 93602 recrute urgent
RESPONSABLE ADMINISTRATIF
pour la direction de ses services de santé (centre médico-social et annexes, crèches, P.M.I.).
Salaire net de début :
4.328,55 (rédacteur) ou 5.628,84 (attaché) selon diplômes et expérience professionnelle.
Envoyer candidature et C.V. à M. le Maire
Service du Personnel
93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

Importante Sté Commerce International Imp./exp. Paris-1er, recherche
EMPLOYÉ EXÉCUTION J.H. (25/26 ans)
formation bancaire appréciée. Anglais courant et si poss. allemand. Sérieuses réf. morales exigées.
Ecr. avec C.V. dét. s/nº 408 à DAG, 85, rue de Rivoli, 75001 PARIS, qui transm.

IMP. CAB. COURT. ASS. Secteur ÉTOILE désire renforcer Service Sinistres CONSTRUCTION (resp. décen., civile...) rech. 1 personne, expérience ou connaissance dans ce domaine.
Adresser C.V. lettre manuscrite et prétentions à SAFCAR : 76, av. Kléber. 75116 PARIS.

Nous réalisons des études techniques sur la qualité des constructions neuves et recherchons un

COMPTABLE CONFIRMÉ

Assisté de 2 aides-comptables, ce collaborateur prend en charge :
— La comptabilité générale (bilan inclus) traitée sur notre propre ordinateur ;
— la prévision et gestion de trésorerie ;
— la facturation, le contentieux.

Formation souhaitée DECS ou équivalent.

Lieu de travail : Paris-6e.

Merci adress. C.V., photo et prétent. sous la réf. 204 à Monique BEUCLER.

DICA SELECTION

69, rue Lecourbe
75015 PARIS.

M.G.E., S.A.
10, r. du Général-Négrier
78800 HOUILLES
recherche

COMPTABLE QUALIFIÉ (E)

2e échelon, libre de suite.
Adresser C.V. et prétentions.

LTP ST NICOLAS recherche

PROFESSEUR

Pour enseignement professionnel en fabrication mécanique. Diplômes BTN F1 et BTS + 3 ans d'expér. professionnelle. Tél. 222-83-60.

SSCI recherche :

COMMERCIAUX ANALYSTES PROGRAMMEURS

connaissance M Basic et CP/M ou MP/M. Env. CV s/réf. 1550 à Pierre Lichau S.A. B.P. 220-75063 Paris Cedex 02 qui transmettra, ou tél. pour R.V. au 362-11-91.

Cabinet d'Avocats recherche pour clientèle de langue Allemande

UN AVOCAT STAGIAIRE

libre rapidement. Très bonne connaissance de la langue Allemande indispensable

Adresser C.V. à Maître Franklin Rist.
Cabinet Gide-Loyrette Nouel. 26, cours Albert 1er
75008 PARIS.

BANQUE PRIVÉE PARIS 8e RECHERCHE GRADÉ(E) CL. III

connaissant les opérations de change (réglementation), les transactions et le suivi des dossiers.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. à DELORME Nº 1800. 96, rue de la Victoire 75009 Paris qui transmettra.

STE INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION D'OUTILLAGE pour le bâtiment leader dans sa branche recherche pour son SERVICE LOGISTIQUE

CHEF DE GROUPE PLANNING ACHATS ET ORDONNANCEMENT COMMANDES

Pour relations avec fournisseurs
PROFIL :
— BAC + 2 ans (IUT techniques commercialisation ou B.T.S. commerce international) ;
— expérience 1 à 2 ans, gestion informatisée ;
— libéré des O.M. ;
— permis V.L. ;
— libre rapidement ;
— langue allemande ou à la rigueur anglaise indispensable ;
— lieu de travail : banlieue SUD (près Orly).
Ecrire avec C.V., photo et prétentions nº M 52.874 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Si vous êtes un vendeur agressif, si vous avez l'expérience de vendre du matériel de laboratoire (formation biochimique avantagée), si vous êtes bilingue Français/Anglais, si vous êtes prêt à travailler dur et disponible à voyager.
Envoyer C.V. + photo
Ecr. s/nº 7517 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ets de recherche proche banlieue Sud recrute pour son équipe système

UN INGÉNIEUR-INFORMATICIEN

pour développement sur CII multics mini 6 et micro.
Adresser C.V. et prét. à M. AVEMA B.P. 34 94114 ARCUEIL Cedex.

MERLIN GERIN

CONSTRUCTEUR MATÉRIEL ÉLECTRIQUE
4,5 milliards de C.A.
recherche pour COMPTABILITÉ CLIENTS

UN ANIMATEUR DE RECOUVREMENT.

cargé, en liaison avec la force de vente et les Etablissements Grenoblois :
— d'accélérer le règlement de ses créances ;
— de détecter et résoudre les litiges éventuels.

formation : BTS ou DUT finances — comptabilité

Le candidat devra avoir :
— le sens du contact et un esprit d'initiative poussé,
— des qualités d'analyse et de ténacité ;
— une aptitude marquée au travail en équipe ;
— des capacités de diplomatie et de persuasion ;
— de grandes facilités rédactionnelles.
Une première expérience dans la fonction souhaitée mais non indispensable. lieu de travail NEUILLY — déplacements fréquents en clientèle

Envoyer C.V. à :
MERLIN GERIN — Service du Personnel B.P. 142
92202 NEUILLY Cedex.

Société de Négoce International recherche

AGT COMMERCIAL

Bonnes connaissances négoce matières premières particulièrement Huiles végétales. Anglais impératif.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous nº 57.125 Contesse Publicité 20 av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 22 ans DEUG LEA, PROFICIENCY CAMBRIDGE, Espagnol, Anglais courant, enseigné 1 an en G.-B. Dactylo, telex, étudie toutes propositions.
Ecr. s/nº 0.632 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOMME 48 ANS

Formation supérieure
— 10 ans d'expérience promotion immobilière dans Sté d'importance nationale.
— 10 ans d'expérience hôtellerie étudierait toutes propositions d'emploi sur RENNES ou RÉGION PARISIENNE.
Ecrire sous nº 4389 AT AGENCE HAVAS
16, avenue de Crimée,
35100 RENNES.

CADRE A TOUT FAIRE

ORIGINAL ET EFFICACE

Planteur, transitaire, transporteur, chef de chantier B.T.P.
46 ans, célibataire.
Expérience africaine. Anglais courant.
Opérations commandos acceptées.

Examinera toutes propositions (1) 873-29-51 après-midi ou écrire Ph. HEMERY, 6, rue Pierre-Brossolette, 94130 Nogent-sur-Marne.

CLASSE VII - 35 ANS

10 ans expérience réussie exploitation et animation.

recherche

BANQUE DYNAMIQUE

pour participer au développement.

Ecrire sous nº T O37.631 M, à
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

VRAI ADJOINT POUR GRAND P.-D.G.

36 ans, apportant :
• Une formation supérieure complète (droit, Sc. Po) ;
• une expérience de directeur P.M.E. + 50 personnes ;
• une connaissance pluridisciplinaire, gestion des affaires, commercial, publicité, marketing, clientèle française et internationale, marchés étrangers ;
• Un esprit de synthèse, créateur et volontariste ;
• Angl. + espagnol. Connaissances allemand + italien.
Cherche :
Situation d'adjoint à P.-D.G. ou D.G. ou poste de directeur de P.M.I.-P.M.E. ou grande Sté française ou internationale.
Ecr. s/nº 6.344 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Architecte 40 ans cherche projets ou concours en sous-traitance — Délais rapides.
Téléphone : 905-18-75 ou 996-47-32.

J.H. diplômé traduction Ecole Interprète Genève, Allemand, Anglais 3 a. expér. traduct. techn. en RFA, Et Econ. 3 a. expér. administr. rech. emploi polyvalent nécessit. langues. Ecr. HAVAS 2056, BP 297, 38044 Grenoble.

Pour implanter, développer ou surveiller vos affaires au BRÉSIL
ATTENTION ! Ce pays est très séduisant, mais combien difficile. Vous avez besoin d'un HOMME DE TOUTE CONFIANCE, évitez l'échec, donnez-vous les moyens de gagner.
Ecr. s/nº 7.480 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Licence lettres mod. C.A.P. d'instituteur, formateur de moniteurs j'ai envie de créer des programmes de séc. routière de entreprises et/ou rédiger articles sur ce sujet, animer des séances de formation. 12.500 tués sur les routes, vous ne pouvez l'accepter.
Ecr. s/nº 0.612 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Diététicienne, 2 ans expér., ch. poste ou remplacement. Tél. 16 (35) 75-92-30.

DIRIGEANT PMI

en retraite (58 ans)
rompu problèmes organisation gestion finances, comptabilité, relations publiques, marketing, connaissant parfaitement Afrique, DOM TOM, Extrême-Orient, propose

A TITRE PRESTATAIRE

assistance ou remplacement temporaire ou temps partiel Paris, Province, Etranger.
Téléphone : (1) 288-92-35, le matin.

EXPORT MANAGER

Exp. vente et marketing produits grande consommation. Conn. marchés : Europe, USA, Moyen-Orient, Japon. Animat. d'équipe. Nég. à niv. internat. Homme quarantaine. formation commerciale sup. A.C./H.E.C., trilingue anglais/allemand.
Recherche poste à responsab.
Ecr. s/nº 0.626 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 26 a., C., ingénieur ENSIA, expérience sucreries, laiteries, laboratoire, thermique cherche emploi, disponible immédiatement.
Ecr. s/nº 7.503 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 24 ans, dégagé OM suite à stage de formation en maquette fabrication au L.E.P d'Art graphique, rue Corvisart, Paris 13e, volonté poursuivre ce métier recherche emploi dans imprimerie ou studio d'exécution tempor. accepté.
Ecr. TURPAULT, 50, avenue Faidherbe,
92600 Asnières.

Cadre 42 ans, longue expérience import-export, transport international affret. manut. marit., douane, transit, au courant règlement douane algérienne contr. des changes, assurance/sinistres, dispose logement Algérie, cherche place Cie/Sté opérant en Algérie. Ecrire HAVAS, réf. 91.830 Marseille.

H. 28 ans, dynamique, ex-direct. d'une centr. distribution

PAP

ayant grand sens commercial organisation et gestion stock cherche emploi. 207-21-82.

SECRÉTAIRE 27 ans, célibataire, parfaitement bilingue anglais, connaissances Espagnol. Excellente présentation, dynamique, ayant goût contact recherche poste stable et motivant.
Ecr. s/nº 6.437 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 29 ans, maîtrise gestion DESS commerce ext., 5 ans exp., organisation et contrôle gestion, promotion exports, très bonne culture générale, cherche poste

Attachée de Direction

ou similaire, région Paris.
Ecr. M.S., BP. 258 Paris 17e.

Cadre 36 ans spécialiste

ÉNERGIES NOUVELLES

recherche
poste à responsab., ccial tech. et gest. Ecr. Jacky ROMAT, Bât. F8, la Petite-Garenne 16000 ANGOULÊME.

JURISTE H. 33 ans, maîtrise droit, 9 ans expér. notariale recherche situation (banque, conseil juridique, entreprise)
Ecr. s/nº 7.523 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 24 ans, trilingue (licenciée) diplômée Académie Commerciale Internationale recherche, Paris ou région parisienne, emploi stable de cadre commercial ou d'exportation.
Ecr. s/nº 6.434 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPORT

à mi-temps, missions ponctuelles, 35 ans exp., trilingue.
Ecrire sous le nº T 037.707 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 32 ans, angl.-allemand, 8 ans négociation internationale matières premières agricoles recherche équivalent ou activité import-export.
Ecr. s/nº 0.636 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE, 45 ans, dipl. d'Etudes Sup, 13 ans exp. en matière de recouvrement rech. dans département juridique et contentieux, poste de DIRECTION ou D'ADJOINT
Ecrire sous le nº T 037.633 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur A.M., 45 ans, installé en prof. libérale sur Lot-et-Garonne. Exp. très variée, part. maritime, ferroviaire, expertises, gestion, négociations. Connaissant anglais et Afrique francophone. Etudierait ttes propositions de missions, études de conseil ou travaux en vacation (53) 71-62-54.

ASSISTANTE DE DIRECTION

CADRE
Gestion du Personnel
Trésorerie fournisseurs
cherche situation stable
quartier Saint-Lazare.

Ecr. s/nº 0.637 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. droit public, dess. droit européen, D.E.A. droit développement, exp. bénévolat, désespérée par réponses négat. cause inexp. ch. emploi rémunéré.
Châtaigner, 11, rue de Monttessuy, Paris 75007.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Société industrielle et commerciale de 200 personnes, produits grand public recherche poste de Direction Sud-Est ou Paris.
Expérience réussie de redressement d'entreprise par l'amélioration des marges et l'adéquation, produits, marchés, formation sup. techn. commerc. et gestion. 47 ans, dynamique, créatif, excell. réf. morales et bancaires.
Ecrire sous le nº T 037.679 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 43 ans, expér. technique et commerciale ch. poste Direction journal, Revue ou chez éditeur publicitaire.
416-57-56 - 959-70-00.

COLLABORATRICE DE CABINET DECS niveau CSRC expérience révision des comptes recherche :

C.C. ou E.C. PARIS
Pour l'assister dans ses contrôles 120 h/mois libre.
Ecr. s/nº 0.635 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

gérances libres

COUPLE DYNAMIQUE rech. GÉRANCE libre, bar, restaurant (de préférence PARIS). Ecr. M. PH. LAPERCHE, 12, rue Berthelot, 94800 VILLEJUIF.

représentation demandes

Représentant expérimenté cherche sociétés à représenter. Ecr. nº 56.026 AMEP P.A. 37, r. Général Foy, 75008 Paris.

AGENT COMMERCIAL cherche carte édition (courtage). Tél. 736-62-58.

traduction demande

J.F. ch. traduc. angl., esp., tOUt doc. financ./litt. Ecrire Mme ALLAIN Rosita, 1, Allée Modigliani, Alfortville 94140.

Trad. d'origine américaine cherche toutes traductions spécialisées, français, anglais. Tél. le soir au 806-19-60.

villégiature

MEGÈVE, vac. mardi gras. tr. beau stud. 4 pers., expo. sud. Téléphone : (7) 842-37-47.

cours et leçons

Rech. profs. maths + sces. bons pédagogues pour élève 1re, habitant La Celle-St-Cloud. Tél. tous les soirs à partir de 18 heures au 918-57-09.

formation professionnelle

Les ingénieurs du

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

préparent

le B.T.S. Informatique

en formation continue
206-24-63 - 241-83-83.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon,
75429 PARIS CEDEX 09.

L'immobilier

appartements vente

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

Dans bel immeuble à vendre 2 p., entrée, cuis., s. de bains, w.-c., 45 m², vue et soleil. Téléphone : 500-54-00.

5e arrdt

JUSSIEU 2 pces, 364-42-70

PUITS ROMANTIQUE.

NEUF

1 ET 3 R. POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
3-4-5 PCES et DUPLEX
Visite témoin tous les jours 14 à 19 heures, sauf mercredi et dimanche.

PORT-ROYAL

Dans très bel imm. p. de taille 3 pièces, 65 m² + balcon. séj., 2 chbres, cuis., bns, w.-c., dressing, chf. individuel. 650.000 F. Tél. 973-70-86.

12e arrdt

NATION Imm. XVIIIe rénové. 2 p. 45 m² à aménager, original. Vue dégagée. 272-40-19.

14e arrdt

Raspail Denfert, 354-95-10

160 m² 6 PCES VUE.

Près Pte d'ORLÉANS. 46 m², 2 pces, entrée, cuis., s. d'eau, w.-c. 280.000 F. 327-52-44.

15e arrdt

VOLONTAIRES

Imm. récent. Beau 3 pces balcon. Px : 750.000 F. Jean Feuillade, 566-00-75.

16e arrdt

PARTICULIER VEND

RUE FAISANDERIE

160 m², liv. 3 chbres, cuis. 2 bains, 3e ét. s/cour, asc. Bel imm. pierre de taille. Moins de 9 500 F le m². Peintures à prévoir, sanitaires modernisés. Tél. 502-19-19, heures de bur.

17e arrdt

45, AV. VILLIERS

Mº MALESHERBES. DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-6 pces et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION. Visite lundi/mardi 13 h/18 h.

18e arrdt

39, AV. DE ST-OUEN

Imm. neuf de standing façade pierre de taille

VRAI 3 PIECES

8e étage, 69 m² + balcon 6 m²
731.000 F.

4 PIECES

2e étage 88 m²
877.000 F.
Visite sur R.V.
Z IMMOBILIER 267-37-77.

Grand standing, Montmartre, 3 p., 70 m², parking et jardin privé sur parc de 5 000 m². Px justifié. Tél. le matin et le soir après 19 h au 259-77-56.

CUSTINE
Immeuble pierre de taille
APPARTEMENTS OCCUPÉS
2 P, r.-d.-ch., 88 000 F
3 P, 1er étage, 181 000 F
Tél. 227-74-80.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT RARE

PRÊTS : 100.000 F A 4 % SUR 15 ANS + PRÊTS CONVENTIONNÉS

Pour acquisition dans immeuble standing beaux 3 pièces
M.L.T.L. — Tél. : 362-06-37.

20e arrdt

Part. à part. de préférence vend PARIS-20e (métro Gambetta)

STUDETTE

Cuis. amén., salle de bains, séjour meublé (sauf literie) Tél. 020-16-28, après 20 h.

77 Seine-et-Marne

CHELLES

Appartement à vendre F 4, rez-de-chaussée, avec cave et garage.
Prêt d'Etat à reprendre de 92 000 F à 6 %. Prix : 310 000 F. Tél. : 020-72-37. M. Mme Millet, 6, r. de l'Ilette, bât. Alize, 77500 Chelles.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY pr. Maurice-Barrès terr. plain-pied arborisée triple récep. + 3/4 chambres calme, soleil. 567-47-47 mat.

Beau 4 P + parking + cave calme. Limite Rueil-Nanterre. 860 000 F. 918-50-51, apr. 17 h.

appartements achats

Recherche 1 à 2 P. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS
recherche URGENT APPT

180 à 220 m²

16e, 8e, 7e. Tél. 562-16-40.

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet 15e. 566-00-75. Rech. pour clients sérieux. 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

appartements occupés

FG SAINT-HONORÉ

Pptaire vend APPTS OCCUPÉS 140 à 222 m², Imm. tout cft Hauteur plafond 3.65 m. BON RAPPORT 562-49-69.

Bd SAINT-GERMAIN
Cardinal-Lemoine, bel imm. p. de t., asc., tapis asc., 5e ét. s/r. Beau 5 p., tout cft 100 m². Prix 770.000 F. Loi 48, droit de repr. Vis. mercr. 14 h 30 à 16 h, 11, bd ST-GERMAIN.

villas

ST-VALLIER-de-THIEY (06)
VILLA, constr. 78, 156 m², plain-pied + terrasse + loggia, 5 p., séj. 40 m², cheminée, 2 bns, cuis. entièr. amén. + hotte. Nbreux rangements, grd cft. Terrain 6.600 m² arb., partie jard. aménagé, dép., park. T. apr. 19 h. (93) 42-66-10.

fermettes

En CHAROLAIS à 50 mn du T.G.V. FERMETTE et son TERRAIN 600 m² dépendances dont four à pain, calme bien orientée et desservie. Libre de suite. Prix 260.000 F. Tél. : (85) 53-08-06 ou écr. HAVAS CHAMBERY Nº 1446.

propriétés

HERBLAY (95), part vd de préférence à part. très belle maison Ile-de-France 1978, 350 m² habitables, plein sud sur 4.000 m² parc paysagé. grd séjour, cheminée, salle à manger, hall, 5 belles chbres, 3 salles de bains, cabinet de toilette. grande cuisine équipée + coin repas, gde salle de jeux + cheminée, 2 lingeries, dressing, kitchen., très grand grenier, possib. chambres, pavillon gardien 6 pièces, garage 2 voitures. 2.500.000 F.
Tél. : h. bur. 260-66-13.

viagers

Etude Lodel, 35, bd Voltaire Paris-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers, expérience, discrétion, conseils.

F. CRUZ 266-19-00

8, RUE LA BOETIE-8e
Px rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète.

2 p. occupé, femme 97 ans 95.000 cpt + 950 mensuel. Me Parmentier. T. 266-19-00

locations non meublées offres

Paris

EXCEPTIONNEL

50, RUE DE BOURGOGNE

Mise en location de quelques appts de caractère sur cour d'honneur et jardin 2 P, 3 P, 4 P.
Parkings en sous-sol

Prestations de qualité
Loyers élevés
Sérieuses références exigées

Visite s/place, mardi 11 et mercredi 12, de 14 h 30 à 16 h 30.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS
recherche pour clientèle étrangère et diplomates, APPARTS. HOTELS PART. et BUREAUX
LOCATION ou ACHAT **562.78.99**

Collabor. journal, recherche APPT 3 P., 20e, 14e, 13e, 12e. Loyer mensuel 3 000 F maxi. Ecr. s/nº 6435 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavil. ttes banl., Loyer garanti. 8 000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL
Rech. pour sa direction, beaux appt de standing 4 P et plus. 281-10-20.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 8e

RM-RC 220/330 MOIS
PERMANENCE TÉL.
TÉLEX-SECRÉTARIAT
CRÉATION DE SOCIÉTÉS
TOUTES DÉMARCHES

AGECO 294-95-28 (STATIONNEMENT AISÉ)

Département assurance

550-43-87.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique

355-17-50.

66, CHAMPS ÉLYSÉES

DOMICILIATION 600 F.

BUREAUX MEUBLÉS

SECRÉTARIAT-SERVICES
B.E.B. - Tél. 562-66-00.

VOTRE BUREAU
OU DEPUIS 150 F/MOIS :
1 DOMICILIATION + SERVICES
S.A.R.L. Artisans - 296-36-74.

DOMICILIATIONS : 8e-2e.

SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 261-80-88 +.

immeubles

ACH. IMM. VIDE même avec gros travaux. Paris, banlieue. Tél. 590-86-06 de 7 à 21 h.

A vendre la totalité d'un imm. de la cave au grenier dans le Marais. Travaux à prévoir. 15, rue du Bourg, Tibourg.

Le Monde

économie

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET LE TRAVAIL CLANDESTIN

Le rapport de M. Ragot propose un élargissement des pouvoirs de la mission interministérielle de lutte contre les trafics de main-d'œuvre

Chargé par M. Raymond Barre, puis par M. Mauroy, de donner son avis sur les conclusions du rapport établi en février 1981 par le groupe national de lutte contre le travail effectué dans des conditions illégales présidé par M. Jean Fau, conseiller à la Cour de cassation, le Conseil économique et social doit examiner les 11 et 12 janvier, en assemblée plénière, un projet d'avis présenté par M. Maurice Ragot, conseiller rapporteur.

M. Jean Auroux, ministre du travail, dispose donc, pour éclairer ses prochaines décisions, contre le travail clandestin, de deux rapports, celui de M. Jean-Jacques Dupeyroux rendu voici deux semaines (*le Monde* daté 8-9 janvier) et celui du Conseil économique et social.

Quelles modifications apporter à la loi de 1972 ? Quelles mesures prendre contre les ateliers clandestins de la confection parisienne ? *M. Fau avait eu à répondre* (*le Monde* du 24 février 1981). Sur ses propositions, le Conseil économique et social a ensuite été chargé de donner son avis. Ce qu'il doit faire, les 11 et 12 janvier, à partir du rapport de M. Ragot.

Dès l'introduction, le conseiller-rapporteur précise *le champ de son* enquête, plus large que celui couvert par M. Fau, le Conseil souhaitant procéder à sa propre analyse à partir d'une réflexion sur l'ensemble des aspects du problème. Trois axes sont retenus qui pourraient être les trois priorités à se donner dans la lutte *contre le travail clandestin*. D'abord, la défense des intérêts des travailleurs, et principalement de ceux qui sont employés clandestinement par des entreprises, qu'elles soient ou non en situation régulière par ailleurs. Puis la défense des intérêts des métiers et des professions qui subissent *une concurrence déloyale*. Enfin, la lutte contre la fraude fiscale et sociale. Les représentants au niveau local des services chargés du contrôle et de la répression du travail clandestin ont été une source précieuse d'informations pour les conseillers de la section du travail et des relations professionnelles. Le projet d'avis souligne qu'il faut d'emblée se refuser à *« faire l'amalgame entre le coup de main occasionnel et le travail industriel ou artisanal clandestin organisé à grande échelle »*. Oui donc aux relations d'entraide, à l'échange de services. Non à l'exploitation par les entreprises, elles-mêmes clandestines ou non, de travailleurs non déclarés et donc *sans aucune protection sociale*.

Pas de quantification globale

Le rapport de M. Ragot étend la définition du secteur clandestin à tout *emploi* non déclaré de salarié, que le chef d'entreprise ou le donneur d'ouvrage soit ou non en situation régulière par *ailleurs*, et au travail indépendant effectué à titre d'activité soit unique, soit principale ou secondaire et non déclaré par celui-là même qui l'exerce, non plus que par le donneur d'ouvrage. L'activité exercée dans un cadre légal, mais dont la rémunération n'est pas déclarée ou ne l'est que partiellement, comme l'activité exercée en contravention avec la législation sur les cumuls – emplois-retraite, emplois-indemnisations ou emplois-allocations – sont également englobés dans la définition du travail clandestin.

Cette définition est donc beaucoup plus large et plus floue que celle délimitée avec précision, conformément aux textes existants, par M. Dupeyroux. Dans son rapport, M. Ragot réaffirme, comme avant lui M. Fau, l'impossibilité de quantifier le travail clandestin de manière globale. Seule certitude : le repérage des secteurs les plus concernés. Ainsi le rapporteur cite-t-il le bâtiment, la réparation automobile, la confection, la couture, le tricotage, la maroquinerie, l'agriculture et l'abattage clandestin, l'hôtellerie et la restauration, la coiffure, la vente *dans la rue et à domicile*, le déménagement, le ménage et la garde d'enfants, le conseil juridique, fiscal et comptable, les leçons particulières.

Le projet d'avis préconise une adhésion du Conseil économique et social à l'ensemble des propositions Fau, *sous réserve de certaines* nuances, mais à l'exception de celle qui tend à organiser un régime fiscal et social du travail occasionnel par le biais d'un timbre. Pour M. Fau, il fallait en effet créer un statut du travail occasionnel autorisé sous deux conditions : l'employé ne devra pas *travailler plus de huit heures si son* emploi régulier est de quarante heures ; il devra s'acquitter de ses charges sociales et fiscales par l'achat d'un timbre.

C'est précisément ce timbre qui pose un problème à M. Ragot. La distribution de ces timbres aurait un coût élevé pour les pouvoirs publics. Leur existence rendrait encore plus difficile la répression du travail clandestin. En effet, une fois ce timbre acquitté, comment contrôler si le nombre d'heures réellement effectuées est plus important que celui déclaré ? Pour le rapporteur, le système des timbres revient à blanchir l'emploi et le travail clandestins, même de grande envergure. Il préfère donc *« faciliter pour les activités artisanales et commerciales l'inscription des travailleurs à titre indépendant ou à temps partiel au répertoire des métiers ou au registre du commerce. Dans le même temps, le montant des charges fiscales et cotisations sociales devrait être adapté à la durée réelle du travail réalisé à titre indépendant »*.

La prévention

Constatant que les actions de prévention menées jusqu'à présent ne paraissent pas avoir eu les effets positifs escomptés, le rapport fait plusieurs propositions. Sur le plan national, il faudrait *élargir le champ* d'intervention de l'actuelle mission interministérielle de lutte contre les trafics de main-d'œuvre aux différentes formes du travail cladestin, la priorité étant donnée à la lutte contre les trafics de main-d'œuvre. Cette mission *« devrait être chargée de réaliser ou de susciter les études nécessaires et devrait avoir les moyens de suivre l'évolution du travail clandestin dans ses diverses formes et facteurs favorisants (travail à domicile, saisonnier, précaire, temporaire, et sous-traitance). Elle devrait enfin être en mesure de coordonner toute action nationale d'information, de prévention, de dissuasion et de contrôle. »* Sur le plan départemental, *le projet d'avis suggère* d'institutionnaliser une commission départementale de lutte contre l'emploi et le travail clandestin, qui serait en relation avec la mission nationale.

Enfin, l'information sur toutes ces questions, y compris sur les sanctions et risques encourus par les intéressés, devrait être mieux mise en valeur. M. Ragot ne s'en tient pas à la seule prévention. Il suggère de renforcer les mesures dissuasives. *Ainsi demande-t-il* de rendre obligatoire, au plus tard dans les vingt-quatre heures suivant la prise de fonction des travailleurs, leur déclaration à la Sécurité sociale. Sur ce point, la proposition de M. Dupeyroux, plus catégorique, a toutes les chances d'être plus efficace. Pour M. Dupeyroux, la déclaration d'embauche doit être préalable au commencement des travaux, pour *éviter* les mensonges *couramment* pratiqués lors des contrôles. Sur un chantier, par exemple, le contrôleur qui demande aux intéressés depuis quand M. X... travaille sur le chantier se voit fréquemment répondre : *« mais il vient d'arriver »*, et n'a aucun moyen de constater le contraire.

Les corps de contrôle – police judiciaire, gendarmerie, magistrats et inspecteurs du travail – doivent voir *leurs moyens accrus*, selon le projet d'avis soumis au Conseil. En particulier, les inspecteurs du travail pourraient être autorisés, lorsqu'il y a une prévention sérieuse d'infraction, à constater l'identité des travailleurs sur les lieux mêmes du travail – ce qu'ils n'ont pas le droit de *faire* pour l'instant. Ces inspecteurs devraient aussi pouvoir vérifier l'existence de contrats de sous-*traitance quand l'activité* des travailleurs de l'entreprise sous-traitante s'exerce dans les locaux de l'entreprise donneur d'ordres.

En matière d'infraction, le projet *d'avis recommande* la modification de la loi de 1972, *« à la fois peu et mal appliquée »*. Son champ d'application devrait être étendu à l'ensemble des secteurs et professions, y compris l'agriculture, l'ensemble des donneurs d'ouvrage, entreprises et particuliers, et aux travailleurs à titre *indépendant*, qu'ils *aient* ou *non* satisfait aux inscriptions au répertoire des métiers et au registre du commerce.

Le projet d'avis suggère également la transformation des sanctions actuellement contraventionnelles en délits. La valeur appréciée en importance des travaux réalisés déterminerait s'il y a ou non délit. La valeur limite sera fixée par le législateur par branche d'activité. La prescription serait alors de trois ans, alors qu'elle n'est que d'un an en matière contraventionnelle.

Dernier point : M. Ragot souhaite le renforcement des prérogatives de l'Office national d'immigration. En tout état de cause, conclut le conseiller-rapporteur, *« il ne saurait y avoir de lutte efficace à long terme contre le travail clandestin sans que soit parallèlement améliorée la situation de l'emploi »*.

Appréhendant un champ très *large du travail clandestin*, à partir de définitions hétérogènes par nature, le rapport de M. Ragot met l'accent sur des moyens d'ordre institutionnel – ainsi la mission nationale ou les commissions départementales, les corps de contrôle, etc. – et sur les mesures à prendre contre le travail *clandestin*. Ces moyens institutionnels globaux auront-ils l'impact de certaines mesures ponctuelles comme la déclaration obligatoire de l'embauche auprès de l'URSSAF préconisée par M. Dupeyroux ? C'est à M. Auroux, qui assistera le 11 janvier aux travaux du Conseil économique et social, que revient la tâche finale de trancher.

DANIELLE ROUARD.

ERRATUM. – L'article consacré au rapport de M. Dypeyroux sur le travail clandestin comportait une erreur dans nos premières éditions datées 9-10 janvier : la commission de contrôle *contre* le travail clandestin, à laquelle il est fait allusion, n'existe pas encore.

Parlant des travailleurs immigrés

« IL FAUT REFUSER D'ÊTRE LA POUBELLE DE L'EUROPE », déclare le maire de Toulon.

(De notre correspondant.)

Toulon. – Samedi 8 janvier s'est tenue à Toulon l'assemblée de Toulon avenir, une association de mille huit cents adhérents créée au début de l'année 1982 pour soutenir l'action de M. Maurice Arreckx, maire du chef-lieu du Var. C'est sous sa présidence que s'est déroulée cette *réunion, au cours de laquelle* M. Arreckx a précisé qu'il mènerait la liste d'opposition lors des élections municipales.

Après avoir dressé le « bilan catastrophique » du *gouvernement* de gauche, M. Arreckx s'est lancé dans une diatribe contre les travailleurs immigrés, déclarant : *« Nous sommes débordés par eux. Il ne faut pas que le droit d'asile se transforme en accueil des chômeurs du monde entier. »* Pour le maire de Toulon, *« il faut réduire d'un million le nombre des travailleurs immigrés en France »*, et *« il faut refuser d'être la poubelle de l'Europe »*.

Les deux cent cinquante personnes ont applaudi debout M. Arreckx, qui a lancé en ultime promesse : *« Nous jetterons sur la ville un filet qui étouffera nos adversaires. »*

[M. Arreckx ignore-t-il que les immigrés, entre autres sales besognes, acceptent de vider les poubelles ? Qu'il soit donc rassuré. Quels que soient ses arguments à l'égard du problème de l'immigration, sa déclaration apparaît en tout cas raciste et infamante, indigne du maire d'une grande ville de France. – J. B.]

Traquer ou « blanchir » le travail noir ?

M. Jean-Jacqyes Dupeyroux a lancé un énorme pavé dans la mare si trouble du « travail noir » (1). Avant que l'on puisse clarifier le secteur et les esprits, gageons que les vagues ne sont pas près de s'apaiser. *S'érigeant en Saint-Just social*, contempteur de la fraude, M. Dupeyroux s'attire la sympathie de tous ceux qui déplorent que l'esprit civique s'effiloche, que le « chacun pour soi » se développe, et qu'ainsi la nation se délite. Comment ne pas être à ses côtés si quelque espoir se manifeste de ramener les brebis égarées au bercail fiscal ? La peur du gendarme de l'URSSAF agira peut-être si on lui donne plus de moyens. Pourquoi pas ?

Mais le recours – il faut appeler les choses par leur nom – à la délation provoqué par l'appât d'une prime est d'une tout autre nature. A vouloir moraliser, on tombe cette fois dans le péché. Une large partie de l'opinion, sensible à l'idée que la fin ne justifie pas les moyens, ne se manifestera-t-elle pas contre cette proposition ? Grosse de tempêtes, on le conçoit, sera aussi la proposition de réintégrer dans l'assiette de l'impôt sur les revenus, la valeur locative du logement dont vous êtes propriétaire. En revanche, très positive est l'idée d'exonérer de la T.V.A. l'artisan travaillant seul ou avec un unique salarié, ou les artisans ayant pris un apprenti. Pour une telle réforme les études de *M. Philippe Madinier* (2), rapporteur général du Centre des coûts et des revenus, montrent que la perte de recettes fiscales serait minime. En outre, l'exonération correspondante alignerait le régime des petits artisans sur celui des professions libérales non assujetties à la T.V.A. (médecins et avocats par exemple). L'exonération proposée s'inspire enfin des précédents que constituent le pacte pour l'emploi des jeunes et le plan avenir-jeunes.

En voulant remédier avec plus d'imagination aux effets du travail noir, attention toutefois à ne pas oublier les causes de l'extension de ce phénomène. Tant qu'elles subsisteront, c'est à une véritable entreprise de Sisyphe que l'on assistera. On peut en distinguer quatre :

1) La montée des prélèvements obligatoires. Comme dans l'histoire de la défense *nationale* où l'on enregistre des perfectionnements successifs de l'arme et du bouclier, la croissance des contributions demandées aux citoyens engendre des réactions de fuite de plus en plus caractérisées. « Travailler au noir » devient un sport d'élite contre le fisc. Aux *États-Unis*, *M. Laffer n'a pas eu de* mal à démontrer, dans une courbe à la fois simplette et célèbre, qu'au-delà d'un certain seuil de contraintes le rendement de l'impôt diminue.

2) La trop faible rémunération du travail manuel. Ce n'est un mystère pour personne que l'ouvrier français est mal payé par rapport à ses homologues d'autres pays comparables, et qu'en *revanche* le salaire de l'employé dépasse celui, qui est offert dans les pays voisins. Exutoire classique : le travail noir. Il est pourtant beaucoup moins développé en France (plus généralement en Occident) que dans les pays de l'Est où il s'agrémente de « prélèvements » à une grande échelle de matériel dans les entreprises. *« Qui ne vole pas l'État vole sa famille »*, dit un proverbe tchèque.

3) Quand le système fiscal est mal différencié, comme pour les artisans, qu'il frappe les « petits » comme les « gros », le risque est grand d'une « débrouille » systématique.

4) Dernière, mais non la moindre des causes de l'extension du travail noir, la plus grande *disponibilité* de temps donnée aux individus du fait du chômage et des retraites anticipées. Il est rare qu'un homme accepte toute cessation d'activité sous *prétexte qu'il n'est plus salarié*. Le bénévolat attire heureusement de nouvelles recrues dans une société où magré les *réseaux* institutionnels (Sécurité sociale, éducation, culture, etc.), tant de tâches restent à acccomplir. Mais dans le secteur « informel », les prestations rémunérées *sont* sans *doute encore* plus nombreuses.

Sur deux longueurs d'ondes

Inutile de fermer les yeux. La société telle qu'elle vit ajourd'hui secrète *obligatoirement* du travail noir. Le débat qui, depuis des années, est ouvert et qui va reprendre à l'occasion du rapport Ragot au Conseil économique et social (analysé dans cette page) est difficile parce que les protagonistes se situent, pour parler, sur des longueurs *d'ondes différentes*, ce qui n'est pas la mmeilleure façon de s'entendre. Les uns, tels M. Minc (3) et Rosavallon (4), voient là une source de création de richesse, occulte certes, mais qui permet à la nation d'éponger une partie des conséquences de la crise, une soupape au chômage, une *manifestation du* dynamisme de la société civile.

A l'extrême opposé, un auteur comme M. Xavier Greffe (5) refuse l'idée du travail noir comme « régulateur » *dans* la *crise que* nous traversons. Pour lui, il s'agit de l'exacerbation de certaines formes de concurrence déloyale, qui conduisent à un double transfert des coûts des entreprises qui recourent au travail noir vers celles qui procèdent « officiellement » ; des travailleurs *au noir vers les autres travailleurs*. Il n'y a donc pas vraiment de régulation, mais plutôt un conflit toujours plus vif pour se partager les marchés existants.

Entre ces deux positions prendrait place M. Lionel Stoléru (6), qui reconnaît que le travail noir réduit les recettes de l'État, *fausse les chiffres* de la croissance, mais qu'il faut le « blanchir », parce que cette économie souterraine peut être *« l'un des maillons qui va de la France abritée à la France exposée »*. Blanchir le travail noir consisterait pour lui à préciser les conditions simples et justes *« pour qu'on puisse légalement aller déboucher le lavabo de son voisin »*. Il se réfère ainsi à des propositions contenues dans un rapport du président des chambres de commerce à M. Giscard d'Estaing en 1980 : paiement d'une taxe forfaitaire, garantie minimale à donner aux consommateurs, etc.

Les rapports, les idées, on le voit, ne manquent pas sur une activité statistiquement peu préhensible et... répréhensible. La ligne de partage, une fois de plus, est celle de l'efficacité *et de la morale*. Il paraît difficile, au nom de la première valeur, de piétiner la seconde, de la faire tomber dans la trappe que nous dénoncions au début. La fin ne justifie pas les moyens. Mais qu'on ne se méprenne pas : en l'occurrence, coupables et victimes sont souvent les mêmes personnes. *Dans* sa fameuse déclaration du 27 septembre sur la conjoncture économique et sociale, le Conseil permanent de l'épiscopat français ne s'y est pas trompé. On y lit : *« Une société dans laquelle le travail au noir est aussi répandu dans la plupart des catégories sociales ne peut être société de justice. »*

PIERRE DROUIN.

(1) *Le Monde* daté 9-10 janvier 1983.

(2) Déjà citées par M. Michel Albert dans *le Pari français*, Seuil (page 242).

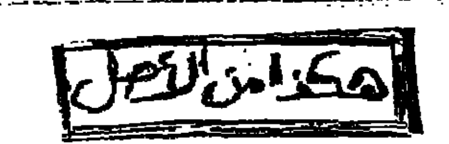
(3) *L'après-crise est commencée*, Gallimard, 1982.

(4) *Le Monde* daté 22-23 août 1982.

(5) *Le Monde* daté 22-23 août 1982.

(6) *La France à deux vitesses*, Flammarion, 1982.

● Pour la cinquième fois, la négociation pour la mise au point d'une nouvelle convention de protection sociale dans la sidérurgie, prévue pour le 11 janvier, a été reportée (au 19 janvier). Cette réunion, qui devait être la dernière, avait déjà été programmée les 20 décembre, 22 décembre, 28 décembre et 6 janvier. La C.F.T.C. *« s'interroge sur les capacités des pouvoirs publics à résoudre les problèmes économiques et sociaux auxquels est confronté notre pays »*. La fédération de la métallurgie C.F.D.T. demande que *« la date du 19 janvier soit respectée et que les négociations engagées aboutissent le même jour à la rédaction d'un projet de convention. »*



LA GRÈCE, SES DIFFICULTÉS INTERNES ET SES RELATIONS AVEC LA C.E.E.

La drachme est dévaluée de 15,5 %

Le gouvernement grec a annoncé, dimanche 9 janvier, une dévaluation de 15,5 % de la drachme. Cette décision sera accompagnée par une série de mesures visant à favoriser les exportations et à limiter les importations en provenance des pays n'appartenant pas à la C.E.E. Notre correspondant à Athènes, Marc Marleau, nous signale que, au moment où le gouvernement négocie de nouveaux emprunts extérieurs, le problème de la dévaluation se trouvait inscrit dans l'écart entre le taux annuel d'inflation en Grèce et le taux moyen enregistré dans les principaux pays avec lesquels la Grèce commerce. Ainsi, en novembre dernier, le taux d'inflation se situait autour de 20 % contre 4,7 % en R.F.A., 6,2 % en Grande-Bretagne, 9,4 % en France et 4,6 % aux Etats-Unis, par exemple. Les produits grecs devenus chers s'exportaient de moins en moins. La chute des exportations de citrons est significative : au 15 décembre 1982, la Grèce avait exporté 716 tonnes de citrons contre 17 204 tonnes durant la même période en 1981. Sur le marché intérieur, les produits importés supplantaient de plus en plus les produits grecs.

Soucieux de limiter les conséquences de cette différence de taux d'inflation, le gouvernement avait jusqu'à présent laissé la drachme déraper. Mais cette facilité ne pouvait se prolonger. En effet, il apparaît que, du 31 décembre 1981 au 31 décembre 1982, la drachme a perdu 18,33 % par rapport au dollar, 14,31 % par rapport au mark, 4,19 % par rapport au franc français, 4,05 % par rapport à la livre sterling, 9,65 % par rapport au franc suisse, 0,57 % par rapport au franc belge, 13,88 % par rapport au florin, 7,51 % par rapport à la lire, 7,23 % par rapport à la couronne danoise, 7,84 % par rapport à la livre néerlandaise et 13,20 % par rapport au yen japonais.

D'autre part, le taux élevé d'inflation enregistré ces trois dernières années a fait que les produits grecs ont régulièrement perdu de leur compétitivité : 9,4 % face à la R.F.A., 13,9 % face à la France, 8,4 % face à l'Italie, 12,3 % face à la Grande-Bretagne, 21,9 % face à la Belgique.

Devant cette situation, le gouvernement devait choisir. Finalement, il a été décidé une dévaluation de 15,5 %, qui devrait mettre un terme aux spéculations.

M. Arsenis, ministre de l'économie, a justifié la dévaluation par la nécessité de rendre plus compétitive l'économie grecque et de lui redonner un nouveau souffle. *« Le gouvernement a non seulement l'intention mais les moyens de soutenir la nouvelle parité de la drachme et de maintenir sa valeur par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux de la Grèce »*, a-t-il affirmé. Le ministre a ajouté que la décision de dévaluer avait été également prise pour contrecarrer *« les activités spéculatives de certains milieux »* sur lesquels il n'a pas donné de précisions.

La dévaluation sera accompagnée, selon M. Arsenis, qui n'a pas donné de précisions, par une série de mesures visant notamment à favoriser les exportations grecques et à limiter les importations en provenance de pays n'appartenant pas à la C.E.E. Ces mesures seront très prochainement soumises au Parlement.

Une balance des paiements de plus en plus déséquilibrée

Arrivés au pouvoir en octobre 1981, les dirigeants socialistes avaient dû parer au plus pressé : juguler l'inflation et lutter contre le chômage. Pour ce faire, ils avaient maintenu les contrôles sur l'économie tout en mettant au point un plan quinquennal de développement.

La bataille des prix et des revenus aura marqué l'année 1982. Le gouvernement avait autorisé une augmentation moyenne des salaires et des traitements de 3 %, tout en favorisant les bas revenus relevés de 20 %. L'inflation, si elle est restée très forte (20 %), s'est cependant ralentie, puisqu'elle atteignait 25 % en 1981. En 1982, les investissements privés avaient baissé, alors que le secteur industriel demeurait chaotique. L'indice général de la production industrielle avait reculé de 2 %. Les nationalisations peu nombreuses n'avaient touché que l'industrie métallurgique et les armements. Les « socialisations » prévues et annoncées par le gouvernement ont été retardées.

Cependant, le capital privé est demeuré plus que réticent. Les réserves suscitées par l'expérience socialiste en cours, les interventions brouillonnes des syndicats, des grèves comme celle des banques (quarante-cinq jours), des transports publics, de l'hôtellerie et de nombreuses entreprises industrielles n'ont pas encouragé les investissements privés.

La lutte contre le chômage a été difficile, la croissance ne cessant de se ralentir depuis 1980 (moins de 1 % en 1982). Le taux de chômage est passé à environ 9 % de la population active, 15 % si l'on tient compte des jeunes en quête d'un premier emploi et de ceux qui ne se sont pas encore fait inscrire comme demandeurs d'emploi. Le plus fort pourcentage est enregistré dans le secteur du bâtiment (60 %). Les efforts du gouvernement pour créer de nouveaux emplois n'ont pas compensé les licenciements.

Pour 1983, dans le cadre du développement, le gouvernement socialiste prévoyait 30 milliards de francs d'investissements publics, ainsi que sept nouvelles unités industrielles dont le financement sera assuré par des banques nationalisées. Ces sept unités devaient offrir dix mille nouveaux emplois.

Dans le secteur agricole en revanche, les mesures prises par le gouvernement en faveur des exploitants et le dynamisme des nouvelles coopératives ont produit de bons résultats. Cependant la suppression des montants compensatoires, la baisse des droits de douane et la déficience des organisations commerciales joint à la suppression des montants compensatoires a eu comme conséquence une baisse de la compétitivité à l'exportation.

Globalement (agriculture et industrie), la balance commerciale a accusé un déficit de 2 milliards de dollars en 1982. De plus le déséquilibre de la balance des paiements (2,3 milliards de dollars en 1982) s'est accru l'an passé du fait de la baisse des recettes du tourisme et de la crise de la marine marchande.

Source traditionnelle de revenus pour la Grèce (1,9 milliard de dollars en 1981), les activités touristiques ont en effet enregistré une nette régression en 1982 (– 18 %). Outre la crise internationale, la hausse très rapide de l'hôtellerie (plus de 20 % par an) a rebuté une partie des cinq millions et demi de touristes qui visitent habituellement la Grèce, parmi lesquels un million de Britanniques, neuf cent mille Allemands et trois cent mille Français. La dévaluation de la drachme permettra, simplement, d'atténuer ces hausses.

Un autre secteur en crise est celui de la marine marchande, point fort de la Grèce, avec dix mille inscrits maritimes sans emploi et une chute des rentrées en devises d'environ 13 %. A ces fléchissements s'ajoute une baisse de 10 % des envois de fonds par les émigrés.

● **Les prix ouest-allemands ont** augmenté de 0,2 % en décembre, comme en novembre, selon les résultats définitifs de l'Office fédéral des statistiques. Sur un an, de décembre 1981 à décembre 1982, le coût de la vie a enregistré une hausse de 4,6 %, soit moins qu'en novembre et qu'en octobre 1982, où son augmentation sur douze mois avait été respectivement de 4,7 % et de 4,9 %. En 1982, le taux moyen de la hausse des prix a été de 5,3 % contre 5,9 % en 1981. – (A.F.P.)

● **M. Vincenzo Milazzo a été nommé à la présidence de la Consob, la Commission italienne des opérations de Bourse.** – Ce poste était vacant depuis cinq mois à la suite de la démission de M. Guido Rossi, intervenue à la mi-août 1982, lorsque celui-ci avait mis en cause le rôle joué par la Banque d'Italie dans la faillite du Banco Ambrosiano.

Les Grecs, Européens de l'an II

I. – *Des paysans perplexes*

De notre envoyé spécial
JACQUES GRALL

Lemos. Un village de pêcheurs, au bord du lac de Prespes, à deux pas des frontières albanaise et yougoslave. La Grèce est ici montagneuse, froide et enneigée. La salle où se resserrent autour du poêle à bois central les envoyés des dix villages voisins – rien que des hommes – est assurément paroissiale. Les rangées de livres et le crucifix témoignent. Préfet, fonctionnaires, représentant de la Communauté économique européenne sont assis pour présider à cette rencontre insolite entre des journalistes (invités par la Commission de Bruxelles à voir comment tourne la petite dernière de la famille des Dix) et de pauvres pêcheurs. Comme le froid et la nuit dehors, les plaintes tombent vite :

– *L'eau du lac est polluée. Il faudrait arrêter les prises de poissons pendant deux ans avec une aide de la Communauté.*

Les oiseaux rares prolifèrent dans ce coin de paradis oublié par les dieux du tourisme.

– *Ce sont des étrangers qui organisent des tenderies (1) et on nous le reproche, à nous, gens du village.*

– *L'usine de bauxite ne fonctionne plus depuis dix ans.*

– *Pourquoi*, demande le préfet ?

– *La gestion était assurée par la banque agricole de Grèce. Manque de capitaux*, lui répond-on.

– *Nous avons d'importants gisements de marbre, mais l'exploitation en est interdite pour protéger la forêt nationale.*

– *Il faut développer le tourisme*, lance quelqu'un.

– *Pas d'accord*, reprend un autre gaillard qu'on tente en vain d'empêcher de parler. *On a d'abord un problème de survie. Ici, trois habitants sur cinq gagnent moins de 1 500 drachmes par an* (environ 150 francs). *Quand il neige, l'hélicoptère n'atterrit pas et on nous parle de station de ski !*

Le ton monte avec la chaleur du poêle à bois :

– *La C.E.E. n'a aucun avantage pratique. On attend encore pour écouler nos haricots, car un seul grossiste passe.*

Un fonctionnaire intervient : *« N'avez-vous pas reçu l'an dernier des indemnités compensatoires au revenu ?*

Brouhaha général : *Oui, non, ils mentent...*

– *Qui paie cette indemnité ?* insiste le fonctionnaire.

– *Le FEOGA, mais c'est insuffisant. Elle ne fait que couvrir une partie des frais de transport.*

Le plus tonitruant reprend : *Les journalistes sont venus pour voir quoi ? La région ? La beauté du lac, ou comment on s'en tire ?*

Derrière lui, un officiel ou apparenté tourne la main autour de son nez. Selon lui, le braillard serait aviné. Pourtant le pêcheur ajoute :

– *Ce qui est intéressant, c'est de savoir combien on gagne. Pourquoi ne sont-ils pas venus chez moi, voir comment on vivait ? Les aides de la C.E.E., c'est trop peu. Ajoutées à un revenu ridicule, elles ne servent à rien. Par contre, on aurait pu, en les regroupant, créer des emplois dans l'usine de bauxite.*

Le représentant de la Commission de Bruxelles se croit obligé d'intervenir. Il le fait longuement pour dire en bref que c'est une question de ligne budgétaire. Les aides, c'est prévu ; le reste pas encore, bientôt peut-être. Et c'est favorablement que nous pourrions envisager l'ouverture de ceci ou de cela, crédits, règlements, nani nanaire, et on ne peut pas dépenser plus que l'on n'a, etc.

Un sombre tableau

Avec les Européens de l'An II, puisque la Grèce a adhéré à la C.E.E. le 1er janvier 1981, l'Europe s'est ouverte sur une certaine manière de tiers-monde : 12 % d'analphabètes de plus de dix ans, une pléthore de fonctionnaires (trois cent mille, soit 10 % de la population active), une concentration urbaine considérable (trois millions d'habitants à Athènes pour dix millions d'habitants) et un exode rural qui continue.

L'agriculture occupe encore 30,7 % de la population active. Le ministre qui en a la charge dans le gouvernement socialiste, M. Simitis, veut à la fois accroître la productivité et combattre l'exode rural. Les objectifs ne sont-ils pas contradictoires ? *« Ils le seraient*, répond-il, *si le développement de l'agriculture grecque était déjà important et que l'amélioration de cette productivité ne puisse passer que par cet exode rural. Nous n'en sommes pas là. »*

Le revenu à la campagne représente 47 % du revenu moyen des villes. La montagne et la semi-montagne occupent 44 % des terres et abritent la moitié des quelque sept cent mille exploitations, dont plus des deux tiers ont moins de 5 hectares.

Sous-emploi, population active âgée entraînant un manque de main-d'œuvre pour certains travaux, absence de technologie, sous-équipement des services de formation et de recherche, chute des investissements publics et privés, exportations à bas prix de produits de mauvaise qualité, morcellement de la commercialisation : le tableau dressé par M. Simitis n'est pas rose. Quand la monoculture n'est pas celle du pays, avec l'olivier qui intéresse trois cent cinquante mille exploitants, elle est celle d'un village : ce sont les cerises de Koryfi. On en fait depuis quand ? Impossible à savoir, mais, dans ce village du bout du monde, sans eau contre la sécheresse, avec des routes impraticables l'hiver ou, plus simplement, quand il pleut, on fait de la cerise de père en fils, fruit fragile qui supporte mal les trajets sous la poussière, quand il ne pleut pas.

« Nous avons besoin de quelqu'un qui nous pousse », dit un producteur désireux de créer une coopérative de commercialisation et de sortir ainsi des mains des grossistes. Auparavant, le préfet du département d'Edessa nous avait longuement parlé, avec l'engouement d'un néo-planificateur, de la participation populaire importante qui préside à l'élaboration du plan quinquennal (1983-1987).

– *La coopérative fruitière de Korify est inscrite au plan*, lâche l'ingénieur agronome.

– *Ah bon ! On ne le savait pas*, répondent les producteurs de cerises.

C'est le même ingénieur qui, sortant une liasse de papiers de sa grosse serviette, – nous sommes cette fois dans le café de Karidia, ce qui veut dire noyer, mais ici encore la cerise domine –, affirme que le revenu par tête s'élève à 80 000 drachmes par an. Contestation d'un paysan : *« 120 000 à 150 000 drachmes pour une famille de cinq personnes, pas plus ! »*

– *Mais je compte l'autoconsommation, les légumes du potager, etc.*

– *Les légumes, on les achète. Il n'y a pas d'eau pour les potagers.*

Quels chiffres arriveront jusqu'à l'ordinateur de Bruxelles ? La cerise ne paie plus. A-t-elle jamais payé, avant, quand la C.E.E n'était pas à l'ordre du jour ? Mystère. Les jeunes doivent travailler, en plus, dans la construction, qui est d'ailleurs florissante. Mais ils y passent plus de cent quarante jours : c'est trop, vu de Bruxelles, pour être un vrai paysan et obtenir les aides afférentes.

Dans le café-épicerie de Sarakini, fini la cerise ? Pas tout à fait. Les habitants du village font aussi de l'élevage. Isolement, femme qui accouche dans une voiture, pas de médecin au village, mais aussi *« début de matérialisation des promesses du préfet »*, affirme le chef de village, un jeune agriculteur, militant du Pasok, le parti socialiste grec.

– *La C.E.E. donne des aides pour la production de viande mais pas pour le lait. Résultat : on assiste à la progression des importations de produits laitiers, même de feta. On n'est pas contre les importations, mais l'emprunt du nom.*

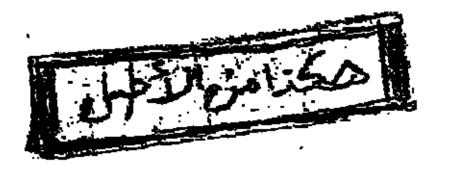
« Avant l'adhésion, expliquera M. Simitis, dans un colloque officiel à Athènes, *notre balance commerciale avec la C.E.E. était positive. Elle est devenue déficitaire. On a vendu sur le marché grec des agrumes d'Amérique latine ou de Turquie, et dès le début de l'adhésion nous avions du mal à écouler nos raisins secs devant la concurrence turque ou australienne. Les relations nouvelles avec la C.E.E. facilitent l'entrée de produits concurrents, en Grèce. D'où notre memorandum pour discuter certaines modalités de l'adhésion. »*

Qui donc gagnera la course de vitesse engagée depuis deux ans : les marchands pour lesquels l'ouverture du marché grec est une aubaine, eux qui se trouvaient dans une Communauté trop étroite, ou le peuple grec travaillant à son auto-développement, comme dans un pays d'Afrique ou d'Asie, mais avec le concours de la C.E.E.

Prochain article :

Des aides, des aides, des aides...

(1) Chasse où l'on tend des pièges.



ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le gouvernement souhaite voir Honda prendre une participation dans le groupe nationalisé British Leyland

Le gouvernement britannique est « *très désireux* » de voir Honda prendre une participation dans le capital de British Leyland (B.L.), le constructeur automobile nationalisé britannique. C'est le ministre de l'industrie, M. Jenkin, qui l'a affirmé, le 8 janvier. M. Jenkin, qui doit se rendre dans les jours qui viennent au Japon, a déclaré au *Financial Times* que « *si B.L. et Honda veulent développer leur collaboration pour arriver à un arrangement (prise de participation de Honda dans B.L., si ce dernier est d'accord), le gouvernement, en tant que principal propriétaire de British Leyland, serait très désireux de voir la réalisation d'une telle collaboration* ».

Les deux groupes coopèrent depuis 1979 pour la construction en Grande-Bretagne d'une voiture japonaise sous licence britannique, la Triumph Acclaim. Ils ont, en outre, le projet de constituer une filiale commune pour la conception d'une voiture de luxe, baptisée « X.X. ».

Une prise de participation de Honda dans B.L., déjà envisagée en mars 1981, donnerait à l'entreprise britannique l'argent frais qui lui fait défaut et aiderait à cette dénationalisation voulue par un gouvernement conservateur qui a du mal à trouver preneur. M. Jenkin a toutefois précisé qu'il n'était pas question de céder la totalité du capital de B.L. aux Japonais. Il se souvient sans doute des critiques très vives qu'avait suscitées l'accord de 1979.

Cependant, les statistiques du marché automobile britannique en 1982 font apparaître l'ampleur de la part prise par les constructeurs étrangers. Les importations couvrent désormais le chiffre record de 57,7 % du marché. Le précédent record était de 56,7 % en 1980. En parts de marché, Ford obtient 30,49 % ; British Leyland, 17,83 % ; General Motors, 11,69 %, et le groupe Peugeot (Peugeot, Citroën, Talbot) 5,97 %, contre 7,62 % en 1981. Globalement, les ventes d'automobiles sur le marché britannique, avec 1 550 027 véhicules, sont en augmentation de 4,7 % par rapport à 1981.

● **Augmentation des importations d'automobiles sur le marché américain.** — 2,2 millions d'automobiles importées ont été vendues aux Etats-Unis en 1982. En 1980, il en avait été écoulé 2,4 millions. Mais sur un marché plus restreint, la part des véhicules importés atteint un record en 1982 avec 27,77 % des ventes.

AFFAIRES

LA RENCONTRE DES PRÉSIDENTS DE THOMSON ET PHILIPS

Paris est convaincu qu'un accord européen est possible dans l'électronique

Les présidents de Philips et Thomson, MM. Wisse Dekker et Alain Gomez, qui se sont rencontrés le 8 janvier aux Pay-Bas, ont manisfesté leur intention de poursuivre leurs conversations pour parvenir à un accord dans l'électronique grand public. Ils se *reverront* dans six semaines.

La coopération entre Thomson *et Philips dans toute la gamme* de l'électronique de loisirs a été *au centre des négociations entre* les deux groupes, a précisé un *porte-parole de Philips.*

En outre, a-t-il dit, les modalités, de la prise de participation à hauteur de 75 % de Thomson dans la firme ouest-allemande Grundig, dont Philips détient 24,5 % du capital, devront automatiquement résulter d'un accord de coopération entre les deux groupes.

« La volonté et le désir de coopération existent dans les deux camps », estime-t-on encore à Eindhoven.

A Paris, où l'on a été frappé de l'excellence du climat de la rencontre, on se dit convaincu qu'un accord européen est possible. Le rapprochement Thomson-Grundig s'inscrirait alors dans un cadre plus général d'une large stratégie de l'électronique européenne face à la concurrence japonaise.

Faits et chiffres

Social

● **Le sous-directeur d'Usinor-Longwy, M. François Duvernoy,** a été libéré le 8 janvier, peu avant 14 heures, après avoir été séquestré depuis vendredi après-midi par une centaine d'ouvriers des Aciéries et fonderies de Gorcy (Meurthe-et-Moselle). Les sidérurgistes exigeaient qu'Usinor aide leur entreprise, en règlement judiciaire, à redémarrer. Ils ont cessé leur action après la réception d'un message de l'hôtel Matignon qui, après avoir souligné que « *la séquestration n'est pas tolérable* », annonçait la réunion d'une « table ronde » rassemblant le responsable d'une étude sur la viabilité des entreprises, les responsables d'Usinor et ceux des Aciéries et fonderies de Gorcy. Usinor avait porté plainte le 7 janvier pour séquestration. — *(A.F.P.)*.

● **Fin de l'occupation de la mine de la Tronquie à Carmeaux.** — Les sept mineurs tarnais, qui occupaient, depuis le 23 décembre, le puits de la Tronquie à Carmaux (Tarn) pour protester contre leur licenciement, sont remontés à la surface vendredi 7 janvier en fin d'après-midi. Un accord est intervenu avec la direction des Houillères d'Aquitaine. Les mineurs, qui protestaient contre le licenciement, pour la fin du mois de février, des vingt-sept travailleurs qu'employait cette société à Carmeaux, ont obtenu leur intégration ou leur reclassement.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

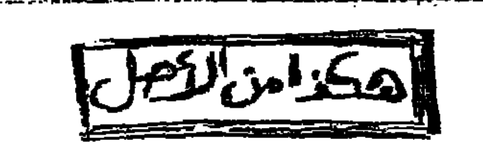
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	6,6050	6,6100	+ 205	+ 240	+ 395	+ 445	+1100	+1220
$ can.	5,3860	5,3925	+ 95	+ 140	+ 220	+ 280	+ 630	+ 760
Yen (100)	2,9025	2,9060	+ 150	+ 170	+ 285	+ 320	+ 840	+ 905
DM	2,8320	2,8350	+ 170	+ 190	+ 325	+ 355	+ 940	+1010
Florin	2,5620	2,5645	+ 165	+ 185	+ 320	+ 345	+ 935	+ 995
F.B. (100)	14,3950	14,4130	− 300	− 190	− 640	− 430	−1275	− 670
F.S.	3,4170	3,4225	+ 305	+ 335	+ 555	+ 590	+1530	+1615
L (1 000)	4,9100	4,9155	− 575	− 450	−1070	− 920	−2690	−2475
£	10,5725	10,5850	+ 150	+ 250	+ 300	+ 420	+ 900	+1140

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 5/8	9	8 5/8	9	8 5/8	9	8 3/4	9 1/8
DM	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16
Florin	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2
F.B. (100)	12	14	13 1/4	15 1/4	13 1/4	15 1/4	13	14 3/4
F.S.	5/8	1 3/8	2 5/8	3	2 9/16	3 1/16	3	3 3/8
L (1 000)	16	20	22 3/8	25	23 3/4	25 3/4	23 3/8	24 5/8
£	10	10 3/4	10 1/4	10 7/8	10 5/8	11 1/16	10 5/8	11 1/16
F. franç.	24	30	23	24 1/2	23	24 1/2	21 1/2	23

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MARCHÉS FINANCIERS

Aux États-Unis

LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE ABORDENT 1983 AVEC UNE RELATIVE CONFIANCE

New-York. – Pour la plupart, les dirigeants d'entreprise s'attendent à voir les conditions générales de l'économie s'améliorer cette année, mais l'optimisme qu'ils affichent apparaît sensiblement plus modéré que celui dont ils avaient fait preuve fin 1981. Telle est l'impression générale qui ressort de l'analyse des réponses obtenues par le *Wall Street Journal* lors d'un sondage effectué à sa demande, par l'Institut Gallup, auprès de 310 dirigeants de grandes entreprises, 305 patrons de moyennes entreprises et 207 petits patrons.

La comparaison des résultats de cette enquête, effectuée par téléphone le mois dernier, et de ceux d'un sondage similaire opéré un an plus tôt permet d'affirmer que la proportion des personnes interrogées s'attendant à une amélioration de l'économie a diminué en un an, et que ces responsables sont de plus en plus nombreux à estimer que cette amélioration ne sera que de peu d'ampleur.

Parmi les dirigeants interrogés, la proportion de ceux annonçant, pour cette année, la fin de la récession ou, au moins, une amélioration de la situation économique a été de 46 % au niveau des grandes sociétés, contre 56 % lors du sondage de décembre 1981, de 33 % pour les moyennes entreprises (contre 39 %) et de 31 % parmi les petits patrons (36 %).

Alors qu'il y a seulement un an 5 à 6 % en moyenne des chefs d'entreprise prévoyaient que l'amélioration ne serait que de faible ampleur, cette proportion atteint maintenant 29 % pour les grandes sociétés, puis 30 et 20 %, respectivement, pour les moyennes et petites entreprises. – (*Agefi.*)

LA MAISON BLANCHE S'ATTEND A UNE PROGRESSION DU P.N.B. DE 4 % PAR AN JUSQU'A LA FIN DE 1988

Agefi. – Précisant les indications déjà fournies par les milieux proches des conseillers économiques du président Reagan, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a fait état des prévisions officielles concernant la progression du produit national brut pour 1983 et au-delà.

Soulignant que l'économie américaine était, maintenant entrée, pour le gouvernement, dans une période de « croissance soutenue », M. Speakes a déclaré qu'en données corrigées de l'inflation, le P.N.B. devait progresser de 1 % au premier trimestre, de 3 % au deuxième et de 4 % au troisième et au quatrième trimestres. Pour 1983, la progression moyenne du P.N.B. devrait être ainsi de 3 %.

M. Speakes a ajouté que la Maison Blanche s'attendait à une croissance moyenne de 4 % par an en termes réels jusqu'à la fin de 1988. Le porte-parole a ajouté que le niveau moyen du P.N.B. cette année, devrait dépasser de 1,4 % en termes réels, celui de 1982. A la fin du quatrième trimestre, a-t-il dit, le P.N.B. devrait avoir enregistré une progression de 3 % par rapport à la période correspondante de 1982.

Le porte-parole de la Maison Blanche a précisé que ces prévisions seront officiellement formulées dans un rapport économique annuel qui doit être présenté au Congrès par le président Reagan le 31 janvier, à l'occasion du projet de budget de l'exercice fiscal 1984. Il a rappelé qu'en 1982 le P.N.B. avait enregistré une contraction de 5,1 % au premier trimestre, une croissance de 2,1 % au deuxième, une croissance de 0,7 % au troisième et un recul de 1,2 % au quatrième.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

UNE ÉTUDE SUR LE GROUPE ROYAL-DUTCH. La charge d'agent de change Jean de Cholet-Gilles Dupont estime dans une étude que le bénéfice net par action du groupe Royal-Dutch devrait atteindre 20 florins pour l'exercice 1982 et 24 florins pour l'exercice 1983. (Le bénéfice de 1981 avait été de 17,20 florins.) Les auteurs de l'étude estiment que le dividende pour l'exercice qui vient de s'achever pourrait s'élever à 8 florins (contre 7,50 florins.)

COMPAGNIE DU MIDI. – La Compagnie du Midi fait savoir qu'à la Bourse du 3 janvier 1983 elle a acquis 25 000 actions Compagnie financière Delmas-Vieljeux, portant ainsi sa participation à 75 000 titres, soit légèrement plus de 10 % du capital.

Cette acquisition a été faite en accord avec le groupe familial majoritaire.

LES DOCKS LYONNAIS. – La Société des docks lyonnais a cédé à la Société Genty-Cathiard 22,97 % du capital de la Société Dokali. Après cette cession, elle conserve 25,03 % dans le capital de la Société Dokali.

Elle a également cédé à la Société Genty-Cathiard 10 % de la Société Maisons économiques-Etablissements Guérin-MEG et conserve après cette cession 30 % du capital de la Société MEG.

U.F.B.-LOCABAIL. – L'Union française des banques (U.F.B.) et sa filiale Locabail, sociétés du groupe de la Compagnie bancaire, spécialisées dans le financement des biens d'équipement au service des petites et moyennes entreprises, ont réalisé ensemble 7 milliards de francs d'opérations nouvelles en 1982, soit 21 % de plus qu'au cours de l'année précédente.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	7 janv.
Valeurs françaises	103
Valeurs étrangères	105,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	7 janv.
Indice général	101,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 7 janvier ..... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7 janv.	7
1 dollar (en yens)	288,90	5

BOURSE DE PARIS — Comptant — 7 JANVIER

HORS-COTE

Compartiment spécial

Autres valeurs hors cote

Étrangères

A.E.G.	100	....
Akzo	110	113
Alcan Alum	230	....
Algemeine Bank	1016	1015
Am. Petrofina	486	....
Arbed	160	....
Asturienne Mines	43	54
Bco Pop Espanol	87	80

SICAV

◆ : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

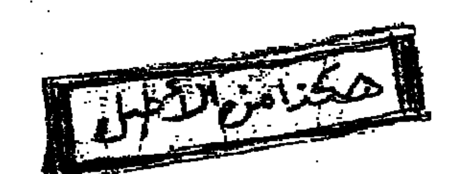
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 655	6 652	6 450	6 800
Allemagne (100 DM)	283 540	283 550	275	289
Belgique (100 F)	14 409	14 400	13 200	14 300
Pays Bas (100 fl.)	258 810	258 830	250	262
Danemark (100 krd)	80 430	80 180	76	82
Norvège (100 k)	95 500	95 260	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 711	10 663	10 350	11 050
Grèce (100 drachmes)	9 430	9 380	8 750	9 750
Italie (1 000 lires)	4 916	4 920	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	339 750	341 600	332	350
Suède (100 krs)	92 020	91 950	89	96
Autriche (100 sch)	40 310	40 430	39 400	41 100
Espagne (100 pes.)	5 341	5 315	5 100	5 500
Portugal (100 esc.)	7 430	7 400	6 100	7 300
Canada ($ can 1)	5 411	5 411	5 270	5 540
Japon (100 yens)	2 894	2 883	2 760	2 900

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/1
Or fin (kilo en barre)	98400	97800
Or fin (en lingot)	98400	97500
Pièce française (20 fr)	696	700
Pièce française (10 fr)	476	.....
Pièce suisse (20 fr)	680	740
Pièce latine (20 fr)	650	660
Souverain	802	820
Pièce de 20 dollars	3600	3695
Pièce de 10 dollars	1730	1750
Pièce de 5 dollars	890	.....
Pièce de 50 pesos	4125	4145
Pièce de 10 florins	690	690



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

M. Jack Lang fait un bilan optimiste de la politique culturelle

Invité de l'émission « Le grand jury R.T.L.-*le Monde* », le dimanche 9 janvier, M. Jack Lang, ministre de la culture, a commencé par évoquer les deux partenaires culturels que sont — hors du ressort de son ministère — *la télévision et l'école*.

Le ministre a dressé un bilan positif de l'action du gouvernement pour le premier secteur : citant notamment les décisions prises à l'égard des radios libres et l'option d'engager la France vers un système de câblage en fibres optiques, et affirmant qu'« *il appartient à chaque directeur de programmes de concevoir de quelle manière il peut passionner et susciter dans le pays un vif intérêt pour l'art et la création* », espérant qu'avec l'apparition des réseaux nouveaux « *l'État associera l'ensemble des industries privées à la création des nouveaux programmes* ».

Au sujet des lacunes du système scolaire, M. Jack Lang a annoncé pour le mois de mars prochain la publication du premier avant-projet d'une loi pour l'éducation artistique dans l'école et hors l'école.

Interrogé ensuite sur une éventuelle crise de la création, le ministre de la culture, citant le *Dictionnaire des idées reçues* de Flaubert, trace un tableau optimiste de la vie musicale française, incluant dans celle-ci le « *travail remarquable* » de groupes de rock ou de chanteurs de variétés ; il n'a pas craint d'estimer que « *le théâtre français, aujourd'hui, est le plus brillant du monde* » et d'avancer que « *nous sommes, après les États-Unis, le premier pays de cinéma du monde* », ajoutant que « *la fréquentation cinématographique a augmenté de près de 30 % depuis le 10 mai* ». Énumérant les efforts entrepris en matière de culture technique (écomusées, musées du patrimoine industriel et Cité des sciences de La Villette), il a insisté sur la notion de patrimoine culturel et sur la prise en compte de formes de culture auparavant « *excommuniées* ».

M. Jack lang a rappelé les « grands projets » (Opéra de la Bastille, École de photo à Arles, Centre d'art contemporain à Grenoble, etc.), n'excluant pas l'appel aux contributions privées y compris pour le « Grand Louvre ». Le débat a ensuite porté sur le Centre Pompidou, dont un nouveau président devrait être désigné avant le mois de février, La Villette, le musée d'Orsay, et l'Exposition universelle qui « *rapportera* » beaucoup à la France en termes d'emplois créés (« *plus de deux cent mille* ») et de prestige. Et puis, qui sait, on construirait peut-être un nouveau pont sur la Seine ?

Après avoir récusé successivement les accusations de « *copinage* » en matière de concours d'architectes et de « *dirigisme culturel* » concernant la région parisienne, M. Lang s'est fécilité de la bonne consommation des crédits de son ministère en 1982, ainsi que des effets de la nouvelle loi sur le prix unique du livre, non sans insister sur le rôle du marché dans le secteur culturel. Sa définition de la culture revenant à dire : pas seulement les livres, pas seulement le cinéma, pas seulement la musique, c'est aussi votre manière d'être et de vivre.

Sur le point des relations internationales, M. Lang s'est contenté de souligner l'importance d'un « *espace audiovisuel européen* ».

LA BAISSE DU DOLLAR REPREND : 6,60 F

Interrompue au milieu de la semaine dernière, la baisse du dollar a repris, lundi 10 janvier, sur tous les marchés des changes, le cours de la monnaie américaine revenant, à Francfort, de 2,3450 deutschemarks à 2,3280 deutschemarks, à Paris, de 6,65 F à 6,60 F, et à Tokyo de 231 yens à 228,50 yens.

Ce nouveau repli n'est pas dû à une nouvelle particulière. Certes, les opérateurs s'attendent toujours à un abaissement du taux d'escompte des États-Unis, mais c'est le cas également, pour les taux d'escompte européens. En fait, le sentiment, sur les marchés financiers internationaux, est fermement à la baisse du dollar. A Paris, un peu de calme est revenu après la forte attaque qu'a subi le franc tout au long de la journée du vendredi 7 janvier : la réapparition de rumeurs très insistantes sur une sortie éventuelle du franc du S.M.E. pendant le week-end, a obligé la Banque de France à intervenir massivement pour maintenir à 2,8350 F le cours du mark à Paris.

Lundi 10 janvier, la Banque fédérale d'Allemagne s'est efforcée de freiner la baisse du dollar, tandis que la livre sterling continuait de fléchir, revenant, à Paris, de 10,66 F à 10,58 F. Le cours de l'once d'or à Londres est passé de 455 dollars à 471 dollars.

A la demande de la Commission de Bruxelles, six banques commerciales opérant en Europe, le Crédit lyonnais, la Lloyds (G.-B.), l'Istitut Bancario San Paolo de Torino, la Krediet Bank (Belgique), l'European Investment Bank et la Morgan Guaranty (États-Unis), vont créer prochainement une association pour la compensation des opérations en unités de compte européennes (ECU). Étudiée depuis un an, la compensation interbancaire des opérations en ECU aura pour avantage de réduire le coût des règlements en évitant d'avoir à fractionner l'ECU en ses monnaies constituantes pour les besoins de chaque banque nationale. Selon la Krediet Bank, le marché des dépôts en ECU est passé de 500 millions au milieu de 1980 à 3 milliards actuellement (environ 2,9 milliards de dollars), et les émissions d'obligations libellées, dans cette monnaie, de 190 millions en 1981 à presque 2 milliards en 1982.

En Pologne

L'ancien président de l'Association des journalistes dénonce l'« incompétence » du pouvoir

L'interdiction du syndicat indépendant Solidarité a été une « *grosse faute politique* » commise par les autorités, a déclaré M. Lech Walesa à l'hebdomadaire dominical britannique *Sunday Times*. Les conflits auraient pu être résolus par des négociations « *sans provoquer les gens* », a-t-il ajouté.

Tel est aussi l'avis de M. Stefan Bratkowski, ancien président de l'Association des journalistes polonais à présent dissoute. Il estime que, « *tout en lançant des appels à une entente nationale, le pouvoir ne la désire nullement mais exige de la société une capitulation inconditionnelle et ne donne en échange qu'un retour aux vieilles méthodes de gouvernement* ». Pour lui, dans ces conditions, la société « *n'a d'autre solution* » que de s'organiser pour « *résister* » au pouvoir.

M. Bratkowski a fait ces déclarations dimanche 9 janvier devant mille cinq cents personnes à l'église de Podkowa-Lesna, située à 25 kilomètres de Varsovie. Le curé de la paroisse, le Père Kantorski, y organise des rencontres deux fois par mois pour permettre à des personnalités indépendantes de s'exprimer. M. Bratkowski s'était déjà fait remarquer tout au long de 1981, et surtout pendant l'été, en rappelant à leur devoir professionnel de vérité ses confrères qui se prêtaient aux campagnes souhaitées par le pouvoir et dénaturaient l'information selon les ordres reçus.

Pendant une heure, M. Bratkowski a dénoncé la « *gabegie* » dans l'économie et l'administration, ainsi que l'« *incompétence* » du pouvoir. Il a dit : « *Personne ne fait ce qu'il est censé faire. La police ne poursuit pas les criminels mais recherche les ennemis politiques. Les services de sécurité (...) font de l'endoctrinement politique, tandis que les généraux et les militaires, habitués à donner des ordres, se chargent maintenant de l'économie.* »

Tout cela mène à une « *dégradation* » de la situation tout comme « *l'état de guerre n'a résolu aucun problème, car il est impossible de résoudre des problèmes politiques par la force* », a-t-il dit. M. Bratkowski a observé que le pouvoir n'avait réussi à gagner à sa cause aucune personne bénéficiant de l'appui de la société et que, « *ce qui est plus significatif, toute personne ayant rallié le pouvoir a aussitôt perdu le consensus de la société* ».

« *Le précipice entre le pouvoir et la nation est plus profond que jamais* », a-t-il affirmé, puisque la société « *n'a pas capitulé devant le pouvoir militaire et elle a montré qu'elle ne capitulera pas devant la force* ».

Pour sa part, l'agence PAP a indiqué dimanche que trois mille fonctionnaires de l'administration centrale devaient être soumis ce lundi à un « *examen* » pour tester leur connaissance des principes de la réforme économique. Dans un deuxième temps, l'administration régionale et les directeurs de toutes les entreprises du pays devront subir le même test.

● *Supplément d'information dans l'affaire Le Balc'h.* — Le tribunal correctionnel de Brive a ordonné, le 6 janvier, un supplément d'information dans le procès en responsabilité médicale concernant le docteur Yves Le Balc'h, qui était poursuivi pour « coups et blessures volontaires », après la mutilation, le 22 juillet 1978, de Mme Geneviève Demonjean, vingt-six ans, à la suite d'une césarienne (*le Monde* du 26 mars 1981 et du 17 décembre 1982). Le tribunal a, en outre, requalifié le chef d'inculpation en « coups et blessures involontaires »

Le numéro du « Monde » daté 9-10 janvier 1983 a été tiré à 480 174 exemplaires.

A FLINS

Les négociations ont repris entre la direction et les syndicats de la régie Renault

A l'usine Renault de Flins la *situation demeure tendue lundi 10 janvier*, après la décision de la direction de mettre en chômage technique 10 300 salariés sur environ 18 000. A 6 h 30, seuls les secteurs hors chaîne (électrolyse, presses et portes de R-18) fonctionnaient normalement. Les négociations entre la direction de l'usine de Flins et les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.) ont repris lundi à 11 heures.

De notre correspondant

Flins. — « *L'usine est fermée pour la journée. Vous pouvez rentrer chez vous.* » Lundi 10 janvier au matin, peu avant 5 h 45, sur l'immense parking des usines Renault de Flins battu par une pluie fine, l'arrivée des cars de ramassage s'est faite dans une certaine pagaille.

« *Prévenir le personnel par le canal des ondes un dimanche, c'est tout un problème* », affirmait-on à la Régie. Alors, un à un, après avoir récupéré leurs passagers perdus dans la foule, les chauffeurs de cars ont repris le chemin des banlieues lointaines et des foyers de travailleurs immigrés.

Depuis le jeudi 6 janvier à 13 heures, l'usine était paralysée par une grève-bouchon observée par une centaine de peintres à l'appel de la C.F.D.T. Face à cette situation, la direction a décidé de mettre quelque 10 300 salariés en chômage technique, *sur environ* 18 000 *pour une* durée indéterminée. L'équipe de l'après-midi, lundi, est elle aussi invitée à rester chez elle.

Les trois séances de négociations qui se sont déroulées pendant le week-end s'étaient soldées par un échec. La C.F.D.T. et la C.G.T., dont le ton s'est durci au cours du week-end, trouvaient les propositions de la direction tout à fait insuffisantes. Dès vendredi, M. Daniel Richter, le délégué C.F.D.T., avait prévenu : « *Nous sommes prêts à aller vers une lutte très dure s'il le faut.* » La C.F.D.T., maintenant rejointe par la C.G.T., demande pour les 1 000 « pistoléteurs » et ponceurs de l'atelier de peinture une augmentation des coefficients salariaux, une augmentation de 50 % de la prime de nuisances (bruit, odeurs), un allongement de dix minutes du temps de douche et une prime de 300 F pour l'ensemble des salariés des services de fabrication.

« *La prime de 300 F pour tous et l'augmentation des coefficients salariaux ne sont pas négociables. Ces revendications sont impossibles a satisfaire* », affirme tout net la direction de Renault, qui, au cours du week-end, a pourtant lâché sur l'augmentation de la prime de nuisances (de 27 à 30 F de plus par mois), sur l'allongement du temps de douche (plus cinq minutes sur les dix minutes demandées), ainsi que sur la modification de certaines installations dans les ateliers de peinture.

Tôt, lundi matin, à la descente des cars, délégués C.F.D.T. et C.G.T., au coude à coude, distribuaient aux O.S. des tracts dénonçant « *le scandaleux lock-out* », mais sourtout demandant un réexamen général des classifications au sein de l'ensemble de la Régie. Cette extension des revendications traduit à l'évidence une volonté des syndicats de dépasser le simple problème des 1 000 peintres de Flins.

DAMIEN RÉGIS.